
Commission de la santé et des services sociaux

L'ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

MINISTÈRE DE LA SANTÉ
ET DES SERVICES SOCIAUX

RÉPONSES AUX QUESTIONS PARTICULIÈRES

— OPPOSITION OFFICIELLE—

VOLUME 1

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS

– OPPOSITION OFFICIELLE –

VOLUME 1

TABLE DES MATIÈRES DE L'ENSEMBLE DES QUESTIONS

	<u>Page</u>
1. Indiquer les sommes dépensées pour 2020-2021 par votre ministère pour l'informatique et les technologies de l'information. Préciser s'il s'agit d'achats de logiciels, de matériel ou de services professionnels (interne, externe ou du CSPQ).	39
2. Par programme, donner le niveau des crédits demandés au Conseil du Trésor pour l'année 2020-2021 et 2021-2022.	40
3. Pour le ministère et chacun des organismes, agences, conseils, comités ou autres qui en relèvent, indiquer pour 2020-2021 :	41
a) le nombre d'employés et le nom des employés affectés aux affaires publiques ;	
b) le montant dépensé par le département des affaires publiques ;	
c) le nombre et le détail des rencontres des employés affectés aux affaires publiques avec d'autres instances ou organismes publics, ventilés par instance ou par organisme.	
4. Évolution, au cours des dix dernières années, des sommes dédiées aux services sociaux comparativement aux sommes dédiées aux services et soins de santé.	43
5. Pour chaque direction du ministère et des organismes relevant du ministère, indiquer le nombre et le pourcentage d'employés occasionnels en 2020-2021 et pour les cinq dernières années, ainsi que le nombre et le pourcentage d'entre eux qui ont obtenu un poste permanent.	44
6. Mandats donnés à la Société immobilière du Québec pour la location, l'achat, l'aménagement, la décoration et les travaux divers en régie et/ou par contrat ou sous-contrat, en 2020-2021.	45
7. Nombre de postes laissés vacants pour tous les titres d'emploi pour lesquels cette information est disponible au cours de la dernière année, par région et par établissement.	46
8. Campagnes de publicité et de sensibilisation réalisées en 2020-2021, incluant les coûts et le nom des firmes ayant réalisé le mandat.	47
9. Liste de tous les sondages effectués en 2020-2021, incluant les coûts, les sujets et le nom des firmes les ayant réalisés.	49

10.	Pour le ministère et chacun des organismes, agences, conseils, comités ou autres qui en relèvent, indiquer pour 2020-2021 :	52
	<ul style="list-style-type: none"> a) la liste de tous les concours et tirages effectués ; b) les prix remis aux gagnants des concours et des tirages, ainsi que la valeur de ces prix ; c) l'objectif visé par la tenue de chacun des concours ; d) la liste des concours qui ont pris fin. 	
11.	Crédits engagés, montants dépensés, actions menées, échéancier, état et suivi des recommandations des différents comités mis en place par le ministre de la Santé et des Services sociaux et relevant de celui-ci en 2020-2021.	53
12.	Coût total par région, par établissement et pour le Québec, de l'assurance salaire 2020-2021 ainsi que les projections pour 2021-2022.	54
13.	Taux d'absentéisme par type d'emploi, par établissement du réseau de la santé et des services sociaux, par région et au total pour 2020-2021.	55
14.	Coûts de planification et de gestion pour les travaux effectués par les équipes de planification des CHU, par les gestionnaires de projets et par l'équipe du Bureau du directeur exécutif.	56
15.	Dépenses du réseau de la santé et des services sociaux par programme-clientèle (programme-service), et ce, par région et par établissement pour 2020-2021, ainsi que les prévisions pour 2021-2022. Indiquer le total par région, par établissement, et le total national.	57
16.	Nombre de titulaires d'emplois supérieurs et de cadres du MSSS (et leur rémunération totale), par catégorie d'emploi : <ul style="list-style-type: none"> a) sous-ministres ; b) sous-ministres associés ou adjoints ; c) autres titulaires d'emplois supérieurs ; d) cadres autres que les titulaires d'emplois supérieur 	58
17.	Nombre de postes de cadres abolis 2020-2021, par établissement et par région, et les montants versés en indemnités de départ.	59
18.	Effectifs en prêt de services : nombre d'ETC et sources de financement.	60
19.	Plans régionaux d'effectifs médicaux (PREM) en médecine de famille et plans d'effectifs médicaux (PEM) en spécialité pour chaque spécialité, par région, par établissement et par réseau local de services (RLS).	61
20.	Titres d'emploi en veille ou jugés vulnérables dans le réseau de la santé, déficit projeté de main-d'œuvre et effectif requis – ventilés par région.	65
21.	Budget d'opération et effectif, par catégorie d'emploi et par établissement, des CISSS, des CIUSSS et des établissements non fusionnés.	66
22.	Coût de gestion du réseau de la santé et des services sociaux : <ul style="list-style-type: none"> a) montant total ; b) MSSS ; c) CISSS et CIUSSS par mission/direction/programme-service ; d) établissements non fusionnés par mission/direction/programme-service. 	68
23.	Revenus provenant d'autres organismes : <ul style="list-style-type: none"> a) contribution de Loto-Québec pour les joueurs pathologiques et les PAPA ; b) paiement de la CSST à la RAMQ pour les accidentés du travail. 	69

24.	Transferts fédéraux pour la santé en 2021-2022.	70
25.	Liste de chaque consultation menée par le ministère et les organismes auprès des communautés autochtones en 2020-2021 :	71
	<ul style="list-style-type: none"> a) l'objet des consultations ; b) le moyen utilisé ; c) les dates des rencontres ; d) les communautés et les personnes consultées ; e) les résultats des consultations ; f) les montants afférents. 	
26.	État de situation concernant l'implantation du financement à l'activité :	72
	<ul style="list-style-type: none"> a) État d'avancement du projet ; b) montants versés à PowerHealth Solutions et à ses sous-traitants ; c) échéancier pour 2020-2021. 	
27.	État de situation du projet Optilab, incluant les sommes investies et l'échéancier de réalisation des mesures associées, par établissement.	73
28.	Depuis le 1er avril 2020, toute demande, analyse ou consigne envoyée concernant le paiement des traitements contre l'infertilité ou la fécondation in vitro.	74
29.	Depuis le 1er avril 2020, toutes les actions entreprises afin de revoir l'organisation administrative des CISSS et des CIUSSS.	75
30.	En 2020-2021, fournir les dépenses totales des établissements de santé en matière de médicaments.	76
31.	État de situation et plan au sujet des pénuries de médicaments dans le réseau de la santé et des services sociaux.	77
32.	Coûts ventilés et factures détaillées de chacune des campagnes publicitaires du MSSS lancées depuis le 1er avril 2020.	78
33.	Fournir la liste des professionnels cliniques et/ou établissements qui ont fait l'objet de condamnation à la suite d'une enquête.	81
34.	La plus récente version des délais d'accès, par programme, incluant possiblement, mais pas exclusivement, les programmes suivants :	82
	<ul style="list-style-type: none"> a) SIPPE ; b) services généraux psychosociaux ; c) perte d'autonomie et vieillissement ; d) déficience physique, déficience intellectuelle ou trouble du spectre de l'autisme ; e) jeunes en difficulté ; f) santé mentale ; g) santé mentale ambulatoire + 18 ans ; h) santé mentale ambulatoire - 18 ans ; i) orthophonie ; j) autres programmes. 	
35.	État de situation de l'application des modifications dans le cadre du projet de loi 130, <i>Loi modifiant certaines dispositions relatives à l'organisation clinique et à la gestion des établissements de santé et de services sociaux</i> , concernant l'application de P-38.	83
36.	Tout document, analyse, avis, rapport, étude ou liste de consultation concernant des modifications à la Loi P-38, depuis le 1er avril 2020.	84
37.	Évaluations, analyses financières de l'implantation de la capitation comme mode de rémunération.	85

38.	Plan d'immobilisation du ministère de la Santé et des Services sociaux, incluant les nouvelles initiatives et les enveloppes récurrentes pour 2020-2021 et 2021-2022 :	86
	<ul style="list-style-type: none"> a) immobilisation (maintien d'actifs, rénovations mineures dans le réseau, rénovations mineures dans les CHSLD, projets réguliers, projets spécifiques) ; b) mobilier et équipements ; c) ressources informationnelles ; d) recouvrement de dépenses capitalisables ; e) projets de la FCI ; f) etc. 	
39.	Concernant le parc immobilier du réseau de la santé :	87
	<ul style="list-style-type: none"> a) valeur du déficit du maintien des actifs (DMA) des immeubles du réseau de la santé pour l'ensemble du Québec et ventilé par région en 2020-2021 ; b) liste des immeubles qui accusent un DMA en 2020-2021 ; c) valeur du DMA ces immeubles en 2020-2021 ; d) liste des établissements disposant d'un plan directeur de maintien des actifs (PDMA) en 2020-2021. 	
40.	État de situation relativement aux chantiers en cours et annoncés sur le plan des établissements de santé, incluant les échéanciers, coûts prévus, dépassements de coûts, etc.	97
41.	Détail, par installation, par région de la vétusté accumulée au 31 mars 2021.	101
42.	Liste des projets d'immobilisation à l'étude ou en cours, par établissement.	102
43.	État de situation et échéancier concernant la construction d'un nouvel hôpital dans le secteur de Vaudreuil.	114
44.	État de situation et échéancier de la phase 2 du CHUM.	116
45.	État de situation et échéancier concernant la construction d'un nouvel hôpital en Outaouais incluant les résultats du plan clinique.	117
46.	État de situation et échéancier concernant l'agrandissement et la modernisation de l'Hôpital Maisonneuve-Rosemont.	119
47.	État de situation et échéancier concernant le projet d'agrandissement et de réaménagement de l'urgence et des unités de soins de l'Hôpital Pierre-Boucher.	121
48.	État de situation et échéancier concernant le projet de construction de la nouvelle unité d'urgence de l'Hôpital général du Lakeshore.	122
49.	État de situation et échéancier concernant le projet de réaménagement de l'Hôpital général juif.	123
50.	État de situation et échéancier concernant la modernisation de l'urgence de l'Hôpital de Thetford Mines.	124
51.	État de situation et échéancier concernant la modernisation de l'Hôpital Charles-Le Moyne.	125
52.	État de situation et échéancier concernant le réaménagement de l'Hôpital Mont-Laurier.	126
53.	État de situation et échéancier concernant la modernisation de l'Hôpital général de Montréal.	128
54.	État de situation et échéancier concernant l'agrandissement de l'Hôpital de Verdun.	129

55.	État de situation et échéancier concernant l'agrandissement de l'Hôpital de Lachine.	131
56.	État de situation et échéancier concernant la construction d'un nouvel hôpital à La Malbaie.	133
57.	État de situation et échéancier concernant la construction du centre d'hébergement et de soins de longue durée à Lachute.	134
58.	Copie de l'étude de besoins de lit, avis ou rapport concernant l'agrandissement de l'Hôpital Le Gardeur.	135
59.	Liste des projets annoncés au PQI annulés depuis le 1er avril 2020.	137
60.	Liste des formations, conférences, ateliers ou journées d'activités auxquels ont participé les employés du ministère et du cabinet. Indiquer le lieu, la date, le coût, le nombre de participants et le nom de la personne ou de l'entreprise qui a offert l'activité.	138
61.	Liste et détail des initiatives interprovinciales en matière de santé découlant des conférences des premiers ministres ou des ministres provinciaux de la Santé et description de la participation du Québec à ces initiatives. Inclure la liste et le détail des initiatives auxquelles le Québec participe, ne participe pas ou participe en partie seulement.	139
62.	Concernant le don d'organe : <ul style="list-style-type: none"> a) État de situation du registre au Québec ; b) État de situation sur la consultation publique évoquée par la ministre sur le consentement présumé ; c) État de situation sur le centre de prélèvement Sacré-Cœur. 	140
63.	État de situation concernant le programme d'accès aux pompes à insuline.	141
64.	Tout document ou autre communication écrite entre l'INESSS et le MSSS au sujet de la couverture du programme d'accès aux pompes à insuline en 2020-2021.	142
65.	État de situation relativement à la mise en place d'une ligne « info-médicaments ».	143
66.	Depuis le 1er avril 2020, liste des actes médicaux qui ont été revus pour la tarification.	144
67.	Outre le programme OPUS, les actions prises depuis 1er avril 2020 pour s'attaquer au surdiagnostic et à la surconsommation des médicaments.	145
68.	Depuis le 1er avril 2020, les actions prises pour accélérer l'approbation des nouveaux médicaments.	146
69.	Tous les échanges avec le gouvernement fédéral concernant le projet de régime d'assurance médicament pancanadien.	147
70.	Actions entreprises depuis le 1er avril 2020 pour s'assurer d'un suivi et d'une clinique pour les implants cochléaires à Montréal.	148
71.	État de situation et échéancier concernant la mise en œuvre d'une politique sur les biosimilaires ainsi que les économies prévues. Spécifiez également si le transfert vers le biosimilaire se fera de façon obligatoire ou de façon transitoire pour le patient.	149
72.	Tous les échanges avec le gouvernement fédéral concernant les modifications au Règlement sur les médicaments brevetés.	150
73.	Détail des effectifs et budget d'opération au 31 mars 2021 de l'INESSS.	151

74.	Délai moyen d'évaluation d'un médicament.	152
75.	Concernant les nouveaux médicaments, le nombre et le pourcentage de demandes d'inscription acceptées en 2020-2021.	153
76.	Concernant les nouveaux médicaments contre le cancer, le nombre et le pourcentage de demandes d'inscription acceptées en 2020-2021.	154
77.	Nombre et détail des postes vacants.	155
78.	Situation financière des établissements du réseau de la santé et des services sociaux, par établissement et par région (cibles visées, déficit annuel, déficit accumulé, intérêts payés par les établissements, etc.) ainsi que les prévisions pour 2020-2021. Indiquer le total par région et le total national.	156
79.	Montant de la dette à assumer par le ministère de la Santé et des Services sociaux pour chaque établissement au 31 mars 2021. Fournir les prévisions de la situation au 31 mars 2021.	157
80.	Service de la dette :	158
	a) détail de la croissance du service de la dette pour les cinq dernières années ;	
	b) par année ;	
	c) par programme (ministère) ainsi que celui du gouvernement.	
81.	Nombre de cas et de décès, par établissement, liés à une maladie nosocomiale en 2020-2021, par année et au total. Même question pour les EPC.	159
82.	Montant octroyé par le MSSS aux établissements du réseau de la santé et des services sociaux pour l'amélioration de la qualité de l'air en 2020-2021, ainsi que les prévisions pour 2021-2022. Indiquer les sommes par établissement, par région et au total.	168
83.	État de situation concernant la crise des opioïdes.	170
84.	Ventilation, par région et par mesure, des sommes dépensées en 2020-2021 en lien avec la Politique gouvernementale de prévention en santé et de son plan d'action.	171
85.	État de situation concernant la maladie de Lyme :	174
	a) Suivi du programme de formation des professionnels de la santé sur les formes de la maladie de Lyme, son diagnostic et son traitement ;	
	b) Suivi des recommandations de la commission de la santé et des services sociaux concernant l'instauration et l'application du plan relatif à la maladie de Lyme	
86.	Campagne de vaccination régionale contre le méningocoque de sérogroupe B pour les personnes âgées de 2 mois à 20 ans :	176
	a) combien de cas de méningocoque de sérogroupe B ont été recensés au cours des cinq dernières années, par année ?	
	b) Dans quelle(s) région(s) ont-ils été recensés ?	
	c) Quel bilan le ministre de la Santé et des Services sociaux dresse-t-il de la campagne de vaccination contre les infections invasives causées par le méningocoque de sérogroupe B ?	
	d) Quel est l'avis du Comité sur l'immunisation du Québec (CIQ) quant à l'utilisation de ce vaccin ?	
	e) Quelles sont les intentions du ministre à cet égard ?	
87.	État de situation au sujet de la fluoration de l'eau au Québec.	178

88.	État de situation sur la norme « Entreprise en santé ». Nombre d'entreprises qui ont présentement cette certification. Nombre d'entreprises qui ont obtenu cette certification depuis la mise en place du programme.	179
89.	Bilan du Programme national de santé publique.	180
90.	Total des sommes investies en santé publique pour 2020-2021 ainsi que les prévisions pour 2021-2022.	181
91.	Évaluation des coûts directs et indirects liés au tabagisme pour l'État québécois et le réseau de la santé.	183
92.	Financement du programme gouvernemental de lutte contre le tabac 2020-2021 et prévisions pour 2021-2022. Évaluation des besoins d'indexer ce programme.	184
93.	Sommes ventilées, par année, prévues dans le cadre de la Politique gouvernementale de prévention en santé et de son plan d'action.	185
94.	État de situation, concernant la mise en place d'une réglementation en ce qui concerne la cigarette électronique, incluant le nombre de constats d'infraction émis.	186
95.	État de situation sur le resserrement de la réglementation du vapotage.	187
96.	État de situation, au 31 mars 2021, de la mise en place d'un affichage nutritionnel obligatoire dans les établissements de restauration rapide. Prévisions budgétaires et échéancier pour 2021-2022.	188
97.	État de situation des actions du gouvernement en matière de prévention afin de réduire la consommation de boissons sucrées. Prévisions budgétaires et échéanciers pour 2021-2022.	189
98.	État de situation sur la possibilité pour le MSSS de reconnaître l'obésité comme une maladie.	191
99.	État de situation en matière d'écart de financement interrégional, en dollars et en pourcentage, par région sociosanitaire et par programme.	192
100.	État d'avancement des travaux liés au plan d'action pour la santé des populations nordiques.	193
101.	Nombre d'interventions de la ministre de la Santé et des Services sociaux en vertu de l'article 54 de la <i>Loi sur la santé publique</i> . Spécifier les dossiers dans lesquels elle est intervenue, les dates et les avis fournis.	194
102.	État de situation concernant les blessures causées par des bandelettes d'incontinence au Québec et actions entreprises par le ministère pour réguler la situation.	195
103.	État de situation au sujet de la ligne 1 866 APPELLE (nombre d'appels reçus, nombre d'appels demeurés sans réponse, coûts engendrés, etc.) : <ul style="list-style-type: none"> a) Nombre de régions où les appels au 1 866 APPELLE sont transférés au service 811. Prévisions à court, à moyen et à long terme ; b) nombre de régions où le transfert au service 811 permet de parler directement à un intervenant ; c) économies anticipées à l'échelle du Québec par cette mesure ; d) procédure transmise par le MSSS aux CISSS et aux CIUSSS dans le cadre de cette mesure. 	197
104.	État de situation quant au développement de la stratégie numérique en prévention du suicide.	199

105.	État de situation sur l'élaboration d'une stratégie nationale en prévention du suicide.	201
106.	Subventions octroyées aux centres de prévention du suicide (au national et par région) en 2020-2021.	203
107.	Concernant le suicide, fournir :	204
	<ul style="list-style-type: none"> a) les sommes investies dans la prévention du suicide chez les 50 à 64 ans ; b) le nombre de sentinelles pour la prévention du suicide qui ont été formées afin de venir en aide aux personnes de 50 à 64 ans ; c) les sommes investies spécifiquement pour la mise en place du programme des Sentinelles par année depuis sa création ; notamment pour les aînés. 	
108.	Évaluation de coûts, d'économies, et analyse d'impact sur la possibilité de permettre la vaccination grippale administrée par les pharmaciens.	205
109.	Coût total de la campagne de vaccination :	206
	<ul style="list-style-type: none"> a) publicité ; b) location de salles ; c) personnel infirmier ; d) temps supplémentaire ; e) cliniques de grippe ; f) etc. 	
110.	Nombre de cliniques d'hiver, par région et par établissement, et date de mise en place pour 2019-2020 et 2020-2021.	207
111.	Nombre de personnes et pourcentage de personnes s'étant fait vacciner contre la grippe.	208
112.	Nombre de médecins qui ont facturé pour une vaccination et les coûts reliés, s'il y a lieu	209
113.	Montant versé en honoraires aux médecins pour la vaccination.	210
114.	Ventilation des sommes investies pour la prévention du cannabis (25 M\$) pour 2020-2021 et projection 2021-2022.	211
115.	Effectif (en ETC) et budget consacré à l'enjeu de l'encadrement du cannabis.	212
116.	En vertu de la Loi encadrant le cannabis au Québec :	213
	<ul style="list-style-type: none"> a) Pour l'année 2020-2021, liste de tout étude, analyse ou document concernant la réglementation du cannabis chez les différentes communautés autochtones du Québec ; b) le nombre de communautés ayant instauré des règles et quelles sont les règles pour chacune ; c) les ressources disponibles pour les communautés pour contrôler le produit. 	
117.	Toute étude, note ou évaluation concernant l'évolution de la consommation du cannabis dans la population depuis sa légalisation.	214
118.	Copie de tous études, rapports ou analyses des systèmes comparant la situation québécoise à celle des autres provinces pour la vente de cannabis.	216

119.	Nombre d'infirmières, d'infirmières auxiliaires, d'IPS et de préposés aux bénéficiaires à temps plein et à temps partiel dans le réseau de la santé et des services sociaux, au total ainsi que par région et par établissement, au 31 mars 2020 et au 31 mars 2021 :	220
	<ul style="list-style-type: none"> a) ventilé par région ; b) prévision du nombre d'embauches pour 2021-2022 et sommes réservées pour les embauches. 	
120.	Sommes dépensées pour la rémunération du personnel soignant autre que des médecins, par catégorie d'emploi, en 2020-2021. Prévisions pour 2021-2022.	221
121.	Ventilation des primes octroyées aux professionnels de la santé autres que des médecins en 2020-2021, par catégorie d'emploi.	222
122.	Nombre d'infirmières formées et recrutées à l'étranger en 2020-2021.	223
123.	Échelle salariale d'un préposé aux bénéficiaires en CHSLD public et prévision des augmentations.	224
124.	Le nombre d'infirmières qui ont pris leur retraite en 2020-2021.	225
125.	Nombre d'infirmières praticiennes spécialisées en pratique, par spécialité et par établissement.	226
126.	Nombre de postes, d'infirmières praticiennes spécialisées, qui ne sont présentement pas comblés, par spécialité et par établissement.	227
127.	Nombre d'infirmières praticiennes spécialisées en formation, par spécialité, par année de début de leur formation et par institution d'enseignement supérieur.	228
128.	Nombre d'infirmières praticiennes spécialisées qui ont gradué et commencé leur pratique au cours de l'année 2020-2021.	229
129.	Indiquer, par région et par établissement :	230
	<ul style="list-style-type: none"> a) le nombre total d'infirmières nécessaires pour combler les besoins ; b) le nombre total d'infirmières praticiennes spécialisées nécessaires pour combler les besoins ; c) le nombre total de médecins omnipraticiens nécessaires pour combler les besoins ; d) le nombre total de médecins spécialistes nécessaires pour combler les besoins ; e) le nombre total d'infirmières auxiliaires nécessaires pour combler les besoins ; f) le nombre total de préposés aux bénéficiaires nécessaires pour combler les besoins ; g) le nombre total d'inhalothérapeutes nécessaires pour combler les besoins ; h) mesures mises en place depuis le 1er avril 2020 pour recruter des préposés aux bénéficiaires. 	

130.	Au total, et pour chaque région, chaque établissement et chaque installation de santé et de services sociaux, les informations suivantes :	231
	<ul style="list-style-type: none"> a) nombre d'employés, au total ainsi que pour chaque domaine d'emploi, ayant eu à faire du temps supplémentaire ; b) nombre d'heures supplémentaires travaillées, au total ainsi que pour chaque domaine d'emploi ; c) nombre de quarts de travail de plus de 12 heures consécutives, au total ainsi que pour chaque domaine d'emploi ; d) nombre de quarts de travail de plus de 16 heures consécutives, au total ainsi que pour chaque domaine d'emploi ; e) nombre de quarts de travail de plus de 20 heures consécutives, au total ainsi que pour chaque domaine d'emploi ; f) nombre de quarts de travail de plus de 24 heures consécutives, au total ainsi que pour chaque domaine d'emploi. 	
131.	Tableau indiquant les heures travaillées par les préposés aux bénéficiaires par établissement de santé en ETC pour 2020-2021, par année civile.	232
132.	Échéancier prévu pour accorder de nouvelles responsabilités aux infirmières et échéancier.	234
133.	Montant investi dans le réseau de la santé et des services sociaux pour la main-d'œuvre indépendante (agences privées de personnel) en 2020-2021, par catégorie d'emploi, par région et par établissement.	235
134.	Le nombre d'heures travaillées par la main-d'œuvre indépendante, par catégorie d'emploi, par région et par établissement.	236
135.	Montants et heures travaillées par la main-d'œuvre indépendante en 2020-2021, toutes les catégories d'emploi de la loi 30 confondues, et ventilation par région et par établissement.	237
136.	Pour chacune des catégories d'emploi de la loi 30, les heures travaillées en temps supplémentaire, détaillées par catégorie d'emploi pour les dix dernières années.	238
137.	Pour chacune des catégories d'emploi de la loi 30, le coût des heures travaillées en temps supplémentaire, détaillées par catégorie d'emploi.	239
138.	Pourcentage des heures travaillées par la main-d'œuvre indépendante sur l'ensemble des heures travaillées (heures régulières et heures supplémentaires), toutes les catégories d'emploi de la loi 30 confondues.	240
139.	Montant et heures travaillées par centre d'activité, pour les catégories d'emploi détaillées de la catégorie 1 (infirmières, infirmières auxiliaires, inhalothérapeutes), par établissement et par région.	241
140.	Nombre d'heures supplémentaires réalisées dans le réseau de la santé et des services sociaux, par catégorie d'emploi, par région et par établissement.	242
141.	Nombre d'heures supplémentaires réalisées dans le réseau de la santé et des services sociaux, par appellation d'emploi, par région et par établissement.	243
142.	Nombre d'heures supplémentaires réalisées dans le réseau de la santé et des services sociaux, par région et par établissement :	249
	<ul style="list-style-type: none"> a) infirmières ; b) infirmières praticiennes spécialisées ; c) infirmières auxiliaires ; d) inhalothérapeutes ; e) pharmaciens d'établissement ; f) autres. 	

143.	Nombre de préposés aux bénéficiaires par type d'établissement, incluant en CHSLD, au 31 mars 2019 et au 31 mars 2021	255
	<ul style="list-style-type: none"> a) ventilé par région ; b) prévision du nombre d'embauches pour 2020-2021 et sommes réservées pour les embauches. 	
144.	Sommes versées ou prévues pour étendre les projets ratios à travers le Québec et nombre d'embauches nécessaire.	256
145.	État de situation sur la négociation de la rémunération des chirurgiens-dentistes.	257
146.	Nombre de médecins de famille formés et recrutés à l'étranger en 2020-2021.	258
147.	Plan des admissions dans les facultés de médecine en 2021 et pour les prochaines années.	259
148.	Nombre de médecins spécialistes formés et recrutés à l'étranger en 2020-2021.	260
149.	Nombre de médecins formés à l'étranger, mais résidant au Québec ayant obtenu un permis d'exercice restrictif ou un permis régulier en 2020-2021.	261
150.	Le nombre de postes de résidence (autorisés, comblés et non comblés) en médecine familiale et en spécialité, par année, en 2020-2021 et les estimations pour 2021-2022.	262
151.	En date du 31 mars 2021, l'objectif ministériel de prise en charge par un médecin de famille.	263
152.	Nombre de patients inscrits auprès d'un médecin de famille, et taux d'inscription, au 31 mars 2021, par tranche d'âge et par catégorie de patient (A à E), pour chaque région et pour chaque RLS.	264
153.	Délai moyen d'attente avant qu'une personne prise en charge obtienne une première consultation avec un médecin de famille, par région et par catégorie de patient (A à E).	271
154.	Nombre et proportion de personnes n'ayant pas de médecin de famille par région, par réseau local de santé (RLS) au 31 mars 2021.	272
155.	Nombre de médecins omnipraticiens qui utilisent le GAMF pour obtenir des patients.	276
156.	Nombre et pourcentage des spécialistes qui utilisent au Centre de répartition des demandes de services (CRDS), par région. Nombre de rendez-vous présentement en attente d'être répartis à un spécialiste, par région. Nombre de rendez-vous référés par ce centre de répartition depuis sa mise en place.	277
157.	Nombre de médecins répondants ayant apporté un soutien clinique aux CRDS, au total et par spécialité médicale ; nombre d'actes facturés par les médecins répondants ayant apporté un soutien clinique aux CRDS, au total et par spécialité médicale, ainsi que le montant versé aux médecins répondants nommés pour apporter un soutien clinique aux CRDS, au total et par spécialité médicale.	278
158.	Nombre de psychologues équivalent ETC, par type d'établissement et par région pour 2018-2019 et 2020-2021.	279
159.	Liste des primes aux médecins qui ont été abolies depuis le 1er avril 2020.	280
160.	Liste des primes aux médecins qui ont été abolies depuis le 1er avril 2020.	281
161.	Copie de toute entente intervenue entre le ministère et la FMOQ depuis le 18 octobre 2018.	282

162.	Copie de toute entente intervenue entre le ministère et la FMSQ depuis le 18 octobre 2018.	283
163.	Pour les chirurgies, coûts par région et par type d'intervention : <ul style="list-style-type: none"> a) hanche ; b) genou ; c) cataracte ; d) bariatrique ; e) autre. 	285
164.	Nombre de chirurgies réalisées, par type de chirurgie, par établissement pour 2020-2021	286
165.	Nombre de chirurgies pratiquées dans le privé au service du public sans frais pour les patients en 2020-2021 : <ul style="list-style-type: none"> a) bilan du projet pilote ; b) analyse ; c) coûts ; d) bénéfices. 	287
166.	Pour chaque type de chirurgie, incluant notamment la chirurgie de la cataracte et la neurochirurgie, par région et par établissement, en 2020-2021 : <ul style="list-style-type: none"> a) coût moyen ; b) durée moyenne de séjour ; c) nombre de chirurgies effectuées. 	288
167.	Liste d'attente pour une chirurgie d'un jour, par région et par établissement.	289
168.	Liste d'attente pour une chirurgie bariatrique, par région et par établissement.	290
169.	Délais pour les chirurgies, par région : <ul style="list-style-type: none"> a) cancer colorectal ; b) cancer du sein ; c) cancer de la prostate ; d) cancer du poumon ; e) cancer de la peau ; f) cancer des glandes salivaires. 	291
170.	Nombre de patients en attente hors des délais médicalement acceptables par mois, par type de chirurgie et au total en 2020-2021 par région et par établissement.	292
171.	Listes d'attente en imagerie médicale et en échographie, par région et par établissement.	293
172.	Concernant le bilan du plan de remplacement provincial en anesthésiologie, chirurgie et obstétrique, depuis mars 2019, par région : <ul style="list-style-type: none"> a) le nombre de découvertures ; b) la liste de découvertures ; c) la date des découvertures ; d) les amendes imposées en lien avec les découvertures. 	294
173.	Tout document, avis ou bilan concernant le Plan de réouverture de services à l'unité de natalité et d'obstétrique de l'Hôpital de Pontiac.	Opposition officielle Volume 2
174.	Mesures ou plan visant à assurer qu'il n'y ait plus de rupture de service à l'unité de natalité et d'obstétrique de l'Hôpital de Pontiac	Opposition officielle Volume 2

175.	Budget accordé pour le soutien à domicile, lié au postopératoire : montant réellement dépensé en 2020-2021 et prévisions pour 2021-2022, par clientèle :	Opposition officielle Volume 2
	<ul style="list-style-type: none"> a) ventilation par région pour les mêmes années ; b) ventilation par CSSS pour les mêmes années ; c) liste d'attente par établissement. 	
176.	Concernant l'offre alimentaire pour les aînés en CHSLD : montant supplémentaire octroyé pour améliorer l'offre alimentaire en 2020-2021 et prévision pour 2021-2022.	Opposition officielle Volume 2
177.	Concernent les places en CHSLD, par région et au total, fournir :	Opposition officielle Volume 2
	<ul style="list-style-type: none"> a) le coût moyen par année pour une place dans un CHSLD ; b) l'évaluation des sommes nécessaires pour octroyer une place pour toutes les personnes en attente d'une place en CHSLD ; c) les coûts moyens engendrés par une personne en attente d'une place en CHSLD qui requiert des soins particuliers à domicile ; d) prévision de nouvelles places de longue durée pour personnes âgées en 2020-2021 par région et au total. 	
178.	Le nombre de personnes en attente d'une place dans un CHSLD public, ventilé par région, avec le délai d'attente moyen par région et au Québec.	Opposition officielle Volume 2
179.	Tableau indiquant le nombre de nouvelles ressources embauchées en CHSLD dans les établissements depuis le 1er avril 2020, ventilé par établissement, en indiquant le nombre total de ressources, le nombre de nouvelles ressources embauchées et le nombre de postes en affichage ou en dotation.	Opposition officielle Volume 2
180.	Sommes octroyées pour le soutien à domicile lié à la perte d'autonomie en 2020-2021, par région, par établissement et par clientèle, ainsi que les prévisions pour 2021-2022.	Opposition officielle Volume 2
181.	Budget de dépenses pour l'ensemble du gouvernement du Québec ainsi que par région, par personne, pour le soutien à domicile, pour 2020-2021 ainsi que les prévisions pour 2021-2022.	Opposition officielle Volume 2
182.	Budget par région pour le soutien à domicile pour 2020-2021.	Opposition officielle Volume 2
183.	Répartition des personnes âgées de 65 ans et plus, selon leur région de résidence.	Opposition officielle Volume 2
184.	Nombre d'adultes âgés de 18 à 65 ans qui attendent une place en CHSLD au 31 mars 2021.	Opposition officielle Volume 2
185.	Plan d'élaboration de maisons adaptées pour personnes handicapées de moins de 65 ans placées dans des CHSLD.	Opposition officielle Volume 2
186.	Nombre d'aînés recevant des services selon le milieu de vie, en 2019-2020, ainsi que les prévisions pour 2021-2022.	Opposition officielle Volume 2
187.	Prévisions de la population âgée de 65 ans et plus atteinte de démence, par région sociosanitaire.	Opposition officielle Volume 2
188.	Nombre de personnes de moins de 65 ans et de 65 ans et plus ayant recours au soutien à domicile, par région.	Opposition officielle Volume 2
189.	Nombre de personnes en attente d'un service de soutien à domicile, par région.	Opposition officielle Volume 2
190.	Développement des services de soutien à domicile pour 2020-2021 et prévisions pour 2021-2022, pour chaque région.	Opposition officielle Volume 2

191.	Budgets accordés pour le soutien à domicile lié à la perte d'autonomie, excluant les crédits d'impôt, et montants réellement dépensés en 2018-2019 et 2020-2021 ainsi que les prévisions pour 2021-2022 :	Opposition officielle Volume 2
	<ul style="list-style-type: none"> a) par clientèle ; b) par région ; c) par CSSS ; d) au total ; e) listes d'attente par établissement. 	
192.	Sommes investies dans le PEFSAD, les heures et services rendus ainsi que les montants alloués par entreprise, par région, en précisant le profil de la clientèle.	Opposition officielle Volume 2
193.	Budgets accordés en 2020-2021, ainsi que les prévisions pour 2021-2022, pour les services à domicile, excluant les crédits d'impôt.	Opposition officielle Volume 2
194.	Sommes octroyées pour le soutien aux proches aidants en 2020-2021 et prévisions pour 2021-2022. Si l'information n'est pas disponible, préciser pourquoi.	Opposition officielle Volume 2
195.	Nombre de proches aidants ayant reçu un soutien en 2020-2021 et prévisions pour 2021-2022. Si l'information n'est pas disponible, préciser pourquoi.	Opposition officielle Volume 2
196.	Nombre de proches aidants en attente de soutien, au 31 mars 2021.	Opposition officielle Volume 2
197.	Nombre de personnes de moins de 65 ans et de 65 ans et plus, recevant des services dans une ressource intermédiaire par région, en 2020-2021 et les prévisions pour 2021-2022.	Opposition officielle Volume 2
198.	Nombre de lits en ressource de type familial, par région, par établissement et par RLS, pour les cinq dernières années.	Opposition officielle Volume 2
199.	Nombre de personnes en attente d'une place permanente en ressources de type familial au 31 mars 2021, par établissement, par région et au total.	Opposition officielle Volume 2
200.	Nombre de lits de courte durée occupés par des personnes en attente d'un lit de longue durée, par région et par établissement, au 31 mars 2021.	Opposition officielle Volume 2
201.	Nombre de lits disponibles en ressource intermédiaire en 2020-2021, ainsi que les prévisions pour 2021-2022 :	Opposition officielle Volume 2
	<ul style="list-style-type: none"> a) par région ; b) par territoire de CISSS-CIUSSS ; c) au total. 	
202.	Nombre de lits en ressources intermédiaires, par clientèle, par région et prévisions pour 2021-2022.	Opposition officielle Volume 2
203.	Besoins en nombre de lits (courte durée, longue durée, en RI-RTF) pour chacune des régions, ainsi que le nombre de lits disponibles.	Opposition officielle Volume 2
204.	Au 31 mars 2021, par région :	Opposition officielle Volume 2
	<ul style="list-style-type: none"> a) délai moyen d'attente par région et par établissement avant d'obtenir une place permanente en CHSLD ; b) nombre de lits d'hébergement transitoire par région et par établissement ; c) séjour moyen en lits d'hébergement transitoire avant d'obtenir une place permanente en CHSLD par région et par établissement. 	

205.	Concernant l'installation de gicleurs dans les résidences privées et CHSLD :	Opposition officielle Volume 2
	<ul style="list-style-type: none"> a) nombre de résidences privées et CHSLD qui sont actuellement dotés d'un système de gicleurs ; b) nombre de résidences privées et CHSLD à gicler en date du 31 mars 2021 ; c) coûts estimés de l'installation des gicleurs ; d) budget prévu pour l'ensemble du programme d'aide ; e) exceptions prévues pour les cas particuliers 	
206.	Budgets alloués pour le développement de services en ressources intermédiaires pour 2020-2021 :	Opposition officielle Volume 2
	<ul style="list-style-type: none"> a) par région ; b) par CISSS-CIUSSS. 	
207.	Au total, nombre de places en ressources intermédiaires par région administrative :	Opposition officielle Volume 2
	<ul style="list-style-type: none"> a) nombre créé en 2020-2021 ; b) prévisions pour 2021-2022 ; c) étapes de réalisation de chaque projet ; d) coûts associés pour la création des places. 	
208.	Nombre de ressources intermédiaires et de ressources de type familial ayant fermé leurs portes depuis le 1er avril 2020.	Opposition officielle Volume 2
209.	Nombre de personnes de moins de 65 ans et de 65 ans et plus, recevant des services dans un CHSLD, par région, en 2020-2021, ainsi que les prévisions pour 2021-2022 :	Opposition officielle Volume 2
	<ul style="list-style-type: none"> a) par région ; b) par territoire de CISSS-CIUSSS ; c) au total. 	
210.	Nombre de places dans les résidences privées pour aînés au 31 mars 2021 au Québec et par région.	Opposition officielle Volume 2
211.	Pour 2020-2021, indiquer, par région, les projets relatifs à :	Opposition officielle Volume 2
	<ul style="list-style-type: none"> a) l'ouverture de nouveaux CHSLD ; b) la fermeture de CHSLD ; c) la transformation de CHSLD. 	
212.	Au 31 mars 2021, par région, par territoire de CISSS-CIUSSS, fournir :	Opposition officielle Volume 2
	<ul style="list-style-type: none"> a) le nombre de CHSLD ; b) le nombre de lits ; c) le nombre de personnes en attente d'une place en CHSLD au 31 mars 2019 ; d) le délai moyen pour obtenir une place en CHSLD ; e) le nombre de places occupées ; f) le nombre de places vacantes g) le portrait de la clientèle hébergée en CHSLD. 	
213.	Le nombre de places en CHSLD fermées en 2020-2021.	Opposition officielle Volume 2
214.	Au 31 mars 2021, par région et au total :	Opposition officielle Volume 2
	<ul style="list-style-type: none"> a) nombre de nouveaux CHSLD ; b) nombre de nouvelles places ; c) prévisions pour 2020-2021 : <ul style="list-style-type: none"> i. ouverture de nouveaux CHSLD ; ii. fermeture et/ou transformation de CHSLD. d) Étapes de réalisation pour chacun des projets. 	

215.	Liste des visites d'appréciation et des rapports de visite des installations de CHSLD et de ressources intermédiaires pour aînés en 2020-2021, et planification des visites prévues pour 2021-2022.	Opposition officielle Volume 2
216.	La liste des visites surprises effectuées par la ministre responsable des aînés depuis le 1er avril 2020 : a) établissements visités ; b) date et heure de la visite ; c) personnes rencontrées ; d) personnel de cabinet qui accompagnait la ministre ; e) personnel du ministère qui accompagnait la ministre ; f) frais de déplacement de la ministre et des membres de son personnel de cabinet ; g) observations effectuées par la ministre et son personnel ; h) correctifs apportés par l'établissement à la suite de la visite surprise de la ministre.	Opposition officielle Volume 2
217.	Sommes allouées au maintien d'actifs dans les CHSLD, par région, en 2020-2021, et prévisions pour 2021-2022.	Opposition officielle Volume 2
218.	Nombre de résidences privées pour aînés, par région et au total, et nombre de lits dans chacune.	Opposition officielle Volume 2
219.	Nombre de résidences privées pour aînés ayant obtenu leur certification par rapport au nombre total de résidences inscrites au registre des résidences pour personnes âgées, et ce, par région.	Opposition officielle Volume 2
220.	Nombre de résidences ayant perdu leur certification en 2020-2021, demandé leur retrait, ou n'ayant pas fait de demande de renouvellement.	Opposition officielle Volume 2
221.	État de situation à propos des résidences privées pour aînés qui n'ont pas encore reçu leur certification.	Opposition officielle Volume 2
222.	Plan de services intégrés pour les personnes âgées : état de situation par catégorie d'action, travaux effectués, mesures mises en place et dépenses engagées en 2020-2021, ainsi que les prévisions pour 2021-2022.	Opposition officielle Volume 2
223.	Nombre et proportion des RPA munies de gicleurs (en totalité et en partie).	Opposition officielle Volume 2
224.	Nombre et proportion des CHSLD munis de gicleurs (en totalité et en partie).	Opposition officielle Volume 2
225.	Nombre et proportion des RI/RTF munis de gicleurs (en totalité et en partie).	Opposition officielle Volume 2
226.	Sommes octroyées aux résidences, aux CHSLD et aux RI-RTF pour l'installation de gicleurs, en 2020-2021, et prévisions pour 2021-2022.	Opposition officielle Volume 2
227.	Détail du programme d'aide financière pour les gicleurs dans les résidences privées pour aînés.	Opposition officielle Volume 2
228.	Coûts d'immobilisation et d'opération moyens estimés par jour : a) d'un lit en CHSLD ; b) d'un lit de courte durée ; c) d'un lit en ressource intermédiaire ; d) d'un lit en ressource de type familial ; e) d'un lit en centre de réadaptation ; f) d'un bloc opératoire, par heure.	Opposition officielle Volume 2
229.	Nombre d'hospitalisations de courtes durées chez les personnes âgées en 2019-2020 et 2020-2021, sur la base de diagnostics principaux et secondaires.	Opposition officielle Volume 2

230.	Nombre de lits (courte et longue durée) permis pour chacun des Centres hospitaliers de soins généraux et spécialisés par région et au total au 31 mars 2021.	Opposition officielle Volume 2
231.	Répartition des sommes allouées au programme « Soutien à l'autonomie des personnes âgées » pour 2020-2021.	Opposition officielle Volume 2
232.	Organismes communautaires soutenus dans les catégories du Programme-service « Perte d'autonomie liée au vieillissement » (PALV) en 2020-2021.	Opposition officielle Volume 2
233.	Évolution du nombre d'heures en Soutien à domicile pour les aînés depuis 2016-2017, par année, par région et pour l'ensemble du Québec.	Opposition officielle Volume 2
234.	Tableau indiquant le nombre d'usagers, le nombre d'interventions et le nombre d'heures de service en soutien à domicile, pour les aînés, par établissement pour 2018-2019, 2019-2020 et 2020-2021.	Opposition officielle Volume 2
235.	Évolution des heures travaillées en Soutien à domicile pour les aînés depuis 2018, ventilée par année civile.	Opposition officielle Volume 2
236.	Tableau indiquant l'évolution des ETC en Soutien à domicile pour les aînés depuis 2017, ventilé par année civile.	Opposition officielle Volume 2
237.	Tableau indiquant le nombre de nouvelles ressources embauchées en soutien à domicile dans les établissements depuis le 18 octobre 2018, ventilé par établissement, en indiquant le nombre total de ressources, le nombre de nouvelles ressources embauchées et le nombre de postes en affichage ou en dotation.	Opposition officielle Volume 2
238.	Concernant les services d'aide à domicile : <ul style="list-style-type: none"> a) sommes réservées pour l'embauche de personnel supplémentaire dans les CLSC pour offrir des services d'aide à la vie domestique pour les aînés (repas, soins d'hygiène, ménage, etc.) en 2021-2022; b) nombre de personnel engagé en CLSC depuis le 18 octobre 2018 pour offrir des services d'aide à la vie domestique pour les aînés. 	Opposition officielle Volume 2
239.	Concernant les Entreprises d'économie sociale en aide à domicile (EESAD) : <ul style="list-style-type: none"> a) le budget total en 2020-2021; b) le budget ventilé par région en 2020-2021; c) le nombre d'interventions au Québec en 2020-2021; d) le nombre d'interventions ventilé par région en 2020-2021. 	Opposition officielle Volume 2
240.	Liste des mesures de gériatrie sociale mises en place depuis le 18 octobre 2018 et sommes accordées pour 2020-2021.	Opposition officielle Volume 2
241.	Nombre et pourcentage d'établissements qui maintiennent et bonifient l'accessibilité aux personnes recevant des soins palliatifs à domicile aux services de base, 24 heures sur 24 et 7 jours sur 7, ainsi que le panier de services suivant pour 2018-2019 et 2020-2021 : <ul style="list-style-type: none"> a) un service téléphonique (avec mise à profit d'Info-Santé) ; b) les services médicaux ; c) les services infirmiers ; d) la couverture pharmaceutique avec trousse d'urgence ; e) les services de répit et de dépannage ; f) le matériel et les fournitures pour l'aide à domicile. 	Opposition officielle Volume 2
242.	Nombre de lits en soins palliatifs par région sociosanitaire, par établissement et ratio (1 lit pour 10 000 habitants) par région sociosanitaire.	Opposition officielle Volume 2
243.	Développement de lits en soins palliatifs en 2020-2021 ainsi que les prévisions pour 2021-2022.	Opposition officielle Volume 2

244.	Concernant les équipes médicales intensives à domicile (SIAD), au 31 mars 2021 :	Opposition officielle Volume 2
	<ul style="list-style-type: none"> a) nombre d'équipes déployées par région ; b) toute correspondance entre le MSSS et la FMOQ ; c) rémunération prévue des médecins qui font partie des équipes SIAD. 	
245.	Sommes dédiées à la formation du personnel en soins palliatifs pour 2020-2021 ainsi que les prévisions pour 2021-2022.	Opposition officielle Volume 2
246.	Tous les rapports produits en 2020-2021 concernant les soins de fin de vie, et la possibilité d'étendre l'aide médicale à mourir.	Opposition officielle Volume 2
247.	Bilan complet de l'implantation des GMF au 31 mars 2021 (nombre de GMF accrédité par région et au total, nombre de demandes en attente, objectifs d'accréditation d'ici le 31 mars 2021, coûts récurrents et non récurrents, évaluation de la formule, etc.).	Opposition officielle Volume 2
248.	Nombre et pourcentage de GMF qui respectent leur entente au 31 mars 2021 :	Opposition officielle Volume 2
	<ul style="list-style-type: none"> a) quant aux heures d'ouverture ; b) quant au nombre de patients inscrits. 	
249.	Nombre et pourcentage de GMF qui ont, au 31 mars 2021, un taux d'assiduité de :	Opposition officielle Volume 2
	<ul style="list-style-type: none"> a) 80 % et plus ; b) 79 à 79,9 % ; c) 78 à 78,9 % ; d) 77 à 77,9 % ; e) 76 à 76,9 % ; f) 75 à 75,9 % ; g) 70 à 74,9 % ; h) moins de 70 %. 	
250.	Nombre de lits de longue durée, par région et par établissement, en 2020-2021.	Opposition officielle Volume 2
251.	Nombre de lits de courte durée, par région et par établissement, ainsi que par 1000 habitants par région en 2020-2021.	Opposition officielle Volume 2
252.	Taux d'occupation des lits dans chacun des établissements du réseau de la santé et des services sociaux par établissement, par région et au total.	Opposition officielle Volume 2
253.	Coût par jour pour chacun des types de lits (ou places) du réseau de la santé et des services sociaux (lits de courte durée dans un CH, places en RI, places en RTF, lits en réadaptation, places en Centre jeunesse, etc.) en 2020-2021.	Opposition officielle Volume 2
254.	Montant payé par des centres hospitaliers à des cliniques privées avec médecins non participants pour des soins donnés à des clients de ces cliniques privées :	Opposition officielle Volume 2
	<ul style="list-style-type: none"> a) montant total pour le Québec ; b) montant payé par établissement. 	
255.	Liste des établissements ayant signé des ententes avec des cliniques privées de chirurgie ou d'ophtalmologie et le nom des cliniques concernées, ainsi que les sommes versées aux cliniques. Sommes spécifiques pour les frais d'administration.	Opposition officielle Volume 2
256.	Nombre et liste détaillée des nouveaux permis de cliniques de radiologie octroyés en 2020-2021.	Opposition officielle Volume 2
257.	Le nombre de demandes reçues de nouveaux permis de clinique de radiologie en 2020-2021.	Opposition officielle Volume 2

258.	Le nombre de renouvellements de permis émis et la liste des cliniques de radiologie ayant obtenu un renouvellement de permis en 2020-2021.	Opposition officielle Volume 2
259.	Nombre de personnes ayant été prises en charge par un médecin de famille par le biais du GAMF en 2020-2021, par région et par catégorie de patient (A à E) et par âge.	Opposition officielle Volume 2
260.	Nombre de patients inscrits au GAMF depuis moins de 3 mois, entre 3 et 6 mois, entre 6 et 9 mois, entre 9 et 12 mois, et depuis plus d'un an – fusionner : Délai moyen d'attente avant qu'une personne enregistrée au GAMF soit prise en charge, par région et par catégorie de patient (A à E).	Opposition officielle Volume 2
261.	Répartition des GMF et des cliniques réseaux par territoire de CISSS et CIUSSS.	Opposition officielle Volume 2
262.	État de déploiement de RDV Santé Québec ainsi que le nombre de cliniques, de GMF et de super-clinique qui l'utilise.	Opposition officielle Volume 2
263.	Bilan et état de situation concernant le projet Archimède.	Opposition officielle Volume 2
264.	Liste des GMF qui ne respectent pas les critères de super-clinique, mais qui reçoivent tout de même une bonification du soutien financier par rapport au financement généralement accordé au GMF de même niveau.	Opposition officielle Volume 2
265.	Subvention moyenne versée à une super-clinique pour commencer ses activités, subvention moyenne pour les années suivantes et total des subventions versées. Ventilation par type de financement.	Opposition officielle Volume 2
266.	Depuis le 1er avril 2020, toute demande de modification du cadre de gestion pour les super-cliniques.	Opposition officielle Volume 2
267.	Le nombre de super-cliniques, ventilation des subventions versées et le nombre de patients accueillis par établissement, par région.	Opposition officielle Volume 2
268.	Répartition des cliniques d'hiver par territoire de CISSS et de CIUSSS.	Opposition officielle Volume 2
269.	Plages horaires des cliniques d'hiver qui ont offert des services, ventilées par mois, pour 2019-2020 et 2020-2021.	Opposition officielle Volume 2
270.	Rapport quinquennal de la situation dans les salles d'urgence (incluant le nombre de visites à l'urgence, le délai moyen de séjour et le pourcentage de patients par clientèle, par région et par établissement).	Opposition officielle Volume 2
271.	Délai moyen entre le moment où un patient entre à l'urgence et celui où il voit un médecin, par région et par établissement.	Opposition officielle Volume 2
272.	Patients ayant quitté les urgences sans avoir vu un médecin par région et par établissement.	Opposition officielle Volume 2
273.	État de situation concernant les unités de débordement existantes dans le réseau de la santé et des services sociaux : a) Liste des unités ; b) statistiques de fréquentation et de délai moyen de séjour, par unité et par établissement.	Opposition officielle Volume 2

274.	État de situation concernant les unités d'hospitalisation brève (UHB) existantes dans le réseau de la santé et des services sociaux :	Opposition officielle Volume 2
	<ul style="list-style-type: none"> a) Liste des unités ; b) nombre de patients admis ; c) durée moyenne de séjour (DMS) ; d) nombre et pourcentage de patients ayant dépassé les 48 heures de présence ; e) nombre et pourcentage de patients avec retour à domicile ; f) nombre et pourcentage de patients transférés dans un lit d'hospitalisation ; g) temps de réponse aux consultations ; h) temps de réponse aux examens diagnostiques ; i) taux de réadmission après congé. 	
275.	Depuis le 1er avril 2020, l'état de situation de la révision de l'organisation de travail dans les urgences.	Opposition officielle Volume 2
276.	Grille des tarifs pour le stationnement de chacun des établissements de santé et de services sociaux, tarifs moyens et médians, et profits engendrés par établissement.	Opposition officielle Volume 2
277.	Depuis le 1er avril 2020, copie de toute directive envoyée aux établissements de santé concernant la tarification de leurs stationnements.	Opposition officielle Volume 2
278.	État de situation sur la vaccination contre le zona.	Opposition officielle Volume 2
279.	Sommes provisionnées associées au déploiement de la vaccination gratuite contre le zona pour les personnes âgées en 2020-2021.	Opposition officielle Volume 2
280.	État de situation sur la mise en place de la Direction générale de cancérologie (DGC), incluant l'effectif et le budget d'opération.	Opposition officielle Volume 2
281.	Liste d'attente pour une chirurgie oncologique, par région et par établissement et état de situation des cibles.	Opposition officielle Volume 2
282.	État de situation sur la mise en place des équipes interdisciplinaires fonctionnelles dans chaque établissement impliqué dans la lutte contre le cancer.	Opposition officielle Volume 2
283.	État de situation sur la mise en place du programme de dépistage du cancer colorectal ainsi que les prévisions pour 2020-2021.	Opposition officielle Volume 2
284.	État de situation sur la mise en place d'un programme d'assurance qualité dans les laboratoires québécois.	Opposition officielle Volume 2
285.	État de situation du Plan d'action en cancérologie, ainsi que les prévisions pour 2020-2021.	Opposition officielle Volume 2
286.	Délai moyen pour un traitement de radiothérapie par clientèle, par région et par établissement.	Opposition officielle Volume 2
287.	Liste des permis émis à des cliniques médicales spécialisées (CMS) comprenant le nom, le statut, l'adresse et le type de chirurgies autorisées.	Opposition officielle Volume 2
288.	Liste des CMS ayant obtenu un permis de CMS, mais n'ayant pas encore obtenu d'agrément.	Opposition officielle Volume 2
289.	Liste des demandes de permis de CMS déposées au 31 mars 2021, en spécifiant la région et le type de chirurgies qui font l'objet de chacune des demandes.	Opposition officielle Volume 2
290.	Liste des CMS qui ne répondaient pas aux normes, mais qui ont obtenu un permis.	Opposition officielle Volume 2
291.	Liste des contrats entre les CMS-A et les contractants publics.	Opposition officielle Volume 2

- | | |
|---|--------------------------------------|
| 292. Sommes totales allouées pour les services préhospitaliers d'urgence par région pour 2020-2021. | Opposition
officielle
Volume 2 |
| 293. Moyenne des délais de réponse de la Corporation Urgences-Santé en 2020-2021.
Ventilation des budgets alloués en précisant, notamment : | Opposition
officielle
Volume 2 |
| <ul style="list-style-type: none">a) le nombre de postes et les détails (infirmières, chauffeurs, répartiteurs, etc.) ;b) le nombre de déplacements d'un établissement à un autre, de transports, de détournements, etc. ;c) le maintien d'appels reçus (répartition urgents et non urgents) ;d) le nombre d'unités d'ambulance ;e) la moyenne des délais de réponse, selon la priorité d'appel, par région et au total, pour les trois dernières années ;f) nombre de véhicules redirigés en raison du débordement d'une urgence. | |
| 294. Pour chacun des avions-ambulances et avions-hôpitaux : | Opposition
officielle
Volume 2 |
| <ul style="list-style-type: none">a) le nombre de transports de patients, par lieu d'embarquement des patients ;b) les coûts d'utilisation, ventilés ;c) le nombre de transports de patients mineurs accompagnés d'un proche ;d) le nombre de transports de patients mineurs sans accompagnateur. | |
| 295. Bilan, état de situation, et toute action entreprise depuis le 1er avril 2020 concernant le projet Airmédic. | Opposition
officielle
Volume 2 |

296.	Concernant les services préhospitaliers d'urgence :	Opposition officielle Volume 2
	<ul style="list-style-type: none"> a) liste des entreprises, corporations ou coopératives ayant le mandat d'assurer les transports préhospitaliers d'urgence, par région ; b) moyenne des délais de réponse, selon la priorité d'appel, par région et au total, pour les trois dernières années ; c) budget accordé, par région et <i>per capita</i>, et total pour les trois dernières années. Indiquer également le budget consenti par titre d'emploi ; d) nombre de techniciens ambulanciers et d'unités d'ambulance, par région et au total, pour les trois dernières années ; e) nombre de transports ambulanciers, par région et au total, en indiquant le type de transport (urgence ou interétablissements) et le type de soins (de base ou médicaux avancés), pour les trois dernières années ; f) couverture horaire assurée, selon la zone ambulancière, pour les trois dernières années ; g) budgets consentis à la formation des techniciens ambulanciers, par région et au total, pour les trois dernières années ; h) nombre d'ambulances et de quarts de travail ajoutés en 2020-2021, par zone ambulancière ; i) nombre d'heures de faction convertis en heures à l'heure en 2020-2021, par zone ambulancière ; j) nombre de demandes, d'ajout d'ambulances, d'ajout de quarts de travail et de conversions d'heures de faction en heures à l'heure, formulées par les établissements de santé auprès du MSSS en 2020-2021 ; k) pour chaque zone ambulancière, liste des MRC et des municipalités locales desservies et carte du territoire couvert ; l) nombre d'appels reçus, nombre d'affectations transmises aux ressources préhospitalières, nombre de transports effectués par les ressources préhospitalières, nombre d'affectations qui ont été réaffectées avant le transport, nombre de transports annulés ainsi que taux d'utilisation clinique (TUC), par zone ambulancière, en 2020-2021. 	
297.	Pour les maisons de naissance au Québec, fournir, pour 2020-2021 :	Opposition officielle Volume 2
	<ul style="list-style-type: none"> a) le nom, la date d'ouverture et l'emplacement de toutes les maisons de naissance au Québec ; b) le financement gouvernemental accordé à ces maisons ; c) le nombre de nouvelles maisons ; d) les prévisions pour 2021-2022 ; e) le nombre de naissances dans les maisons de naissance ; f) le coût moyen par accouchement pour toutes les maisons de naissance. 	
298.	Pour les sages-femmes au Québec, fournir, le nombre de sages-femmes par catégorie d'emploi (poste permanent, à temps partiel ou occasionnel), le nombre de graduations en 2020-2021 par institution d'enseignement supérieur, et le nombre d'inscriptions au programme de formation en 2020-2021, par institution d'enseignement supérieur.	Opposition officielle Volume 2
299.	Ventilation du budget dévolu au projet Dossier santé Québec (DSQ).	Opposition officielle Volume 2
300.	Ventilation des coûts hors portée du projet.	Opposition officielle Volume 2

301.	Ventilation des dépenses totales réalisées au 31 mars 2021, et ventilation par projet et par organisme ou ministère :	Opposition officielle Volume 2
	<ul style="list-style-type: none"> a) CISSS et CIUSSS ; b) Établissements non fusionnés ; c) Corporation d'hébergement du Québec ; d) RAMQ ; e) MSSS. 	
302.	État d'avancement de chacun des projets et leur échéancier.	Opposition officielle Volume 2
303.	Montants reçus d'Inforoute Santé du Canada, par année, depuis la signature de l'entente.	Opposition officielle Volume 2
304.	Évaluation des dépassements de coûts totaux au 31 mars 2021 pour le déploiement complet du DSQ.	Opposition officielle Volume 2
305.	Nombre d'utilisateurs du DSQ au 31 mars 2021.	Opposition officielle Volume 2
306.	État de situation sur le développement du DCI dans les établissements.	Opposition officielle Volume 2
307.	Concernant Cristal-Net :	Opposition officielle Volume 2
	<ul style="list-style-type: none"> a) copie de l'appel d'offres #1230114 publié au SEAO ; b) explications de l'annulation de l'appel d'offres ; c) analyses commandées depuis le 1er avril 2020 ; d) coûts prévus. 	
308.	Concernant OACIS :	Opposition officielle Volume 2
	<ul style="list-style-type: none"> a) analyses commandées depuis le 1er avril 2020 ; b) coûts prévus. 	
309.	Détail du montant prévu pour l'informatisation (DSQ/DCI/DME).	Opposition officielle Volume 2
310.	Pour le Programme d'allocation directe – chèque emploi-service :	Opposition officielle Volume 2
	<ul style="list-style-type: none"> a) ventilation détaillée du budget pour les trois dernières années, par région et par établissement ; b) nombre de demandes reçues au cours des trois dernières années et le total au 31 mars 2021 ; c) nombre de bénéficiaires du programme au cours des trois dernières années et le total au 31 mars 2021 ; d) montant octroyé en moyenne pour chaque heure de service, par région ; e) nombre d'heures de services payées, par région. 	
311.	Montants facturés aux usagers des centres de jour pour le transport et les repas, en 2020-2021, ventilés par région.	Opposition officielle Volume 2
312.	Ventilation du financement des maisons de jeunes, par maison, par région et au total, ainsi que les prévisions pour 2021-2022.	Opposition officielle Volume 2
313.	Bilan du plan d'action pour le bien-être et la santé des hommes.	Opposition officielle Volume 2

314.	Ressources d'accueil (nombre de ressources, nombre de places, nombre d'usagers, nombre de personnes en attente), selon les types de clientèle suivants, ainsi que les prévisions pour 2021-2022 :	Opposition officielle Volume 2
	<ul style="list-style-type: none"> a) les jeunes ; b) les adultes ; c) les personnes âgées ; d) les personnes ayant une déficience physique ; e) les personnes ayant une déficience intellectuelle ; f) les personnes alcooliques et toxicomanes, ainsi que les joueurs pathologiques. 	
315.	Liste des maisons d'hébergement pour femmes victimes de violence conjugale et budget alloué, par maison, par région et au total, pour 2020-2021, ainsi que les prévisions pour 2021-2022.	Opposition officielle Volume 2
316.	Stratégie gouvernementale pour prévenir et contrer les violences sexuelles 2016-2021 : bilan détaillé et ventilé par région, par catégorie d'action, des mesures mises en place, des organismes financés et des dépenses engagées ainsi que les prévisions pour 2021-2022.	Opposition officielle Volume 2
317.	État de situation quant au suivi des conclusions du Forum sur les agressions et le harcèlement sexuels et ventilation des sommes utilisées, par mesure.	Opposition officielle Volume 2
318.	Ventilation détaillée du financement des centres d'aide et de lutte contre les agressions à caractère sexuel (CALACS), par CALACS, par région et au total, ainsi que les prévisions pour 2021-2022.	Opposition officielle Volume 2
319.	Ventilation détaillée des sommes accordées en 2020-2021 pour des mesures servant à soutenir les femmes et les enfants victimes de violence, excluant les CALACS et les CAVAC. Mesures engagées ou à prévoir et ventilation des sommes prévues pour 2021-2022.	Opposition officielle Volume 2
320.	Ventilation détaillée du financement des centres de femmes ainsi que les prévisions pour 2021-2022. La ventilation demandée comprend la répartition interrégionale et régionale, de même que la liste de tous les centres financés et le détail de leur financement, ainsi que les critères de financement.	Opposition officielle Volume 2
321.	Montant dévolu, par région, au programme de santé mentale en 2019-2020 et 2020-2021, ainsi que les prévisions pour 2021-2022 :	Opposition officielle Volume 2
	<ul style="list-style-type: none"> a) Clientèle adulte : <ul style="list-style-type: none"> i. 1^{re} ligne ; ii. 2^e ligne ; iii. autres. b) Clientèle jeune : <ul style="list-style-type: none"> i. 1^{re} ligne ; ii. 2^e ligne ; 	
322.	Montant dévolu par les établissements au programme de santé mentale en 2019-2020 et 2020-2021, ainsi que les prévisions pour 2021-2022 :	Opposition officielle Volume 2
	<ul style="list-style-type: none"> a) Clientèle adulte (par région et au total) : <ul style="list-style-type: none"> i. 1^{re} ligne ; ii. 2^e ligne ; iii. autres. b) Clientèle jeune (par région et au total) : <ul style="list-style-type: none"> i. 1^{re} ligne ii. 2^e ligne ; iii. autres. 	
323.	Nombre de personnes en attente pour des services en santé mentale, par tranche d'âge et par région (1 ^{re} et 2 ^e ligne).	Opposition officielle Volume 2

324.	Tout document, étude ou liste de consultation sur l'élaboration d'un nouveau Plan d'action en santé mentale et les sommes prévues pour la mise en œuvre des mesures.	Opposition officielle Volume 2
325.	Tout document, étude ou liste de consultation sur le renouvellement du Plan d'action en santé mentale.	Opposition officielle Volume 2
326.	Déclinaison des 20 M\$ annoncés dans le cadre du forum jeunes et santé mentale.	Opposition officielle Volume 2
327.	Portrait de l'implication des patients partenaires et pairs aidants et pairs aidants famille partout au Québec tel qu'annoncé par la ministre lors du forum adultes et santé mentale.	Opposition officielle Volume 2
328.	Plan d'action en santé mentale 2015-2020 : tableau de bord/bilan détaillé, par catégorie d'action, des travaux effectués, des mesures mises en place et des dépenses engagées, ainsi que les prévisions pour 2021-2022.	Opposition officielle Volume 2
329.	Évolution et ventilation des sommes investies dans le secteur de la santé mentale en comparaison des dépenses consacrées à l'ensemble des programmes et les prévisions pour 2021-2022.	Opposition officielle Volume 2
330.	État de situation <i>per capita</i> régional pondéré, basé sur l'estimation des coûts de production de services en santé mentale, ainsi que les prévisions pour 2021-2022.	Opposition officielle Volume 2
331.	Bilan du déploiement de l'ajout de 100 postes de psychologues jeunesse et d'autres professionnels annoncé en décembre 2017 afin de compléter les équipes multidisciplinaires jeunesse des CISSS et des CIUSSS et fournir la liste des centres jeunesse ayant bénéficié de cette mesure.	Opposition officielle Volume 2
332.	Bilan du projet pilote, Aire ouverte, et prévisions du déploiement.	Opposition officielle Volume 2
333.	Bilan détaillé des mesures mises en place et des dépenses engagées en 2020-2021 dans la mise en œuvre du Programme québécois de psychothérapie pour les troubles mentaux. Suivi des phases de déploiement et indiquer si les actions sont dans les délais.	Opposition officielle Volume 2
334.	Total des incidents de sécurité mettant en cause des patients en santé mentale rapportés dans les salles d'urgence et les hôpitaux du RSSS en 2020-21, et évolution par rapport à 2019-20.	Opposition officielle Volume 2
335.	De l'ensemble des demandes reçues par l'AAOR des établissements fusionnés du RSSS en 2020-21, indiquer le pourcentage en provenance de : d) Organismes communautaires; e) Psychologues en cabinet; f) Services de crise; g) Ligne Info-Social; h) Milieux d'enseignement; i) Services de police et Sûreté du Québec; j) Services correctionnels; k) Employeurs et PAE des entreprises privées; l) Employeurs et PAE des organismes publics et parapublics; m) Membre de l'entourage de la personne utilisatrice; n) Personne utilisatrice avec accompagnement; o) Personne utilisatrice sans accompagnement.	Opposition officielle Volume 2

336. Pour chaque AAOR du RSSS, en 2020-21, indiquer : Opposition officielle
Volume 2
- a) le délai moyen entre la réception de la demande et la transmission au service approprié d'une demande complétée;
 - b) le pourcentage de ces délais inférieur à 5 jours;
 - c) le pourcentage de ces délais inférieur à 10 jours;
 - d) le pourcentage de ces délais inférieur à 20 jours;
 - e) le pourcentage de ces délais supérieur à 20 jours.
337. Pour chaque AAOR du RSSS, en 2020-21, indiquer : Opposition officielle
Volume 2
- a) le délai moyen entre la transmission au service approprié d'une demande complétée et la première intervention du service ayant pour effet d'ajouter une note clinique significative au dossier;
 - b) le pourcentage de ces délais inférieur à 15 jours;
 - c) le pourcentage de ces délais inférieur à 30 jours;
 - d) le pourcentage de ces délais inférieur à 60 jours;
 - e) le pourcentage de ces délais supérieur à 60 jours.
338. Pour chaque AAOR du RSSS, en 2020-21, indiquer : Opposition officielle
Volume 2
- a) le délai moyen entre la transmission au service approprié d'une demande complétée et la première rencontre en présence de la personne référée;
 - b) le pourcentage de ces délais inférieur à 15 jours;
 - c) le pourcentage de ces délais inférieur à 30 jours;
 - d) le pourcentage de ces délais inférieur à 60 jours;
 - e) le pourcentage de ces délais supérieur à 60 jours.
339. Pour chaque AAOR du RSSS, en 2020-21, indiquer : Opposition officielle
Volume 2
- a) le délai moyen entre la première rencontre en présence de la personne référée et l'inscription au dossier d'un diagnostic ou d'une évaluation formelle de la condition et des besoins de la personne référée;
 - b) le pourcentage de ces délais inférieur à 15 jours;
 - c) le pourcentage de ces délais inférieur à 30 jours;
 - d) le pourcentage de ces délais inférieur à 60 jours;
 - e) le pourcentage de ces délais supérieur à 60 jours.
340. Pour chaque AAOR du RSSS, en 2020-21, indiquer : Opposition officielle
Volume 2
- a) le délai moyen entre le diagnostic ou l'évaluation formelle de la personne référée et la rétroaction au référent;
 - b) le pourcentage de ces délais inférieur à 3 jours;
 - c) le pourcentage de ces délais inférieur à 7 jours;
 - d) le pourcentage de ces délais inférieur à 15 jours;
 - e) le pourcentage de ces délais supérieur à 30 jours.
341. Pour chaque AAOR du RSSS, en 2020-21, indiquer : Opposition officielle
Volume 2
- a) le délai moyen entre le diagnostic ou l'évaluation formelle et le début du service thérapeutique recommandé (première séance ou atelier de consultation avec un professionnel habilité);
 - b) le pourcentage de ces délais inférieur à 15 jours;
 - c) le pourcentage de ces délais inférieur à 30 jours;
 - d) le pourcentage de ces délais inférieur à 60 jours;
 - e) le pourcentage de ces délais supérieur à 60 jours.

342. Pour chaque AAOR du RSSS, en 2020-21, indiquer :
- Opposition officielle
Volume 2
- a) le délai moyen entre la fin du service thérapeutique recommandé et le début des activités de maintien du rétablissement correspondant aux besoins de la personne (groupes d'entraide, activités structurées en milieu de jour, service d'intégration au travail);
 - b) le pourcentage de ces délais inférieur à 15 jours;
 - c) le pourcentage de ces délais inférieur à 30 jours;
 - d) le pourcentage de ces délais inférieur à 60 jours;
 - e) le pourcentage de ces délais supérieur à 60 jours.
343. Pour chaque AAOR du RSSS, en 2020-21, indiquer :
- Opposition officielle
Volume 2
- a) le délai moyen entre la fin du service thérapeutique recommandé et le début des activités de réadaptation en dépendance recommandées (organismes communautaires ou CRD certifiés);
 - b) le pourcentage de ces délais inférieur à 15 jours;
 - c) le pourcentage de ces délais inférieur à 30 jours;
 - d) le pourcentage de ces délais inférieur à 60 jours;
 - e) le pourcentage de ces délais supérieur à 60 jours.
344. De l'ensemble des demandes reçues par le guichet d'accès en santé mentale de chaque région en 2020-21, indiquer le pourcentage en provenance de :
- Opposition officielle
Volume 2
- a) GMF;
 - b) Urgences des centres hospitaliers;
 - c) AAOR des établissements fusionnés;
 - d) La DPJ ou les autorités régionales de protection de la jeunesse;
 - e) D'autres intervenants du RSSS.
345. De l'ensemble des demandes pour des services spécialisés en psychiatrie en 2020-2021, indiquer le pourcentage en provenance de :
- Opposition officielle
Volume 2
- a) Urgences des centres hospitaliers;
 - b) De médecins référents en première ligne par le biais de l'APSS;
 - c) La DPJ ou les autorités régionales de protection de la jeunesse;
 - d) Des GASM régionaux;
 - e) D'autres intervenants du RSSS.
346. Pour le service Info-Social, indiquer :
- Opposition officielle
Volume 2
- a) l'augmentation en pourcentage du nombre d'appels entre 2019-20 et 2020-21;
 - b) l'augmentation en pourcentage du nombre d'appels abandonnés entre 2019-20 et 2020-21;
 - c) l'augmentation en pourcentage du délai moyen de réponse entre 2019-20 et 2020-21;
 - d) l'augmentation en pourcentage du nombre d'appels répondus après le délai-cible prévu dans la déclaration des services à la clientèle entre 2019-20 et 2020-21;
 - e) l'augmentation en pourcentage des effectifs du service et des heures travaillées entre 2019-20 et 2020-21;
 - f) le pourcentage des appels s'étant traduit par un référencement au GASM ou l'AAOR et l'ouverture d'un dossier en 2020-21 et son augmentation (en pourcentage) par rapport à 2019-20.
347. Pour chaque région administrative, indiquer :
- Opposition officielle
Volume 2
- a) les effectifs de chaque équipe d'intervention de crise dans le milieu;
 - b) les postes vacants et non-comblés au sein de chaque équipe;
 - c) le nombre d'interventions réalisées en 2020-21 et son évolution par rapport à 2019-20;
 - d) le pourcentage des interventions réalisées en 2020-21 auprès de la même personne.

348. Pour chaque région administrative, indiquer :
- a) le nombre de places d'hébergement de crise disponibles;
 - b) l'effet des restrictions sanitaires sur la disponibilité des places;
 - c) les places d'hébergement de crise qui seront ajoutées en 2021-22.
349. Pour chaque région administrative, indiquer :
- a) le nombre de places d'hébergement disponibles en RAC ou en URCI en 2020-21 et son évolution depuis 2019-20;
 - b) l'effet des restrictions sanitaires sur la disponibilité des places;
 - c) l'augmentation des loyers exigés entre 2019-20 et 2020-21;
 - d) les places d'hébergement en RAC ou URCI qui seront ajoutées en 2021-22.
350. Pour chaque région administrative, indiquer :
- a) les effectifs de chaque équipe de soutien et de répit-dépannage pour la famille et l'entourage;
 - b) les postes vacants et non-comblés au sein de chaque équipe;
 - c) le nombre d'interventions réalisées en 2020-21 et son évolution par rapport à 2019-2020.
351. Pour chaque région administrative, indiquer :
- a) les effectifs de chaque équipe de 2e niveau offrant des services de réadaptation aux jeunes en difficulté d'adaptation et à leurs familles;
 - b) les postes vacants et non-comblés au sein de chaque équipe;
 - c) le nombre d'interventions réalisées en 2020-21 et son évolution par rapport à 2019-2020;
 - d) le pourcentage des interventions réalisées en 2020-21 auprès de la même personne/famille.
352. Pour chaque région administrative, indiquer :
- a) le ratio de places disponibles par 100 000 habitants pour les mesures de soutien dans la communauté des personnes atteintes de troubles mentaux graves en 2020-2021 et son évolution par rapport à 2019-2020;
 - b) le pourcentage des places disponibles réservées pour le suivi intensif dans le milieu;
 - c) le pourcentage des places disponibles réservées pour le suivi d'intensité variable;
 - d) le pourcentage des places disponibles réservées pour le soutien de base non-intensif;
353. Pour chaque région administrative, indiquer :
- a) le ratio de places disponibles par 100 000 habitants pour les services d'hébergement et d'habitation autres qu'institutionnels;
 - b) le pourcentage des places disponibles en logement supervisé;
 - c) le pourcentage des places disponibles en logement autonome.

Opposition
officielle
Volume 2

Opposition
officielle
Volume 2

Opposition
officielle
Volume 2

Opposition
officielle
Volume 2

Opposition
officielle
Volume 2

Opposition
officielle
Volume 2

354. Pour chaque centre intégré, indiquer :
- Opposition officielle
Volume 2
- a) le nombre de lits de psychiatrie par 100 000 habitants;
 - b) le nombre de lits de pédopsychiatrie par 100 000 habitants;
 - c) le nombre de lits de psychiatrie par 100 000 habitants pour les soins de courte durée;
 - d) le nombre de lits de psychiatrie par 100 000 habitants pour les soins de longue durée;
 - e) le nombre de lits de psychiatrie par 100 000 habitants;
 - f) le nombre de lits réservés pour les soins médico-légaux par 100 000 habitants;
 - g) le nombre de lits réservés pour les soins médico-légaux par 100 000 habitants en milieu fermé;
 - h) le nombre de lits réservés pour les soins médico-légaux par 100 000 habitants à sécurité maximale.
355. Pour chaque centre intégré, indiquer :
- Opposition officielle
Volume 2
- a) le délai moyen d'attente pour une consultation en psychiatrie d'un patient en état de crise;
 - b) le délai moyen d'attente pour une consultation en psychiatrie d'un patient à l'état mental instable se présentant avec une crise de manie, un premier épisode psychotique ou un trouble dépressif post-partum grave;
 - c) le délai moyen d'attente pour une consultation en psychiatrie d'un patient à l'état mental instable se présentant avec une crise d'hypomanie ou une dépression majeure;
 - d) le délai moyen d'attente pour une consultation en psychiatrie d'un patient à l'état mental stable se présentant avec un premier épisode psychotique;
 - e) le délai moyen d'attente pour une consultation en psychiatrie d'un patient à l'état mental stable se présentant avec une crise d'hypomanie, un trouble dépressif postpartum grave ou une dépression majeure.
356. Pour chaque centre intégré, indiquer :
- Opposition officielle
Volume 2
- a) Combien de psychiatres sont désignés pour agir à titre de médecins spécialistes répondants en psychiatrie ;
 - b) la sommes des actes relatifs à la fonction de médecins spécialistes répondants en psychiatrie facturés à la RAMQ en 2020-21 et son évolution par rapport à 2019-20.
357. Nombre de personnes en attente, délais d'attente moyens et coûts estimés pour améliorer l'accessibilité aux services pour chacun des services spécialisés de réadaptation en déficience physique, selon la région sociosanitaire, au 31 mars 2021 :
- Opposition officielle
Volume 2
- a) adultes ;
 - b) aînés ;
 - c) enfants.
358. Nombre de personnes en attente, délais d'attente moyens et coûts estimés pour améliorer l'accessibilité aux services pour chacun des services spécialisés de réadaptation en déficience intellectuelle, selon la région sociosanitaire et au 31 mars 2021 :
- Opposition officielle
Volume 2
- a) adultes ;
 - b) aînés ;
 - c) enfants.

359.	Nombre de personnes en attente, délais d'attente moyens et coûts estimés pour améliorer l'accessibilité aux services spécialisés pour chacun des services spécialisés de réadaptation pour les TSA, selon la région sociosanitaire et au 31 mars 2021 :	Opposition officielle Volume 2
	<ul style="list-style-type: none"> a) adultes ; b) aînés ; c) enfants. 	
360.	Liste d'attente pour un premier service de réadaptation DI, DP et TSA (ventilation par région).	Opposition officielle Volume 2
361.	Délai moyen d'attente pour une demande d'évaluation diagnostique de trouble du spectre de l'autisme et pour une demande d'évaluation globale des besoins, par région.	Opposition officielle Volume 2
362.	État de situation quant à la mesure « Soutien aux enfants handicapés nécessitant des soins exceptionnels », incluant les éléments suivants :	Opposition officielle Volume 2
	<ul style="list-style-type: none"> a) nombre d'enfants admis ; b) nombre d'enfants refusés ; c) total des sommes versées. 	
363.	État de situation et ventilation des sommes de 29 M\$ et de 1,25 M\$ annoncées le 21 mars 2017 en lien avec le Plan d'action sur le trouble du spectre de l'autisme 2017- 2022 ainsi que de la somme de 11 M\$ annoncée afin de réduire les listes d'attente.	Opposition officielle Volume 2
364.	État de situation détaillé par mesure et par région, de la mise œuvre du Plan d'action sur le trouble du spectre de l'autisme 2017-2022 et son impact sur les temps d'attente et la prise en charge.	Opposition officielle Volume 2
365.	Listes d'attente par région et au total pour obtenir des services de répit, par catégorie (aînés, handicapés, etc.)	Opposition officielle Volume 2
366.	Sommes réservées en 2020-2021 et en 2021-2022 pour développer des services de répit supplémentaires.	Opposition officielle Volume 2
367.	Liste des organismes communautaires, par région, qui agissent auprès des personnes handicapées, et qui ont obtenu ou à qui l'on a donné, des subventions du ministère de la Santé et des Services sociaux (par le biais du PSOC) ainsi que les prévisions pour 2021-2022.	Opposition officielle Volume 2
368.	Ventilation des places dans les centres d'hébergement publics, dans les centres de réadaptation et dans les centres de jour pour 2020-2021 ainsi que les prévisions pour 2021-2022, par région.	Opposition officielle Volume 2
369.	Liste des centres de jour par région et liste d'attente pour les centres de jour, par catégorie (aînés, handicapés, etc.)	Opposition officielle Volume 2
370.	Nombre de centres de jour ayant fermé leurs portes depuis le 1er avril 2020.	Opposition officielle Volume 2
371.	Sommes réservées en 2021-2022 pour l'ajout de services de centres de jour.	Opposition officielle Volume 2
372.	Listes d'attente pour les programmes d'aide matérielle, par catégorie de programme, ainsi que les prévisions pour 2021-2022.	Opposition officielle Volume 2
373.	État de situation et échéancier concernant l'adoption d'un règlement visant la mise en accessibilité des édifices construits avant 1976 par le ministre du Travail. Actions posées en 2020-2021 pour faire avancer ce dossier.	Opposition officielle Volume 2
374.	État de situation concernant les mesures favorisant l'accessibilité universelle des commerces, incluant le nombre de demandes d'aide financière reçues et les sommes versées, par région.	Opposition officielle Volume 2

375.	État de situation concernant les différents travaux entamés par le MSSS pour la transition des enfants autistes à l'âge de 18 ans.	Opposition officielle Volume 2
376.	État de situation, liste des rencontres, études, correspondances et analyses concernant la mise à niveau de l'aide financière aux familles naturelles d'enfants handicapés à celle des familles d'accueil.	Opposition officielle Volume 2
377.	Concernant le Programme de soutien à la famille d'une personne ayant une déficience ou un trouble du spectre de l'autisme, veuillez nous indiquer pour 2020-2021 : <ul style="list-style-type: none"> a) Le nombre de personnes ayant une déficience intellectuelle ayant eu accès au programme, ventilé par région; b) Le nombre de personnes ayant un trouble du spectre de l'autisme, ventilé par région; c) Le nombre moyen d'heures octroyées à une personne ayant une déficience intellectuelle, ventilé par région; d) Le nombre moyen d'heures accordées à une personne sous le spectre de l'autiste, ventilé par région; e) Le nombre de personnes ayant une déficience intellectuelle sur la liste d'attente, ventilé par région; f) Le nombre de personnes sous le spectre de l'autisme sur la liste d'attente, ventilé par région. 	Opposition officielle Volume 2
378.	Liste des organismes communautaires subventionnés par le MSSS par le biais du PSOC (organismes à rayonnement national et organismes à rayonnement régional) et montant des subventions octroyées par organisme, par région, par mois et au total, en 2020-2021. Détailler les montants selon le mode de financement (à la mission globale, entente de service ou spécifique et projet) et préciser la typologie et la catégorie de chaque organisme.	Opposition officielle Volume 2
379.	Fournir les barèmes financiers et les seuils planchers utilisés par chaque CISSS-CIUSSS et par la Direction des services sociaux généraux et des activités communautaires (DSSGAC), selon chaque typologie, l'année de leur élaboration et le plan établi pour les atteindre.	Opposition officielle Volume 2
380.	Ventilation des nouvelles sommes (supplémentaires) octroyées par le PSOC en 2020-2021 et prévisions pour 2021-2022.	Opposition officielle Volume 2
381.	Liste des organismes qui sont reconnus au PSOC, mais qui sont en attente de financement, par région. Indiquer aussi le nombre de demandes de reconnaissances reçues, par région.	Opposition officielle Volume 2
382.	Subventions accordées à des organismes communautaires œuvrant auprès des hommes, ainsi que les prévisions pour 2021-2022.	Opposition officielle Volume 2
383.	Détailler les sommes annoncées par le Plan d'action en santé et bien-être des femmes 2020-2024 en précisant les organismes communautaires ayant reçu des sommes et le mode de financement (mission, projet ou entente de service).	Opposition officielle Volume 3
384.	Détailler les sommes annoncées par le Plan d'action gouvernemental en action communautaire (PAGAC) en précisant les organismes communautaires ayant reçu des sommes et le mode de financement (mission, projet ou entente de service).	Opposition officielle Volume 3
385.	Subventions accordées aux organismes communautaires en santé mentale dans chacune des régions, ainsi que les prévisions pour 2021-2022.	Opposition officielle Volume 3
386.	État de situation et sommes dépensées pour le <i>Programme québécois universel de dépistage de la surdité</i> .	Opposition officielle Volume 3
387.	Nombre d'adoptions en cours et complétées en 2020-2021 selon le pays d'origine de l'enfant.	Opposition officielle Volume 3
388.	Nombre de parents ayant eu accès à une formation pré adoption en 2020-2021.	Opposition officielle Volume 3

389.	Nombre de parents ayant eu accès à une formation post-adoption en 2020-2021.	Opposition officielle Volume 3
390.	Liste des établissements du réseau de la santé et des services sociaux offrant un suivi post-adoption.	Opposition officielle Volume 3
391.	À la suite des modifications apportées par la Loi modifiant le Code civil et d'autres dispositions législatives en matière d'adoption et de communication de renseignements (113), indiquer le nombre de refus de communication de l'identité, ou de contacts inscrits, ventilés selon s'il s'agit d'une adoption antérieure au 16 juin 2018 ou non.	Opposition officielle Volume 3
392.	État de situation et bilan de la révision du <i>Manuel de référence sur la protection de la jeunesse</i> pour donner suite aux modifications apportées à la LPJ en octobre 2017.	Opposition officielle Volume 3
393.	État de situation et bilan de la révision des différents outils d'information à l'intention des jeunes, des parents, des partenaires et de la population (5 brochures et dépliant) pour donner suite aux modifications apportées à LPJ en octobre 2017.	Opposition officielle Volume 3
394.	Concernant la <i>Loi modifiant la Loi sur l'instruction publique et d'autres dispositions législatives concernant principalement la gratuité des services éducatifs et l'obligation de fréquentation scolaire</i> : <ul style="list-style-type: none"> a) état de situation sur la modification de la LPJ afin que la non-fréquentation scolaire devienne un motif d'intervention pour la DPJ ; b) état de situation sur l'entente-cadre qui devait guider les établissements et les centres de services en collaboration avec le ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur. 	Opposition officielle Volume 3
395.	État de situation au sujet du financement, de l'âge moyen des enfants et du nombre de familles d'accueil, au 31 mars 2021, ainsi que les prévisions pour 2022.	Opposition officielle Volume 3
396.	État de situation des travaux en cours visant à rétablir l'écart entre l'aide financière versée aux familles naturelles et aux familles d'accueil de personnes handicapées d'âge mineur et majeur.	Opposition officielle Volume 3
397.	État de situation, par région administrative, du nombre de dossiers de protection de la jeunesse confiés à chaque intervenant, ainsi que les prévisions pour 2021-2022.	Opposition officielle Volume 3
398.	État de situation pour 2020-2021, par région administrative, du nombre de signalements reçus et retenus en protection de la jeunesse.	Opposition officielle Volume 3
399.	État de situation pour 2020-2021 des différentes mesures mises en place en protection de la jeunesse dans le Grand Nord québécois.	Opposition officielle Volume 3
400.	Ventilation des sommes dévolues en développement pour chaque année ainsi que les prévisions pour 2021-2022, pour les jeunes en difficulté, par région et par établissement.	Opposition officielle Volume 3
401.	Liste des sommes dues par le gouvernement fédéral aux centres jeunesse desservant les communautés autochtones.	Opposition officielle Volume 3
402.	Listes d'attente, par région, en évaluation, en accès à l'hébergement et en application des mesures pour les personnes ayant une déficience intellectuelle, par groupe d'âge, ainsi que les prévisions pour 2021-2022.	Opposition officielle Volume 3
403.	Pour chaque année par région du Québec, la moyenne de dossiers, de protection de la jeunesse, confiés à chaque intervenant, ventilé selon le type d'intervention (évaluation/application des mesures).	Opposition officielle Volume 3

404.	Pour chaque année, par région du Québec, à l'application des mesures, la moyenne des rencontres par mois et/ou semaine, et/ou année, avec l'enfant, et/ou sa famille ayant un suivi avec la DPJ.	Opposition officielle Volume 3
405.	État de situation et actions prises par le ministre pour donner suite aux 5 recommandations de la commission Laurent annoncées le 18 décembre 2019.	Opposition officielle Volume 3
406.	Nombre de fugues des centres jeunesse, par centre jeunesse en 2020-2021.	Opposition officielle Volume 3
407.	Budgets octroyés aux centres jeunesse (CISSS et CIUSSS – direction responsable des programmes préalablement administrés par les centres jeunesse) en 2020-2021.	Opposition officielle Volume 3
408.	État de situation quant au déploiement du programme d'intervention en négligence dans chacune des régions du Québec ; ventilation des sommes qui y sont consacrées.	Opposition officielle Volume 3
409.	État de situation et bilan concernant les mesures d'isolement en centre jeunesse ouvert en lien avec la loi 99, <i>Loi modifiant la Loi sur la protection de la jeunesse et d'autres dispositions</i> , par établissement et par installation.	Opposition officielle Volume 3
410.	Crédits budgétaires alloués en 2020-2021 et prévus en 2021-2022 afin de mettre en œuvre les recommandations du Rapport de la Commission d'enquête sur les relations entre les Autochtones et certains services publics au Québec (Rapport Viens) ainsi que les recommandations de l'Enquête nationale sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées (ENFFADA).	Opposition officielle Volume 3
411.	État de situation et bilan du programme qualification jeunesse, par établissement ou installation; <ul style="list-style-type: none"> a) Sommes et ventilation des montants alloués au programme, par établissement ou installation; b) Nombre de participants qui ont eu accès au programme, par établissement ou installation; c) Nombre de participants qui ont quitté le programme à l'âge de 19 ans, par établissement ou installation; 	Opposition officielle Volume 3
412.	Ventilation du financement des ressources pour personnes itinérantes, par maison, par région et au total, ainsi que les prévisions pour 2021-2022.	Opposition officielle Volume 3
413.	Taux d'occupation des refuges pour itinérants pour 2018-2019 et 2020-2021, par région et par refuge.	Opposition officielle Volume 3
414.	État de situation sur le renouvellement de la SPLI et sur les conditions imposées par le gouvernement fédéral.	Opposition officielle Volume 3
415.	Étude ou analyse des impacts de la nouvelle SPLI sur les organismes québécois qui luttent contre l'itinérance.	Opposition officielle Volume 3
416.	Ventilation des sommes affectées à l'itinérance par le MSSS et par le gouvernement.	Opposition officielle Volume 3
417.	État de situation sur les travaux visant à renouveler le Plan d'action en itinérance.	Opposition officielle Volume 3
418.	Budget investi en prévention et en traitement du jeu pathologique et en cyberdépendance ainsi que les prévisions pour 2021-2022, par région et au total.	Opposition officielle Volume 3
419.	Nombre et liste des organismes financés pour la lutte contre la toxicomanie, par région, ainsi que le montant versé à chacun.	Opposition officielle Volume 3
420.	Liste d'attente en matière de lutte contre la toxicomanie.	Opposition officielle Volume 3
421.	Bilan des ressources d'hébergement en toxicomanie ayant reçu leur certification.	Opposition officielle Volume 3

422.	Liste des ressources d'hébergement en processus de certification, par région, pour 2020-2021.	Opposition officielle Volume 3
423.	Liste des organismes qui offrent des traitements de lutte contre la toxicomanie, par région.	Opposition officielle Volume 3
424.	Listes d'attente en désintoxication.	Opposition officielle Volume 3
425.	État de situation concernant l'encadrement et le financement des centres de lutte contre la dépendance, notamment la toxicomanie.	Opposition officielle Volume 3
426.	État de situation, au 31 mars 2021, de la mise en œuvre du Plan d'action interministériel en dépendance 2018-2028. Fournir tout rapport ou document produit et ventilé par : <ul style="list-style-type: none"> a) actions complétées en 2020-2021 ; b) actions en cours et dans les délais en 2020-2021 ; c) actions en cours et hors délais en 2020-2021 ; d) actions réévaluées/hors délais/impossibles à déterminer ; e) actions à venir en 2021-2022 ; f) budget investi jusqu'à maintenant pour chaque action. 	Opposition officielle Volume 3
427.	Montant prévu pour la lutte contre la toxicomanie par région et par établissement, et prévisions pour 2021-2022.	Opposition officielle Volume 3
428.	Dans le cadre de l'aide financière de 300 000\$ octroyée à l'organisme <i>Au cœur des familles agricoles</i> , fournir : <ul style="list-style-type: none"> a. Le nombre d'agriculteur aider par l'organisme annuellement; b. Le nombre d'agriculteurs supplémentaires qui pourront bénéficier de l'aide grâce à l'aide financière; c. Analyse, note ou document afin d'aller potentiellement plus loin dans l'accompagnement des agriculteurs en matière de santé mentale; d. Le nombre de dépression ou de cas déclarer de problème de santé mentale au Québec pour les agriculteurs; e. Les pertes agricoles associés aux problèmes de santé mentale; f. Tout suivi fait par le MSSS afin d'outiller davantage les agriculteurs en matière de santé mentale. 	Opposition officielle Volume 3
429.	Dépenses engagées pour l'achat de matériel de protection individuelle ventilé par mois et par région. État des réserves au 31 mars pour chaque élément.	Opposition officielle Volume 3
430.	Taux d'achat auprès de fabricants québécois pour les équipements de protection individuelle, notamment les masques, les blouses et les gants en 2020-2021.	Opposition officielle Volume 3
431.	Valeur totale et volume d'unités achetées pour tous les contrats de gré à gré pour l'approvisionnement en EPI d'avril 2020 à mars 2021, en vertu du décret sanitaire du 13 mars; en pourcentage du total et en comparaison avec l'année financière précédente.	Opposition officielle Volume 3
432.	Coût unitaire moyen des masques de procédure, blouses et gants achetés de gré à gré, en comparaison des coûts unitaires pour l'ensemble des approvisionnements en EPI de l'année financière précédente.	Opposition officielle Volume 3
433.	Nombre et montant des ententes de services conclues avec le secteur privé (cliniques ou laboratoires). Liste par région, par type de service et montant de l'entente pour chacune.	Opposition officielle Volume 3
434.	Nombre de préposés aux bénéficiaires embauchés travaillant à temps plein en 2020-2021.	Opposition officielle Volume 3
435.	Nombre d'employés déplacés d'une installation à l'autre, par mois et par établissement, en 2020-2021. Faire la distinction entre les employés du MSSS et ceux des agences.	Opposition officielle Volume 3

436.	Dans le cas d'un déplacement de personnel, processus d'autorisation du déplacement et critères pour permettre le déploiement d'un travailleur de la santé dans plus d'une installation.	Opposition officielle Volume 3
437.	Sommes nécessaires pour rattraper le retard accumulé dans les interventions chirurgicales.	Opposition officielle Volume 3
438.	Nombre de patients en attente d'une chirurgie, par type et par CISSS/CIUSSS.	Opposition officielle Volume 3
439.	Taux de chirurgies reportées par CISSS/CIUSSS et par mois.	Opposition officielle Volume 3
440.	Nombre de patients dont la chirurgie a été annulée sous recommandation du médecin. Raison de cette annulation.	Opposition officielle Volume 3
441.	Sommes dépensées dans le secteur privé (cliniques et laboratoires) pour le rattrapage de chirurgies et les services de radiologie, par type, par milieu et par région.	Opposition officielle Volume 3
442.	Sommes dépensés pour la construction ou la rénovation de salles de chirurgie ou de laboratoires dans des cliniques privées. Liste des cliniques, type de service et montant pour chacune.	Opposition officielle Volume 3
443.	Dépensées liées à l'utilisation des plateaux techniques par région et par CISSS/CIUSSS. Comparaison avec l'année précédente.	Opposition officielle Volume 3
444.	Nombre de patients en attente d'un scan ou d'un IRM, par type et par région.	Opposition officielle Volume 3
445.	Nombre d'interventions reportées à cause du délestage, par région et par type d'intervention.	Opposition officielle Volume 3
446.	Plan d'action et sommes dépensées par le ministère pour lutter contre la désinformation liée à la COVID dans l'espace public.	Opposition officielle Volume 3
447.	Données sur l'utilisation du logiciel COVID-Alert.	Opposition officielle Volume 3
448.	Nombre d'éclosions dans les installations RAC, RI-RTF qui héberge des clientèles DP-DI-TSA, ainsi que les installations d'hébergement des centres jeunesse, pour femmes victimes de violence, les maisons de convalescence et les CRD, ventilé par région et par mois.	Opposition officielle Volume 3
449.	Les cas, les hospitalisations (par 100 000 habitants), les tests (par 100 000 habitants), taux de positivité des tests et le nombre d'éclosions pour chaque région administrative.	Opposition officielle Volume 3
450.	Les cas, les hospitalisations (par 100 000 habitants), les tests (par 100 000 habitants), taux de positivité des tests et nombre d'éclosions pour chacune des 10 plus grandes municipalités au Québec.	Opposition officielle Volume 3
451.	Les cas, les hospitalisations (par 100 000 habitants), les tests (par 100 000 habitants), taux de positivité des tests et nombre d'éclosions pour la région de l'Outaouais, en soustrayant le RLS de Pontiac.	Opposition officielle Volume 3
452.	Taux de vaccination des travailleurs du réseau de la santé, par emploi, par milieu et par région et par CISSS/CIUSSS.	Opposition officielle Volume 3
453.	Sommes dépensées pour la création de cliniques post-COVID, par région, par CISSS/CIUSSS.	Opposition officielle Volume 3
454.	Fréquence de tests de dépistage des travailleurs du réseau, par région, par CISSS/CIUSSS.	Opposition officielle Volume 3

455.	Données concernant le criblage et le séquençage des échantillons positifs par mois et par région, notamment les sommes engagées, le nombre d'employés, le nombre et le pourcentage d'échantillons analysés et les délais d'analyse.	Opposition officielle Volume 3
456.	Contrats liés au criblage et au séquençage des échantillons positifs.	Opposition officielle Volume 3
457.	Nombre d'employés dédiés au traçage des contacts dans les cas de variants, par région, par CISSS/CIUSSS.	Opposition officielle Volume 3
458.	Sommes prévues pour les effets secondaires du vaccin et ses conséquences cliniques.	Opposition officielle Volume 3
459.	Plan d'action et sommes dépensées par le ministère pour faire la promotion de la vaccination par région et par CISSS/CIUSSS.	Opposition officielle Volume 3
460.	Plan d'action et sommes dépensées par le ministère pour faire la promotion de la vaccination auprès des allophones par région et par CISSS/CIUSSS.	Opposition officielle Volume 3
461.	Taux de vaccination des travailleurs en agence de santé par emploi et par région.	Opposition officielle Volume 3
462.	Détails des actions et des sommes dépensées pour promouvoir et encourager la vaccination chez les travailleurs du réseau de la santé par CISSS/CIUSSS.	Opposition officielle Volume 3
463.	Plan de contingence pour déployer une troisième dose de vaccin contre la COVID-19.	Opposition officielle Volume 3
464.	Sommes dépensées pour la création de cliniques post-COVID, par région, par CISSS/CIUSSS.	Opposition officielle Volume 3
465.	Fréquence de tests de dépistage des travailleurs du réseau, par région, par CISSS/CIUSSS. Indiquer le type de test (gargarisme, PCR, rapide).	Opposition officielle Volume 3
466.	Pourcentage des travailleurs du réseau dépistés dans le cadre du dépistage systématique par semaine, par emploi, par milieu, par CISSS/CIUSSS. Indiquer le type de test (gargarisme, PCR, rapide).	Opposition officielle Volume 3
467.	Somme et nombre de tests de dépistage hebdomadaires effectués auprès des travailleurs du réseau de la santé par semaine, par emploi, par milieu, par CISSS/CIUSSS. Indiquer le type de test (gargarisme, PCR, rapide).	Opposition officielle Volume 3
468.	Évolution des délais dans la chaîne de dépistage, par mois et par région et selon les catégories suivantes : travailleurs de la santé, clientèle vulnérable du réseau, et pour la population en général.	Opposition officielle Volume 3
469.	Délai entre le contact du citoyen potentiellement infecté avec la Santé publique et l'obtention de son résultat de test de dépistage, ventilé par mois.	Opposition officielle Volume 3
470.	Sommes dépensées pour le traçage des contacts, au total, par mois et par région.	Opposition officielle Volume 3
471.	Proportion de contacts notifiés et délais de contact médian entre la première exposition potentielle au cas et la notification.	Opposition officielle Volume 3
472.	Nombre médian de contacts obtenus lors des enquêtes de traçage, par mois et par région.	Opposition officielle Volume 3
473.	Données sur les tests rapides, notamment le nombre, les dates de réception, d'expiration et d'utilisation le cas échéant par type de test. Préciser combien de tests rapides a été jeté ou retourné. État actuel des inventaires.	Opposition officielle Volume 3
474.	Sommes dépensées pour l'achat de tests rapides et nombre de tests achetés, par type.	Opposition officielle Volume 3

475.	Données sur les projets pilotes liés aux tests rapides, notamment la liste des projets acceptés et refusés, le nombre et le type de tests utilisés par projet, le milieu, la région, les sommes allouées et les dates.	Opposition officielle Volume 3
476.	Critères de sélection pour l'octroi de projets pilotes liés aux temps rapides et résultat des projets pilotes complétés.	Opposition officielle Volume 3
477.	Pour les tests rapides fournis aux entreprises, préciser les critères, le nombre de demandes, le nombre de demandes acceptées et le nombre de tests déployés.	Opposition officielle Volume 3
478.	Écart entre les activités de dépistage du cancer entre cette année et l'année précédente, notamment le dépistage du cancer colorectal et du cancer du sein.	Opposition officielle Volume 3
479.	Écart entre les activités de dépistage d'ITSS entre cette année et l'année précédente.	Opposition officielle Volume 3
480.	Écart entre les activités de dépistage de maladies pédiatriques entre cette année et l'année précédente.	Opposition officielle Volume 3
481.	Taux de rendez-vous reportés entre le 1 ^{er} avril 2020 et le 31 mars 2021.	Opposition officielle Volume 3
482.	Taux des patients en attente depuis plus de 3 mois sur SIMASSS qui ont reçu l'appel de leur médecin pour s'assurer de leur état de santé et de les informer de la situation des retards.	Opposition officielle Volume 3
483.	Taux des patients en attente depuis plus de 3 mois sur SIMASSS qui ont reçu l'appel de leur médecin pour être informé du report de leur chirurgie, traitement ou examen diagnostique.	Opposition officielle Volume 3
484.	Taux des patients en attente depuis plus de 3 mois sur SIMASSS qui ont reçu l'appel de leur médecin pour consentir à une opération dans une clinique médicale spécialisée.	Opposition officielle Volume 3
485.	Taux des patients en attente depuis plus de 3 mois sur SIMASSS qui ont reçu l'appel de leur médecin pour être informé d'une détérioration de leur condition.	Opposition officielle Volume 3
486.	Taux des patients en attente depuis plus de 3 mois sur SIMASSS qui ont reçu l'appel de leur médecin pour être informé que la détérioration de leur condition les rendait inéligibles au traitement ou à la chirurgie initialement prévue.	Opposition officielle Volume 3
487.	Taux des patients en attente depuis plus de 3 mois sur SIMASSS qui ont été confiés aux soins palliatifs	Opposition officielle Volume 3
488.	Taux des patients en attente depuis plus de 3 mois sur SIMASSS qui sont décédés.	Opposition officielle Volume 3
489.	Concernant l'accès à l'information: <ul style="list-style-type: none"> a) Nombre d'effectifs supplémentaires affectés au traitement des demandes d'accès à l'information en 2020-2021. b) Nombre de demandes d'accès à l'information reçues en 2020-2021 c) Nombre de demandes d'accès répondues dans le délai prescrit par la Loi en 2020-2021 	Opposition officielle Volume 3

QUESTION NO 1

Indiquer les sommes dépensées pour 2020-2021 par votre ministère pour l'informatique et les technologies de l'information. Préciser s'il s'agit d'achats de logiciels, de matériel ou de services professionnels (interne, externe ou du CSPQ).

RÉPONSE NO 1

MSSS + FRISSSS					
Provenance	Dépenses en informatique 2020-2021				
	CSPQ	Externe	FRISSSS et RAMQ	Interne	Total général
Logiciels	3 885 410 \$	59 420 010 \$	4 654 \$		63 310 074 \$
Matériels		12 224 258 \$			12 224 258 \$
Services informatiques	2 218 411 \$	82 027 740 \$	74 964 193 \$	28 917 405 \$	188 127 749 \$
Services professionnels		149 285 \$			149 285 \$
Autres	43 500 928 \$	16 946 694 \$	435 \$	16 477 \$	60 464 534 \$
Total général	49 604 749 \$	170 767 987 \$	74 969 282 \$	28 933 882 \$	324 275 899 \$

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières de l'Opposition officielle

QUESTION NO 2

Par programme, donner le niveau des crédits demandés au Conseil du Trésor pour l'année 2020-2021 et 2021-2022.

RÉPONSE NO 2

La réponse à cette question est fournie dans les volumes *Crédits des ministères et organismes* du *Budget de dépenses 2020-2021* et *2021-2022*.

QUESTION NO 3

Pour le ministère et chacun des organismes, agences, conseils, comités ou autres qui en relèvent, indiquer pour 2020-2021 :

- a) le nombre d'employés et le nom des employés affectés aux affaires publiques ;
- b) le montant dépensé par le département des affaires publiques ;
- c) le nombre et le détail des rencontres des employés affectés aux affaires publiques avec d'autres instances ou organismes publics, ventilés par instance ou par organisme.

RÉPONSE NO 3

a) Le nombre d'employés et le nom des employés affectés aux affaires publiques :

17 personnes.

Prendre note que ces personnes relèvent du ministère du Conseil exécutif et non du ministère de la Santé et des Services sociaux.

b) Le montant dépensé par le département des affaires publiques :

Les principales dépenses pour ce département sont reliées aux conférences de presse et aux communiqués de presse. Les dépenses associées aux conférences de presse se retrouvent à la question 5 des questions générales. Outre ces montants, les dépenses des affaires publiques sont imputées dans le centre de responsabilité de la Direction des communications.

But	Fournisseurs ou firmes	Montant
Transmission des communiqués de presse	CNW Québec inc.	95 201 \$
Revue de presse écrite	I.C.I Influence communications inc.	69 324 \$
Revue de presse électronique	I.C.I Influence communications inc.	406 662 \$
Accès à la Plate-forme Nouvelles sur commande	Press News Limited	24 584 \$
Accès au service Eureka	CNW Groupe LTD	11 209 \$

- c) Le nombre et le détail des rencontres des employés affectés aux affaires publiques avec d'autres instances ou organismes publics, ventilés par instance ou organisme :

Comité convergence des ressources - CHSLD

Rencontre par téléphone : 9 rencontres

Membres : représentants de la Direction des communications du MSSS, représentants de directions générales du MSSS, représentants des services de mesures d'urgence de Montréal, représentants de CIUSSS de Montréal.

Date : 28, 29, 30 avril, 1^{er}, 4, 6, 11, 13, 15 mai 2020

Chaleur extrême en contexte de COVID-19

Rencontre par téléphone : 1 rencontre

Membres : représentants de la Direction des communications du MSSS, représentants de directions générales du MSSS, représentants des services de mesures d'urgence des établissements du RSSSS, autres représentants des établissements du RSSSS, représentants de l'OPHQ,

Date : 27 mai 2020

Consultations territoriales en santé mentale - Événement MSSS

Rencontre par Teams : 1 rencontre

Membres : représentants de la Direction des communications du MSSS, équipe du Protocole du MRI, représentants de la Direction générale adjointe des services en santé mentale, en dépendance et en itinérance.

Date : 5 novembre 2020

Cérémonie de commémoration de la COVID-19

Rencontre par Teams : 2 rencontres

Membres : représentants de la Direction des communications du MSSS, représentants du protocole du MRI.

Date : 17 et 18 février 2021

Table logistique pour la vaccination de la COVID-19

Rencontre par Teams : 1 rencontre

Membres : représentants de la Direction des communications du MSSS, représentants de la Direction générale de la santé publique du MSSS, représentants des communications des établissements du RSSS, représentants des équipes de vaccination des établissements du RSSS.

Date : 17 février 2021

Post-mortem Prix Hommage Aînés

Conférence des *Tables régionales de concertation des aînés*.

Rencontre par Teams : 1 rencontre

Membres : représentants de la Direction des communications du MSSS, représentants du Secrétariat aux Aînés.

Date : 31 mars 2021

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières de l'Opposition officielle

QUESTION NO 04

Évolution, au cours des dix dernières années, des sommes dédiées aux services sociaux comparativement aux sommes dédiées aux services et soins de santé.

RÉPONSE NO 04

La réponse est fournie en suivi à la question n° 54 des questions particulières du Deuxième groupe d'opposition.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières de l'Opposition officielle

QUESTION NO 5

Pour chaque direction du ministère et des organismes relevant du ministère, indiquer le nombre et le pourcentage d'employés occasionnels en 2020-2021 et pour les cinq dernières années, ainsi que le nombre et le pourcentage d'entre eux qui ont obtenu un poste permanent.

RÉPONSE NO 5

La réponse à cette question est fournie à la question n° 4 des questions particulières du Troisième groupe d'opposition.

QUESTION NO 6

Mandats donnés à la Société immobilière du Québec pour la location, l’achat, l’aménagement, la décoration et les travaux divers en régie et/ou par contrat ou sous-contrat, en 2020-2021.

RÉPONSE NO 6

LIEU	DESCRIPTION
1075, chemin Sainte-Foy, Québec	<ul style="list-style-type: none">▪ Remplacement interphone porte Est;▪ Services de centrale de surveillance à distance;▪ Ajout d’une nouvelle prise électrique au 14^e étage.
1005, chemin Sainte-Foy, Québec	<ul style="list-style-type: none">▪ Services de centrale de surveillance à distance.
1645, boulevard Wilfrid-Hamel, Québec	<ul style="list-style-type: none">▪ Demande d'espace supplémentaire pour l'entreposage de mobilier (local 2.04a).
201, boulevard Crémazie Est, Montréal	<ul style="list-style-type: none">▪ Nettoyage COVID.
2021, avenue Union, Montréal	<ul style="list-style-type: none">▪ Vérification du fonctionnement d’un système de ventilation/climatisation/chauffage au 14^e étage. Il n’était pas aux normes, le propriétaire l’a changé à ses frais.
3000, avenue Saint-Jean-Baptiste, Québec	<ul style="list-style-type: none">▪ Ajout services d'entretien ménager;▪ Avenant entente d’occupation (ajout frais de gaz naturel).
405, avenue Ogilvy, Montréal	<ul style="list-style-type: none">▪ Entente tripartite Héma-Québec pour sous-location de bureaux (mandat annulé).
880, chemin Sainte-Foy, Québec	<ul style="list-style-type: none">▪ Demande d'aménagement pour la Commissaire à la santé et au bien-être.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières de l'Opposition officielle

QUESTION NO 7

Nombre de postes laissés vacants pour tous les titres d'emploi pour lesquels cette information est disponible au cours de la dernière année, par région et par établissement.

RÉPONSE NO 7

La réponse est fournie à la question 5 des questions particulières du Troisième groupe d'opposition.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières de l'Opposition officielle

QUESTION NO 8

Campagnes de publicité et de sensibilisation réalisées en 2020-2021, incluant les coûts et le nom des firmes ayant réalisé le mandat.

RÉPONSE NO 8

La réponse est fournie ci-après.

Nom	Année	Coûts	Firme
Placements en lien avec la campagne d'information et de sensibilisation de la COVID-19.	2020-2021	137 096 116 \$ *	Cossette Communication inc. (les frais de production et d'honoraires des firmes de publicité sont pris dans le budget du ministère du Conseil exécutif).
Campagne de la promotion des métiers de la santé et des services sociaux.	2020-2021	393 729 \$ *	Cossette Communication inc.
Campagne d'information et de sensibilisation visant à prévenir, chez les jeunes, les risques et les conséquences associés à la consommation d'alcool ou d'autres drogues et à la pratique des jeux de hasard et d'argent. Incluant des activités spécifiques en lien avec la sensibilisation à l'usage du cannabis.	2020-2021	1 475 171 \$	Cossette Communication inc.
Campagne sur la vaccination contre la grippe.	2020-2021	316 314 \$ *	Cossette Communication inc.
Campagne de prévention des maladies à transmission vectorielle (Virus du Nil occidental et maladie de Lyme).	2020-2021	191 159 \$ *	Cossette Communication inc.
Placements publicitaires concernant la vaccination contre le pneumocoque.	2020-2021	18 254 \$ *	Aucune firme (campagne réalisée à l'interne)
Activités de promotion pour le recrutement sur les familles d'accueil.	2020-2021	203 585 \$ *	Cossette Communication inc.
Activités de communication en lien avec la santé environnementale.	2020-2021	37 538 \$ *	Aucune firme (campagne réalisée à l'interne)

* Ces coûts comprennent les frais de recherche et d'évaluation de la firme SOM ainsi que les frais de 10 % du Centre d'acquisitions gouvernementales (CAG).

Certaines campagnes ou activités de communications prévues en 2020-2021 ont été annulées ou reportées en 2021-2022 en raison de la situation de la pandémie liée à la COVID-19.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières de l'Opposition officielle

QUESTION NO 9

Liste de tous les sondages effectués en 2020-2021, incluant les coûts, les sujets et le nom des firmes les ayant réalisés.

RÉPONSE NO 9

La réponse est fournie ci-après.

Titre	Firme	Coût	Sujet	Montant
Étude sur l'utilisation des écrans pendant la pandémie de la COVID-19.	SOM	SOM : 12 700 \$ CAG : 1 270 \$ *	Sondage exploratoire en ligne portant sur les habitudes d'utilisation des écrans pendant la pandémie de la COVID-19.	13 970 \$
Évaluation de la campagne de prévention des maladies à transmission vectorielle (virus du Nil occidental et de la maladie de Lyme).	SOM	SOM : 9 091 \$ CAG : 909,10 \$ *	Sondage post-campagne de la campagne de prévention des maladies à transmission vectorielle (virus du Nil occidental et de la maladie de Lyme).	10 000,10 \$
Évaluation post-campagne de la promotion des métiers de la santé et des services sociaux.	SOM	SOM : 14 435 \$ CAG : 1 443,50 \$ *	Sondage post-campagne de la campagne de la promotion des métiers de la santé et des services sociaux chez les 16-24 ans + sondage omnibus web pour les 18 ans et plus.	15 878,50 \$
Évaluation du volet d'information et de sensibilisation liée à l'usage du cannabis.	SOM	SOM : 13 550 \$ CAG : 1 355 \$ *	Sondage post-campagne du volet de sensibilisation liée à l'usage de cannabis de la campagne d'information et de sensibilisation visant à prévenir, chez les jeunes, les risques et les conséquences associés à la consommation d'alcool ou d'autres drogues et à la pratique des jeux de hasard et d'argent.	14 905 \$
Évaluation de la campagne publicitaire sur les dépendances auprès des 17-24 ans.	SOM	SOM : 11 318 \$ CAG : 1 131,80 \$ *	Sondage post-campagne de la campagne d'information et de sensibilisation visant à prévenir, chez les jeunes, les risques et les conséquences associés à la consommation d'alcool ou d'autres drogues et à la pratique des jeux de hasard et d'argent (auprès des jeunes de 17-24 ans).	12 449,80 \$
Évaluation de la campagne dépendances volet parents d'adolescents de 13 à 17 ans.	SOM	SOM : 11 561 \$ CAG : 1 156,10 \$ *	Sondage Web de la campagne d'information et de sensibilisation visant à prévenir, chez les jeunes, les risques et les conséquences associés à la consommation d'alcool ou d'autres drogues et à la pratique des jeux de hasard et d'argent (auprès de parents d'adolescents de 13-17 ans).	12 717,10 \$

Titre	Firme	Coût	Sujet	Montant
Évaluation de la campagne sur la santé mentale en contexte de pandémie de la COVID-19.	SOM	SOM : 13 076 \$ CAG : 1 307,60 \$ *	Sondage post-campagne de la campagne d'information et de sensibilisation liée à la santé mentale en contexte de pandémie.	14 283,60 \$
Évaluation de la campagne d'information sur l'importance des familles d'accueil.	SOM	SOM : 4 400 \$ CAG : 440 \$ *	Questions omnibus post-campagne concernant le recrutement sur les familles d'accueil.	4 840 \$

* Le Centre d'acquisitions gouvernementales (CAG) ajoute une commission de 10 % sur chaque facture de recherche et d'évaluation avec la firme SOM.

QUESTION NO 10

Pour le ministère et chacun des organismes, agences, conseils, comités ou autres qui en relèvent, indiquer pour 2020-2021 :

- a) la liste de tous les concours et tirages effectués ;
- b) les prix remis aux gagnants des concours et des tirages, ainsi que la valeur de ces prix ;
- c) l'objectif visé par la tenue de chacun des concours ;
- d) la liste des concours qui ont pris fin.

RÉPONSE NO 10

a) La liste de tous les concours et tirages effectués

b) Les prix remis aux gagnants des concours et des tirages, ainsi que la valeur de ces prix

La cérémonie de remise des prix de l'édition 2020 des Prix d'excellence du réseau de la santé et des services sociaux a dû être reportée étant donné la situation liée à la pandémie de COVID-19, et l'édition 2021 a été annulée pour les mêmes raisons. Par conséquent, aucun concours ni remise de prix n'a eu lieu en 2020-2021.

c) L'objectif visé par la tenue de chacun des concours

Les Prix d'excellence existent depuis 1980. L'instauration de cet événement répond à la volonté de reconnaître officiellement et de souligner, de façon tangible, la contribution exceptionnelle des établissements et organismes communautaires du réseau à l'amélioration de la qualité des soins et des services offerts. La remise des prix permet, d'une part, de reconnaître la créativité, la vitalité et la ténacité des établissements et des organismes communautaires à répondre aux besoins de la population et, d'autre part, d'agir comme stimulant auprès des autres ressources du milieu dans leur recherche de l'excellence. L'attribution des prix se veut donc un moyen de mettre en lumière les actions novatrices afin que les actions des uns puissent inspirer les autres dans la poursuite de leur démarche.

Ainsi, en plus de l'importante reconnaissance qu'il engendre, l'événement des Prix d'excellence vise également deux sous-objectifs :

- Susciter l'émulation afin que d'autres excellentes initiatives soient entreprises pour améliorer le système de santé et de services sociaux. En effet, l'émulation qu'une telle reconnaissance engendre devient une source d'inspiration permettant d'aller plus loin.
- Soutenir de façon supplémentaire les établissements et organismes communautaires dans leur projet ou leur permettre d'en créer d'autres.

d) La liste des concours qui ont pris fin

Bien que les activités des Prix d'excellence soient actuellement suspendues, l'événement revient normalement sur une base annuelle. Par conséquent, aucun concours n'a pris fin en 2020-2021.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières de l'Opposition officielle

QUESTION NO 11

Crédits engagés, montants dépensés, actions menées, échéancier, état et suivi des recommandations des différents comités mis en place par le ministre de la Santé et des Services sociaux et relevant de celui-ci en 2020-2021

RÉPONSE NO 11

La réponse à cette question est fournie à la question n° 12 des questions particulières du Troisième groupe d'opposition.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières de l'Opposition officielle

QUESTION NO 12

Coût total par région, par établissement et pour le Québec, de l'assurance salaire 2020-2021 ainsi que les projections pour 2021-2022

RÉPONSE NO 12

La réponse est fournie à la question 80 des questions particulières du Deuxième groupe d'opposition.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières de l'Opposition officielle

QUESTION NO 13

Taux d'absentéisme par type d'emploi, par établissement du réseau de la santé et des services sociaux, par région et au total pour 2020-2021

RÉPONSE NO 13

La réponse est fournie à la question 14 des questions particulières du Troisième groupe d'opposition.

QUESTION NO 14

Coûts de planification et de gestion pour les travaux effectués par les équipes de planification des CHU, par les gestionnaires de projets et par l'équipe du Bureau du directeur exécutif depuis avril 2003.

RÉPONSE NO 14

Les travaux effectués par :

- les équipes de planification des CHU;
- les équipes de gestion de projets;
- et par l'équipe du Bureau du directeur exécutif;

constituent l'essentiel du travail de planification et de gestion.

Les budgets cumulatifs jusqu'à la fin des projets pour ces trois postes budgétaires sont de 265 M\$, soit 3,7 % du budget total de 7,033 milliards du Plan québécois des infrastructures (PQI).

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières de l'Opposition officielle

QUESTION NO 15

Dépenses du réseau de la santé et des services sociaux par programme-clientèle (programme-service), et ce, par région et par établissement pour 2020-2021, ainsi que les prévisions pour 2021-2022. Indiquer le total par région, par établissement, et le total national.

RÉPONSE NO 15

La réponse est fournie en suivi à la question n° 28 des questions particulières du Troisième groupe d'opposition.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières de l'Opposition officielle

QUESTION NO 16

Nombre de titulaires d'emplois supérieurs et de cadres du MSSS (et leur rémunération totale), par catégorie d'emploi :

- a) sous-ministres;
 - b) sous-ministres associés ou adjoints;
 - c) autres titulaires d'emplois supérieurs;
 - d) cadres autres que les titulaires d'emplois supérieurs.
-

RÉPONSE NO 16

La réponse à cette question est fournie à la question n° 29 des questions particulières du Troisième groupe d'opposition.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières de l'Opposition officielle

QUESTION NO 17

Nombre de postes de cadres abolis 2020-2021, par établissement et par région, et les montants versés en indemnités de départ.

RÉPONSE NO 17

La réponse est fournie à la question 32 des questions particulières du Troisième groupe d'opposition.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières de l'Opposition officielle

QUESTION NO 18

Effectifs en prêt de services : nombre de ETC et sources de financement.

RÉPONSE NO 18

La réponse à cette question est fournie à la question n° 35 des questions particulières du Troisième groupe d'opposition.

QUESTION NO 19

Plans régionaux d'effectifs médicaux (PREM) en médecine de famille et plans d'effectifs médicaux (PEM) en spécialité pour chaque spécialité, par région, par établissement et par réseau local de services (RLS).

RÉPONSE NO 19

Médecine de famille

En médecine de famille, le plan régional des effectifs médicaux (PREM) d'une région se traduit par l'objectif de croissance régionale signifié annuellement par le ministre, c'est-à-dire le nombre de recrutements de médecins de famille autorisés dans chaque région du Québec durant l'année d'application du PREM (du 1^{er} décembre au 30 novembre).

Pour l'année 2021, le PREM se divise en sous-territoires, de sorte que les médecins doivent s'engager à exercer, pour la majorité de leurs journées de facturation, dans un sous-territoire où des places sont autorisées. La répartition sous-territoriale des effectifs médicaux est basée d'une part sur l'estimation du nombre de nouveaux médecins attendus et, d'autre part, sur une évaluation du besoin de médecins de famille dans chaque région selon une approche populationnelle. Des modifications à la répartition sous-territoriale peuvent être autorisées, sur demande justifiée du Département régional de médecine générale.

Voir le tableau aux pages suivantes.

Médecine spécialisée

L'information au sujet des postes autorisés aux plans des effectifs médicaux (PEM) en spécialité ainsi que le détail par spécialité, par région et par établissement sont disponibles sur cette page web :

<https://www.msss.gouv.qc.ca/professionnels/medecine-au-quebec/plans-d-effectifs-medicaux-pem-en-specialite/>

Plans régionaux d'effectifs médicaux (PREM) en médecine de famille par territoire de l'Annexe IV de l'Entente particulière

Région	Territoire	Code CLSC et RLS	Cible de recrutement de nouveaux facturants	Cible de recrutement de médecins déjà en pratique en provenance d'une autre région	PREM sous- territorial
01 Bas-Saint-Laurent	RLS de Kamouraska	111			1
	RLS de Rivière-du-Loup	112			2
	RLS de Témiscouata	113			1
	RLS des Basques	114			1
	RLS de Rimouski	115			2
	RLS de La Mitis	116			1
	RLS de Matane	117			2
	RLS de La Matapédia	118			2
	Recrutement total autorisé Bas-Saint-Laurent:		10	2	12
02 Saguenay – Lac-Saint-Jean	RLS du Domaine-du-Roy	211			2
	RLS de Maria-Chapdelaine	212			3
	RLS de Lac-Saint-Jean-Est	213			2
	RLS de Jonquière	214			2
	RLS de Chicoutimi	215			4
	RLS de La Baie	216			2
	Recrutement total autorisé Saguenay – Lac-Saint-Jean:		12	3	15
03 Capitale-Nationale	Territoire de Portneuf Nord-ouest	311 (NO)	0	0	0
	Territoire de Portneuf Sud-est	311 (SE)	1	1	2
	Regroupement des territoires de CLSC Laurentien et Loretteville - Val-Bélair	3121 et 3131	4	6	10
	Territoire de CLSC Duberger-Les Saules-Lebourgneuf	3122	0	0	0
	Territoire de CLSC de Charlesbourg	3132	4	2	6
	Regroupement des territoires de CLSC Sainte-Foy - Sillery et Québec - Haute-Ville	3123 et 3124	0	3	3
	Territoire de CLSC Québec - Basse-Ville	3125	4	0	4
	Territoire de CLSC Limoilou-Vanier	3126	1	4	5
	Territoire de CLSC Beauport	3133	0	3	3
	Territoire de CLSC Orléans	3134	1	1	2
	Territoire de CLSC de Charlevoix-Ouest	3141	0	1	1
	Territoire de CLSC de Charlevoix-Est	3142	2	0	2
	Recrutement total autorisé Capitale-Nationale:		17	21	38
04 Mauricie et Centre-du-Québec	RLS du Haut-Saint-Maurice	411			2
	RLS de la Vallée de la Batiscan	412			1
	RLS de Maskinongé	413			3
	RLS du Centre-de-la-Mauricie	414			5
	RLS de Trois-Rivières	415			5
	RLS de Bécancour - Nicolet-Yamaska	416			2
	RLS de Drummond	417			7
	RLS d'Arthabaska - de l'Érable	418			5
	Recrutement total autorisé Saguenay – Lac-Saint-Jean:		25	5	30
05 Estrie	RLS de la Pommerai	511	0	1	1
	RLS de la Haute-Yamaska	512	1	3	4
	RLS de Memphrémagog	513	1	1	2
	RLS de Coaticook	514	2	0	2
	RLS de Sherbrooke	515	6	6	12
	RLS de Val Saint-François	516	1	0	1
	RLS d'Asbestos	517	2	0	2
	RLS du Haut-Saint-François	518	1	0	1
	RLS du Granit	519	1	0	1
	Recrutement total autorisé Estrie:		15	11	26
06 Montréal	RLS de Pierrefonds - Lac Saint-Louis	611	9	4	13
	RLS de Dorval - Lachine - Lasalle	612	9	2	11
	RLS de Côte-Saint-Luc - NDG - Montréal-Ouest	621	6	2	8
	RLS de Côte-des-Neiges - Métro - Parc-Extension	622	10	5	15
	RLS de Verdun - Côte St-Paul - St-Henri - Pointe-St-Charles	631	5	2	7
	RLS des Faubourgs - Plateau-Mont-Royal - St-Louis-du-Parc	632	8	5	13
	RLS du Nord de l'Île - Saint-Laurent	641	9	3	12
	RLS d'Ahuntsic - Montréal-Nord	642	7	2	9
	RLS de la Petite Patrie - Villeray	643	6	2	8
	RLS de Saint-Léonard - Saint-Michel	651	5	1	6
	RLS de Rivière-des-Prairies - Anjou - Montréal-Est	652	14	0	14
	Regroupement de territoires de CLSC Mercier-Ouest - Rosement	6532 et 6531	5	2	7
	Territoire de CLSC de Hochelaga	6533	5	1	6
	Recrutement total autorisé Montréal:		98	31	129

Plans régionaux d'effectifs médicaux (PREM) en médecine de famille par territoire de l'Annexe IV de l'Entente particulière

Région	Territoire	Code CLSC et RLS	Cible de recrutement de nouveaux facturants	Cible de recrutement de médecins déjà en pratique en provenance d'une autre région	PREM sous- territorial
07 Outaouais	RLS du Pontiac	711			3
	RLS de la Vallée-de-la-Gatineau	712			0
	RLS des Collines-de-l'Outaouais	713			3
	RLS de Grande-Rivière - Hull - Gatineau	714			12
	RLS de la Vallée-de-la-Lièvre et de la Petite-Nation	715			3
	Recrutement total autorisé Outaouais:		17	4	21
08 Abitibi-Témiscamingue	RLS de l'Abitibi-Ouest	811			3
	RLS de l'Abitibi	812			1
	RLS de Rouyn-Noranda	813			2
	RLS de la Vallée-de-l'Or	814			2
	Territoire de CLSC Ville-Marie	8151			3
	Territoire de CLSC Témiscaming	8152			1
	Recrutement total autorisé Abitibi-Témiscamingue:		10	2	12
09 Côte-Nord	RLS de Caniapiscau	911			2
	Territoire de CLSC Les Escoumins	9121			2
	Territoire de CLSC Forestville	9122			3
	Territoire de CLSC Manicouagan	9123			2
	RLS de Port-Cartier	913			3
	RLS de Sept-Îles	914			3
	RLS de la Minganie	915			2
	RLS de la Basse-Côte-Nord	916			1
	RLS de Kawawachikamach	917			0
	Recrutement total autorisé Côte-Nord:		15	3	18
10 Nord-du-Québec	Nord-du-Québec	1001			3
	Total Nord-du-Québec		1	2	3
11 Gaspésie – Îles-de-la-Madeleine	RLS de la Baie-des-Chaleurs	1111			6
	RLS de la Haute-Gaspésie	1112			3
	RLS de La Côte-de-Gaspé	1113			0
	RLS du Rocher-Percé	1114			2
	RLS des Îles-de-la-Madeleine	1121			1
	Recrutement total autorisé Gaspésie – Îles-de-la-Madeleine:		9	3	12
12 Chaudière-Appalaches	Territoire de CLSC Lotbinière	12111	1	1	2
	Regroupement des territoires de CLSC Les Chutes-de-la-Chaudière et Desjardins	12112 et 12113	3	3	6
	Territoire de CLSC Bellechasse	12114	1	1	2
	Territoire de CLSC La Nouvelle-Beauce	12115	2	1	3
	RLS de la région de Thetford	1212	2	0	2
	RLS de Beauce	1213	3	0	3
	RLS des Etchemins	1214	0	1	1
	RLS de Montmagny-L'Islet	1215	1	1	2
	Recrutement total autorisé Chaudière-Appalaches:		13	8	21
13 Laval	Regroupement des territoires de CLSC Sainte-Rose-de-Laval et Chomedey	13111 et 13114	15	4	19
	Regroupement des territoires de CLSC Duvernay et Pont-Viau	13112 et 13113	11	2	13
	Recrutement total autorisé Laval:		26	6	32
14 Lanaudière	Territoire de CLSC Matawinie	14111	3	1	4
	Regroupement des territoires de CLSC Montcalm et Les Moulins	14112 et 14121	13	1	14
	Regroupement des territoires de CLSC Joliette et D'Autray	14113 et 14114	9	1	10
	Territoire de CLSC L'Assomption	14122	5	1	6
	Recrutement total autorisé Lanaudière:		30	4	34
15 Laurentides	RLS d'Antoine-Labelle	1511	4	0	4
	RLS des Laurentides	1512	2	1	3
	RLS des Pays-d'en-Haut	1513	2	1	3
	RLS d'Argenteuil	1514	3	0	3
	RLS de Deux-Montagnes - Mirabel-Sud	1515	9	2	11
	RLS de la Rivière-du-Nord - Mirabel-Nord	1516	8	3	11
	RLS de Thérèse-De Blainville	1517	4	2	6
	Recrutement total autorisé Laurentides:		32	9	41

Plans régionaux d'effectifs médicaux (PREM) en médecine de famille par territoire de l'Annexe IV de l'Entente particulière

Région	Territoire	Code CLSC et RLS	Cible de recrutement de nouveaux facturants	Cible de recrutement de médecins déjà en pratique en provenance d'une autre région	PREM sous- territorial
16 Montérégie	RLS de Champlain	1611	9	2	11
	RLS du Haut-Richelieu - Rouville	1612	12	2	14
	RLS Pierre-Boucher	1621	12	2	14
	Regroupement des territoires de CLSC Saint-Bruno - Beloeil - Saint-Hilaire et Les Maskoutains	16221 et 16222	10	2	12
	Territoire de CLSC Acton	16223	2	1	3
	RLS Pierre-De Saurel	1623	6	1	7
	RLS de Vaudreuil-Soulanges	1631	10	1	11
	RLS du Suroît	1632	6	1	7
	RLS du Haut-Saint-Laurent	1633	4	1	5
	RLS de Jardins-Roussillon	1634	13	2	15
Recrutement total autorisé Montérégie:			84	15	99
17 Nunavik	Nunavik	1701			4
Total Nunavik			2	2	4
18 Terres-Cries-de-la-Baie-James	Terres-Cries-de-la-Baie-James	1801			6
Total Terres-Cries-de-la-Baie-James			2	4	6
Dépannage exclusif					
Total Dépannage exclusif			18		18
Total provincial			436	135	571

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières de l'Opposition officielle

QUESTION NO 20

Titres d'emploi en veille ou jugés vulnérables dans le réseau de la santé, déficit projeté de main-d'œuvre et effectif requis – ventilés par région

RÉPONSE NO 20

La réponse est fournie à la question 40 des questions particulières du Troisième groupe d'opposition.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières de l'Opposition officielle

QUESTION NO 21

Budget d'opération et effectif, par catégorie d'emploi et par établissement, des CISSS, des CIUSSS et des établissements non fusionnés.

RÉPONSE NO 21

La réponse est fournie aux pages suivantes.

RÉPONSE NO 21

Budget final 2019-2020¹

Établissements publics	Financement du MSSS (en k\$)
CISSS du Bas-St-Laurent	674 137
CIUSSS du Saguenay-Lac-St-Jean	849 756
CIUSSS - Capitale-Nationale	1 308 088
CHU de Québec - Université Laval	1 059 804
Institut universitaire de cardiologie et de pneumologie de Québec - Université Laval	242 247
CIUSSS de la Mauricie-et-du-Centre-du-Québec	1 406 315
CIUSSS de l'Estrie - Centre hospitalier universitaire de Sherbrooke	1 366 003
Centre hospitalier de l'Université de Montréal / CHUM	854 744
CIUSSS de l'Ouest-de-l'Île-de-Montréal	819 992
CIUSSS du Centre-Ouest-de-l'Île-de-Montréal	777 037
CIUSSS du Centre-Sud-de-L'Île-Montréal	1 293 771
CIUSSS du Nord-de-l'Île-de-Montréal	885 331
CIUSSS de l'Est-de-l'Île-de-Montréal	1 130 237
Institut de Cardiologie de Montréal	168 435
Centre universitaire de santé McGill / CUSM	1 013 246
Centre hospitalier universitaire Sainte-Justine	383 044
Institut Philippe-Pinel de Montréal	62 556
CISSS de l'Outaouais	855 968
CISSS de l'Abitibi-Témiscamingue	454 103
CISSS de la Côte-Nord	339 647
CISSS des Îles	61 469
CISSS de la Gaspésie	322 071
CISSS de Chaudière-Appalaches	974 384
CISSS de Laval	844 485
CISSS de Lanaudière	931 068
CISSS des Laurentides	1 230 182
CISSS de la Montérégie-Centre	1 031 630
CISSS de la Montérégie-Est	1 002 664
CISSS de la Montérégie-Ouest	806 837

Effectifs des CISSS, CIUSSS et établissements non fusionnés en ETC en 2019-2020 ¹

Établissement	Personnel en soins infirmiers et cardio- respiratoires	Personnel paratechnique, services auxiliaires et métiers	Personnel de bureau, techniciens et professionnels de l'administration	Techniciens et professionnels de la santé et des services sociaux	Personnel non visé par la Loi concernant les unités de négociation dans le secteur des affaires sociales	Personnel d'encadrement et autres	Total
CISSS et CIUSSS	53 054	54 045	28 555	47 479	1 348	7 470	191 951
Établissements non fusionnés	11 796	7 598	6 779	6 500	482	1 336	34 491
Établissements non visés	588	942	623	968	39	230	3 390
Total général	65 438	62 585	35 957	54 947	1 869	9 036	229 832

¹ Les données 2020-2021 ne sont pas disponibles

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières de l'Opposition officielle

QUESTION NO 22

Coût de gestion du réseau de la santé et des services sociaux :

- a) montant total ;
- b) MSSS ;
- c) CISSS et CIUSSS par mission/direction/programme-service ;
- d) établissements non fusionnés par mission/direction/programme-service.

RÉPONSE NO 22

La réponse est fournie en suivi à la question n° 44 des questions particulières du Troisième groupe d'opposition.

QUESTION NO 23

Revenus provenant d'autres organismes :

- a) contribution de Loto-Québec pour les joueurs pathologiques et les PAPA ;
- b) paiement de la CSST à la RAMQ pour les accidentés du travail.

RÉPONSE NO 23

a. Contribution de Loto-Québec :

- Pour les joueurs pathologiques : 22 M\$
- Pour les personnes âgées en perte d'autonomie (PAPA) : Depuis le 1^{er} avril 2015, Loto-Québec a cessé de verser la somme de 30 M\$. En contrepartie, les crédits du ministère de la Santé et des Services sociaux ont été rehaussés de cette somme.

b. Paiement de la CSST à la RAMQ pour les accidentés du travail :

Le montant payé par la CNESST (anciennement CSST) à la RAMQ pour les accidentés du travail est présenté à la page 63 du *Rapport annuel de gestion 2019-2020* de la RAMQ (<https://www.ramq.gouv.qc.ca/sites/default/files/documents/rapport-annuel-2019-2020.pdf>).

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières de l'Opposition officielle

QUESTION NO 24

Transferts fédéraux pour la santé en 2021-2022.

RÉPONSE NO 24

La réponse à cette question est fournie à la question n° 64 des questions particulières du Troisième groupe d'opposition.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières de l'Opposition officielle

QUESTION NO 25

Liste de chaque consultation menée par le ministère et les organismes auprès des communautés autochtones en 2020-2021 :

- a) l'objet des consultations ;
 - b) le moyen utilisé ;
 - c) les dates des rencontres ;
 - d) les communautés et les personnes consultées ;
 - e) les résultats des consultations ;
 - f) les montants afférents.
-

RÉPONSE NO 25

La réponse à cette question est fournie à la question n° 65 des questions particulières du Troisième groupe d'opposition.

QUESTION NO 26

État de situation concernant l'implantation du financement à l'activité :

- a) État d'avancement du projet ;
- b) montants versés à PowerHealth Solutions et à ses sous-traitants ;
- c) échéancier pour 2020-2021.

RÉPONSE NO 26

La réponse est fournie en suivi à la question n° 173 des questions particulières du Deuxième groupe d'opposition.

QUESTION NO 27

État de situation du projet Optilab, incluant les sommes investies et l'échéancier de réalisation des mesures associées, par établissement.

RÉPONSE NO 27

Le déploiement d'OPTILAB se fait selon l'avancement des grappes et en respect de la réalité de chacune d'elles. La redirection des analyses est en cours, et ce, depuis la mise en place de toutes les mesures de sécurité.

Le ministère de la Santé et des Services sociaux (MSSS) assure un suivi étroit de l'avancement des travaux dans chacune des grappes :

- **Système informatique interopérable, testé et validé** : L'interopérabilité informatique est au cœur de la réorganisation des laboratoires. Les travaux d'implantation pour le système informatique de laboratoire unique sont entamés. Un plan de déploiement complet est en place.
- **Système de transport avec traçabilité, testé et validé** : Plusieurs grappes (ex. : Bas-Saint-Laurent – Gaspésie, Chaudière-Appalaches, Capitale-Nationale, Montréal – CUSM, Montréal – CHUM, Outaouais, Saguenay–Lac-Saint-Jean – Côte-Nord – Nord du Québec) ont fait l'acquisition ou un rehaussement d'un système de transport avec traçabilité. Ce système permet de sécuriser le transport des échantillons entre les établissements.
- **Plan clinique approuvé par le MSSS** : Chaque grappe a défini ses menus d'analyses transférables en cohérence avec la réalité qui lui est propre.
- **Qualité** : Le processus d'accréditation ISO 15189 est démarré. Il s'agit d'une accréditation internationale obtenue pour deux grappes. L'obtention est imminente pour quatre autres grappes. L'échéancier a été retardé par l'arrivée de la pandémie de COVID-19.

Il n'y a pas de budget global et détaillé, car OPTILAB est un projet autofinancé. Les grappes transmettent annuellement au MSSS un plan d'autofinancement pour validation.

La pandémie entraîne une nouvelle réalité pour les laboratoires du réseau de la santé et des services sociaux. Une réévaluation des besoins postpandémie sera nécessaire.

QUESTION NO 28

Depuis le 1^{er} avril 2020, toute demande, analyse ou consigne envoyée concernant le paiement des traitements contre l'infertilité ou la fécondation in vitro.

RÉPONSE NO 28

L'information demandée se trouve aux pages Web suivantes :

- Loi modifiant diverses dispositions en matière de procréation assistée : <http://m.assnat.qc.ca/fr/travaux-parlementaires/projets-loi/projet-loi-73-42-1.html>;
- Mémoire au Conseil des ministres, Règlement modifiant le Règlement sur le régime général d'assurance médicaments : https://cdn-contenu.quebec.ca/cdn-contenu/gouvernement/MCE/dossiers-soumis-conseil-ministres/Memoire_Reglement-modifiant-RGAM.pdf?1602251886;
- Analyse d'impact réglementaire, Projet de loi modifiant diverses dispositions en matière de procréation assistée : <https://publications.msss.gouv.qc.ca/msss/fichiers/2020/20-937-04W.pdf>.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières de l'Opposition officielle

QUESTION NO 29

Depuis le 1er avril 2020, toutes les actions entreprises afin de revoir l'organisation administrative des CISSS et des CIUSSS.

RÉPONSE NO 29

Depuis le 1^{er} avril 2020, un gestionnaire responsable a été identifié pour chaque CHSLD au Québec.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières de l'Opposition officielle

QUESTION NO 30

En 2020-2021, fournir les dépenses totales des établissements de santé en matière de médicaments.

RÉPONSE NO 30

La réponse est fournie en suivi à la question n° 84 des questions particulières du Troisième groupe d'opposition.

QUESTION NO 31

État de situation et plan au sujet des pénuries de médicaments dans le réseau de la santé et des services sociaux.

.....

RÉPONSE NO 31

La réponse à cette question est fournie à la question n°111 des questions particulières du Troisième groupe d'opposition (PQ).

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières de l'Opposition officielle

QUESTION NO 32

Coûts ventilés et factures détaillées de chacune des campagnes publicitaires du MSSS lancées depuis le 1er avril 2020.

RÉPONSE NO 32

- Coûts ventilés pour les placements en lien avec la campagne d'information et de sensibilisation sur la COVID-19 :

Placement média : 129 922 198 \$

Frais du Centre d'acquisitions gouvernementales : 7 051 525 \$

Frais de production Internet de mots-clés : 79 482 \$

Honoraire pour la gestion des mots-clés : 29 835 \$

Recherche et évaluation : 13 076 \$

Il est à noter que les frais de production et d'honoraires sont assumés par le ministère du Conseil exécutif (MCE).

Total : 137 096 116 \$

- Coûts ventilés de la campagne de promotion des métiers de la santé et des services sociaux :

Production : 95 787 \$

Placement média : 209 547 \$

Autres moyens de communication : 2 524 \$ (Salon Carrière Formation de Québec virtuel et L'événement Carrière inc.)

Frais du Centre d'acquisitions gouvernementales : 26 136 \$

Honoraires de la firme de publicité : 45 300 \$

Recherche et évaluation : 14 435 \$

Total : 393 729 \$

- Coûts ventilés de la campagne d'information et de sensibilisation visant à prévenir, chez les jeunes, les risques et les conséquences associés à la consommation d'alcool ou d'autres drogues et à la pratique des jeux de hasard et d'argent (incluant des activités spécifiques en lien avec la sensibilisation à l'usage du cannabis).:

Production : 523 214 \$

Placement média : 698 596 \$

Frais du Centre d'acquisitions gouvernementales : 98 048 \$

Honoraires de la firme de publicité : 130 073 \$

Recherche et évaluation : 23 835 \$

Révision et traduction : 1 405 \$

Total 1 475 171 \$

- Coûts ventilés de la campagne sur la vaccination contre la grippe :

Production : 7 309 \$

Placement média : 283 752 \$

Frais du Centre d'acquisitions gouvernementales : 2 965 \$

Honoraires de la firme de publicité : 9 450 \$

Recherche et évaluation : 11 479 \$

Impression : 1 459 \$

Total : 316 414 \$

- Coûts ventilés pour la campagne de prévention des maladies à transmission vectorielle (Virus du Nil occidental et maladie de Lyme) :

Production : 3 712 \$

Placement média : 167 842 \$

Frais du Centre d'acquisitions gouvernementales : 9 732 \$

Honoraires de la firme de publicité : 717 \$

Recherche et évaluation : 9 091 \$

Révision et traduction : 65 \$

Total : 191 159 \$

- Coûts ventilés pour les placements publicitaires concernant la vaccination contre le pneumocoque :

Placement média : 17 240 \$

Frais du Centre d'acquisitions gouvernementales : 1 014 \$

Total : 18 254 \$

- Coûts ventilés pour les activités de promotion pour le recrutement de familles d'accueil :

Production :

Frais Union des artistes (UDA) : 2 892 \$

Placement média : 184 519 \$

Frais du Centre d'acquisitions gouvernementales : 11 249 \$

Honoraires de la firme de publicité : 525 \$

Recherche et évaluation : 4 400 \$

Total : 203 585 \$

- Coûts ventilés pour les activités de communication en lien avec la santé environnementale :

Placement média : 34 848 \$

Frais du Centre d'acquisitions gouvernementales : 2 010 \$

Frais de création du plan média : 680 \$

Total : 37 538 \$

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières de l'Opposition officielle

QUESTION NO 33

Fournir la liste des professionnels cliniques et/ou établissements qui ont fait l'objet de condamnation à la suite d'une enquête

RÉPONSE NO 33

Le Centre intégré de santé et de services sociaux (CISSS) des Laurentides a reçu un constat d'infraction en janvier 2021 en lien avec la Loi concernant la lutte contre le tabagisme pour avoir toléré qu'une personne fume dans un endroit où il est interdit de fumer. Aucune condamnation pour le moment.

QUESTION NO 34

La plus récente version des délais d'accès par programme, incluant possiblement, mais pas exclusivement, les programmes suivants :

- a. SIPPE;
- b. services généraux psychosociaux;
- c. perte d'autonomie et vieillissement;
- d. déficience physique, déficience intellectuelle ou trouble du spectre de l'autisme;
- e. jeunes en difficulté;
- f. santé mentale;
- g. santé mentale ambulatoire + 18 ans;
- h. santé mentale ambulatoire – 18 ans;
- i. orthophonie;
- j. autres programmes.

RÉPONSE NO 34

L'information actuellement disponible présente le délai pour obtenir un service en CLSC pour un nouvel usager. Voici les données à la période financière 12 de 2020-2021 (au 27 février 2021) :

- a. SIPPE : 18,4 jours
 - b. Services généraux psychosociaux : 21,1 jours
 - c. Perte d'autonomie et vieillissement : 25, 6 jours
 - d. - Déficience physique : 29,1 jours
- Déficience intellectuelle : 34,0 jours
- Trouble du spectre de l'autisme : 44,9 jours
 - e. Jeunes en difficulté : 28,5 jours
 - f. Santé mentale : 19,8 jours
 - g. Santé mentale ambulatoire + 18 ans : 18,7 jours
 - h. Santé mentale ambulatoire – 18 ans : 25,8 jours
 - i. Orthophonie : 90,4 jours
 - j. Dépendances : 16,2 jours
-

QUESTION NO 35

État de situation de l’application des modifications dans le cadre du projet de loi 130, *Loi modifiant certaines dispositions relatives à l’organisation clinique et à la gestion des établissements de santé et de services sociaux*, concernant l’application de P-38.

RÉPONSE NO 35

État de situation – nombre de mise sous garde en établissement de santé et de services sociaux au Québec (ESSS) en 2018-2019			
Garde préventive	Garde provisoire	Garde autorisée y compris le renouvellement de la garde	Total des gardes en ESSS
21 323	2 680	5 467	29 470

Note : Données extraites des rapports annuels de gestion des établissements publics de santé et de services sociaux visés aux articles 6 et 9 de la Loi sur la protection des personnes dont l’état mental présente un danger pour elles-mêmes ou pour autrui (RLRQ, c. P-38.001). Les données sur le nombre de mise sous garde en établissement de santé et de services sociaux 2019-2020 ne sont pas disponibles.

- **8 mars 2018** : Publication du *Cadre de référence en matière d’application de la Loi sur la protection des personnes dont l’état mental présente un danger pour elles-mêmes ou pour autrui – Garde en établissement de santé et de services sociaux*.
- **19 décembre 2018** : Publication du *Modèle de protocole de mise sous garde en établissement de santé et de services sociaux des personnes dangereuses pour elles-mêmes ou pour autrui en raison de leur état mental*.
- **26 avril 2019** : Adoption du protocole de mise sous garde par le conseil d’administration de chaque établissement public visé à l’article 118.2 de la Loi sur les services de santé et les services sociaux (RLRQ, S-4.2) et acheminé au ministère de la Santé et des Services sociaux (MSSS).
- **Janvier 2020** : Annonce au RSSS qu’une formation continue partagée portant sur l’application de la Loi sur la protection des personnes sera disponible en 2020.
- **Mars 2020** : Suspension des travaux considérant la situation pandémique.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières de l'Opposition officielle

QUESTION NO 36

Tout document, analyse, avis, rapport, étude ou liste de consultation concernant des modifications à la Loi P-38, depuis le 1^{er} avril 2020.

RÉPONSE NO 36

Il n'y a aucun document, analyse, avis, rapport, étude ou liste de consultation traitant de modification de la Loi sur la protection des personnes dont l'état mental présente un danger pour elles-mêmes ou pour autrui (RLRQ, c. P-38.001), depuis le 1^{er} avril 2020.

QUESTION NO 37

Évaluations, analyses financières de l'implantation de la capitation comme mode de rémunération.

RÉPONSE NO 37

Les discussions entre les parties concernant le mode de rémunération par capitation ont été suspendues durant la période d'urgence sanitaire. Les travaux d'évaluations et analyses qui en découlent sont également suspendus.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières de l'Opposition officielle

QUESTION NO 38

Plan d’immobilisation du ministère de la Santé et des Services sociaux, incluant les nouvelles initiatives et les enveloppes récurrentes pour 2020-2021 et 2021-2022 :

- a. immobilisation (maintien d’actifs, rénovations mineures dans le réseau, rénovations mineures dans les CHSLD, projets réguliers, projets spécifiques);
- b. mobilier et équipements;
- c. ressources informationnelles;
- d. recouvrement de dépenses capitalisables;
- e. projets de la FCI;
- f. etc.

RÉPONSE NO 38

Investissements prévus dans le cadre du PQI (2021-2031) en millions de \$	
	2021-2031
Projets à l'étude	87.6
Projets en planification	4 155,1
Projets en réalisation	5 851.7
Enveloppes régionalisées	9 035.2
Provision sectorielle	865.0
Ententes et autres	556.6
TOTAL	20 551,2

Montants alloués des enveloppes recorrentes aux établissements en 2020-2021 en millions de \$	
	2020-2021
Remplacement de l'équipement médical	285.0
Résorption du déficit de maintien des actifs - équipement médical	100,0
Remplacement de l'équipement non médical et mobilier	80,0
Maintien des actifs immobiliers	290,0
PPP Maintien des actifs immobiliers	24,0
Résorption du déficit de maintien des actifs immobiliers	75,0
Rénovation fonctionnelle mineure hors CHSLD	135,0
Rénovation fonctionnelle mineure en CHSLD	40,0
TOTAL	1 029,0

QUESTION NO 39

Concernant le parc immobilier du réseau de la santé :

- a) valeur du déficit du maintien des actifs (DMA) des immeubles du réseau de la santé pour l'ensemble du Québec et ventilé par région en 2020-2021;
- b) liste des immeubles qui accusent un DMA en 2020-2021;
- c) valeur du DMA ces immeubles en 2020-2021;
- d) liste des établissements disposant d'un plan directeur de maintien des actifs (PDMA) en 2020-2021.

RÉPONSE NO 39

a) b) c)

Le déficit du maintien des actifs (DMA) de l'ensemble du parc immobilier au 31 décembre 2020 est évalué à 823 M\$. Vous trouverez les informations détaillées aux pages suivantes.

d)

Nous n'avons pas la liste des établissements disposant d'un plan directeur de maintien des actifs (PDMA) en 2020-2021.

Installations principales ayant un DMA (par région)	DMA au 31 décembre 2020 (\$)
RÉGION 01	14 747 134 \$
CENTRE D'HÉBERGEMENT DE MATANE	457 369 \$
CENTRE D'HÉBERGEMENT DE RIVIÈRE-DU-LOUP	2 100 040 \$
CENTRE D'HÉBERGEMENT DE SAINT-LOUIS-DU-HA! HA!	679 556 \$
CENTRE D'HÉBERGEMENT DE SAINT-PACÔME	69 535 \$
CENTRE D'HÉBERGEMENT DE SQUATEC	40 036 \$
CENTRE HOSPITALIER RÉGIONAL DU GRAND-PORTAGE	233 540 \$
CENTRE MULTI. SSS DE TROIS-PISTOLES	437 115 \$
CLSC DE POHÉNÉGAMOOK	108 047 \$
CLSC DE SAINT-PASCAL	472 128 \$
CR EN DÉFICIENCE INTELLECTUELLE DU BAS-SAINT-LAURENT	173 019 \$
CR EN DÉFICIENCE INTELLECTUELLE ET DÉFICIENCE PHYSIQU	6 161 495 \$
CRJDA DE RIVIÈRE-DU-LOUP	3 691 151 \$
HÔPITAL DE MATANE	507 \$
HÔPITAL DE NOTRE-DAME-DU-LAC	2 336 \$
RÉSIDENCE EMPLOYÉ - 865, SANATORIUM	121 260 \$
RÉGION 02	3 419 376 \$
CENTRE D'HÉBERGEMENT SAINTE-MARIE	55 027 \$
CLSC ET CHSLD DE MÉTABETCHOUAN-LAC-À-LA-CROIX	374 059 \$
CLSC ET CRD SAINT-ANTOINE	142 825 \$
HÔPITAL DE LA BAIE	2 652 217 \$
RÉSIDENCE LE PIONNIER D'HÉBERVILLE (OCCUPANT)	195 248 \$
RÉGION 03	29 772 045 \$
CENTRE D'HÉBERGEMENT LOUIS-HÉBERT	545 893 \$
CENTRE D'HÉBERGEMENT SAINT-ANTOINE	56 677 \$
CENTRE D'HÉBERGEMENT SAINT-AUGUSTIN	3 015 627 \$
CLSC, HÔPITAL ET CENTRE D'HÉBERGEMENT CHRIST-ROI	164 008 \$
CPRJMDA DE CAP-ROUGE	12 603 818 \$
CPRJMDA MONT-D'YOUVILLE	310 408 \$
HÔPITAL DE L'ENFANT-JÉSUS	853 875 \$
HÔPITAL DU SAINT-SACREMENT	7 314 889 \$
HÔPITAL RÉGIONAL DE PORTNEUF CLSC DE SAINT-RAYMOND	4 767 053 \$
RÉSIDENCE À ASSISTANCE CONTINUE (RAC DE L'ÉGLISE)	34 913 \$
SERVICES EXTERNES DE QUÉBEC - DES SANTOLINES	104 886 \$

(suite) Installations principales ayant un DMA (par région)	DMA au 31 décembre 2020 (\$)
RÉGION 04	8 645 820 \$
CENTRE ADMINISTRATIF DE SAINT-FERDINAND	2 214 343 \$
CENTRE D'HÉBERGEMENT COOKE	464 512 \$
CENTRE MULTI. SSS DE L'ÉRABLE	209 609 \$
CENTRE MULTI. SSS SAINT-JOSEPH	317 089 \$
CENTRE SERV. AMB. EN SM DE TROIS-RIVIÈRES	48 005 \$
CHSLD ET CLSC FRÉDÉRIC-GEORGE-HÉRIOT	4 333 379 \$
CLSC DE LA POINTE	152 216 \$
CLSC SUZOR-COTÉ	52 404 \$
CPRJMDA CHARLES-EDOUARD-BOURGEOIS	201 864 \$
HÔPITAL SAINTE-CROIX	287 414 \$
IMMEUBLE VACANT - BOULEVARD DES FORGES	166 912 \$
PAVILLON SAINTE-MARIE	198 073 \$
RÉGION 05	15 858 110 \$
CENTRE ADMINISTRATIF - BOULEVARD SIMONEAU	466 932 \$
CHSLD SAINT-VINCENT-DE PAUL	3 544 \$
CHSLD DE SUTTON	44 420 \$
CHSLD DE WATERLOO	3 122 610 \$
CHUS - HÔPITAL FLEURIMONT	9 160 391 \$
CLSC YVAN-DUQUETTE	870 290 \$
HÔPITAL DE GRANBY	1 734 459 \$
HÔPITAL ET CHSLD ARGYLL	177 354 \$
HÔPITAL ET CHSLD D'YOUVILLE	278 108 \$

(Suite) Installations principales ayant un DMA (par région)**DMA au 31
décembre 2020 (\$)**

RÉGION 06	380 602 475 \$
ATELIER DE TRAVAIL ET CENTRE D'ACTIVITÉS DE JOUR BENNY	547 129 \$
CA MIRIAM - GUIMONT	1 796 698 \$
CAMPUS DORVAL	1 311 357 \$
CAMPUS PRÉVOST	1 020 124 \$
CENTRE DE COORDINATION DE SERVICES MARIE-BOURASSA	486 778 \$
CENTRE DE RÉADAPTATION EN DÉFICIENCE PHYSIQUE MAB	4 721 843 \$
CENTRE DE RÉADAPTATION EN DÉFICIENCE PHYSIQUE MACKAY	419 200 \$
CENTRE DE RÉADAPTATION MARIE ENFANT	12 190 156 \$
CENTRE D'HÉBERGEMENT CHAMPLAIN - MARIE-VICTORIN	2 961 388 \$
CENTRE D'HÉBERGEMENT DE DORVAL	1 955 313 \$
CENTRE D'HÉBERGEMENT DENIS-BENJAMIN-VIGER	5 039 871 \$
CENTRE D'HÉBERGEMENT FATHER DOWD	2 841 531 \$
CENTRE D'HÉBERGEMENT HENRI-BRADET	1 404 588 \$
CENTRE D'HÉBERGEMENT J.-HENRI-CHARBONNEAU	4 459 623 \$
CENTRE D'HÉBERGEMENT LOUIS-RIEL	868 249 \$
CENTRE D'HÉBERGEMENT NOTRE-DAME-DE-LA-MERCI	1 877 828 \$
CENTRE D'HÉBERGEMENT PAUL-BRUCHÉSI	1 360 893 \$
CENTRE D'HÉBERGEMENT RÉAL-MOREL	483 785 \$
CENTRE E.P.I.C - INSTITUT DE CARDIOLOGIE DE MONTRÉAL	1 953 330 \$
CENTRE HOSPITALIER DE ST. MARY	9 270 994 \$
CENTRE HOSPITALIER GÉRIATRIQUE MAIMONIDES	318 089 \$
CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE SAINTE-JUSTINE	738 667 \$
CENTRE PÉDO-PSYCHIATRIQUE - LAVAL	72 530 \$
CENTRE SERV. AMB ET MAISON DE NAISSANCE LOUVAIN	3 606 285 \$
CHSLD BENJAMIN-VICTOR-ROUSSELOT	671 128 \$
CHSLD DE SAINT-LAURENT	475 416 \$
CHSLD ÉLORIA-LEPAGE	4 061 750 \$
CHSLD JUDITH-JASMIN	106 796 \$
CHSLD LAURENDEAU	3 527 631 \$
CHSLD MARIE-ROLLET	3 137 602 \$
CHSLD NICOLET	10 640 925 \$
CHSLD POLONAIIS MARIE-CURIE-SKLODOWSKA	1 530 109 \$
CHSLD ROBERT-CLICHE	652 560 \$
CHSLD SAINT-JOSEPH-DE-LA-PROVIDENCE	800 965 \$
CHU SAINTE-JUSTINE	77 154 407 \$
CLSC DE LA VISITATION ET GMFU DES FAUBOURGS	750 065 \$
CLSC DE PIERREFONDS	223 793 \$
CLSC DE RIVIÈRE-DES-PRAIRIES	1 013 577 \$
CR DE L'OUEST DE MONTRÉAL - BOULEVARD CHAMPLAIN	1 417 716 \$
CRD LOUVAIN	72 044 \$
CRJDA CITÉ-DES-PRAIRIES	3 422 823 \$
CRJDA DE BEAURIVAGE	29 933 \$
CRJDA DU MONT SAINT-ANTOINE	26 021 672 \$
FOYER DE GROUPE HAWKINS	152 707 \$
HÔPITAL DE LACHINE	6 711 170 \$
HÔPITAL DE SOINS PSYCHIATRIQUES DE L'EST DE MONTRÉAL	135 263 948 \$
HÔPITAL DOUGLAS	34 553 135 \$
HÔPITAL DU SACRÉ-COEUR DE MONTRÉAL	5 438 851 \$
HÔPITAL EN SANTÉ MENTALE ALBERT-PRÉVOST	866 177 \$
HÔPITAL FLEURY	199 324 \$

(Suite) Installations principales ayant un DMA (par région)	DMA au 31 décembre 2020 (\$)
HÔPITAL GÉNÉRAL DE MONTRÉAL	4 819 617 \$
HÔPITAL GÉNÉRAL JUIF	2 148 993 \$
HÔPITAL MAISONNEUVE-ROSEMONT	32 920 761 \$
HÔPITAL NOTRE-DAME	5 352 151 \$
HÔPITAL SAINTE-ANNE	14 099 621 \$
HÔPITAL SANTA CABRINI	4 965 867 \$
IMMEUBLE VACANT - AVENUE MONTCLAIR	27 479 \$
IMMEUBLE VACANT - RUE ADDINGTON	273 655 \$
INSTITUT NATIONAL DE PSYCHIATRIE LÉGALE PHILIPPE-PINEL	36 337 795 \$
INSTITUT UNIVERSITAIRE DE GÉRIATRIE DE MONTRÉAL	538 378 \$
LE GILMAN	81 030 \$
PAVILLON EDOUARD-ASSELIN	22 952 224 \$
PAVILLON ROSEMONT	14 092 915 \$
RÉSIDENCE DELORIMIER	304 671 \$
SUCCURSALE CENTRE-VILLE	237 149 \$

(suite) Installations principales ayant un DMA (par région)

DMA au 31 décembre
2020 (\$)

RÉGION 07	9 564 807 \$
CENTRE SERV.AMB. EN SM MOUSETTE	42 170 \$
CHSLD ERNEST-BRISSON	419 627 \$
CLSC ET CHSLD DE LA PETITE-NATION	79 365 \$
CLSC ET CPEJ DE L'OUTAOUAIS	1 515 420 \$
CRD DE L'OUTAOUAIS	256 609 \$
CRJDA LA TRAVERSÉE	726 284 \$
HÔPITAL DE HULL	6 349 823 \$
HÔPITAL EN SANTÉ MENTALE PIERRE-JANET	175 508 \$
RÉGION 08	1 568 843 \$
SERVICES D'HÉBERGEMENT INTERNES - SOUS-RÉGION D'AMOS	1 568 843 \$
RÉGION 09	592 469 \$
CHSLD ET CRD N.-A.-LABRIE	296 237 \$
RÉSIDENCE EMPLOYÉ - 38, ROUTE MÉCATINA (ROULOTTE)	173 069 \$
RÉSIDENCES EMPLOYÉS (4) - 2 À 8, RUE PLAQUEBIÈRES	123 163 \$
RÉGION 10	426 784 \$
CENTRE DE SANTÉ DE RADISSON	28 965 \$
MAISON DES AMBULANCIERS - ASHUAPMUSHUAN	111 054 \$
RÉSIDENCE EMPLOYÉ - 101, AVENUE DES GROSEILLERS	121 198 \$
RÉSIDENCE EMPLOYÉ - 113, AVENUE DES GROSEILLERS	39 513 \$
RÉSIDENCE EMPLOYÉ - 7, RUE BELLEAU	126 054 \$
RÉGION 11	29 523 156 \$
CENTRE D'HÉBERGEMENT DE CAP-CHAT	4 964 368 \$
CENTRE D'HÉBERGEMENT DE MARIA	297 429 \$
CENTRE D'HÉBERGEMENT MGR ROSS DE GASPÉ	5 731 638 \$
CLSC DE MURDOCHVILLE	1 038 319 \$
CLSC DE RIVIÈRE-AU-RENARD	753 598 \$
HÔPITAL DE GASPÉ	12 226 569 \$
HÔPITAL DE L'ARCHIPEL	909 889 \$
HÔPITAL DE MARIA	3 601 345 \$
RÉGION 12	8 359 890 \$
CENTRE MULTI. SSS DE BEAUCEVILLE	172 812 \$
CENTRE MULTI. SSS DE LAC-ETCHEMIN	15 630 \$
CENTRE SERV. AMB. EN SM DE LÉVIS	101 675 \$
CHSLD DE SAINT-APOLLINAIRE	271 046 \$
CHSLD DE SAINTE-CROIX	461 043 \$
CHSLD DE SAINT-FABIEN-DE-PANET	366 329 \$
CHSLD DENIS-MARCOTTE	1 115 847 \$
CHSLD ET CLSC DE SAINT-ANSELME	119 232 \$
CHSLD ET CLSC DE SAINTE-CLAIRE	32 421 \$
CLSC DE SAINT-ANTOINE-DE-L'ISLE-AUX-GRUES	283 253 \$
CLSC ET CENTRE SERV. EXT. POUR LES AÎNÉS DE SAINT-PAMPHILE	982 507 \$
CLSC ET CHSLD DE MONTMAGNY	236 800 \$
CRDI-TSA ANDRÉ-WINGEN	38 893 \$
HÔPITAL ET CRDP DE MONTMAGNY	202 125 \$
HÔPITAL ET CRDP DE THETFORD MINES	377 955 \$
HÔTEL-DIEU DE LÉVIS	3 582 321 \$

(suite) Installations principales ayant un DMA (par région)	DMA au 31 décembre 2020 (\$)
RÉGION 13	17 991 377 \$
CENTRE MULTI. SSS DE LAVAL	15 268 107 \$
CLSC DU RUISSEAU-PAPINEAU	787 695 \$
CRDI-TSA LOUISE-VACHON	549 006 \$
HÔPITAL DE LA CITÉ-DE-LA-SANTÉ	907 491 \$
HÔPITAL JUIF DE RÉADAPTATION	479 078 \$
RÉGION 14	17 441 860 \$
CENTRE DE RÉADAPTATION LA MYRIADE - SIÈGE SOCIAL	807 201 \$
CENTRE D'HÉBERGEMENT ALPHONSE-RONDEAU	448 837 \$
CENTRE D'HÉBERGEMENT ARMAND-MARCHAND	1 190 809 \$
CENTRE D'HÉBERGEMENT BRASSARD	593 269 \$
CENTRE D'HÉBERGEMENT DE SAINTE-ÉLISABETH	4 352 584 \$
CENTRE D'HÉBERGEMENT DE SAINT-GABRIEL-DE-BRANDON	471 102 \$
CENTRE D'HÉBERGEMENT SAINT-ANTOINE-DE-PADOUE	1 595 802 \$
CENTRE D'HÉBERGEMENT SAINT-EUSÈBE	5 656 635 \$
CPEJ DE JOLIETTE	206 112 \$
CRJDA DE JOLIETTE	1 912 221 \$
HÔPITAL ET CHSLD PARPHILIA-FERLAND	207 287 \$
RÉGION 15	52 023 019 \$
CASIS LAFONTAINE	229 513 \$
CENTRE DE SERVICES DE RIVIÈRE-ROUGE	27 376 156 \$
CENTRE D'HÉBERGEMENT DE LABELLE	136 289 \$
CENTRE D'HÉBERGEMENT DE SAINT-EUSTACHE	762 792 \$
CENTRE D'HÉBERGEMENT SAINTE-ANNE	1 004 369 \$
CENTRE MULTI. SSS D'ARGENTEUIL	2 247 092 \$
CLSC DE SAINTE-AGATHE-DES-MONTS	213 183 \$
CLSC SAINT-JOSEPH	414 731 \$
CRJDA DE SAINT-JÉRÔME	1 057 182 \$
CRJDA D'HUBERDEAU	59 052 \$
HÔPITAL DE MONT-LAURIER	14 948 760 \$
HÔPITAL DE SAINT-JÉRÔME	1 610 366 \$
LA RÉSIDENCE DE LACHUTE	1 481 548 \$
RÉSIDENCE CÔME CARTIER (OCCUPANT)	481 985 \$
RÉGION 16	23 194 136 \$
ATELIER ET CENTRE D'ACTIVITÉS DE JOUR DE BELOEIL	119 138 \$
CENTRE DE SERVICE POUR LES ÂÎNÉSDE SAINT-LAMBERT	452 764 \$
CENTRE D'HÉBERGEMENT DE LAJEMMERAIS	590 610 \$
CENTRE D'HÉBERGEMENT DE MONTARVILLE	376 043 \$
CENTRE D'HÉBERGEMENT DE VAUDREUIL-DORION	1 217 629 \$
CENTRE D'HÉBERGEMENT D'ORMSTOWN	2 050 804 \$
CENTRE MULTI. SSS DE SOREL-TRACY	971 821 \$
CHSLD CÉCILE-GODIN	2 669 976 \$
CHSLD DE RIGAUD	2 577 059 \$
CHSLD GEORGES-PHANEUF	5 567 617 \$
CHSLD LAURENT-BERGEVIN	2 761 221 \$
CHSLD SAINT-JOSEPH	402 632 \$
CHSLD VAL-JOLI	473 226 \$
CLSC SAMUEL-DE-CHAMPLAIN	548 827 \$
CR EN DÉFICIENCE PHYSIQUE DE SAINT-HUBERT	2 378 266 \$
CRD DE SAINT-PHILIPPE	36 503 \$

(suite) Installations principales ayant un DMA (par région)	DMA au 31
	décembre 2020 (\$)
CRJDA LIMOGES	179 789 \$
FONDATION DE L'HÔPITAL DU SUROÎT (OCCUPANT)	229 576 \$
GROUPE ALERTE SANTÉ INC. (OCCUPANT)	68 339 \$
HÔPITAL BARRIE MÉMORIAL	1 183 181 \$
HÔPITAL DU SUROÎT	17 486 249 \$
HÔTEL-DIEU DE SOREL	18 593 512 \$
RÉSIDENTE INTERVENTION SPÉCIALISÉE TED (13-17 ANS)	218 523 \$
SERVICES DE JOUR MARIBRO	90 577 \$
SERVICES EXTERNES DE BELOEIL	530 297 \$
RÉGION 17	12 016 070 \$
CENTRE DE RÉADAPTATION SAPUMMIVIK	580 938 \$
CENTRE DE SANTÉ INUULITSIVIK	855 245 \$
CENTRE DE SANTÉ TULATTAVIK DE L'UNGAVA	1 834 538 \$
DISPENSARE D'AUPALUK	105 854 \$
DISPENSARE DE KANGISUJUAQ	132 861 \$
DISPENSARE DE KANGIRSUK	343 848 \$
DISPENSARE DE QUAQTAQ	347 357 \$
DISPENSARE DE TASIUJAQ	172 522 \$
DISPENSARE D'IVUJIVIK	134 385 \$
FOYER DE GROUPE (CENTRE DE SANTÉ TULATTAVIK DE L'UNG	45 273 \$
GARAGE - 161, KUJJUAQ	368 603 \$
IMMEUBLE VACANT - AKULIVIK	1 877 271 \$
RÉSIDENTE EMPLOYÉ - 1050, TUKIMUAQTUK, KUJJUARAPIK	668 772 \$
RÉSIDENTE EMPLOYÉ - 1111, KUJJUAQ	9 762 \$
RÉSIDENTE EMPLOYÉ - 1113, KUJJUAQ	19 094 \$
RÉSIDENTE EMPLOYÉ - 1115, KUJJUAQ	25 052 \$
RÉSIDENTE EMPLOYÉ - 1117, KUJJUAQ	25 052 \$
RÉSIDENTE EMPLOYÉ - 134, IVUJIVIK	30 266 \$
RÉSIDENTE EMPLOYÉ - 1414, KUJJUAQ	378 988 \$
RÉSIDENTE EMPLOYÉ - 1416, KUJJUAQ	481 236 \$
RÉSIDENTE EMPLOYÉ - 1428, KUJJUAQ	306 816 \$
RÉSIDENTE EMPLOYÉ - 1430, KUJJUAQ	377 932 \$
RÉSIDENTE EMPLOYÉ - 1764, KUJJUAQ	26 609 \$
RÉSIDENTE EMPLOYÉ - 1766, KUJJUAQ	16 184 \$
RÉSIDENTE EMPLOYÉ - 1768, KUJJUAQ	22 027 \$
RÉSIDENTE EMPLOYÉ - 1770, KUJJUAQ	22 027 \$
RÉSIDENTE EMPLOYÉ - 1772, KUJJUAQ	6 432 \$
RÉSIDENTE EMPLOYÉ - 238, UMIUJAQ	3 363 \$
RÉSIDENTE EMPLOYÉ - 265, KUJJUAQ	112 543 \$
RÉSIDENTE EMPLOYÉ - 267, KUJJUAQ	23 703 \$
RÉSIDENTE EMPLOYÉ - 269, KUJJUAQ	107 468 \$
RÉSIDENTE EMPLOYÉ - 270, KUJJUAQ	156 393 \$
RÉSIDENTE EMPLOYÉ - 272, UMIUJAQ	3 363 \$
RÉSIDENTE EMPLOYÉ - 280, NOVALINGA, PUVIRNITUQ	185 725 \$
RÉSIDENTE EMPLOYÉ - 282, KUJJUAQ	405 479 \$
RÉSIDENTE EMPLOYÉ - 306, KUJJUAQ	229 333 \$
RÉSIDENTE EMPLOYÉ - 308, KUJJUAQ	313 343 \$
RÉSIDENTE EMPLOYÉ - 401, INUKJUAQ	473 818 \$
RÉSIDENTE EMPLOYÉ - 403, AKULIVIK	33 587 \$
RÉSIDENTE EMPLOYÉ - 430, AKULIVIK	43 590 \$
RÉSIDENTE EMPLOYÉ - 56T, TASIUJAQ	111 405 \$
RÉSIDENTE EMPLOYÉ - 577, KUJJUAQ	246 317 \$
RÉSIDENTE EMPLOYÉ - 57T, TASIUJAQ	88 128 \$
RÉSIDENTE EMPLOYÉ - 59, QUMALUK, PUVIRNITUQ	263 569 \$

(suite) Installations principales ayant un DMA (par région)**DMA au 31
décembre 2020 (\$)**

RÉSIDENCE EMPLOYÉ - 671, SALLUIT	62 543 \$
RÉSIDENCE EMPLOYÉ - 678, SALLUIT (DENTISTE)	55 042 \$
RÉSIDENCE EMPLOYÉ - 70, PUPPUQ, KANGIRSUK	30 390 \$
RÉSIDENCE EMPLOYÉ - 742, ELIYASSIALUK, PUVIRNITUQ	33 797 \$
RÉSIDENCE EMPLOYÉ - 744, ELIYASSIALUK, PUVIRNITUQ	33 797 \$
RÉSIDENCE EMPLOYÉ - 807, NAPPATUK, PUVIRNITUQ	14 545 \$
RÉSIDENCE EMPLOYÉ - 808, NAPPATUK, PUVIRNITUQ	14 545 \$
RÉSIDENCE EMPLOYÉ - 809, NAPPATUK, PUVIRNITUQ	14 545 \$
RÉSIDENCE EMPLOYÉ - 810, NAPPATUK, PUVIRNITUQ	14 545 \$
RÉSIDENCE EMPLOYÉ - 812, NAPPATUK, PUVIRNITUQ	14 755 \$
RÉSIDENCE EMPLOYÉ - 836, INUKJUAQ (OLD NURSING)	127 226 \$
RÉSIDENCE EMPLOYÉ (NORTHERN) - 933, KUUIJUAQ	319 395 \$
RÉSIDENCES EMPLOYÉS (2) - 110, QUMALUK, PUVIRNITUQ	989 390 \$
RÉSIDENCES EMPLOYÉS (2) - 122, QUAQTAQ	565 516 \$
RÉSIDENCES EMPLOYÉS (2) - 140, QUAQTAQ	391 454 \$
RÉSIDENCES EMPLOYÉS (2) - 208, QUMALUK, PUVIRNITUQ	122 185 \$
RÉSIDENCES EMPLOYÉS (2) - 210, QUMALUK, PUVIRNITUQ	175 400 \$
RÉSIDENCES EMPLOYÉS (2) - 25, KANGIRSUK	221 326 \$
RÉSIDENCES EMPLOYÉS (2) - 502, KANGIQSUJUAQ	118 191 \$
RÉSIDENCES EMPLOYÉS (2) - 57, PUVIRNITUQ	1 145 843 \$
RÉSIDENCES EMPLOYÉS (2) - 675, SALLUIT	368 653 \$
RÉSIDENCES EMPLOYÉS (2) - 724, KUANANACK, PUVIRNITUQ	21 031 \$
RÉSIDENCES EMPLOYÉS (2) - 743, PUVIRNITUQ	147 388 \$
RÉSIDENCES EMPLOYÉS (2) - 749, ELIYASSIALUK, PUVIRNITUQ	477 611 \$
RÉSIDENCES EMPLOYÉS (2) - 750, ELIYASSIALUK, PUVIRNITUQ	216 171 \$
RÉSIDENCES EMPLOYÉS (2) - 751, ELIYASSIALUK, PUVIRNITUQ	321 234 \$
RÉSIDENCES EMPLOYÉS (2) - 763, SIVUARAPIK, PUVIRNITUQ	163 161 \$
RÉSIDENCES EMPLOYÉS (2) - 765, ELIYASSIALUK, PUVIRNITUQ	176 899 \$
RÉSIDENCES EMPLOYÉS (2) ENTREPÔT - 13, AUPALUK	700 621 \$
RÉSIDENCES EMPLOYÉS (3) - 608, KUUIJUAQ	228 155 \$
RÉSIDENCES EMPLOYÉS (4) - 1091, CHOPPER CRESCENT	2 109 \$
RÉSIDENCES EMPLOYÉS (4) - 120, KANGIQSUALUJUAQ	529 632 \$
RÉSIDENCES EMPLOYÉS (4) - 1418, NUUVUK BAY, KUUIJUAQ	105 941 \$
RÉSIDENCES EMPLOYÉS (4) - 306, INUKJUAQ	10 460 \$
RÉSIDENCES EMPLOYÉS (4) - 620, SALLUIT	724 750 \$
RÉSIDENCES EMPLOYÉS (4) - 677, SALLUIT	185 598 \$
RÉSIDENCES EMPLOYÉS (4) - 761, SIVUARAPIK, PUVIRNITUQ	120 837 \$
RÉSIDENCES EMPLOYÉS (6) - 602, SALLUIT	464 493 \$
RÉSIDENCES EMPLOYÉS (DUMAS) (4) - 802, KUUIJUAQ	669 977 \$
RRSSS DU NUNAVIK - KUUIJUAQ	75 836 \$
WORKSHOP - 722, KUANANACK, PUVIRNITUQ	250 053 \$

(suite) Installations principales ayant un DMA (par région)	DMA au 31 décembre 2020 (\$)
RÉGION 18	9 241 741 \$
ANNEXE DES SERVICES SOCIAUX - 21, RUE MAAMUU, CHISASIBI	166 006 \$
BUREAUX ADMINISTRATIFS - MAAMUU, CHISASIBI	136 788 \$
CMC WASKAGANISH	202 272 \$
FOYER DE GROUPE UPAAHCIKUSH	125 015 \$
MAISON SANTÉ CANADA - 29, WHAPMAGW, WHAPMAGOOSTUI	20 685 \$
OUJÉ-BOUGOUMOU HEALING CENTRE	288 328 \$
RÉSIDENCE EMPLOYÉ - 20 C, BEDABIN, NEMASKA	121 225 \$
RÉSIDENCE EMPLOYÉ - 204 A, CHEMIN DU LAC-OPÉMISCA, OUJÉ-	145 525 \$
RÉSIDENCE EMPLOYÉ - 3, WAPSTAN, WHAPMAGOOSTUI	1 856 703 \$
RÉSIDENCE EMPLOYÉ - 433, AMISK, MISTISSINI	290 409 \$
RÉSIDENCE EMPLOYÉ - 437, AMISK, MISTISSINI	280 060 \$
RÉSIDENCE EMPLOYÉ - 453 A, AMISK, MISTISSINI	269 186 \$
RÉSIDENCE EMPLOYÉ - 453 C, AMISK, MISTISSINI	269 186 \$
RÉSIDENCE EMPLOYÉ - 9, PETER-ATSYNIA CRESCENT, WEMINDJI	7 136 \$
RÉSIDENCE EMPLOYÉ - C5-14, CHISASIBI	72 624 \$
RÉSIDENCE EMPLOYÉ - C5-15 , CHISASIBI	80 128 \$
RÉSIDENCE EMPLOYÉ - C6-7, MIHIIKIN, CHISASIBI	578 590 \$
RÉSIDENCE EMPLOYÉ - C6-9, MIHIIKIN, CHISASIBI	590 744 \$
RÉSIDENCE EMPLOYÉ - D4-10, NAASIPAATIM , CHISASIBI	295 816 \$
RÉSIDENCE EMPLOYÉ - D4-11, NAASIPAATIM, CHISASIBI	295 816 \$
RÉSIDENCE EMPLOYÉ - D4-7, NAASIPAATIM, CHISASIBI	295 816 \$
RÉSIDENCE EMPLOYÉ - D4-8, NAASIPAATIM, CHISASIBI	295 816 \$
RÉSIDENCE EMPLOYÉ - D4-9, NAASIPAATIM, CHISASIBI	295 816 \$
RÉSIDENCE EMPLOYÉ - E1-2, CHISASIBI	264 339 \$
RÉSIDENCE EMPLOYÉ - E1-4 , CHISASIBI	264 339 \$
RÉSIDENCE EMPLOYÉ - E2-11, CHISASIBI	80 128 \$
RÉSIDENCE EMPLOYÉ - F2-10, CHISASIBI	173 742 \$
RÉSIDENCES EMPLOYÉS (2) - 10, SHOOSHOOQUAN, WASKAGANIS	9 483 \$
RÉSIDENCES EMPLOYÉS (2) - 12, SHOOSHOOQUAN, WASKAGANIS	9 483 \$
RÉSIDENCES EMPLOYÉS (2) - 14, SHOOSHOOQUAN, WASKAGANIS	9 483 \$
RÉSIDENCES EMPLOYÉS (2) - 4, WASTAWSHKOOTAW, OUJÉ-BOUC	959 \$
RÉSIDENCES EMPLOYÉS (2) - 8, SHOOSHOOQUAN, WASKAGANISH	9 483 \$
RÉSIDENCES EMPLOYÉS (3) - 17, RIVERSIDE DRIVE, WEMINDJI	260 876 \$
RÉSIDENCES EMPLOYÉS (3) - F0-6, CHISASIBI	473 208 \$
RÉSIDENCES EMPLOYÉS (4) - 24, WHAPMAKW, WHAPMAGOOSTUI	252 049 \$
RÉSIDENCES EMPLOYÉS (6) - 392, BOULEVARD MISTISSINI, MISTIS	248 688 \$
SANTÉ COMMUNAUTAIRE - 21 E, MAAMUU, CHISASIBI	158 480 \$
UNITÉ DE VIE MISTISSINI	47 304 \$

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières de l'Opposition officielle

QUESTION NO 40

État de situation relativement aux chantiers en cours et annoncés sur le plan des établissements de santé, incluant les échéanciers, coûts prévus, dépassements de coûts, etc.

RÉPONSE NO 40

Région	Établissement / Installation Description du projet	Catégorie	Livraison du projet	Dernier coût de projet autorisé (M\$)
01 – CISSS DU BAS-SAINT-LAURENT				
01	CISSS DU BAS-SAINT-LAURENT / UNITÉS DE VIE DE RIVIÈRE-DU-LOUP Agrandissement et réaménagement - Phase 2 de la Villa Fraserville	5 à 50 M\$	2021-08	20,0
01	CISSS DU BAS-SAINT-LAURENT / MAISON DES AÎNÉS DE RIMOUSKI Maison des aînés (MDA) de 72 places	5 à 50 M\$	2022-08	44,6
01	CISSS DU BAS-SAINT-LAURENT / MDA DE RIVIÈRE-DU-LOUP MDA de 120 places	Projet majeur	2022-08	60,3
02 – CIUSSS DU SAGUENAY – LAC-SAINT-JEAN				
02	CIUSSS DU SAGUENAY - LAC-SAINT-JEAN / MDA DE CHICOUTIMI MDA de 120 places	Projet majeur	2022-08	61,0
02	CIUSSS DU SAGUENAY - LAC-SAINT-JEAN / MDA D'ALMA MDA de 120 places	Projet majeur	2022-08	62,0
02	CIUSSS DU SAGUENAY - LAC-SAINT-JEAN / MDA DE ROBERVAL MDA de 120 places	Projet majeur	2022-08	59,7
03 – CHU DE QUÉBEC – UNIVERSITÉ LAVAL				
03	CHU DE QUÉBEC - UNIVERSITÉ LAVAL / HÔPITAL DE L'ENFANT-JÉSUS Nouveau complexe hospitalier sur le site de l'Hôpital de l'Enfant-Jésus	Projet majeur	2025-12	1 967,5
03 – CIUSSS DE LA CAPITALE-NATIONALE				
03	CIUSSS DE LA CAPITALE-NATIONALE / HÔPITAL RÉGIONAL DE PORTNEUF Phase 2 du plan clinique : médecine de jour, hémodialyse et chimiothérapie	Projet régionalisé	Méd. de jour /hémodialyse 2021-05 Chimio : 2022-03	5,2
03	CIUSSS DE LA CAPITALE-NATIONALE / NOUVELLE INSTALLATION Résidence à assistance continue en déficience intellectuelle, trouble du spectre de l'autisme et trouble grave du comportement	Projet régionalisé	2021-05	5,9
03	CIUSSS DE LA CAPITALE-NATIONALE / MDA DE PONT-ROUGE (PORNEUF) MDA de 48 places	Projet majeur	2022-09	30,3
03	CIUSSS DE LA CAPITALE-NATIONALE / MDA DE SAINTE-FOY MDA de 96 places	Projet majeur	2022-10	54,6
03	CIUSSS DE LA CAPITALE-NATIONALE / MDA A DE LEBOURGNEUF MDA de 96 places	Projet majeur	2022-09	56,2
03	CIUSSS DE LA CAPITALE-NATIONALE / MDA DE SAINT-HILARION MDA de 48 places	Projet majeur	2022-09	30,6

Région	Établissement / Installation Description du projet	Catégorie	Livraison du projet	Dernier coût de projet autorisé (M\$)
03 – INSTITUT UNIVERSITAIRE DE CARDIOLOGIE ET DE PNEUMOLOGIE DE QUÉBEC – UNIVERSITÉ LAVAL				
03	INST. UNIV. DE CARDIO. ET DE PNEUMOLOGIE DE QUÉBEC - UL / INST. UNIV. DE CARDIO. ET DE PNEUMOLOGIE DE QUÉBEC Phase 2 de la mise à niveau du bloc opératoire	5 à 50 M\$	2022-10	20,4
03	INST. UNIV. DE CARDIO. ET DE PNEUMOLOGIE DE QUÉBEC - UL / INST. UNIV. DE CARDIOLOGIE ET PNEUMOLOGIE DE QUÉBEC Agrandissement et réaménagement de l'unité de retraitement des dispositifs médicaux (URDM), et relocalisation des services d'hygiène et salubrité et du génie biomédical	5 à 50 M\$	2021-12	24,1
04 – CIUSSS DE LA MAURICIE-ET-DU-CENTRE-DU-QUÉBEC				
04	CIUSSS DE LA MAURICIE-ET-DU-CENTRE-DU-QUÉBEC / PAVILLON I DU COMPLEXE SAINT-FERDINAND Troisième réserve pour antiviraux	Projet régionalisé	2021-03	0,6
05 – CIUSSS DE L'ESTRIE – CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE DE SHERBROOKE				
05	CIUSSS DE L'ESTRIE - CENTRE HOSP. UNIV. DE SHERBROOKE / HÔPITAL FLEURIMONT Construction du Centre mère-enfant et de l'urgence	Projet majeur	2023-12	328,8
05	CIUSSS DE L'ESTRIE - CENTRE HOSP. UNIV. DE SHERBROOKE / HÔPITAL DE GRANBY Agrandissement et mise aux normes des soins intensifs	5 à 50 M\$	2021-05	10,2
05	CIUSSS DE L'ESTRIE - CENTRE HOSP. UNIV. DE SHERBROOKE / CENTRE D'HÉBERGEMENT DE SOINS DE LONGUE DURÉE DE MEMPHRÉMAGOG Ajout de 31 lits au Centre d'hébergement de soins de longue durée (CHSLD) de Memphrémagog	Projet régionalisé	2022-03	4,1
05	CIUSSS DE L'ESTRIE - CENTRE HOSP. UNIV. DE SHERBROOKE / MDA DE MAGOG MDA de 48 places	Projet majeur	2022-08	31,5
05	CIUSSS DE L'ESTRIE - CENTRE HOSP. UNIV. DE SHERBROOKE / MDA DE SHERBROOKE MDA de 120 places	Projet majeur	2022-08	61,6
05	CIUSSS DE L'ESTRIE - CENTRE HOSP. UNIV. DE SHERBROOKE / MDA DE GRANBY MDA de 48 places	Projet majeur	2022-08	29,9
05	CIUSSS DE L'ESTRIE - CENTRE HOSP. UNIV. DE SHERBROOKE / MDA DE COATICOOK MDA de 48 places	Projet majeur	2022-08	29,3
06 – CIUSSS DE L'OUEST-DE-L'ÎLE-DE-MONTRÉAL				
06	CIUSSS DE L'OUEST-DE-L'ÎLE-DE-MONTRÉAL / MDA DE DORVAL MDA de 72 places	Projet majeur	2022-08	39,6
06 – CIUSSS DU CENTRE-SUD-DE-L'ÎLE-DE-MONTRÉAL				
06	CIUSSS DU CENTRE-SUD-DE-L'ÎLE-DE-MONTRÉAL / HÔPITAL DE VERDUN Agrandissement et modernisation de l'Hôpital de Verdun	Projet majeur	2024-11	264,9
06	CIUSSS DU CENTRE-SUD DE L'ÎLE-DE-MONTRÉAL / HÔPITAL NOTRE-DAME Obstétrique	5 à 50 M\$	2022-04	24,07
06 – CIUSSS DU NORD-DE-L'ÎLE-DE-MONTRÉAL				
06	CIUSSS DU NORD-DE-L'ÎLE-DE-MONTRÉAL / HÔPITAL DU SACRÉ-CŒUR DE MONTRÉAL Centre intégré de traumatologie, unité mère-enfant et service d'endoscopie	Projet majeur	2022-05	155,1
06	CIUSSS DU NORD-DE-L'ÎLE-DE-MONTRÉAL / CHSLD LOUVAIN Aménagement d'une maison de naissance	Projet régionalisé	2021-11	2,3
06	CIUSSS DU NORD-DE-L'ÎLE-DE-MONTRÉAL / MDA DE RIVIÈRE-DES-PRAIRIES MDA de 72 places	Projet majeur	2022-08	39,6

Région	Établissement / Installation Description du projet	Catégorie	Livraison du projet	Dernier coût de projet autorisé (M\$)
06 – INSTITUT DE CARDIOLOGIE DE MONTRÉAL				
06	INSTITUT DE CARDIOLOGIE DE MONTRÉAL / INSTITUT DE CARDIOLOGIE DE MONTRÉAL Investir dans l'excellence – Phase 2	Projet majeur	2022-02	225,6
07 – CISSS DE L'OUTAOUAIS				
07	CISSS DE L'OUTAOUAIS / HÔPITAL DE HULL Ajout d'un appareil d'imagerie par résonance magnétique et d'un TDM	Projet régionalisé	2021-07	7,2
07	CISSS DE L'OUTAOUAIS / MDA DE GATINEAU MDA de 72 places	Projet majeur	2022-09	39,6
08 – CISSS DE L'ABITIBI-TÉMISCAMINGUE				
08	CISSS DE L'ABITIBI-TÉMISCAMINGUE / PAVILLON SAINTE-FAMILLE Agrandissement et réaménagement du Pavillon Sainte-Famille	5 à 50 M\$	2021-04	40,7
08	CISSS DE L'ABITIBI-TÉMISCAMINGUE / HÔPITAL DE ROUYN-NORANDA Développement d'un service de radiothérapie	5 à 50 M\$	2021-10	50,0
11 – CISSS DE LA GASPÉSIE				
11	CISSS DE LA GASPÉSIE / HÔPITAL HÔTEL-DIEU DE GASPÉ Urgence et Unité de soins intensifs	5 à 50 M\$	2021-03	31,7
11	CISSS DE LA GASPÉSIE / HÔPITAL HÔTEL-DIEU DE GASPÉ Aménagement de la nouvelle unité de courte durée de santé mentale	Projet régionalisé	2022-04	5,0
11	CISSS DE LA GASPÉSIE / CENTRE D'HÉBERGEMENT MGR-ROSS DE GASPÉ Regroupement de lits de soins de longue durée	Projet régionalisé	2022-12	6,9
11	CISSS DE LA GASPÉSIE / HÔPITAL DE CHANDLER Agrandissement et réaménagement du service d'oncologie	Projet régionalisé	2021-11	1,51
11	CISSS DE LA GASPÉSIE / MDA DE RIVIÈRE-AU-RENARD MDA de 48 places	Projet majeur	2022-08	36,5
12 – CISSS DE CHAUDIÈRE-APPALACHES				
12	CISSS DE CHAUDIÈRE-APPALACHES / HÔTEL-DIEU DE LÉVIS Sécurisation de l'unité de psychiatrie	Projet régionalisé	2021-12	1,7
12	CISSS DE CHAUDIÈRE-APPALACHES / MDA DE LÉVIS MDA de 120 places	Projet majeur	2022-09	62,3
12	CISSS DE CHAUDIÈRE-APPALACHES / MDA DE BLACK LAKE MDA de 72 places	Projet majeur	2022-08	35,0
12	CISSS DE CHAUDIÈRE-APPALACHES / MDA DE SAINT-MARTIN-DE-BEAUCE MDA de 48 places	Projet majeur	2022-08	29,9
13 – CISSS DE LAVAL				
13	CISSS DE LAVAL / MDA DE LAVAL-DES-RAPIDES (CHOMEDEY 1) MDA de 96 places	Projet majeur	2022-09	53,0
14 – CISSS DE LANAUDIÈRE				
14	CISSS DE LANAUDIÈRE / MDA DE MASCOUCHE MDA de 48 places	Projet majeur	2022-09	32,1
14	CISSS DE LANAUDIÈRE / MDA DE REPENTIGNY MDA de 48 places	Projet majeur	2022-09	34,8
14	CISSS DE LANAUDIÈRE / MDA DE ASSOMPTION MDA de 48 places	Projet majeur	2022-09	33,3

Région	Établissement / Installation Description du projet	Catégorie	Livraison du projet	Dernier coût de projet autorisé (M\$)
15 – CISSS DES LAURENTIDES				
15	CISSS DES LAURENTIDES / HÔPITAL RÉGIONAL DE SAINT-JÉRÔME Nouveau pavillon de soins de santé mentale	Projet majeur	2022-02	110,4
15	CISSS DES LAURENTIDES / HÔPITAL DE SAINT-EUSTACHE Unité d'intervention brève en santé mentale	Projet régionalisé	2021-06	2,7
15	CISSS DES LAURENTIDES / HÔPITAL DE SAINT-EUSTACHE Ajout de 24 lits de soins de courte durée	Projet régionalisé	2021-06	5,0
15	CISSS DES LAURENTIDES / MDA DE SAINT-ANNE-DES-PLAINES MDA de 48 places	Projet majeur	2022-09	30,2
15	CISSS DES LAURENTIDES / MDA DE MIRABEL-CENTRE (SAINT-CANUT) MDA de 72 places	Projet majeur	2022-09	42,8
15	CISSS DES LAURENTIDES / MDA DE PRÉVOST MDA de 48 places	Projet majeur	2022-09	30,2
15	CISSS DES LAURENTIDES / MDA DE BLAINVILLE MDA de 72 places	Projet majeur	2022-09	41,7
15	CISSS DES LAURENTIDES / MDA DE SAINT-AGATHE-DES-MONTS MDA de 48 places	Projet majeur	2022-09	31,8
16 – CISSS DE LA MONTÉRÉGIE-CENTRE				
16	CISSS DE LA MONTÉRÉGIE-CENTRE / HÔPITAL CHARLES-LE MOYNE Développement des services ambulatoires phases 1 et 2	5 à 50 M\$	2021-05	9,0
16	CISSS DE LA MONTÉRÉGIE-CENTRE / MDA DE SAINT-JEAN-SUR-RICHELIEU MDA de 192 places	Projet majeur	2022-09	88,9
16	CISSS DE LA MONTÉRÉGIE-CENTRE / MDA DE CARIGNAN MDA de 96 places	Projet majeur	2022-09	48,3
16 – CISSS DE LA MONTÉRÉGIE-EST				
16	CISSS DE LA MONTÉRÉGIE-EST / HÔPITAL HONORÉ-MERCIER Agrandissement et réaménagement de l'urgence	5 à 50 M\$	2022-04	69,1
16	CISSS DE LA MONTÉRÉGIE-EST / HÔPITAL PIERRE-BOUCHER Modernisation et rehaussement des services de natalité	Projet régionalisé	2021-07	4,8
16	CISSS DE LA MONTÉRÉGIE-EST / MDA DE PIERRE-BOUCHER LONGUEUIL MDA de 72 places	Projet majeur	2022-08	38,7
16	CISSS DE LA MONTÉRÉGIE-EST / MDA DE SAINT-AMABLE MDA de 72 places	Projet majeur	2022-08	42,3
16	CISSS DE LA MONTÉRÉGIE-EST / MDA DE BELOEIL MDA de 96 places	Projet majeur	2022-09	53,7
16 – CISSS DE LA MONTÉRÉGIE-OUEST				
16	CISSS DE LA MONTÉRÉGIE-OUEST / HÔPITAL DU SUROÏT Projet transitoire 2015-2020 du Suroît (phases 4-7 et 8) soit l'URDM, l'endoscopie et les unités de soins du 7 ^e et 8 ^e étage	Projet régionalisé	2021-02	8,2
16	CISSS DE LA MONTÉRÉGIE-OUEST / CENTRE HOSPITALIER ANNA-LABERGE Aménagement d'une unité d'hospitalisation brève et d'une unité d'intervention brève	Projet régionalisé	2021-03	8,1
16	CISSS DE LA MONTÉRÉGIE-OUEST / CHSLD CÉCILE-GODIN Création d'une unité régionale pour répondre aux besoins particuliers de la clientèle 18-35 ans ayant une déficience	Projet régionalisé	2021-08	4,9
16	CISSS DE LA MONTÉRÉGIE-OUEST / MDA DE CHÂTEAUGUAY MDA de 120 places	Projet majeur	2022-09	61,6
16	CISSS DE LA MONTÉRÉGIE-OUEST / MDA DE SALABERRY-DE-VALLEYFIELD MDA de 96 places	Projet majeur	2022-09	51,1
17 – RÉGIE RÉGIONALE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX DU NUNAVIK				
17	RÉGIE RÉGIONALE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX DU NUNAVIK 62 unités de logement	5 à 50 M\$	2021-06	42,5

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières de l'Opposition officielle

QUESTION NO 41

Détail, par installation, par région de la vétusté accumulée au 31 mars 2021.

RÉPONSE NO 41

La réponse à cette question est fournie à la question n° 39 des questions particulières de l'Opposition officielle.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières de l'Opposition officielle

QUESTION NO 42

Liste des projets d’immobilisation à l’étude ou en cours, par établissement.

RÉPONSE NO 42

Région	Établissement / Installation Description du projet	Catégorie	Étape en cours
			DO : Dossier d'opportunité DA : Dossier d'affaires FAP : Fiche d'avant-projet PDP : Plans et devis préliminaires PDD : Plans et devis définitifs
01 – CISSS DU BAS-SAINT-LAURENT			
01	CISSS DU BAS-SAINT-LAURENT / UNITÉS DE VIE DE RIVIÈRE-DU-LOUP Agrandissement et réaménagement - Phase 2 de la Villa Fraserville	5 à 50 M\$	Réalisation (travaux)
01	CISSS DU BAS-SAINT-LAURENT / HÔPITAL RÉGIONAL DE RIMOUSKI Nouveau complexe chirurgical, mise aux normes de la psychiatrie et mise à niveau de l'urgence	Projet majeur	DO
01	CISSS DU BAS-SAINT-LAURENT / HÔPITAL RÉGIONAL DE RIMOUSKI Nouveau pavillon d'enseignement	5 à 50 M\$	Conception (PFT et PDP)
01	CISSS DU BAS-SAINT-LAURENT / MAISON DES AÎNÉS (MDA) DE RIMOUSKI MDA de 72 places	5 à 50 M\$	Conception (plans et devis)
01	CISSS DU BAS-SAINT-LAURENT / MDA DE RIVIÈRE-DU-LOUP MDA de 120 places	Projet majeur	Réalisation
02 – CIUSSS DU SAGUENAY – LAC-SAINT-JEAN			
02	CIUSSS DU SAGUENAY – LAC-SAINT-JEAN / HÔPITAL ET CENTRE DE RÉADAPTATION DE JONQUIÈRE Agrandissement et réaménagement de l'urgence	5 à 50 M\$	PF/PT
02	CIUSSS DU SAGUENAY – LAC-SAINT-JEAN / HÔPITAL DE CHICOUTIMI Construction d'un bloc opératoire, chirurgie d'un jour et des unités de retraitement des dispositifs médicaux (URDM)	Projet majeur	DO
02	CIUSSS DU SAGUENAY – LAC-SAINT-JEAN / HÔPITAL DE DOLBEAU-MISTASSINI Agrandissement et réaménagement du bloc opératoire	5 à 50 M\$	Réalisation
02	CIUSSS DU SAGUENAY – LAC-SAINT-JEAN / HÔPITAL ET CENTRE DE RÉADAPTATION DE CHICOUTIMI Acquisition et installation d'un 3 ^e appareil d'imagerie par résonance magnétique (IRM)	Projet régionalisé	Conception
02	CIUSSS DU SAGUENAY - LAC-SAINT-JEAN / MDA DE CHICOUTIMI MDA de 120 places	Projet majeur	Conception (plans et devis)
02	CIUSSS DU SAGUENAY - LAC-SAINT-JEAN / MDA D'ALMA MDA de 120 places	Projet majeur	Conception (plans et devis)
02	CIUSSS DU SAGUENAY - LAC-SAINT-JEAN / MDA DE ROBERVAL MDA de 120 places	Projet majeur	Conception (plans et devis)

Région	Établissement / Installation Description du projet	Catégorie	Étape en cours
			DO : Dossier d'opportunité DA : Dossier d'affaires FAP : Fiche d'avant-projet PDP : Plans et devis préliminaires PDD : Plans et devis définitifs PFT : Programme fonctionnel (PF) et technique (PT)

03 – CHU DE QUÉBEC – UNIVERSITÉ LAVAL			
03	CHU DE QUÉBEC - UNIVERSITÉ LAVAL / HÔPITAL DE L'ENFANT-JÉSUS (HEJ) Nouveau complexe hospitalier sur le site de l'HEJ	Projet majeur	Réalisation (PDD et travaux par lots)
03	CHU DE QUÉBEC - UNIVERSITÉ LAVAL / PAVILLON CENTRE HOSPITALIER DE L'UNIVERSITÉ LAVAL Phases 1, 2 et 4 du redéploiement des services de neurochirurgie pédiatrique au Centre mère-enfant Soleil	Régionalisé 5 à 50 M\$ 5 à 50 M\$	Phase 1 : Complétée en avril 2017 Phase 2 : Réalisation (Plans et devis) Phase 4 : Conception, PDP et PDD
03	CHU DE QUÉBEC - UNIVERSITÉ LAVAL / PAVILLON CENTRE HOSPITALIER DE L'UNIVERSITÉ LAVAL Aménagement du secteur préclinique du centre de recherche	Projet régionalisé	Réalisation (travaux)
03	CHU DE QUÉBEC - UNIVERSITÉ LAVAL / PAVILLON SAINT-FRANÇOIS-D'ASSISE Urgence psychiatrique, cliniques externes et unité d’hospitalisation brève (UHB) en santé mentale	5 à 50 M\$	PFT, conception et PDD
03	CHU DE QUÉBEC - UNIVERSITÉ LAVAL / PAVILLON SAINT-FRANÇOIS-D'ASSISE Laboratoire de diagnostic moléculaire	5 à 50 M\$	PFT, conception et PDD
03 – CIUSSS DE LA CAPITALE-NATIONALE			
03	CIUSSS DE LA CAPITALE-NATIONALE / CENTRE D'HÉBERGEMENT SAINT-AUGUSTIN Remplacement de l'installation actuelle	Projet majeur	DA
03	CIUSSS DE LA CAPITALE-NATIONALE / HÔPITAL DE LA MALBAIE Construction d'un nouvel hôpital	Projet majeur	DA
03	CIUSSS DE LA CAPITALE-NATIONALE / INSTITUT UNIVERSITAIRE EN SANTÉ MENTALE DE QUÉBEC Agrandissement du Centre de recherche - Phase 2	5 à 50 M\$	Réalisation Phase 2 (travaux)
03	CIUSSS DE LA CAPITALE-NATIONALE / PAVILLON L'HÔTEL-DIEU DE QUÉBEC (HDQ) Réutilisation des bâtiments de l'HDQ	Projet majeur	DO
03	CIUSSS DE LA CAPITALE-NATIONALE / HÔPITAL RÉGIONAL DE PORTNEUF Phase 2 du plan clinique : médecine de jour, hémodialyse et chimiothérapie	Projet régionalisé	Réalisation (travaux)
03	CIUSSS DE LA CAPITALE-NATIONALE / HÔPITAL RÉGIONAL DE PORTNEUF Implantation d'un tomodensitomètre	Projet régionalisé	Réalisation (travaux)
03	CIUSSS DE LA CAPITALE-NATIONALE / NOUVELLE INSTALLATION Résidence à assistance continue en déficience intellectuelle, trouble du spectre de l’autisme et troubles graves du comportement	Projet régionalisé	Réalisation (travaux)
03	CIUSSS DE LA CAPITALE-NATIONALE / MDA DE PONT-ROUGE (PORNEUF) MDA de 48 places	Projet majeur	Conception (plans et devis)
03	CIUSSS DE LA CAPITALE-NATIONALE / MDA DE SAINTE-FOY MDA de 96 places	Projet majeur	Conception (plans et devis)
03	CIUSSS DE LA CAPITALE-NATIONALE / MDA DE LEBOURGNEUF MDA de 96 places	Projet majeur	Conception (plans et devis)
03	CIUSSS DE LA CAPITALE-NATIONALE MDA DE SAINT-HILARION MDA de 48 places	Projet majeur	Conception (plans et devis)

Région	Établissement / Installation Description du projet	Catégorie	Étape en cours
			DO : Dossier d'opportunité DA : Dossier d'affaires FAP : Fiche d'avant-projet PDP : Plans et devis préliminaires PDD : Plans et devis définitifs PFT : Programme fonctionnel (PF) et technique (PT)

04 – CIUSSS DE LA MAURICIE-ET-DU-CENTRE-DU-QUÉBEC			
04	CIUSSS DE LA MAURICIE-ET-DU-CENTRE-DU-QUÉBEC / CENTRE DE SANTÉ ET SERV. SOCIAUX DU HAUT-SAINT-AURICE Agrandissement et réaménagement de l'urgence	5 à 50 M\$	Terminé
04	CIUSSS DE LA MAURICIE-ET-DU-CENTRE-DU-QUÉBEC / HÔPITAL DU CENTRE-DE-LA-MAURICIE Agrandissement et réaménagement de l'urgence et des soins intensifs (Shawinigan)	Projet majeur	DO
04	CIUSSS DE LA MAURICIE-ET-DU-CENTRE-DU-QUÉBEC / HÔTEL-DIEU D'ARTHABASKA Agrandissement et réaménagement de plusieurs secteurs de l'hôpital	Projet majeur	DA
04	CIUSSS DE LA MAURICIE-ET-DU-CENTRE-DU-QUÉBEC / PAVILLON SAINTE-MARIE Projet OBILAB	5 à 50 M\$	Conception et PDD
04	CIUSSS DE LA MAURICIE-ET-DU-CENTRE-DU-QUÉBEC / CENTRE DE RÉADAPTATION INTERVAL Regroupement des services de réadaptation en déficience physique au site rue Sainte-Marguerite	5 à 50 M\$	PFT, conception et PDD
04	CIUSSS DE LA MAURICIE-ET-DU-CENTRE-DU-QUÉBEC / CENTRE D'HÉBERGEMENT DU ROSEAU Réaménagement des espaces communs et publics	Projet régionalisé	PDP
04	CIUSSS DE LA MAURICIE-ET-DU-CENTRE-DU-QUÉBEC / Pavillon I du complexe Saint-Ferdinand Troisième réserve pour antiviraux	Projet régionalisé	Réalisation (travaux)
04	CIUSSS DE LA MAURICIE-ET-DU-CENTRE-DU-QUÉBEC / MDA DE VICTORIAVILLE (ARTHABASKA) MDA de 72 places	Projet majeur	Conception (plans et devis)
04	CIUSSS DE LA MAURICIE-ET-DU-CENTRE-DU-QUÉBEC / MDA DE DRUMMONDVILLE MDA de 72 places	Projet majeur	Conception (plans et devis)
04	CIUSSS DE LA MAURICIE-ET-DU-CENTRE-DU-QUÉBEC / MDA DE TROIS-RIVIÈRES MDA de 96 places	Projet majeur	Conception (plans et devis)
05 – CIUSSS DE L'ESTRIE – CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE DE SHERBROOKE			
05	CIUSSS DE L'ESTRIE - CENTRE HOSP. UNIV. DE SHERBROOKE / HÔPITAL FLEURIMONT Construction du Centre mère-enfant et de l'urgence	Projet majeur	Réalisation (PDD et travaux par lots)
05	CIUSSS DE L'ESTRIE - CENTRE HOSP. UNIV. DE SHERBROOKE / CENTRE DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX DU GRANIT Nouveau centre d'hébergement de soins de longue durée (CHSLD) (relocalisation et ajout de lits) à Lac-Mégantic	5 à 50 M\$	PFT et conception
05	CIUSSS DE L'ESTRIE - CENTRE HOSP. UNIV. DE SHERBROOKE / HÔPITAL DE GRANBY Agrandissement et mise aux normes des soins intensifs	5 à 50 M\$	Réalisation (travaux)
05	CIUSSS DE L'ESTRIE - CENTRE HOSP. UNIV. DE SHERBROOKE / HÔPITAL FLEURIMONT Projet OPTILAB - Construction du laboratoire serveur de la grappe de l'Estrie à l'Hôpital Fleurimont	5 à 50 M\$	PFT, conception et PDD
05	CIUSSS DE L'ESTRIE - CENTRE HOSP. UNIV. DE SHERBROOKE / CHSLD DE MEMPHRÉMAGOG Ajout de 31 lits au CHSLD de Memphrémagog	Projet régionalisé	Réalisation (appel d'offres travaux)
05	CIUSSS DE L'ESTRIE - CENTRE HOSP. UNIV. DE SHERBROOKE / CLSC ET CENTRE D'HÉBERGEMENT DE BEDFORD Aménagement et mise aux normes d'une unité de vie	Projet régionalisé	Réalisation (PDD)
05	CIUSSS DE L'ESTRIE - CENTRE HOSP. UNIV. DE SHERBROOKE / MDA DE MAGOG MDA de 48 places	Projet majeur	Conception (plans et devis)
05	CIUSSS DE L'ESTRIE - CENTRE HOSP. UNIV. DE SHERBROOKE / MDA DE SHERBROOKE MDA de 120 places	Projet majeur	Réalisation
05	CIUSSS DE L'ESTRIE - CENTRE HOSP. UNIV. DE SHERBROOKE / MDA DE GRANBY MDA de 48 places	Projet majeur	Conception (plans et devis)
05	CIUSSS DE L'ESTRIE - CENTRE HOSP. UNIV. DE SHERBROOKE / MDA DE COATICOOK MDA de 48 places	Projet majeur	Conception (plans et devis)

Région	Établissement / Installation Description du projet	Catégorie	Étape en cours
			DO : Dossier d'opportunité DA : Dossier d'affaires FAP : Fiche d'avant-projet PDP : Plans et devis préliminaires PDD : Plans et devis définitifs PFT : Programme fonctionnel (PF) et technique (PT)

06 – CENTRE HOSPITALIER DE L'UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL			
06	CENTRE HOSPITALIER DE L'UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL / CENTRE HOSPITALIER DE L'UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL (CHUM) Construction du Complexe hospitalier du CHUM - Phase 2	Projet majeur	Réalisation (PDD et travaux)
06 – CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE SAINTE-JUSTINE			
06	CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE SAINTE-JUSTINE / CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE SAINTE-JUSTINE Grandir en santé	Projet majeur	Réalisation (travaux)
06 – CENTRE UNIVERSITAIRE DE SANTÉ MCGILL			
06	CENTRE UNIVERSITAIRE DE SANTÉ MCGILL / HÔPITAL DE LACHINE Redéploiement de l'Hôpital de Lachine	Projet majeur	Réalisation (PDD)
06	CENTRE UNIVERSITAIRE DE SANTÉ MCGILL / HÔPITAL GÉNÉRAL DE MONTRÉAL Modernisation de l'Hôpital général de Montréal	Projet majeur	DO
06	CENTRE UNIVERSITAIRE DE SANTÉ MCGILL / HÔPITAL ET INSTITUT NEUROLOGIQUE DE MONTRÉAL (NEURO) Relocalisation des services du Neuro	---	---
06 – CIUSSS DE L'EST-DE-L'ÎLE-DE-MONTRÉAL			
06	CIUSSS DE L'EST-DE-L'ÎLE-DE-MONTRÉAL / HÔPITAL MAISONNEUVE-ROSEMONT Modernisation des installations de santé et de recherche	Projet majeur	DO
06	CIUSSS DE L'EST-DE-L'ÎLE-DE-MONTRÉAL / HÔPITAL SANTA CABRINI Agrandissement du bloc et de l'URDM	Projet majeur	Réalisation
06	CIUSSS DE L'EST-DE-L'ÎLE-DE-MONTRÉAL / HÔPITAL SANTA CABRINI Agrandissement et modernisation de l'unité d'endoscopie et chirurgie mineure	Projet régionalisé	Réalisation (PDD)
06	CIUSSS DE L'EST-DE-L'ÎLE-DE-MONTRÉAL / CHSLD NICOLET, BENJAMIN-VICTOR-ROUSSELOT et JEANNE-LE BER Reconstruction de 3 CHSLD	Projet majeur	Réalisation
06	CIUSSS DE L'EST-DE-L'ÎLE-DE-MONTRÉAL / CHSLD DE SAINT-MICHEL Unité de soins palliatifs	Projet régionalisé	Réalisation (PDD - Démolition et PDP - aménagement)
06	CIUSSS DE L'EST-DE-L'ÎLE-DE-MONTRÉAL / HÔPITAL MAISONNEUVE-ROSEMONT Construction d'un bâtiment modulaire	Projet régionalisé	Réception avec réserve

Région	Établissement / Installation Description du projet	Catégorie	Étape en cours
			DO : Dossier d'opportunité DA : Dossier d'affaires FAP : Fiche d'avant-projet PDP : Plans et devis préliminaires PDD : Plans et devis définitifs

06 – CIUSSS DE L'OUEST-DE-L'ÎLE-DE-MONTRÉAL			
06	CIUSSS DE L'OUEST-DE-L'ÎLE-DE-MONTRÉAL / HÔPITAL DOUGLAS Renouvellement des infrastructures de l'Institut universitaire en santé mentale Douglas	Projet majeur	DO
06	CIUSSS DE L'OUEST-DE-L'ÎLE-DE-MONTRÉAL / CENTRE HOSPITALIER DE ST. MARY Ajout de deux étages au Pavillon D et travaux parasismiques	Projet majeur	DO
06	CIUSSS DE L'OUEST-DE-L'ÎLE-DE-MONTRÉAL / LES CENTRES DE LA JEUNESSE ET DE LA FAMILLE BATSHAW Aménagement du Campus de Beaconsfield (3 unités et autres secteurs)	5 à 50 M\$	Conception
06	CIUSSS DE L'OUEST-DE-L'ÎLE-DE-MONTRÉAL / HÔPITAL GÉNÉRAL DU LAKESHORE Réaménagement de l'urgence	Projet majeur	DO
06	CIUSSS DE L'OUEST-DE-L'ÎLE-DE-MONTRÉAL / LES CENTRES DE LA JEUNESSE ET DE LA FAMILLE BATSHAW Aménagement d'unités de vie du Campus de Beaconsfield (2 unités)	Projet régionalisé	PDD, AO construction
06	CIUSSS DE L'OUEST-DE-L'ÎLE-DE-MONTRÉAL / 4 CHSLD Reconstruction	Projet majeur	Besoin reconnu
06	CIUSSS DE L'OUEST-DE-L'ÎLE-DE-MONTRÉAL / HÔPITAL ST. MARY'S ET DU LAKESHORE Construction de 2 bâtiments modulaires	5 à 50 M\$	Terminé
06	CIUSSS DE L'OUEST-DE-L'ÎLE-DE-MONTRÉAL / MDA DE DORVAL MDA de 72 places	Projet majeur	Conception (plans et devis)
06 – CIUSSS DU CENTRE-OUEST-DE-L'ÎLE-DE-MONTRÉAL			
06	CIUSSS DU CENTRE-OUEST-DE-L'ÎLE-DE-MONTRÉAL / CENTRE D'HÉBERGEMENT HENRI-BRADET Agrandissement	5 à 50 M\$	Conception (PDP & PDD)
06	L'HÔPITAL GÉNÉRAL JUIF SIR MORTIMER B. DAVIS / HÔPITAL GÉNÉRAL JUIF Réaménagement de l'hôpital existant - Phase IV	Projet majeur	DA
06 – CIUSSS DU CENTRE-SUD-DE-L'ÎLE-DE-MONTRÉAL			
06	CIUSSS DU CENTRE-SUD-DE-L'ÎLE-DE-MONTRÉAL / CENTRE JEUNESSE DE MONTRÉAL - SITE DOMINIQUE-SAVIO Réaménagement de l'aile A du site Dominique-Savio	Projet majeur	Réalisation (PDD et travaux, réaménagement Aile A et agrandissement)
06	CIUSSS DU CENTRE-SUD-DE-L'ÎLE-DE-MONTRÉAL / HÔPITAL DE VERDUN Agrandissement et modernisation de l'Hôpital de Verdun	Projet majeur	Réalisation (PDD et travaux par lots)
06	CIUSSS DU CENTRE-SUD-DE-L'ÎLE-DE-MONTRÉAL / HÔPITAL NOTRE-DAME Obstétrique	5 à 50 M\$	Réalisation
06	CIUSSS DU CENTRE-SUD-DE-L'ÎLE-DE-MONTRÉAL / HÔPITAL NOTRE-DAME Santé mentale et dépendance	Projet majeur	DO
06	CIUSSS DU CENTRE-SUD-DE-L'ÎLE-DE-MONTRÉAL / HÔPITAL DE VERDUN Bâtiment modulaire pour cancérologie	5 à 50 M\$	Réalisation
06	CIUSSS DU CENTRE-SUD-DE-L'ÎLE-DE-MONTRÉAL / HÔPITAL NOTRE-DAME Tente hivernisé pour annexe de la salle d'urgence	Projet régionalisé	Terminé

Région	Établissement / Installation Description du projet	Catégorie	Étape en cours
			DO : Dossier d'opportunité DA : Dossier d'affaires FAP : Fiche d'avant-projet PDP : Plans et devis préliminaires PDD : Plans et devis définitifs

06 – CIUSSS DU NORD-DE-L'ÎLE-DE-MONTRÉAL			
06	CIUSSS DU NORD-DE-L'ÎLE-DE-MONTRÉAL / CENTRE D'HÉBERGEMENT NOTRE-DAME-DE-LA-MERCI Rénovation fonctionnelle des unités de vie	5 à 50 M\$	PFT, conception et PDD
06	CIUSSS DU NORD-DE-L'ÎLE-DE-MONTRÉAL / HÔPITAL DU SACRÉ-CŒUR DE MONTRÉAL Centre intégré de traumatologie, unité mère-enfant et service d'endoscopie	Projet majeur	Réalisation (travaux)
06	CIUSSS DU NORD-DE-L'ÎLE-DE-MONTRÉAL / HÔPITAL DU SACRÉ-COEUR DE MONTRÉAL Relocalisation du plateau technique de médecine nucléaire (ajout d'un tomographe par émission de positons-tomodensitomètre	5 à 50 M\$	Conception et PDD
06	CIUSSS DU NORD-DE-L'ÎLE-DE-MONTRÉAL / CHSLD LOUVAIN Aménagement d'une maison de naissance	Projet régionalisé	Réalisation (travaux)
06	CIUSSS DU NORD-DE-L'ÎLE-DE-MONTRÉAL / HÔPITAL DU SACRÉ-COEUR DE MONTRÉAL Plan directeur immobilier phase 3 : Modernisation du bloc opératoire, de la chirurgie d’un jour, de l’unité de cardiologie et de l’URDM	Projet majeur	DO
06	CIUSSS DU NORD-DE-L'ÎLE-DE-MONTRÉAL / HÔPITAL FLEURY Modernisation de l'urgence de l'Hôpital Fleury	Projet majeur	DA
06	CIUSSS DU NORD-DE-L'ÎLE-DE-MONTRÉAL / HÔPITAL DU SACRÉ-COEUR DE MONTRÉAL Bâtiment modulaire	5 à 50 M\$	Terminé
06	CIUSSS DU NORD-DE-L'ÎLE-DE-MONTRÉAL / MDA DE RIVIÈRE-DES-PRAIRIES MDA de 72 places	Projet majeur	Conception (Plans et devis)
06 – INSTITUT DE CARDIOLOGIE DE MONTRÉAL			
06	INSTITUT DE CARDIOLOGIE DE MONTRÉAL / INSTITUT DE CARDIOLOGIE DE MONTRÉAL Investir dans l'excellence Phase 2	Projet majeur	Réalisation (travaux)
06 – INSTITUT NATIONAL DE PSYCHIATRIE LÉGALE PHILIPPE-PINEL			
06	INSTITUT NATIONAL DE PSYCHIATRIE LÉGALE PHILIPPE-PINEL / INSTITUT NATIONAL DE PSYCHIATRIE LÉGALE PHILIPPE-PINEL Projet de modernisation	Projet majeur	DO
07 – CISSS DE L'OUTAOUAIS			
07	CISSS DE L'OUTAOUAIS / CENTRE D'HÉBERGEMENT VALLÉE-DE-LA-LIÈVRE Nouveau CHSLD pour la relocalisation de 55 lits d'hébergement + 1 lit de répit	5 à 50 M\$	PFT, conception et PDD
07	CISSS DE L'OUTAOUAIS / CENTRE D'HÉBERGEMENT DES COLLINES ET CLSC DE LA PÊCHE Développement de 24 places en CHSLD et relocalisation du CLSC dans un nouvel édifice	5 à 50 M\$	Conception et PDD
07	CISSS DE L'OUTAOUAIS / CENTRE D'HÉBERGEMENT DE MANIWAKI Nouvelle maison des aînés (relocalisation de 81 lits et ajout de 19 lits)	Projet majeur	PF, conception et PDD
07	CISSS DE L'OUTAOUAIS / HÔPITAL DE GATINEAU Autosuffisance clinique de la clientèle outaouaise (Chambres TARP (travail-accouchement-récupération- post-partum (TARP) / Clinique de grossesse à risque élevé (GARE)	5 à 50 M\$	Conception et PDD
07	CISSS DE L'OUTAOUAIS / HÔPITAL DE GATINEAU Campus de formation médicale prédoctorale complète en Outaouais	5 à 50 M\$	Réalisation (travaux)
07	CISSS DE L'OUTAOUAIS / HÔPITAL DE HULL Ajout d'un appareil d'IRM et d'un TDM	Projet régionalisé	Réalisation travaux : Étape 2 - TDM)Réalisation PDP/PDD Étape 3 - Remplacement IRM par IRM 3T)
07	CISSS DE L'OUTAOUAIS / HÔPITAL DE GATINEAU Mise à niveau du secteur d'endoscopie et d'urologie	Projet régionalisé	Démarrage (étude de faisabilité)
07	CISSS DE L'OUTAOUAIS / HÔPITAL DE HULL Mise à niveau du secteur d'endoscopie	Projet régionalisé	Réalisation (PDD)
07	CISSS DE L'OUTAOUAIS / HÔPITAL DU PONTIAC Mise à niveau du secteur d'endoscopie	Projet régionalisé	Terminé
07	CISSS DE L'OUTAOUAIS / NOUVELLE INSTALLATION Nouvelle offre de services en Outaouais	Projet majeur	Plan clinique
07	CISSS DE L'OUTAOUAIS / HÔPITAL DE GATINEAU Mise en place d'un nouvel appareil d'IRM	Projet régionalisé	Appel d'offres pour professionnels
07	CISSS DE L'OUTAOUAIS / MDA DE GATINEAU MDA de 72 places	Projet majeur	Conception (plans et devis)
07	CISSS DE L'OUTAOUAIS / MDA DE L’EST-DE-GATINEAU MDA de 72 places	Projet majeur	Négociations en cours.

Région	Établissement / Installation Description du projet	Catégorie	Étape en cours
			DO : Dossier d'opportunité DA : Dossier d'affaires FAP : Fiche d'avant-projet PDP : Plans et devis préliminaires PDD : Plans et devis définitifs

08 – CISSS DE L'ABITIBI-TÉMISCAMINGUE			
08	CISSS DE L'ABITIBI-TÉMISCAMINGUE / CHSLD MACAMIC Nouvelle Maison des aînés de 94 lits sur le site du CHSLD de Macamic	5 à 50 M\$	PFT, conception et PDD
08	CISSS DE L'ABITIBI-TÉMISCAMINGUE / PAVILLON SAINTE-FAMILLE Agrandissement et réaménagement du Pavillon Sainte-Famille	5 à 50 M\$	Réalisation (travaux)
08	CISSS DE L'ABITIBI-TÉMISCAMINGUE / HÔPITAL DE ROUYN-NORANDA Développement d'un service de radiothérapie	5 à 50 M\$	Réalisation (travaux)
08	CISSS DE L'ABITIBI-TÉMISCAMINGUE / HÔPITAL D'AMOS Agrandissement et réaménagement de l'urgence et des soins intensifs	5 à 50 M\$	PFT, conception et PDD
08	CISSS DE L'ABITIBI-TÉMISCAMINGUE / GMF-U DE VAL-D'OR Construction d'un édifice pour accueillir les services d'un GMF-U	5 à 50 M\$	PFT, conception et PDD
08	CISSS DE L'ABITIBI-TÉMISCAMINGUE / MDA DE PALMAROLLE Reconstruction du CHSLD Palmarolle (24 lits)	5 à 50 M\$	PFT, conception et PDD
08	CISSS DE L'ABITIBI-TÉMISCAMINGUE / HÔPITAL D'AMOS Remplacement de l'IRM mobile par IRM fixe	Projet régionalisé	Réalisation (travaux)
08	CISSS DE L'ABITIBI-TÉMISCAMINGUE / HÔPITAL DE ROUYN-NORANDA Remplacement des génératrices d'urgence	Projet régionalisé	Réalisation (travaux)
08	CISSS DE L'ABITIBI-TÉMISCAMINGUE / MDA DE VAL-D'OR MDA de 48 places	Projet majeur	Conception (Plans et devis)
08	CISSS DE L'ABITIBI-TÉMISCAMINGUE / MDA DE ROUYN-NORANDA MDA de 48 places	Projet majeur	Conception (plans et devis)
09 – CISSS DE LA CÔTE-NORD			
09	CISSS DE LA CÔTE-NORD / HÔPITAL ET CENTRE D'HÉBERGEMENT DE SEPT-ÎLES Modernisation de l’urgence, du bloc opératoire, de l’endoscopie, de la chirurgie d’un jour et de l’URDM	Projet majeur	DO
09	CISSS DE LA CÔTE-NORD / MDA DE BAIE-COMEAU MDA de 48 places	Projet majeur	Conception (Plans et devis)
09	CISSS DE LA CÔTE-NORD / MDA DE HAVRE-SAINT-PIERRE MDA de 48 places	Projet majeur	Conception (Plans et devis)
11 – CISSS DE LA GASPÉSIE			
11	CISSS DE LA GASPÉSIE / HÔPITAL HÔTEL-DIEU DE GASPÉ Urgence et Unité de soins intensifs	5 à 50 M\$	Réalisation (travaux)
11	CISSS DE LA GASPÉSIE / CENTRE D'HÉBERGEMENT VILLA PABOS Agrandissement et rénovation (relocalisation)	5 à 50 M\$	PFT, conception et PDD
11	CISSS DE LA GASPÉSIE / HÔPITAL HÔTEL-DIEU DE GASPÉ Aménagement de la nouvelle unité de courte durée de santé mentale	Projet régionalisé	Réalisation (PDD)
11	CISSS DE LA GASPÉSIE / CENTRE D'HÉBERGEMENT MGR-ROSS DE GASPÉ Regroupement de lits de soins de longue durée	Projet régionalisé	Réalisation (PDP)
11	CISSS DE LA GASPÉSIE / HÔPITAL DE SAINTE-ANNE-DES-MONTS Réaménagement de l'urgence	5 à 50 M\$	Conception et PDD
11	CISSS DE LA GASPÉSIE / HÔPITAL DE MARIA Réaménagement de l'urgence	5 à 50 M\$	PF / PT
11	CISSS DE LA GASPÉSIE / HÔPITAL DE MARIA Mise aux normes et réfection de l’unité de retraitement des dispositifs médicaux	Projet régionalisé	Réalisation (travaux)
11	CISSS DE LA GASPÉSIE / HÔPITAL DE CHANDLER Agrandissement et réaménagement du service d'oncologie	Projet régionalisé	Conception et PDD
11	CISSS DE LA GASPÉSIE / HÔPITAL DE SAINT-ANNE-DES-MONTS Réaménagement de l'accueil du bloc opératoire	Projet régionalisé	Conception et PDD
11	CISSS DE LA GASPÉSIE / MDA DE RIVIÈRE-AU-RENARD MDA de 48 places	Projet majeur	Conception (plans et devis)

Région	Établissement / Installation Description du projet	Catégorie	Étape en cours
			DO : Dossier d'opportunité DA : Dossier d'affaires FAP : Fiche d'avant-projet PDP : Plans et devis préliminaires PDD : Plans et devis définitifs
11 – CISSS DES ÎLES			
11	CISSS DES ÎLES / MDA DES ÎLES-DE-LA-MADELEINE MDA de 12 places	Projet majeur	En attente de terrains.
12 – CISSS DE CHAUDIÈRE-APPALACHES			
12	CISSS DE CHAUDIÈRE-APPALACHES / HÔTEL-DIEU DE LÉVIS Modernisation bloc opératoire, endoscopie et URDM	Projet majeur	DO
12	CISSS DE CHAUDIÈRE-APPALACHES / CLSC ET CENTRE D'HÉBERGEMENT DE MONTMAGNY MDA de Montmagny (96 lits)	5 à 50 M\$	Conception et PDD
12	CISSS DE CHAUDIÈRE-APPALACHES / HÔPITAL DE THETFORD MINES Réaménagement du service d'urgence de l'Hôpital de Thetford Mines	5 à 50 M\$	Conception et PDD
12	CISSS DE CHAUDIÈRE-APPALACHES / HÔPITAL DE MONTMAGNY Bloc d'endoscopie	Projet régionalisé	Conception et PDD
12	CISSS DE CHAUDIÈRE-APPALACHES / HÔTEL-DIEU DE LÉVIS Sécurisation de l'unité de psychiatrie	Projet régionalisé	Phase 2 : Réalisation Phase 3 : Plan et devis
12	CISSS DE CHAUDIÈRE-APPALACHES / HÔTEL-DIEU DE LÉVIS Pavillon d'enseignement à l'Hôtel-Dieu de Lévis	5 à 50 M\$	Conception (PFT et PDP)
12	CISSS DE CHAUDIÈRE-APPALACHES / HÔPITAL DE SAINT-GEORGES Réaménagement de la clinique d'hémato-oncologie et autres unités	5 à 50 M\$	Conception (PFT et PDP)
12	CISSS DE CHAUDIÈRE-APPALACHES / MDA DE LÉVIS MDA de 120 places	Projet majeur	Réalisation
12	CISSS DE CHAUDIÈRE-APPALACHES / MDA DE BLACK LAKE MDA de 72 places	Projet majeur	Conception (plans et devis)
12	CISSS DE CHAUDIÈRE-APPALACHES / MDA DE SAINT-MARTIN-DE-BEAUCE MDA de 48 places	Projet majeur	Négociations en cours.
13 – CISSS DE LAVAL			
13	CISSS DE LAVAL / NOUVELLE INSTALLATION Laboratoire serveur pour les régions de Laval, de Lanaudière et des Laurentides	5 à 50 M\$	PFT, conception et PDD
13	CISSS DE LAVAL / HÔPITAL DE LA CITÉ-DE-LA-SANTÉ Modernisation de l'Hôpital de la Cité-de-la-santé	Projet majeur	DO
13	CISSS DE LAVAL / MDA DE LAVAL-DES-RAPIDES (CHOMEDEY 1) MDA de 96 places	Projet majeur	Conception (plans et devis)
13	CISSS DE LAVAL / MDA DE LAVAL-DES-RAPIDES (CHOMEDEY 2) MDA de 72 places	Projet majeur	Conception (plans et devis)

Région	Établissement / Installation Description du projet	Catégorie	Étape en cours
			DO : Dossier d'opportunité DA : Dossier d'affaires FAP : Fiche d'avant-projet PDP : Plans et devis préliminaires PDD : Plans et devis définitifs

14 – CISSS DE LANAUDIÈRE			
14	CISSS DE LANAUDIÈRE / HÔPITAL PIERRE-LE GARDEUR Ajout de capacité de 246 lits de courte durée	Projet majeur	DA
14	CISSS DE LANAUDIÈRE Nouvelle buanderie régionale autofinancée	5 à 50 M\$	Réception avec réserve
14	CISSS DE LANAUDIÈRE / CENTRE D'HÉBERGEMENT DE SAINTE-ELISABETH Maison des aînés de Saint-Elisabeth	5 à 50 M\$	Conception
14	CISSS DE LANAUDIÈRE / NOUVELLE INSTALLATION Maison de soins palliatifs	Régionalisé	Réalisation
14	CISSS DE LANAUDIÈRE / CHSLD SAINT-EUSÈBE et PARPHILIA-FERLAND Reconstruction	Projet majeur	DA
14	CISSS DE LANAUDIÈRE / MDA DE MASCOUCHE MDA de 48 places	Projet majeur	Conception (plans et devis)
14	CISSS DE LANAUDIÈRE / MDA DE REPENTIGNY MDA de 48 places	Projet majeur	Conception (plans et devis)
14	CISSS DE LANAUDIÈRE / MDA DE L'ASSOMPTION MDA de 48 places	Projet majeur	Négociations en cours
15 – CISSS DES LAURENTIDES			
15	CISSS DES LAURENTIDES / NOUVELLE INSTALLATION Nouveau CHSLD de 132 lits dans la municipalité de Lachute	5 à 50 M\$	PFT et conception
15	CISSS DES LAURENTIDES / HÔPITAL DE SAINT-EUSTACHE Agrandissement Phase II - Urgence, UHB, Santé mentale et unité de courte durée	Projet majeur	DO
15	CISSS DES LAURENTIDES / HÔPITAL DE SAINT-JÉRÔME Modernisation de l'Hôpital de Saint-Jérôme	Projet majeur	DO
15	CISSS DES LAURENTIDES / CENTRE JEUNESSE DES LAURENTIDES Regroupement des centres de réadaptation pour jeunes en difficulté	Projet majeur	DA
15	CISSS DES LAURENTIDES / HÔPITAL RÉGIONAL DE SAINT-JÉRÔME Nouveau pavillon de soins de santé mentale	Projet majeur	Réalisation (travaux)
15	CISSS DES LAURENTIDES / HÔPITAL DE MONT-LAURIER Unités de soins de courte durée et centralisation de la pharmacie à l'Hôpital de Mont-Laurier	5 à 50 M\$	PFT, conception et PDD
15	CISSS DES LAURENTIDES / HÔPITAL DE SAINT-EUSTACHE Unité d'intervention brève en santé mentale	Projet régionalisé	Réalisation (travaux)
15	CISSS DES LAURENTIDES / HÔPITAL DE SAINT-EUSTACHE Ajout de 24 lits de soins de courte durée	Projet régionalisé	Réalisation (travaux)
15	CISSS DES LAURENTIDES / HÔPITAL RÉGIONAL DE SAINT-JÉRÔME Mise à niveau de l'unité d'hémodialyse	Projet régionalisé	Plans et devis
15	CISSS DES LAURENTIDES / HÔPITAL RÉGIONAL DE SAINT-JÉRÔME Mise à niveau du plateau technique chirurgical	Projet régionalisé	Terminé
15	CISSS DES LAURENTIDES / NOUVELLE INSTALLATION Construction du nouveau CHSLD Labelle	5 à 50 M\$	PF
15	CISSS DES LAURENTIDES / CHSLD DRAPEAU-DESCHAMBAULT Maison de répit	Projet régionalisé	Plans et devis
15	CISSS DES LAURENTIDES / CHSLD MONT-TREMBLANT Unité de soins prothétique	Projet régionalisé	Plans et devis
15	CISSS DES LAURENTIDES / HÔPITAL DE SAINT-EUSTACHE Pavillon clinico-administratif	5 à 50 M\$	Conception et PDD
15	CISSS DES LAURENTIDES / HÔPITAL DE SAINT-EUSTACHE Construction textile haute performance	5 à 50 M\$	Réalisation (travaux)
15	CISSS DES LAURENTIDES / HÔPITAL RÉGIONAL DE SAINT-JÉRÔME Construction textile haute performance	5 à 50 M\$	Réalisation (travaux)
15	CISSS DES LAURENTIDES / MDA DE SAINT-ANNE-DES-PLAINES MDA de 48 places	Projet majeur	Conception (Plans et devis)
15	CISSS DES LAURENTIDES / MDA DE MIRABEL-CENTRE (SAINT-CANUT) MDA de 72 places	Projet majeur	Conception (Plans et devis)
15	CISSS DES LAURENTIDES / MDA DE PRÉVOST MDA de 48 places	Projet majeur	Conception (Plans et devis)
15	CISSS DES LAURENTIDES / MDA DE BLAINVILLE MDA de 72 places	Projet majeur	Conception (Plans et devis)
15	CISSS DES LAURENTIDES / MDA DE SAINT-AGATHE-DES-MONTS MDA de 48 places	Projet majeur	Conception (Plans et devis)

Région	Établissement / Installation Description du projet	Catégorie	Étape en cours
			DO : Dossier d'opportunité DA : Dossier d'affaires FAP : Fiche d'avant-projet PDP : Plans et devis préliminaires PDD : Plans et devis définitifs

16 – CISSS DE LA MONTÉRÉGIE-CENTRE			
16	CISSS DE LA MONTÉRÉGIE-CENTRE / HÔPITAL CHARLES-LE MOYNE Agrandissement de l'Hôpital Charles-Le Moyne	Projet majeur	DA
16	CISSS DE LA MONTÉRÉGIE-CENTRE / HÔPITAL CHARLES-LE MOYNE Aménagement du laboratoire serveur OPTILAB en Montérégie	5 à 50 M\$	Réalisation
16	CISSS DE LA MONTÉRÉGIE-CENTRE / HÔPITAL CHARLES-LE MOYNE Développement des services ambulatoires phases 1 et 2	5 à 50 M\$	Réalisation (travaux)
16	CISSS DE LA MONTÉRÉGIE-CENTRE / HÔPITAL DU HAUT-RICHELIEU Aménagement d'un centre mère-enfant et laboratoires	5 à 50 M\$	Conception
16	CISSS DE LA MONTÉRÉGIE-CENTRE / HÔPITAL DU HAUT-RICHELIEU Développement et modernisation de l'unité d'endoscopie et de l'unité de retraitement des endoscopes	Projet régionalisé	Réalisation (PDD en attente)
16	CISSS DE LA MONTÉRÉGIE-CENTRE / HÔPITAL CHARLES-LE MOYNE Ajout de 27 lits en santé mentale	5 à 50 M\$	Conception (PFT et PDP)
16	CISSS DE LA MONTÉRÉGIE-CENTRE / HÔPITAL CHARLES-LE MOYNE Unité de soins hémato-oncologie	5 à 50 M\$	Conception (PFT et PDP)
16	CISSS DE LA MONTÉRÉGIE-CENTRE / HÔPITAL CHARLES-LE MOYNE Santé mentale et oncologie ambulatoire	Projet majeur	DO
16	CISSS DE LA MONTÉRÉGIE-CENTRE / HÔPITAL DU HAUT-RICHELIEU Bâtiment modulaire pour unité de transition	5 à 50 M\$	Conception (PFT et PDP)
16	CISSS DE LA MONTÉRÉGIE-CENTRE / MDA DE SAINT-JEAN-SUR-RICHELIEU MDA de 192 places	Projet majeur	Réalisation
16	CISSS DE LA MONTÉRÉGIE-CENTRE / MDA DE CARIGNAN MDA de 96 places	Projet majeur	Conception (plans et devis)
16 – CISSS DE LA MONTÉRÉGIE-EST			
16	CISSS DE LA MONTÉRÉGIE-EST / HÔPITAL PIERRE-BOUCHER Modernisation de l'urgence et des unités de soins (Phase 1)	Projet majeur	DO
16	CISSS DE LA MONTÉRÉGIE-EST / HÔPITAL HONORÉ-MERCIER Agrandissement et réaménagement de l'urgence	5 à 50 M\$	Réalisation (travaux)
16	CISSS DE LA MONTÉRÉGIE-EST / HÔPITAL PIERRE-BOUCHER Modernisation et rehaussement des services de natalité	Projet régionalisé	Réalisation (travaux)
16	CISSS DE LA MONTÉRÉGIE-EST / MDA DE PIERRE-BOUCHER LONGUEUIL MDA de 72 places	Projet majeur	Conception (plans et devis)
16	CISSS DE LA MONTÉRÉGIE-EST / MDA DE SAINT-AMABLE MDA de 72 places	Projet majeur	Conception (plans et devis)
16	CISSS DE LA MONTÉRÉGIE-EST / MDA DE BELOEIL MDA de 96 places	Projet majeur	Conception (plans et devis)

Région	Établissement / Installation Description du projet	Catégorie	Étape en cours
			DO : Dossier d'opportunité DA : Dossier d'affaires FAP : Fiche d'avant-projet PDP : Plans et devis préliminaires PDD : Plans et devis définitifs

16 – CISSS DE LA MONTÉRÉGIE-OUEST			
16	CISSS DE LA MONTÉRÉGIE-OUEST / CSSS DE VAUDREUIL-SOULANGES Construction d'un nouveau centre hospitalier	Projet majeur	DA
16	CISSS DE LA MONTÉRÉGIE-OUEST / HÔPITAL DU SUROÏT Projet transitoire 2015-2020 du Suroît (phases 4-7 et 8) soit l'URDM, l'endoscopie et les unités de soins du 7 ^e et 8 ^e	Projet régionalisé	Réalisation (travaux)
16	CISSS DE LA MONTÉRÉGIE-OUEST / CENTRE HOSPITALIER ANNA-LABERGE Aménagement d'une UHB et d'une unité d'intervention brève (UIB)	Projet régionalisé	Réalisation (PDD)
16	CISSS DE LA MONTÉRÉGIE-OUEST / HÔPITAL DU SUROÏT Aménagement d'une nouvelle unité de soins de 28 lits	Projet régionalisé	Conception
16	CISSS DE LA MONTÉRÉGIE-OUEST / HÔPITAL DU SUROÏT Agrandissement et mise à niveau du secteur de l'oncologie	Projet régionalisé	Conception
16	CISSS DE LA MONTÉRÉGIE-OUEST / CENTRE D'HÉBERGEMENT ET DE SOINS DE LONGUE DURÉE (CHSLD) CÉCILE-GODIN Création d'une unité régionale pour répondre aux besoins particuliers de la clientèle 18-35 ans ayant une déficience	Projet régionalisé	Réalisation (PDD)
16	CISSS DE LA MONTÉRÉGIE-OUEST / CENTRE HOSPITALIER ANNA-LABERGE Agrandissement de l'unité d'endoscopie	5 à 50 M\$	Conception
16	CISSS DE LA MONTÉRÉGIE-OUEST / NOUVELLE INSTALLATION Construction d'une maison des naissances sur le territoire de l'Hôpital du Suroît	Projet régionalisé	Réalisation (PDD)
16	CISSS DE LA MONTÉRÉGIE-OUEST / HÔPITAL DU SUROÏT Construction de bâtiments modulaires sur le site de l'Hôpital	Projet régionalisé	Terminé
16	CISSS DE LA MONTÉRÉGIE-OUEST / CENTRE HOSPITALIER ANNA-LABERGE Bâtiment modulaire de 30 lits d'hospitalisation, 10 lits UHB et 5 lits UIB	Projet régionalisé	Conception
16	CISSS DE LA MONTÉRÉGIE-OUEST / MDA DE CHÂTEAUGUAY Maison des aînés de 120 places	Projet majeur	Réalisation
16	CISSS DE LA MONTÉRÉGIE-OUEST / MDA DE SALABERRY-DE-VALLEYFIELD Maison des aînés de 96 places	Projet majeur	Conception (Plans et devis)
16 – CONSEIL DES MOHAWKS DE KAHNAWAKE			
16	CONSEIL DES MOHAWKS DE KAHNAWAKE / CENTRE HOSPITALIER KATERI MEMORIAL-TEHSAKOTITSEN : THA Agrandissement et réaménagement du Centre hospitalier Kateri Memorial	5 à 50 M\$	Réalisation (travaux)
17 – CENTRE DE SANTÉ TULATTAVIK DE L'UNGAVA			
17	CENTRE DE SANTÉ TULATTAVIK DE L'UNGAVA / DISPENSAIRE D'AUPALUK Nouveau CLSC pour la communauté d'Aupaluk	5 à 50 M\$	Réalisation (travaux)
17	CENTRE DE SANTÉ TULATTAVIK DE L'UNGAVA / CENTRE DE SANTÉ TULATTAVIK DE L'UNGAVA Maison des naissances de Kuujjuaq	5 à 50 M\$	PFT
17	CENTRE DE SANTÉ TULATTAVIK DE L'UNGAVA / CENTRE DE SANTÉ INUULITSIVIK CLSC Inukjuak	5 à 50 M\$	PFT
17 – RÉGIE RÉGIONALE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX DU NUNAVIK			
17	RÉGIE RÉGIONALE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX DU NUNAVIK 62 unités de logement	5 à 50 M\$	Réalisation (travaux)

Région	Établissement / Installation Description du projet	Catégorie	Étape en cours
			DO : Dossier d'opportunité DA : Dossier d'affaires FAP : Fiche d'avant-projet PDP : Plans et devis préliminaires PDD : Plans et devis définitifs

18 – CONSEIL CRI DE LA SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX DE LA BAIE-JAMES			
18	CONSEIL CRI DE LA SANTÉ ET SERV. SOC. DE LA BAIE-JAMES / BÂT. ADM. - 12, ROUTE MAAMUU, CHISASIBI Travaux divers au bâtiment administratif de Chisasibi	Projet régionalisé	Terminé
18	CONSEIL CRI DE LA SANTÉ ET SERV. SOC. DE LA BAIE-JAMES / OUJE-BOUGOUMOU HEALING CENTRE Nouveau CMC d'Oujé-Bougoumou	5 à 50 M\$	Conception et PDD
18	CONSEIL CRI DE LA SANTÉ ET SERV. SOC. DE LA BAIE-JAMES / DISPENSAIRE DE WASKAGANISH (CONSEIL CRI) Nouveau CMC de Waskaganish	5 à 50 M\$	Conception et PDD
18	CONSEIL CRI DE LA SANTÉ ET SERV. SOC. DE LA BAIE-JAMES / DISPENSAIRE DE WHAPMAGOOSTUI (CONSEIL CRI) Nouveau CMC de Whapmagoostui-Kuujjuarapik	5 à 50 M\$	PFT
18	CONSEIL CRI DE LA SANTÉ ET SERV. SOC. DE LA BAIE-JAMES Nouveau centre hospitalier de Chisasibi	Projet majeur	DO
18	CONSEIL CRI DE LA SANTÉ ET SERV. SOC. DE LA BAIE-JAMES Déploiement de trois maisons de naissance sur le territoire d'Eeyou Istchee	5 à 50 M\$	PFT
18	CONSEIL CRI DE LA SANTÉ ET SERV. SOC. DE LA BAIE-JAMES / NOUVELLE INSTALLATION Maison de naissance Chisasibi	5 à 50 M\$	Conception et PDP
18	CONSEIL CRI DE LA SANTÉ ET SERV. SOC. DE LA BAIE-JAMES Centre régional de réadaptation en dépendances	5 à 50 M\$	PFT
18	CONSEIL CRI DE LA SANTÉ ET SERV. SOC. DE LA BAIE-JAMES Construction de 24 unités de logement	5 à 50 M\$	Réalisation (travaux)
18	CONSEIL CRI DE LA SANTÉ ET SERV. SOC. DE LA BAIE-JAMES Construction de 80 unités de logement	5 à 50 M\$	Conception (PDD et travaux préparatoires)

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières de l'Opposition officielle

QUESTION NO 43

État de situation et échéancier concernant la construction d'un nouvel hôpital dans le secteur de Vaudreuil.

RÉPONSE NO 43

Le projet consiste en la construction d'un nouveau centre hospitalier de soins généraux et spécialisés sur le territoire de Vaudreuil-Soulanges.

Selon le plan clinique reconnu par le ministère de la Santé et des Services (MSSS), l'établissement prévoit une installation de 404 lits, d'un bloc opératoire de dix salles de chirurgie et d'une urgence de 41 civières. Ces estimations prennent en compte l'accroissement de la population de la région, du rapatriement et de la rétention de la clientèle du territoire qui consomme dans les autres hôpitaux de la région, de même qu'à Montréal.

Suivant l'autorisation du transfert du projet de la catégorie « Projets à l'étude » en faveur de la catégorie « Projets en planification » au Plan québécois des infrastructures, l'élaboration du Dossier d'affaires (DA) est maintenant bien avancée.

Le budget autorisé pour l'élaboration du DA était estimé à 79,54 M\$, soit pour la réalisation du concept, des plans et devis préliminaires, des aménagements temporaires, les coûts de l'équipe du Centre intégré de santé et de services sociaux de la Montérégie-Ouest (CISSS), de l'équipe de la Société québécoise des infrastructures et de l'ensemble des professionnels externes, des transactions immobilières prévues, ainsi que pour la rédaction des différents chapitres du DA, incluant toute autre étude que le gestionnaire de projet estimera pertinente. Cette enveloppe sera largement suffisante et permettrait même de financer des travaux préparatoires, le cas échéant.

Les travaux devraient commencer en 2022 et s'échelonner sur quatre années. Le dépôt du DA est prévu pour septembre 2021.

Site

Le 4 avril 2016, le MSSS annonça l'adoption d'un décret autorisant l'imposition d'une réserve aux fins d'une éventuelle expropriation d'un terrain de 250 000 m² sur le territoire de la Ville de Vaudreuil-Dorion en vue de la construction du Centre hospitalier Vaudreuil-Soulanges. Le terrain se situe à l'intersection des autoroutes 40 et 540, dans la Vallée-du-Haut-Saint-Laurent. Le 17 juillet 2018, un décret autorisant l'expropriation de ces terrains a été adopté et des avis d'expropriation ont été dûment signifiés aux propriétaires visés et inscrits aux registres fonciers.

Le 28 juin 2018, un décret autorisant un usage autre qu'agricole a été adopté permettant la réalisation du projet d'hôpital. De plus, une démarche d'intervention gouvernementale est en cours afin d'obtenir la modification du Plan métropolitain d'aménagement et de développement de la Communauté métropolitaine de Montréal et du schéma d'aménagement de la municipalité régionale de comté afin de permettre la réalisation du projet d'hôpital, cette démarche se

conclura par l'adoption d'un décret en vertu de l'article 156 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (RLRQ, chapitre A-19.1).

Le CISSS est devenu propriétaire du site exproprié, le 1^{er} novembre 2019.

Travaux préparatoires

Le MSSS envisage de réaliser dès l'été 2021, plusieurs travaux préparatoires nécessaires pour assurer le déploiement rapide du chantier de construction.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières de l'Opposition officielle

QUESTION NO 44

État de situation et échéancier de la phase 2 du CHUM.

RÉPONSE NO 44

La phase 2 du projet du nouveau Centre hospitalier de l'Université de Montréal (CHUM) est de l'ordre de 500 M\$ (conception finale et construction de l'équivalent de 15 % du projet, incluant les équipements et les activités de transfert). Cette dernière phase de construction comprend entre autres des cliniques de médecine ambulatoire, une bibliothèque, un amphithéâtre, des bureaux administratifs et l'agrandissement du stationnement souterrain.

Ces travaux, commencés depuis octobre 2017, se sont déroulés sans présenter de difficultés particulières, sous la responsabilité d'un nouveau constructeur, la société Pomerleau et devraient être complétés en avril 2021. Le stationnement intérieur a quant à lui été livré avant l'arrêt des travaux décrété par le gouvernement, en mars 2020. Le stationnement du CHUM offre maintenant 1361 espaces pour véhicules.

Les activités à compléter comprennent principalement la mise en service de tous les équipements et systèmes mécaniques et électriques, des différents systèmes de sécurité et du système de gestion du bâtiment. Par la suite, le CHUM prévoit réaliser les activités de transfert sur une période d'environ deux mois.

QUESTION NO 45

État de situation et échéancier concernant la construction d'un nouvel hôpital en Outaouais incluant les résultats du plan clinique

RÉPONSE NO 45

Le 14 janvier 2019, une demande du ministère de la Santé et des Services sociaux (MSSS) a été adressée au Centre intégré de santé et de services sociaux de l'Outaouais (CISSS) afin d'entamer une réflexion sur les besoins d'ajout de services dans la région de l'Outaouais dans les secteurs de la santé et des services sociaux, et ce, dans une perspective de l'an 2036, tout en considérant le rapatriement des services qui sont actuellement offerts dans l'Est ontarien et en favorisant la rétention au Québec du personnel médical et soignant.

Le CISSS a été invité à élaborer un plan clinique et à le déposer au MSSS.

La version finale du plan clinique a été déposée le 26 février dernier.

Étapes franchies

- Inscription du projet au Plan québécois des infrastructures 2019-2029 dans la catégorie des projets « À l'étude » avec un montant de 15 M\$ pour réaliser un dossier d'opportunité.
- **28 juin 2019** : dépôt et présentation du plan clinique par le CISSS au MSSS.
- **Juillet à octobre 2019** : analyse du plan clinique par le MSSS et discussions sur l'envergure du projet.
- **Octobre 2019** : orientation communiquée au CISSS selon laquelle ce projet d'envergure doit se décliner par phases, dont la première consisterait à l'ajout d'environ 170 lits de courte durée dans la sous-région de Hull-Gatineau avec les services associés essentiels.

Il est demandé au CISSS d'extraire de son plan clinique les éléments essentiels à cette première phase :

- Les besoins cliniques de la population;
 - Les impacts à planifier pour les autres services;
 - L'organisation des soins.
- **Octobre et novembre 2019** : transmission par le CISSS des notes complémentaires au plan clinique 2036, comme demandé par le MSSS.
- **Été 2020** : analyse des notes complémentaires et de scénarios de réalisation et recommandation aux instances décisionnelles de regrouper des services spécialisés dans un nouvel hôpital.
- **Octobre 2020** : annonce publique du scénario retenu : la construction d'un nouvel hôpital affilié universitaire de 600 lits. Dans cette foulée, le MSSS autorise le CISSS à réaliser, en collaboration avec la Société québécoise des infrastructures, un Dossier d'opportunité (DO).

Résultats d'analyse du plan clinique

Le CISSS a transmis une version révisée de son plan clinique à la suite des derniers commentaires du MSSS ainsi que de l'annonce d'octobre 2020. Son analyse est en cours.

Étapes en cours

- Réalisation du DO pour un coût de préparation estimé à 15 M\$ dont le dépôt est dû pour le début de l'année 2022.
- Sélection du site du futur hôpital.

QUESTION NO 46

État de situation et échéancier concernant l'agrandissement et la modernisation de l'Hôpital Maisonneuve-Rosemont.

RÉPONSE NO 46

Description du projet

Le projet de modernisation des installations de soins de santé et de recherche de l'Hôpital Maisonneuve-Rosemont (HMR) est inscrit dans la catégorie « Projet à l'étude » au Plan québécois des infrastructures. Les travaux en vue d'élaborer le Dossier d'opportunité (DO) ont commencé en mai 2018. L'enveloppe autorisée pour cette importante étape est de 25 M\$. Elle permettra, entre autres, de réaliser le plan clinique, le programme fonctionnel et technique, l'analyse immobilière (choix des options), le mode de réalisation.

Le projet s'articule principalement autour de quatre objectifs :

- Offrir un hôpital répondant aux besoins grandissants de la population de l'Est;
- Un espace adapté pour une meilleure expérience de soins pour les usagers et leurs proches;
- Un environnement dynamique et stimulant pour les employés et la relève;
- Un lieu de savoir et d'innovation permettant de propulser la mission universitaire d'HMR.

Globalement, le projet vise à corriger la vétusté physique et fonctionnelle des installations. Il prévoit notamment l'ajout de lits d'hospitalisation, la construction d'un centre d'ophtalmologie, d'un pavillon des soins critiques, d'un centre de recherche et d'un centre intégré en cancérologie. Il permettra également l'aménagement d'un centre du savoir, d'un nouveau bloc opératoire, de plateaux techniques ainsi que la mise aux normes de plusieurs secteurs d'activités.

En février dernier, le ministère de la Santé et des Services sociaux (MSSS) a transmis son avis de reconnaissance des besoins sur le plan clinique; l'avis reconnaît un total de 746 lits incluant les lits de néonatalogie.

Dernières étapes

- **28 février 2018** : Autorisation du Conseil des ministres (CM) de la mise à l'étude du projet.
- **24 avril 2018** : Autorisation ministérielle pour l'élaboration du DO et désignation de la Société québécoise des infrastructures à titre de gestionnaire du projet.
- **Le 3 décembre 2019** : Dépôt au MSSS des projections cliniques et d'une demande de modernisation des installations d'HMR par le Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux de l'Est-de-l'Île-de-Montréal (CIUSSS);

- **Juin 2020** : Émission d'un avis préliminaire de reconnaissance des besoins par le MSSS et confirmation de l'étude d'un nouveau scénario de développement des installations d'HMR, soit sur un nouveau site.
- **Juillet 2020** : Dépôt au MSSS d'une mise à jour des demandes cliniques par le CIUSSS.
- **Août 2020** : Mise en place d'un comité de recherche de sites potentiels relativement à l'hypothèse d'une construction sur un nouveau site.
- **Octobre 2020** : Démarrage d'étapes préliminaires à l'analyse immobilière avec les professionnels.
- **Février-mars 2021** : Transmission de l'avis final de reconnaissance des besoins du plan clinique et dépôt du programme paramétrique.

Analyse immobilière

En juin dernier, le CIUSSS a présenté au MSSS différents scénarios de développement pour l'HMR. Il a été convenu d'élargir la portée de l'étude du projet afin de tenir compte d'un nouveau scénario afin d'optimiser l'échéancier de réalisation. Trois grandes options de réalisation sont envisagées, soit la modernisation de l'HMR sur le site actuel, une nouvelle installation sur un autre site ou une variante de cette dernière qui conserverait en partie certaines activités sur le site existant.

Coût

Le budget de projet annoncé préliminairement au Plan québécois des infrastructures est de l'ordre de 2,5 G\$, dont 25,0 M\$ ont été autorisés pour l'élaboration du DO. Ce dernier permettra de préciser le coût de projet en fonction du besoin reconnu et de l'option recommandée pour répondre à ce besoin. Le financement sera entièrement assumé par le gouvernement du Québec.

Échéancier

L'échéancier de référence du projet sera précisé une fois que les données de la solution immobilière retenue seront disponibles, soit vers la fin de l'élaboration du DO prévu à l'été 2022.

QUESTION NO 47

État de situation et échéancier concernant le projet d'agrandissement et de réaménagement de l'urgence et des unités de soins de l'Hôpital Pierre-Boucher.

RÉPONSE NO 47

Le projet de modernisation de l'urgence et des unités de soins à l'Hôpital Pierre-Boucher a fait l'objet d'une autorisation du ministère de la Santé et des Services sociaux pour entreprendre la phase de dossier d'opportunité (DO) en août 2018.

En juin 2019, le ministère de la Santé et des Services sociaux a désigné l'Hôpital Pierre-Boucher comme étant l'établissement responsable de développer l'offre de services spécialisés à portée régionale en pédiatrie et en périnatalité, notamment en raison de son mandat régional en néonatalogie et en grossesse à risque élevé. Le projet initial de l'urgence a été augmenté pour inclure ces éléments.

En janvier 2020, la portée du projet a été modifiée pour intégrer la portion clinique du projet de construction d'un bâtiment clinico-administratif qui était prévu sur le site de l'hôpital. Cette intégration permettra notamment le développement de services ambulatoires en pédiatrie et néonatalogie, de la médecine de jour ainsi que de la réadaptation. Quant à la portion administrative du projet, elle fera éventuellement l'objet d'une transaction immobilière.

Les travaux du DO permettront de déterminer la meilleure option à long terme ainsi que le budget global, le mode de réalisation et l'échéancier du projet qui propose, notamment, une urgence de 40 civières, une unité d'hospitalisation brève de dix-huit lits, un regroupement de dix lits d'intervention en santé mentale et de quatre lits de soins intensifs en santé mentale et l'ajout d'une unité de soins de 48 lits dans des chambres individuelles.

Le projet est présentement à l'étude et aucun échéancier n'a été élaboré.

QUESTION NO 48

État de situation et échéancier concernant le projet de construction de la nouvelle unité d'urgence de l'Hôpital général du Lakeshore.

RÉPONSE NO 48

Le projet de nouvelle urgence de l'Hôpital général du Lakeshore (Hôpital), un établissement du Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux de l'Ouest-de-l'Île-de-Montréal, a fait l'objet d'une autorisation du ministère de la Santé et des Services sociaux (MSSS) pour entreprendre la phase de dossier d'opportunité (DO), le 7 juin 2018.

L'urgence actuelle de l'Hôpital est aménagée dans un bâtiment temporaire depuis près de 30 ans qui a dépassé sa durée de vie utile. L'urgence présente de nombreux problèmes fonctionnels et techniques.

La construction d'une nouvelle urgence permettra d'atteindre les objectifs du MSSS, notamment en prévention et contrôle des infections, surveillance adéquate des patients, respect de la confidentialité, travail d'équipe, accessibilité, etc.

Les travaux du DO permettront de déterminer avec plus de précision le budget global du projet, le mode de réalisation et l'échéancier. Le rapport final du DO est prévu pour l'automne 2021.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières de l'Opposition officielle

QUESTION NO 49

État de situation et échéancier concernant le projet de réaménagement de l'Hôpital général juif.

RÉPONSE NO 49

Le projet de l'Hôpital général juif (HGJ) – Phase IV consiste en un réaménagement d'une partie des espaces existants de l'HGJ, dans les pavillons B, C, D, E, G et H, particulièrement ceux laissés vacants à la suite du déménagement des activités dans le nouveau Pavillon K. La réalisation du projet de l'HGJ – Phase IV vise à redéployer, en continuité de la stratégie qui a donné naissance au Pavillon K, les services qui sont demeurés dans les bâtiments existants. Le projet consiste en un redéploiement de l'offre de services existante, sans développement de ceux-ci, comme reconnu par le ministère de la Santé et des Services sociaux (MSSS).

12 août 2020 : Autorisation du Conseil des ministres pour l'élaboration du dossier d'affaires (DA) sans dépôt d'un dossier d'opportunité.

1^{er} octobre 2020 : Autorisation du MSSS pour l'élaboration du DA. Le coût du projet est de l'ordre de 240 M\$. Une enveloppe budgétaire non récurrente de 13 M\$ est allouée pour la réalisation du DA, qui s'effectuera par le centre intégré universitaire de santé et de services sociaux, en association avec la Société québécoise des infrastructures, conformément à la Loi sur les infrastructures publiques (RLRQ, chapitre I-8.3).

Avril 2021 : Planification du projet en cours.

Automne 2021 : Soumission du DA à l'approbation du Conseil des ministres.

2022-2026 : Travaux.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières de l'Opposition officielle

QUESTION NO 50

État de situation et échéancier concernant la modernisation de l'urgence de l'Hôpital de Thetford Mines.

RÉPONSE NO 50

Le projet consiste en un agrandissement et un réaménagement de l'urgence de manière à résoudre une problématique de désuétude et de manque d'espace. Le projet couvre une superficie totale de 2 585 m², soit le réaménagement de l'urgence existante et de certains espaces adjacents pour une superficie de 1 224 m² et un agrandissement de 1 361 m² contigu à l'urgence existante. Les travaux touchent toutes les fonctions de l'urgence. La nouvelle urgence sera conforme aux normes et aux pratiques actuelles. L'ajout de cinq civières rehaussera le nombre total à quinze.

La Société québécoise des infrastructures agit comme gestionnaire du projet depuis le mois d'octobre 2019, après que le projet, initialement classé comme régionalisé et géré par le centre intégré de santé et de services sociaux, ait été reclassé comme projet centralisé.

Le coût estimé du projet est de 26,655 M\$.

Printemps 2021 : Obtention du CT exécution, approbation des plans et devis définitifs, autorisation ministérielle pour l'exécution, appel d'offres et octroi du contrat de construction.

Été 2021 à printemps 2024 : Travaux. La complexité de réalisation des travaux de réaménagement dans une urgence pleinement opérationnelle impose une durée de chantier relativement longue d'environ 33 mois.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières de l'Opposition officielle

QUESTION NO 51

État de situation et échéancier concernant la modernisation de l'Hôpital Charles-Le Moyne.

RÉPONSE NO 51

Le projet d'agrandissement du bloc opératoire et de la chirurgie d'un jour de l'Hôpital Charles-Le Moyne, un établissement du Centre intégré de santé et de services sociaux de la Montérégie-Centre, a fait l'objet d'une autorisation du ministère de la Santé et des Services sociaux (MSSS) pour entreprendre la phase de dossier d'opportunité (DO), le 24 septembre 2018.

Le 5 février 2019, le MSSS a autorisé un rehaussement de la portée du projet afin d'y intégrer l'unité de retraitement des dispositifs médicaux, l'unité des soins intensifs, l'unité d'intervention brève en santé mentale ainsi que l'unité d'hospitalisation brève.

Le 21 janvier 2020, le MSSS a autorisé un rehaussement de la portée du projet pour l'intégration du projet d'acquisition et d'aménagement d'un tomographe à émission de positons et la relocalisation de la médecine nucléaire dans la portée du projet.

Le 9 mars 2020, le MSSS a autorisé un rehaussement de la portée du projet pour l'ajout d'un deuxième appareil d'imagerie à résonnance magnétique.

Le 22 juin 2020, la Direction générale des affaires universitaires, médicales, infirmières et pharmaceutiques du MSSS a émis un avis de reconnaissance du besoin qui prévoit un ajout de dix lits de soins intensifs et le rehaussement du nombre de salles d'opération. Ces éléments auront un impact sur l'échéancier prévu. Les options immobilières en cours de développements doivent être révisées. L'échéancier est également en cours de révision.

Les travaux du DO permettront de déterminer avec plus de précision le budget global du projet, le mode de réalisation et l'échéancier.

QUESTION NO 52

État de situation et échéancier concernant le réaménagement de l'Hôpital Mont-Laurier

RÉPONSE NO 52

Le 13 juin 2018, le Centre intégré de santé et de services sociaux des Laurentides a été autorisé à procéder à l'élaboration du programme fonctionnel et technique du projet de réaménagement des unités de soins de courte durée et de centralisation de l'unité de pharmacie à l'Hôpital de Mont-Laurier. La Société québécoise des infrastructures (SQI) a été désignée gestionnaire de projet et une analyse immobilière a été commandée de manière à obtenir un accord favorable du MSSS sur la solution immobilière privilégiée. Une fois cette démarche complétée, la SQI pourra procéder à la conception du projet visant le recrutement des professionnels, la réalisation du concept et des plans et devis préliminaires ainsi que des plans et devis définitifs.

Les objectifs sont :

Unités de soins

- Éliminer les chambres à trois et quatre lits;
- Augmenter le nombre de chambres individuelles;
- Doter l'ensemble des chambres de salle de toilette accessible aux personnes à mobilité réduite;
- Désencombrer les corridors;
- Améliorer la confidentialité;
- Ajouter des postes de lavage des mains dans les corridors.

Pharmacie

- Uniformiser les processus afin d'améliorer la qualité et l'efficacité reliées aux médicaments;
- Optimiser les ressources afin d'éviter des bris de services;
- Regrouper des activités comme l'inventaire des médicaments et ainsi générer des économies en réduisant les pertes;
- Rénover des locaux qui sont hors normes, qui ne répondent pas aux exigences de plusieurs instances, dont Agrément Canada et l'Ordre des pharmaciens du Québec, et qui ont causé des absences à cause d'accidents de travail.

Solution immobilière

Le 11 juin 2020, l'établissement a transmis son programme fonctionnel pour validation au MSSS. La programmation fait état d'un projet d'une superficie totalisant de quelque 5 200 m² qui se traduira par un réaménagement des espaces existants ainsi que par un agrandissement.

Échéancier

L'analyse immobilière a débuté le 31 mars dernier. Cette dernière permettra notamment d'identifier une solution immobilière et d'obtenir une estimation de coût. L'échéancier actuel prévoit un début des travaux à l'été 2023 et une prise de possession complète pour mars 2026.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières de l'Opposition officielle

QUESTION NO 53

État de situation et échéancier concernant la modernisation de l'Hôpital général de Montréal.

RÉPONSE NO 53

Description du projet

Le 20 août 2018, le Centre universitaire de santé McGill (CUSM) a été autorisé à procéder à l'élaboration d'un dossier d'opportunité (DO) pour le projet de modernisation de l'Hôpital général de Montréal.

Ce projet vise prioritairement à moderniser le bloc opératoire, l'unité de retraitement des dispositifs médicaux et l'urgence. Précisons que cette dernière peine à répondre aux besoins croissants de la population en raison du nombre limité de civières dont elle dispose.

Outre les secteurs prioritaires précités, le projet devrait permettre l'amélioration de quelques autres secteurs d'activités. Ceux-ci restent à être identifiés en fonction des opportunités qui se présenteront en cours d'élaboration du DO, et ce, dans le respect de l'enveloppe budgétaire identifiée. Ces secteurs sont les services ambulatoires, les services généraux ainsi que les unités de soins qui sont dotés d'une grande proportion de chambres à occupation multiple. L'élaboration du DO permettra de recommander la meilleure option à long terme pour répondre au besoin exprimé.

Notons que la rénovation d'une portion importante du cadre bâti du Mont-Royal devra se faire dans le respect des besoins particuliers de l'arrondissement historique.

Échéancier

Le CUSM et la Société québécoise des infrastructures (SQI) sont à rassembler les intrants nécessaires au démarrage de l'analyse immobilière et diverses études sur le site de la Montagne ont été demandées afin de cerner l'état actuel des bâtiments composant le site. De plus, le plan clinique déposé par le CUSM fait actuellement l'objet d'une mise à jour.

Une fois ces étapes complétées, la SQI sera en mesure de produire un échéancier complet pour la réalisation de ce projet.

QUESTION NO 54

État de situation et échéancier concernant l'agrandissement de l'Hôpital de Verdun.

RÉPONSE NO 54**Description du projet**

Le projet d'agrandissement et de modernisation de l'Hôpital de Verdun s'articule principalement autour de deux grands objectifs cliniques. En premier lieu, il est visé d'augmenter au maximum le pourcentage de lits en chambre individuelle avec toilette dédiée afin de bonifier l'environnement thérapeutique et de mieux contrôler les infections. Le deuxième grand objectif est de réaménager les services ambulatoires, tout en les dissociant des unités de soins afin d'éviter les croisements avec la clientèle hospitalisée. Ces objectifs visent ultimement à permettre à l'Hôpital de Verdun de continuer à offrir des soins et services de qualité à la population grandissante et vieillissante de son territoire.

Solution immobilière

L'option immobilière retenue est constituée principalement de la construction d'un nouveau pavillon de cinq étages relié au reste de l'hôpital par une passerelle à chaque niveau. Le projet prévoit aussi la création d'un atrium et l'agrandissement de la zone logistique des quais ainsi que la rénovation ponctuelle de certains espaces des pavillons existants.

Dernières étapes

Le 17 septembre 2014, le ministère de la Santé et des Services sociaux (MSSS) autorisait l'élaboration du dossier d'opportunité (DO) pour le projet d'agrandissement de l'Hôpital de Verdun. Le Conseil des ministres (CM) a par la suite approuvé le DO à l'été 2018.

Le 27 septembre 2018, le MSSS autorisait l'élaboration du dossier d'affaires (DA). Le 17 janvier 2019, le démarrage des plans et devis par les professionnels mandatés a eu lieu.

Le 5 juin 2019, le décret d'expropriation a été adopté par le CM. Les 1^{er} juillet et 24 juillet 2019 respectivement, les avis d'expropriation ont été émis et déposés au Tribunal administratif du Québec. L'avis de transfert de propriété a été signifié aux propriétaires et est effectif depuis le 1^{er} décembre 2019.

Le 19 décembre 2019, les professionnels responsables du projet ont présenté les maquettes de conception et déposé les plans et devis préliminaires à 100 % conformément à l'échéancier prévu.

Le 8 juillet 2020, le CM a approuvé le DA et autorisé la réalisation du projet. Le 20 août 2020, le MSSS autorisait l'établissement à procéder à l'exécution des travaux.

Le 1^{er} septembre 2020 marquait le dernier des quatre transferts de propriété requis pour amorcer la construction.

Les premiers appels d’offres pour les lots préparatoires (médecine nucléaire, quais et aqueduc) ont été publiés entre octobre et novembre 2020 pour un début des travaux en février dernier.

Coût

Suivant la décision du CM, le projet est inscrit au secteur « Santé et Services sociaux » dans la catégorie « En réalisation » du Plan québécois des infrastructures au coût total de projet de 264,9 M\$, ce qui constitue la contribution du gouvernement du Québec.

Échéancier

L’échéancier de référence prévoit une réception avec réserve des derniers travaux à l’automne 2024.

QUESTION NO 55

État de situation et échéancier concernant l'agrandissement de l'Hôpital de Lachine

RÉPONSE NO 55

Contexte

Le 9 juillet 2015, le ministère de la Santé et des Services sociaux autorisait le Centre universitaire de santé McGill (CUSM) à élaborer le Dossier d'affaires (DA) du projet de redéploiement du campus de l'Hôpital de Lachine (Hôpital).

À l'été 2018, le DA a été soumis pour approbation afin d'obtenir l'autorisation d'entreprendre la phase de réalisation du projet et d'inscrire le projet à l'étape « En réalisation » au Plan québécois des infrastructures. Le DA a été approuvé et le projet est passé à la phase réalisation. Cependant, compte tenu du degré d'avancement des études, le Conseil du trésor a jugé opportun de demander le dépôt d'un DA ajusté (DAA) avant l'appel d'offres de construction prévu en octobre 2021. Ce dossier comportera un niveau de conception suffisamment avancé pour établir clairement les paramètres de référence du projet.

En juillet 2019, en marge de l'exploration des options, le CUSM a soumis une modification à la portée des travaux, à laquelle le comité directeur a émis un avis favorable, et qui consiste à aménager de nouvelles installations pour le bloc opératoire dans l'agrandissement et à relocaliser les services d'endoscopie à même les salles du bloc opératoire existant. Il est à noter que cette option offre l'opportunité :

- D'aménager dans un agrandissement un nouveau plateau technique, composé de l'urgence, des unités de soins, de l'unité de retraitement des dispositifs médicaux (URDM) et auquel s'ajouterait un nouveau bloc opératoire;
- D'utiliser, dans l'existant les salles d'opération du bloc opératoire comme salles de procédure pour l'endoscopie et les locaux de l'URDM comme unité de retraitement des endoscopes (URDE);
- De respecter les liens de proximités reconnus pour les secteurs critiques.

Description du projet

Dans l'ensemble, l'Hôpital vit de nombreux problèmes liés à l'âge du bâtiment construit en 1939, notamment, le flux de circulation inadéquat, le manque d'espace généralisé et l'inadaptation des locaux à la prestation de soins spéciaux, la vétusté des services sanitaires ainsi que des systèmes électromécaniques.

L'option retenue au DAA prévoit la construction d'un nouveau pavillon d'une superficie brute totale d'environ 15 090 m² qui abriterait les unités fonctionnelles suivantes :

- L'urgence;
- Les soins intensifs;

- La médecine de jour;
- Les unités d'hospitalisation de médecine et de chirurgie ainsi que les soins palliatifs;
- Le bloc opératoire;
- L'URDM.

Cette option inclut également le réaménagement d'une partie du bâtiment existant au niveau des premier et sixième étages. Le premier étage serait réaménagé pour le centre de prélèvements ainsi que les cliniques externes. L'endoscopie et l'URDE seront aménagées au sixième étage.

En résumé, l'hypothèse immobilière est porteuse d'une solution pérenne qui redresse de façon significative la qualité des services offerts à la clientèle. L'ajout du bloc opératoire est un gain clinique significatif et la récupération des espaces du niveau 6 par les fonctions du programme d'endoscopie représente une opportunité.

Échéancier

L'échéancier actuel prévoit le dépôt du DAA au Conseil des ministres en octobre 2021. Le début des travaux pour l'agrandissement est planifié en janvier 2022 pour une prise de possession en octobre 2024. Pour ce qui est des travaux de réaménagement intérieur dans l'existant, ceux-ci devraient débuter à l'automne 2024 et se terminer au printemps 2026.

QUESTION NO 56

État de situation et échéancier concernant la construction d'un nouvel hôpital à La Malbaie.

RÉPONSE NO 56

Au cours de la dernière décennie, différentes études menées et validées par plusieurs experts reconnus ont révélé une situation préoccupante sur le plan parasismique pour les hôpitaux de Baie-Saint-Paul et de La Malbaie, d'autant plus que la région de Charlevoix est située à l'intérieur d'une zone sismique parmi les plus actives au Canada.

En janvier 2011, le gouvernement prenait la décision de maintenir un hôpital dans chacun des grands pôles populationnels de Charlevoix, soit un dans l'ouest à Baie-Saint-Paul, en service depuis septembre 2018, et l'autre dans l'est à La Malbaie.

Pour l'Hôpital de La Malbaie (HLM), la réhabilitation parasismique du bâtiment était réalisable. Des travaux d'environ 10 M\$ ont été réalisés permettant ainsi d'assurer la sécurité des occupants. La nécessité de construire un nouvel hôpital repose donc principalement sur la désuétude des aménagements.

Étapes franchies (HLM)

- **Décembre 2019** : Décision du Conseil des ministres (CM) autorisant l'application de mesures particulières permettant l'élaboration du Dossier d'affaires (DA) sans dépôt d'un DO.
- **Janvier 2020** : Autorisation ministérielle à lancer l'étape de planification.
- **Février 2021** : Report de l'échéancier d'un an pour faciliter les travaux de relocalisation de l'école Marguerite-D'Youville.

Étapes à venir

- **Octobre 2022** : Approbation du DA par le Conseil des ministres et autorisation ministérielle pour amorcer la réalisation.
- **Décembre 2026** : Livraison des nouvelles installations.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières de l'Opposition officielle

QUESTION NO 57

État de situation et échéancier concernant la construction du centre d'hébergement et de soins de longue durée à Lachute.

RÉPONSE NO 57

Description du projet

Le projet consiste à construire une maison des aînés de 132 lits à Lachute. Ce nouvel immeuble, qui sera construit selon les normes du ministère de la Santé et des Services sociaux, permettra de relocaliser les lits de l'unité du Pavillon et de l'unité de La Fontaine du Centre multiservices de santé et de services sociaux d'Argenteuil qui sont vétustes et non adaptés pour ce type de clientèle.

Le Centre intégré de santé et de services sociaux des Laurentides (CISSS) doit compléter son analyse sur les espaces qui seront laissés vacants à la suite de la réalisation de ce projet. Ils pourraient être déclarés excédentaires ou possiblement être réutilisés dans un plan d'optimisation du parc immobilier, lequel pourrait permettre de réduire les engagements en termes d'espaces loués à des tiers. L'établissement analyse aussi la possibilité de procéder à des réaménagements majeurs afin de remettre aux normes l'un des bâtiments.

Coût du projet

Aucune estimation de coût n'a été réalisée pour ce projet. Cependant, en se basant sur des projets comparables réalisés dans la région, le coût total du projet devrait se situer entre 80 M\$ et 90 M\$.

La gestion du projet se poursuivra conformément à la Directive sur la gestion des projets majeurs d'infrastructure publique. Par ailleurs, le projet a pu bénéficier des mesures d'assouplissement mises en place pour accélérer la réalisation des projets d'infrastructure et a été inscrit à l'étape « En planification » au Plan québécois des infrastructures 2021-2031. Des travaux sont en cours afin d'élaborer un Dossier d'affaires.

Échéancier

Le CISSS travaille actuellement à l'élaboration d'un programme fonctionnel inspiré du concept de maison des aînés qui devrait être complété d'ici l'été 2021.

Le site initialement identifié n'est pas suffisamment grand pour accueillir cette nouvelle installation. Des recherches de sites sont en cours pour déterminer un site qui répond aux critères du projet.

Une fois cette étape complétée, la Société québécoise des infrastructures produira un échéancier complet. La livraison du bâtiment devrait se faire d'ici trois à quatre ans.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières de l'Opposition officielle

QUESTION NO 58

Copie de l'étude de besoins de lit, avis ou rapport concernant l'agrandissement de l'Hôpital Pierre-Le Gardeur.

RÉPONSE NO 58

Vous trouverez en annexe un avis de pertinence de la Direction des services hospitaliers, de la médecine spécialisée et universitaire du ministère de la Santé et des Services sociaux, émis le 28 novembre 2018.

Avis de pertinence

REFERENCE : 18-IL-00017

DIRECTION GÉNÉRALE : des services hospitaliers, de la médecine spécialisée et universitaire

DIRECTION : des services hospitaliers

DATE : 28 NOVEMBRE 2018

SUJET : Centre intégré de santé et de services sociaux de Lanaudière — Agrandissement de l'Hôpital Pierre-Le Gardeur (projet n° 11588)

Contexte de la demande

Au début du novembre dernier, la Direction générale des infrastructures, de la logistique, des équipements et de l'approvisionnement nous soumettait une demande d'avis visant à valider la pertinence d'augmenter le nombre de lits au projet de 150 à 250 lits pour l'installation nommée ci-dessus.

Rappelons d'abord quelques étapes déjà franchies dans ce dossier :

2013-09	Autorisation d'élaborer un dossier d'opportunité
2014-10	Dépôt du plan clinique de l'établissement au ministère de la Santé et des Services sociaux (MSSS)
2015-02	Lettre de confirmation par monsieur Michel Fontaine à l'établissement confirmant un ajout de 150 lits aux 283 lits dressés existants et l'inscription du projet au Programme québécois d'infrastructures 2015-2025
2015-06	Avis de pertinence concernant l'ajout de plateaux techniques conséquemment à l'octroi d'ajout de 150 lits
2017-02	Dépôt au MSSS du programme fonctionnel et technique (PFT) par l'établissement
2017-05	Avis de pertinence sur le PFT

Résultat d'analyse

Lors du dépôt du plan clinique en 2014, l'analyse démographique et populationnelle de besoins sociosanitaires confirmait un besoin en lits hospitaliers de 534 lits en 2025.

Cette analyse est fondée sur l'évolution démographique de la région par strates d'âge et sur des indicateurs de pertinence clinique hospitalière, soit notamment des durées moyennes de séjour de premier tertiaire du Québec, les regroupements par diagnostics requérant une hospitalisation, des taux de chirurgie d'un jour optimaux. Notons que l'établissement a déjà un taux d'hospitalisation plus bas que la moyenne québécoise, ce qui a été maintenu dans la projection des besoins.

La rétention des clientèle de ce territoire qui se situait lors de l'étude à 51 % est également rehaussée pour atteindre 61 % sur la région. L'attraction a été réduite sur les clientèles des territoires de Laval (-33 %) et de l'est de Montréal (-66 %).

Cette analyse démontre le besoin de 534 lits hospitaliers de courte durée, ce qui mène au ratio de disponibilité de lits pour 2025 à 1,72 lit par 1 000 habitants alors que pour la province, le ratio est de 1,82 lit par 1 000 habitants.

Nous appuyons donc cette analyse.

Bien que l'établissement dispose de 288 lits de courte durée au permis en date de novembre 2018, il utilise actuellement 95 lits de débordement supplémentaires et son taux d'occupation se maintient à près de 100 %, ce qui témoigne bien de la pression interne sur le besoin d'hospitalisation de cette région.

Recommandations

En considérant :

- l'analyse démographique et populationnelle de besoins en lits bien documentée ;
- le taux de rétention non optimal sur la clientèle de la région ;
- l'utilisation réelle du nombre de lits disponibles et occupés actuellement.

Nous sommes d'avis qu'il est pertinent d'ajouter aux 150 lits déjà autorisés, 96 lits supplémentaires afin de répondre aux besoins de la clientèle de la région.

Toutefois, cet ajout implique une revue significative du positionnement de l'établissement en matière de niveau de spécialisation médicale qui devra être repensé lors des étapes subséquentes du projet.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières de l'Opposition officielle

QUESTION NO 59

Liste des projets annoncés au PQI annulés depuis le 1er avril 2020.

RÉPONSE NO 59

Aucun.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières de l'Opposition officielle

QUESTION NO 60

Liste des formations, conférences, ateliers ou journées d'activités auxquels ont participé les employés du ministère et du cabinet. Indiquer le lieu, la date, le coût, le nombre de participants et le nom de la personne ou de l'entreprise qui a offert l'activité.

RÉPONSE NO 60

La réponse à cette question est fournie à la question n° 128 des questions particulières du Troisième groupe d'opposition.

QUESTION NO 61

Liste et détail des initiatives interprovinciales en matière de santé découlant des conférences des premiers ministres ou des ministres provinciaux de la Santé et description de la participation du Québec à ces initiatives. Inclure la liste et le détail des initiatives auxquelles le Québec participe, ne participe pas ou participe en partie seulement.

RÉPONSE NO 61

Année	Provenance	Nom de l'initiative	Participation du Québec
2020-2021	Conseil de la fédération	Baladodiffusion santé mentale et dépendances	Oui
2020-2021	Conseil de la fédération	Groupes de travail sur l'achat conjoint de fournitures médicales	Oui
2020-2021	Conférence des ministres fédéral-provincial-territorial	Groupe de travail sur l'achat d'équipement de protection individuel (COVID-19)	Oui
2020-2021	Conférence des ministres fédéral-provincial-territorial	Groupe de travail sur les pénuries de médicaments	Oui
2020-2021	Conférence des ministres fédéral-provincial-territorial	Groupe de travail sur les soins virtuels	Oui
2020-2021	Conférence des ministres fédéral-provincial-territorial	Groupe de travail sur le dépistage, le traçage et la gestion des données (COVID-19)	Observateur
2020-2021	Conférence des ministres fédéral-provincial-territorial	Groupe de travail sur le développement d'une stratégie pancanadienne sur les médicaments onéreux pour les maladies rares	Non

QUESTION NO 62

Concernant le don d'organe :

- a) État de situation du registre au Québec ;
- b) État de situation sur la consultation publique évoquée par la ministre sur le consentement présumé ;
- c) État de situation sur le centre de prélèvement Sacré-Cœur.

RÉPONSE NO 62

- a) État de situation du registre au Québec

La réponse à cette question est fournie à la question n° 42 des questions particulières de l'Opposition officielle adressées à la RAMQ.

- b) État de situation sur la consultation publique évoquée par la ministre sur le consentement présumé

La consultation publique évoquée n'a pas été entreprise.

Contexte

Il existe deux principaux modèles de consentement pour le don d'organes : explicite et présumé. Le consentement explicite sous-tend que pour consentir, la personne doit exprimer clairement sa volonté de faire don de ses organes à son décès. En ce qui concerne le consentement présumé, il réfère au principe que toute personne est présumée avoir consenti au don d'organes et de tissus à moins que, durant sa vie, elle ait exprimé la volonté du contraire. Donc, par effet de loi, il est présumé que les gens veulent donner leurs organes. S'ils ne veulent pas que leurs organes soient prélevés à leur décès, ils doivent inscrire leur refus. Le modèle en vigueur au Québec est le modèle du consentement explicite.

Au 28 février 2021, le nombre total de personnes inscrites au Registre des consentements au don d'organes et de tissus était de 3 415 850, ce qui représente 41 % de la clientèle de la RAMQ depuis son implantation en février 2011.

- c) État de situation sur le centre de prélèvement Sacré-Cœur.

Les discussions entre le ministère de la Santé et des Services sociaux, la Fédération des médecins spécialistes du Québec et le Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux du Nord-de-l'Île-de-Montréal ont été interrompues depuis le début de la pandémie de COVID-19. Celles-ci se poursuivront pour trouver une solution pérenne et équitable à la rémunération des médecins spécialistes afin que les activités du Centre de prélèvement d'organes de l'Hôpital du Sacré-Cœur de Montréal reprennent dans les meilleurs délais.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières de l'Opposition officielle

QUESTION NO 63

État de situation concernant le programme d'accès aux pompes à insuline.

RÉPONSE NO 63

La réponse à cette question est fournie à la question n° 152 des questions particulières du Troisième groupe d'opposition.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières de l'Opposition officielle

QUESTION NO 64

Tout document ou autre communication écrite entre l'INESSS et le MSSS au sujet de la couverture du programme d'accès aux pompes à insuline en 2020-2021.

RÉPONSE NO 64

En 2020-2021, l'INESSS a fait parvenir au MSSS les versions de travail de la note de cadrage et du plan de réalisation d'un avis sur l'efficacité des pompes à insuline chez la clientèle adulte.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières de l'Opposition officielle

QUESTION NO 65

État de situation relativement à la mise en place d'une ligne « info-médicaments »

RÉPONSE NO 65

La réponse à cette question est fournie à la question n°154 des questions particulières du Troisième groupe d'opposition (PQ).

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières de l'Opposition officielle

QUESTION NO 66

Depuis le 1er avril 2020, liste des actes médicaux qui ont été revus pour la tarification.

RÉPONSE NO 66

Les tarifs des actes médicaux sont revus de façon régulière. Pour les médecins omnipraticiens, les tarifs des actes n'ont pas fait l'objet d'une révision particulière depuis le 1^{er} avril 2020.

Le cas échéant, les différents changements apportés au Manuel de facturation des médecins omnipraticiens et au Manuel de facturation des médecins spécialistes sont disponibles sur le site internet de la Régie de l'assurance maladie du Québec :

Médecins omnipraticiens :

<https://www.ramq.gouv.qc.ca/fr/professionnels/medecins-omnipraticiens/infolettres/2020/Pages/infolettres.aspx>

Médecins spécialistes :

<https://www.ramq.gouv.qc.ca/fr/professionnels/medecins-specialistes/infolettres/acte-info-2020/Pages/infolettres.aspx>

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières de l'Opposition officielle

QUESTION NO 67

Outre le programme OPUS, les actions prisent depuis 1^{er} avril 2020 pour s'attaquer au surdiagnostic et à la surconsommation des médicaments.

RÉPONSE NO 67

Le chantier de pertinence clinique en usage optimale des médicaments mis en place en 2015 poursuit ses activités, c'est-à-dire l'identification de classes de médicaments dont l'utilisation est potentiellement problématique et, le cas échéant, le développement de plans d'actions pour mettre en place des mesures correctrices tant au niveau du Régime générale d'assurance médicaments que des établissements de santé. La pandémie a ralenti de façon prononcée les travaux du chantier considérant les capacités tant du ministère de la Santé et des Services sociaux, de l'Institut national d'excellence en santé et en services sociaux et des établissements de santé à mettre en œuvre des plans d'actions. Le chantier a notamment poursuivi ces efforts au niveau du soutien du Projet d'évaluation de la personnalisation des soins infirmiers, médicaux, et pharmaceutiques en soins de longue durée qui vise à favoriser une meilleure utilisation des médicaments en centres d'hébergement de soins de longue durée

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières de l'Opposition officielle

QUESTION NO 68

Depuis le 1^{er} avril 2020, les actions prises pour accélérer l'approbation des nouveaux médicaments.

.....

RÉPONSE NO 68

L'implantation du mode du processus en continu des demandes d'évaluation des médicaments des fabricants par l'Institut national d'excellence en santé et services sociaux est toujours en fonction. Ce mode d'évaluation permet de traiter les demandes des fabricants de manière plus efficiente.

QUESTION NO 69

Tous les échanges avec le gouvernement fédéral concernant le projet de régime d'assurance médicament pancanadien.

RÉPONSE NO 69

Aucun document officiel n'a été répertorié en lien avec cette question.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières de l'Opposition officielle

QUESTION NO 70

Actions entreprises depuis le 1^{er} avril 2020 pour s'assurer d'un suivi et d'une clinique pour les implants cochléaires à Montréal.

RÉPONSE NO 70

En mai 2019, le ministère de la Santé et des Services sociaux (MSSS) a signifié au Centre universitaire de santé McGill et à ses partenaires la mise en place d'un pôle Ouest situé à Montréal pour offrir des services surspécialisés en implant cochléaire pour les adultes et les jeunes du Québec. Depuis 1984, le Centre québécois d'expertise en implant cochléaire (CQEIC), constitué du Centre hospitalier universitaire de Québec – Université Laval et du Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux Capitale-Nationale offrait les services pour l'ensemble du Québec.

- Dépôt par le Centre universitaire de santé McGill de différents scénarios organisationnels issus de la consultation des partenaires (14 février 2020). Le MSSS a demandé de recevoir une version intégrant les commentaires du CQEIC pour l'ensemble des scénarios proposés afin de procéder à une analyse finale.
- Le MSSS a procédé à l'analyse des modèles organisationnels soumis par les parties prenantes et il a statué sur un modèle unique pour le Québec. L'organisation des services du pôle de Montréal sera uniforme et conforme à celle du CQEIC. La décision a été communiquée aux établissements (26 novembre 2020).
- Les différents acteurs du pôle Ouest se sont rencontrés (25 février 2021) pour convenir du redémarrage du projet avec l'atténuation de la pandémie et à la lumière de la lettre transmise par le MSSS. Les partenaires mettront en place un comité directeur pour reprendre les travaux.
- Le MSSS est en attente d'un plan d'implantation qui sera déposé par le CUSM et ses partenaires responsables d'offrir des services surspécialisés dans ce domaine pour ce territoire, soit le CIUSSS du Centre-Ouest-de-l'Île-de-Montréal et le CIUSSS du Centre-Sud-de-l'Île-de-Montréal. Ce plan précisera les rôles, les services médicaux et ceux de la réadaptation, la formation, les coûts financiers et l'échéancier pour mettre en place ces services surspécialisés.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières de l'Opposition officielle

QUESTION NO 71

État de situation et échéancier concernant la mise en œuvre d'une politique sur les biosimilaires ainsi que les économies prévues. Spécifiez également si le transfert vers le biosimilaire se fera de façon obligatoire ou de façon transitoire pour le patient.

.....

RÉPONSE NO 71

Fort de l'expérience de l'Europe et d'autres provinces, le Québec a entrepris l'élaboration d'un plan d'action pour rehausser l'utilisation des biosimilaires, tant dans le Régime général d'assurance médicaments que dans les établissements de santé. Des économies considérables devraient en découler.

La démarche vise l'ensemble des biosimilaires actuels et futurs (oncologie, rhumatologie, gastro-entérologie, etc.) et requiert une communication commune des messages à tous les niveaux (patients, médecins, pharmaciens, fabricants) pour atténuer les préoccupations. Les travaux d'élaboration du plan d'action sont toujours en cours.

La mise en œuvre du plan devrait se faire au cours de 2021-2022.

QUESTION NO 72

Tous les échanges avec le gouvernement fédéral concernant les modifications au Règlement sur les médicaments brevetés.

RÉPONSE NO 72

- 1^{er} avril 2019, lettre de la ministre de la Santé et des Services sociaux, adressée à la ministre de la Santé du Canada, ainsi qu'au ministre de l'Innovation des sciences et du Développement économique du Canada pour faire valoir son point de vue sur l'actualisation du cadre réglementaire concernant les activités du Conseil d'examen du prix des médicaments brevetés (CEPMB).
- 14 janvier 2020, des représentants du CEPMB ont présenté les lignes directrices provisoires du CEPMB à la Direction des affaires pharmaceutiques et du médicament, ainsi qu'à la Direction des affaires intergouvernementales et internationales du ministère de la Santé et des services sociaux.
- En août 2020, lettre conjointe des ministres de la Santé et de l'Économie du Québec et de l'Ontario a été adressée à la ministre de la Santé du Canada, ainsi qu'au ministre de l'Innovation des sciences et du Développement économique du Canada pour exprimer leur préoccupation au sujet de l'actualisation du cadre réglementaire concernant les activités du CEPMB, et signifier leur approbation à la décision du gouvernement fédéral de reporter sa mise en œuvre.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières de l'Opposition officielle

QUESTION NO 73

Détail des effectifs et budget d'opération au 31 mars 2021 de l'INESSS.

RÉPONSE NO 73

La réponse à cette question est fournie à la question n° 428 des questions particulières du Troisième groupe d'opposition.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières de l'Opposition officielle

QUESTION NO 74

Délai moyen d'évaluation d'un médicament.

RÉPONSE NO 74

La réponse à cette question est fournie à la question n° 429 des questions particulières du Troisième groupe d'opposition.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières de l'Opposition officielle

QUESTION NO 75

Concernant les nouveaux médicaments, le nombre et le pourcentage de demandes d'inscription acceptées en 2020-2021.

RÉPONSE NO 75

La réponse à cette question est fournie à la question n° 430 des questions particulières du Troisième groupe d'opposition.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières de l'Opposition officielle

QUESTION NO 76

Concernant les nouveaux médicaments contre le cancer, le nombre et le pourcentage de demandes d'inscription acceptées en 2020-2021.

RÉPONSE NO 76

La réponse à cette question est fournie à la question n° 431 des questions particulières du Troisième groupe d'opposition.

QUESTION NO 77

Nombre et détail des postes vacants.

.....

RÉPONSE NO 77

La réponse à cette question est fournie à la question n° 432 des questions particulières du Troisième groupe d'opposition.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022**MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX***Réponses aux questions particulières de l'Opposition officielle*

QUESTION NO 78

Situation financière des établissements du réseau de la santé et des services sociaux, par établissement et par région (cibles visées, déficit annuel, déficit accumulé, intérêts payés par les établissements, etc.) ainsi que les prévisions pour 2019-2020. Indiquer le total par région et le total national.

RÉPONSE NO 78

La réponse est fournie en suivi à la question n° 172 des questions particulières du Deuxième groupe de l'opposition.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières de l'Opposition officielle

QUESTION NO 79

Montant de la dette à assumer par le ministère de la Santé et des Services sociaux pour chaque établissement au 31 mars 2021. Fournir les prévisions de la situation au 31 mars 2021.

RÉPONSE NO 79

	au 31 mars 2021 (en milliers)
Dettes agences	-
Dettes réseau	15 364 785
	15 364 785

Note :

Comme la Corporation d'hébergement du Québec (CHQ), maintenant Société québécoise des infrastructures (SQI) était une entité autonome, elle ne pouvait plus, depuis le 1^{er} avril 2000, pourvoir au remboursement de son service de dette par l'octroi de subventions. Conséquemment, au cours de l'année financière 2000-2001 des conventions de prêts ont été signées entre la CHQ et les agences afin que la dette des mandats régionalisés soit transférée aux agences. Par la suite, en date du 31 mars 2011, ces conventions de prêts ont été transférées à Financement-Québec. Depuis l'entrée en vigueur au 1^{er} avril 2015 de la Loi 10, le solde existant a été transféré au CISSS ou CIUSSS où l'agence a été fusionnée. Lorsque les dettes mentionnées précédemment et émises originalement à la CHQ (maintenant SQI) viennent à échéance, elles sont refinancées par les CISSS ou CIUSSS auprès du Fonds de financement.

	2020-2021 (en milliers)
Loyers SQI - établissements du réseau	106 793

Note :

Comme la SQI (anciennement CHQ) est une personne morale à fonds social mandataire de l'État, elle ne peut pourvoir au remboursement de son service de dette par l'octroi de subventions. Son service de dette, relatif aux immeubles dont les locataires sont des établissements du réseau de la santé et des services sociaux, a donc été transféré en "Loyer Établissements du réseau-SQI". Ce loyer payable à la SQI par le MSSS au nom des établissements locataires des immeubles de la SQI ne doit pas dépasser le coût du service de dette (long terme et court terme) du parc immobilier de la SQI pour les immeubles dont les locataires sont des établissements du réseau de la santé et des services sociaux.

Données non disponibles au 31 mars 2022.

QUESTION NO 80

- Service de la dette :
- a. détail de la croissance du service de la dette pour les cinq dernières années;
 - b. par année;
 - c. par programme (ministère) ainsi que celui du gouvernement.

RÉPONSE NO 80

ÉVOLUTION DU SERVICE DE LA DETTE					
	Au 31 mars 2017 (en milliers)	Au 31 mars 2018 (en milliers)	Au 31 mars 2019 (en milliers)	Au 31 mars 2020 (en milliers)	Au 31 mars 2021 (en milliers)
Hypothèques	566 \$	236 \$	39 \$	- \$	- \$
Obligations	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$
Billets	13 051 881 \$	13 298 361 \$	13 668 122 \$	14 572 769 \$	15 364 785 \$
Total dette à long terme	13 052 447 \$	13 298 597 \$	13 668 161 \$	14 572 769 \$	15 364 785 \$

QUESTION NO 81

Nombre de cas et de décès par établissement liés à une maladie nosocomiale en 2020-2021, par année et au total. Même question pour les EPC.

RÉPONSE NO 81

Le détail du nombre de cas nosocomiaux ainsi que le nombre de décès, rapportés dans les sept programmes obligatoires de surveillance des infections nosocomiales, et ce, par établissement pour 2020-2021 se retrouvent dans les tableaux suivants.

À noter :

- qu'avec la situation pandémique, des allègements ont été apportés dans le nombre de périodes requises à compléter pour chacun des programmes. Cela fait donc passer le nombre de périodes de 13 à 9 ou 11 selon le programme. Par ailleurs, actuellement, plusieurs installations n'ont pas encore complété le nombre de périodes requises, ce qui peut expliquer une baisse du nombre de cas et de décès.
- que les définitions des bactériémies (panhospitalières, sur cathéters centraux aux soins intensifs, accès vasculaires en hémodialyse) à l'Infocentre n'ont pas encore été arrimées avec les définitions utilisées par le SI-SPIN depuis l'été dernier. Les données selon ces nouvelles définitions ne seront pas disponibles avant la mi-mai 2021 à l'Infocentre.

Surveillance des diarrhées à *Clostridium difficile* (DACD)

La surveillance des DACD est obligatoire depuis le 22 août 2004. Le décompte des décès est obligatoire depuis le 17 août 2008.

Tableau 1 : Nombre de DACD nosocomiales et nombre de décès dans les 30 jours suivant le diagnostic, du 1^{er} avril 2020 au 31 mars 2021 par établissement

Région	Établissement	DACD nosocomiales	
		Nombre de cas	Nombre de décès
01 - Bas-Saint-Laurent	CISSS du Bas-Saint-Laurent	19	4
02 - Saguenay - Lac-Saint-Jean	CIUSSS du Saguenay–Lac-St-Jean	25	6
03 - Capitale-Nationale	CHU de Québec–Université Laval	141	17
03 - Capitale-Nationale	CIUSSS de la Capitale-Nationale	8	0
03 - Capitale-Nationale	Institut universitaire de cardiologie et de pneumologie de Québec	16	0
04 - Mauricie et Centre-du-Québec	CIUSSS de la Mauricie-et-du-Centre-du-Québec	97	11
05 - Estrie	CIUSSS de l'Estrie–Centre hospitalier universitaire de Sherbrooke	81	6
06 - Montréal	CIUSSS de l'Est-de-l'Île-de-Montréal	109	12
06 - Montréal	CIUSSS de l'Ouest-de-l'Île-de-Montréal	11	2
06 - Montréal	CIUSSS du Centre-Ouest-de-l'Île-de-Montréal	28	0
06 - Montréal	CIUSSS du Centre-Sud-de-l'Île-de-Montréal	1	0
06 - Montréal	CIUSSS du Nord-de-l'Île-de-Montréal	60	9
06 - Montréal	Centre hospitalier de l'Université de Montréal	67	3
06 - Montréal	Centre hospitalier universitaire Sainte-Justine	20	1
06 - Montréal	Centre universitaire de santé McGill	89	13
06 - Montréal	Institut Philippe-Pinel de Montréal	0	0
06 - Montréal	Institut de cardiologie de Montréal	6	0
06 - Montréal	Villa Médica	1	0
07 - Outaouais	CISSS de l'Outaouais	25	3
08 - Abitibi-Témiscamingue	CISSS de l'Abitibi-Témiscamingue	9	1
09 - Côte-Nord	CISSS de la Côte-Nord	12	0
09 - Côte-Nord	CLSC Naskapi	0	0
10 - Nord-du-Québec	Centre régional de santé et de services sociaux de la Baie-James	0	0
11 - Gaspésie - Îles-de-la-Madeleine	CISSS de la Gaspésie	4	0
11 - Gaspésie - Îles-de-la-Madeleine	CISSS des Îles	0	0
12 - Chaudière-Appalaches	CISSS de Chaudière-Appalaches	57	4
13 - Laval	CISSS de Laval	30	4
14 - Lanaudière	CISSS de Lanaudière	7	2
15 - Laurentides	CISSS des Laurentides	17	0
16 - Montérégie	CISSS de la Montérégie-Centre	91	11
16 - Montérégie	CISSS de la Montérégie-Est	59	12
16 - Montérégie	CISSS de la Montérégie-Ouest	37	7
17 - Nunavik	Centre de santé Inuulitsivik (Baie d'Hudson)	0	0
17 - Nunavik	Centre de santé Tulattavik de l'Ungava (Baie d'Ungava)	0	0

Source : Portail de surveillance des diarrhées nosocomiales à *Clostridium difficile*, Infocentre, INSPQ, 7 avril 2021.

Surveillance des bactériémies nosocomiales à *Staphylococcus aureus* (SARM)

La surveillance globale des bactériémies nosocomiales à SARM est obligatoire depuis le 7 janvier 2007. La comptabilisation des décès est effectuée depuis le 1^{er} avril 2013.

Tableau 2 : Nombre de bactériémies nosocomiales à SARM et nombre de décès dans les 30 jours suivant le diagnostic du 1^{er} avril 2020 au 31 mars 2021, par établissement

Région	Établissement	SARM nosocomiales	
		Nombre de cas	Nombre de décès
01 - Bas-Saint-Laurent	CISSS du Bas-Saint-Laurent	0	0
02 - Saguenay - Lac-Saint-Jean	CIUSSS du Saguenay–Lac-St-Jean	0	0
03 - Capitale-Nationale	CHU de Québec–Université Laval	1	0
03 - Capitale-Nationale	CIUSSS de la Capitale-Nationale	0	0
03 - Capitale-Nationale	Institut universitaire de cardiologie et de pneumologie de Québec	0	0
04 - Mauricie et Centre-du-Québec	CIUSSS de la Mauricie-et-du-Centre-du-Québec	0	0
05 - Estrie	CIUSSS de l'Estrie–Centre hospitalier universitaire de Sherbrooke	0	0
06 - Montréal	CIUSSS de l'Est-de-l'Île-de-Montréal	0	0
06 - Montréal	CIUSSS de l'Ouest-de-l'Île-de-Montréal	0	0
06 - Montréal	CIUSSS du Centre-Ouest-de-l'Île-de-Montréal	1	0
06 - Montréal	CIUSSS du Centre-Sud-de-l'Île-de-Montréal	0	0
06 - Montréal	CIUSSS du Nord-de-l'Île-de-Montréal	1	0
06 - Montréal	Centre hospitalier de l'Université de Montréal	6	2
06 - Montréal	Centre hospitalier universitaire Sainte-Justine	2	0
06 - Montréal	Centre universitaire de santé McGill	2	0
06 - Montréal	Institut Philippe-Pinel de Montréal	0	0
06 - Montréal	Institut de cardiologie de Montréal	0	0
06 - Montréal	Villa Médica	N.D.	N.D.
07 - Outaouais	CISSS de l'Outaouais	0	0
08 - Abitibi-Témiscamingue	CISSS de l'Abitibi-Témiscamingue	1	1
09 - Côte-Nord	CISSS de la Côte-Nord	0	0
09 - Côte-Nord	CLSC Naskapi	0	0
10 - Nord-du-Québec	Centre régional de santé et de services sociaux de la Baie-James	0	0
11 - Gaspésie - Îles-de-la-Madeleine	CISSS de la Gaspésie	0	0
11 - Gaspésie - Îles-de-la-Madeleine	CISSS des Îles	0	0
12 - Chaudière-Appalaches	CISSS de Chaudière-Appalaches	0	0
13 - Laval	CISSS de Laval	1	0
14 - Lanaudière	CISSS de Lanaudière	1	1
15 - Laurentides	CISSS des Laurentides	1	0
16 - Montérégie	CISSS de la Montérégie-Centre	0	0
16 - Montérégie	CISSS de la Montérégie-Est	1	0
16 - Montérégie	CISSS de la Montérégie-Ouest	1	1
17 - Nunavik	Centre de santé Inuulitsivik (Baie d'Hudson)	0	0
17 - Nunavik	Centre de santé Tulattavik de l'Ungava (Baie d'Ungava)	0	0

Source : Portail de surveillance des SARM, Infocentre, INSPQ, 7 avril 2021.

Surveillance des infections à entérocoque résistant à la vancomycine (ERV) (toute origine)

La surveillance globale des infections à ERV est obligatoire depuis le 11 septembre 2011.

Tableau 3 : Nombre d’infections à ERV et nombre de décès dans les 30 jours suivant le diagnostic du 1^{er} avril 2020 au 31 mars 2021, par établissement

Région	Établissement	ERV (toute origine)	
		Nombre de cas	Nombre de décès
01 - Bas-Saint-Laurent	CISSS du Bas-Saint-Laurent	0	0
02 - Saguenay - Lac-Saint-Jean	CIUSSS du Saguenay–Lac-St-Jean	0	0
03 - Capitale-Nationale	CHU de Québec–Université Laval	0	0
03 - Capitale-Nationale	CIUSSS de la Capitale-Nationale	0	0
03 - Capitale-Nationale	Institut universitaire de cardiologie et de pneumologie de Québec	0	0
04 - Mauricie et Centre-du-Québec	CIUSSS de la Mauricie-et-du-Centre-du-Québec	0	0
05 - Estrie	CIUSSS de l'Estrie–Centre hospitalier universitaire de Sherbrooke	0	0
06 - Montréal	CIUSSS de l'Est-de-l'Île-de-Montréal	0	0
06 - Montréal	CIUSSS de l'Ouest-de-l'Île-de-Montréal	0	0
06 - Montréal	CIUSSS du Centre-Ouest-de-l'Île-de-Montréal	0	0
06 - Montréal	CIUSSS du Centre-Sud-de-l'Île-de-Montréal	0	0
06 - Montréal	CIUSSS du Nord-de-l'Île-de-Montréal	4	1
06 - Montréal	Centre hospitalier de l'Université de Montréal	2	1
06 - Montréal	Centre hospitalier universitaire Sainte-Justine	0	0
06 - Montréal	Centre universitaire de santé McGill	5	1
06 - Montréal	Institut Philippe-Pinel de Montréal	0	0
06 - Montréal	Institut de cardiologie de Montréal	0	0
06 - Montréal	Villa Médica	N.D.	N.D.
07 - Outaouais	CISSS de l'Outaouais	13	2
08 - Abitibi-Témiscamingue	CISSS de l'Abitibi-Témiscamingue	0	0
09 - Côte-Nord	CISSS de la Côte-Nord	0	0
09 - Côte-Nord	CLSC Naskapi	0	0
10 - Nord-du-Québec	Centre régional de santé et de services sociaux de la Baie-James	0	0
11 - Gaspésie - Îles-de-la-Madeleine	CISSS de la Gaspésie	0	0
11 - Gaspésie - Îles-de-la-Madeleine	CISSS des Îles	0	0
12 - Chaudière-Appalaches	CISSS de Chaudière-Appalaches	0	0
13 - Laval	CISSS de Laval	0	0
14 - Lanaudière	CISSS de Lanaudière	0	0
15 - Laurentides	CISSS des Laurentides	0	0
16 - Montérégie	CISSS de la Montérégie-Centre	0	0
16 - Montérégie	CISSS de la Montérégie-Est	1	0
16 - Montérégie	CISSS de la Montérégie-Ouest	0	0
17 - Nunavik	Centre de santé Inuulitsivik (Baie d'Hudson)	0	0
17 - Nunavik	Centre de santé Tulattavik de l'Ungava (Baie d'Ungava)	0	0

Source : Portail de surveillance des ERV, Infocentre, INSPQ, 7 avril 2021.

Surveillance des bactériémies nosocomiales panhospitalières

La surveillance des bactériémies nosocomiales panhospitalières était proposée sur une base volontaire depuis 2007-2008. Elle est devenue obligatoire le 22 septembre 2013. Le nombre d’installations participantes a donc varié au fil des ans, ce qui doit être pris en compte lors de l’interprétation de l’évolution temporelle.

Tableau 4 : Nombre de bactériémies nosocomiales panhospitalières et nombre de décès dans les 30 jours suivant le diagnostic du 1^{er} avril 2020 au 31 mars 2021, par établissement

Région	Établissement	Bactériémies nosocomiales panhospitalières	
		Nombre de cas	Nombre de décès
01 - Bas-Saint-Laurent	CISSS du Bas-Saint-Laurent	38	6
02 - Saguenay - Lac-Saint-Jean	CIUSSS du Saguenay–Lac-St-Jean	48	8
03 - Capitale-Nationale	CHU de Québec–Université Laval	233	32
03 - Capitale-Nationale	CIUSSS de la Capitale-Nationale	5	0
03 - Capitale-Nationale	Institut universitaire de cardiologie et de pneumologie de Québec	8	2
04 - Mauricie et Centre-du-Québec	CIUSSS de la Mauricie-et-du-Centre-du-Québec	26	5
05 - Estrie	CIUSSS de l'Estrie–Centre hospitalier universitaire de Sherbrooke	106	21
06 - Montréal	CIUSSS de l'Est-de-l'Île-de-Montréal	30	9
06 - Montréal	CIUSSS de l'Ouest-de-l'Île-de-Montréal	37	5
06 - Montréal	CIUSSS du Centre-Ouest-de-l'Île-de-Montréal	57	15
06 - Montréal	CIUSSS du Centre-Sud-de-l'Île-de-Montréal	0	0
06 - Montréal	CIUSSS du Nord-de-l'Île-de-Montréal	93	29
06 - Montréal	Centre hospitalier de l'Université de Montréal	293	45
06 - Montréal	Centre hospitalier universitaire Sainte-Justine	94	8
06 - Montréal	Centre universitaire de santé McGill	170	29
06 - Montréal	Institut Philippe-Pinel de Montréal	0	0
06 - Montréal	Institut de cardiologie de Montréal	23	2
06 - Montréal	Villa Médica	N.D.	N.D.
07 - Outaouais	CISSS de l'Outaouais	32	3
08 - Abitibi-Témiscamingue	CISSS de l'Abitibi-Témiscamingue	15	1
09 - Côte-Nord	CISSS de la Côte-Nord	6	0
09 - Côte-Nord	CLSC Naskapi	0	0
10 - Nord-du-Québec	Centre régional de santé et de services sociaux de la Baie-James	0	0
11 - Gaspésie - Îles-de-la-Madeleine	CISSS de la Gaspésie	8	3
11 - Gaspésie - Îles-de-la-Madeleine	CISSS des Îles	1	0
12 - Chaudière-Appalaches	CISSS de Chaudière-Appalaches	6	0
13 - Laval	CISSS de Laval	66	14
14 - Lanaudière	CISSS de Lanaudière	30	7
15 - Laurentides	CISSS des Laurentides	8	1
16 - Montérégie	CISSS de la Montérégie-Centre	10	5
16 - Montérégie	CISSS de la Montérégie-Est	33	3
16 - Montérégie	CISSS de la Montérégie-Ouest	48	10
17 - Nunavik	Centre de santé Inuulitsivik (Baie d'Hudson)	0	0

Région	Établissement	Bactériémies nosocomiales panhospitalières	
		Nombre de cas	Nombre de décès
17 - Nunavik	Centre de santé Tulattavik de l'Ungava (Baie d'Ungava)	0	0

Source : Portail de surveillance bactériémies nosocomiales panhospitalières, Infocentre, INSPQ, 7 avril 2021.

Surveillance des bactériémies nosocomiales sur cathéters centraux aux soins intensifs

La surveillance des bactériémies nosocomiales sur cathéters centraux aux soins intensifs est obligatoire depuis le 1^{er} avril 2007 pour les unités de dix lits et plus, mais est demeurée volontaire pour les unités de six à neuf lits. Le nombre d’unités de soins intensifs participant à la surveillance a donc varié au fil des ans, ce qui doit être pris en compte lors de l’interprétation de l’évolution temporelle.

Nombre de bactériémies nosocomiales sur cathéters centraux aux soins intensifs et nombre de décès dans les 30 jours suivant le diagnostic du 1^{er} avril 2020 au 31 mars 2021, par établissement

Région	Établissement	Bactériémies sur cathéters centraux aux soins intensifs	
		Nombre de cas	Nombre de décès
01 - Bas-Saint-Laurent	CISSS du Bas-Saint-Laurent	0	0
02 - Saguenay - Lac-Saint-Jean	CIUSSS du Saguenay–Lac-St-Jean	1	1
03 - Capitale-Nationale	CHU de Québec–Université Laval	0	0
03 - Capitale-Nationale	CIUSSS de la Capitale-Nationale	N.D.	N.D.
03 - Capitale-Nationale	Institut universitaire de cardiologie et de pneumologie de Québec	0	0
04 - Mauricie et Centre-du-Québec	CIUSSS de la Mauricie-et-du-Centre-du-Québec	0	0
05 – Estrie	CIUSSS de l'Estrie–Centre hospitalier universitaire de Sherbrooke	0	0
06 – Montréal	CIUSSS de l'Est-de-l'Île-de-Montréal	0	0
06 – Montréal	CIUSSS de l'Ouest-de-l'Île-de-Montréal	0	0
06 – Montréal	CIUSSS du Centre-Ouest-de-l'Île-de-Montréal	2	0
06 – Montréal	CIUSSS du Centre-Sud-de-l'Île-de-Montréal	N.D.	N.D.
06 – Montréal	CIUSSS du Nord-de-l'Île-de-Montréal	0	0
06 – Montréal	Centre hospitalier de l'Université de Montréal	0	0
06 – Montréal	Centre hospitalier universitaire Sainte-Justine	1	1
06 – Montréal	Centre universitaire de santé McGill	3	1
06 – Montréal	Institut Philippe-Pinel de Montréal	N.D.	N.D.
06 – Montréal	Institut de cardiologie de Montréal	0	0
06 – Montréal	Villa Médica	N.D.	N.D.
07 – Outaouais	CISSS de l'Outaouais	0	0
08 - Abitibi-Témiscamingue	CISSS de l'Abitibi-Témiscamingue	0	0
09 - Côte-Nord	CISSS de la Côte-Nord	0	0
09 - Côte-Nord	CLSC Naskapi	N.D.	N.D.
10 - Nord-du-Québec	Centre régional de santé et de services sociaux de la Baie-James	N.D.	N.D.
11 - Gaspésie - Îles-de-la-Madeleine	CISSS de la Gaspésie	N.D.	N.D.
11 - Gaspésie - Îles-de-la-Madeleine	CISSS des Îles	N.D.	N.D.
12 - Chaudière-Appalaches	CISSS de Chaudière-Appalaches	0	0
13 – Laval	CISSS de Laval	0	0
14 – Lanaudière	CISSS de Lanaudière	0	0
15 – Laurentides	CISSS des Laurentides	0	0
16 – Montérégie	CISSS de la Montérégie-Centre	0	0
16 – Montérégie	CISSS de la Montérégie-Est	0	0
16 – Montérégie	CISSS de la Montérégie-Ouest	0	0
17 – Nunavik	Centre de santé Inuulitsivik (Baie d'Hudson)	N.D.	N.D.
17 – Nunavik	Centre de santé Tulattavik de l'Ungava (Baie d'Ungava)	N.D.	N.D.

Source : Portail de surveillance bactériémies nosocomiales sur cathéters centraux aux soins intensifs, Infocentre, INSPQ, 7 avril 2021.

Surveillance des bactériémies nosocomiales associées à un accès vasculaire en hémodialyse

La surveillance des bactériémies nosocomiales associées à un accès vasculaire en hémodialyse est obligatoire depuis le 1^{er} avril 2011 pour les établissements de santé ayant une unité d’hémodialyse de dix chaises et plus.

Nombre de bactériémies nosocomiales associées à un accès vasculaire en hémodialyse et nombre de décès dans les 30 jours suivant le diagnostic du 1^{er} avril 2020 au 31 mars 2021, par établissement

Région	Établissement	Bactériémies associées aux accès vasculaires en hémodialyse	
		Nombre de cas	Nombre de décès
01 - Bas-Saint-Laurent	CISSS du Bas-Saint-Laurent	0	0
02 - Saguenay - Lac-Saint-Jean	CIUSSS du Saguenay–Lac-St-Jean	0	0
03 - Capitale-Nationale	CHU de Québec–Université Laval	1	1
03 - Capitale-Nationale	CIUSSS de la Capitale-Nationale	0	0
03 - Capitale-Nationale	Institut universitaire de cardiologie et de pneumologie de Québec	0	0
04 - Mauricie et Centre-du-Québec	CIUSSS de la Mauricie-et-du-Centre-du-Québec	0	0
05 - Estrie	CIUSSS de l'Estrie–Centre hospitalier universitaire de Sherbrooke	0	0
06 - Montréal	CIUSSS de l'Est-de-l'Île-de-Montréal	0	0
06 - Montréal	CIUSSS de l'Ouest-de-l'Île-de-Montréal	0	0
06 - Montréal	CIUSSS du Centre-Ouest-de-l'Île-de-Montréal	0	0
06 - Montréal	CIUSSS du Centre-Sud-de-l'Île-de-Montréal	0	0
06 - Montréal	CIUSSS du Nord-de-l'Île-de-Montréal	0	0
06 - Montréal	Centre hospitalier de l'Université de Montréal	0	0
06 - Montréal	Centre hospitalier universitaire Sainte-Justine	0	0
06 - Montréal	Centre universitaire de santé McGill	3	3
06 - Montréal	Institut Philippe-Pinel de Montréal	0	0
06 - Montréal	Institut de cardiologie de Montréal	0	0
06 - Montréal	Villa Médica	ND	ND
07 - Outaouais	CISSS de l'Outaouais	0	0
08 - Abitibi-Témiscamingue	CISSS de l'Abitibi-Témiscamingue	0	0
09 - Côte-Nord	CISSS de la Côte-Nord	0	0
09 - Côte-Nord	CLSC Naskapi	0	0
10 - Nord-du-Québec	Centre régional de santé et de services sociaux de la Baie-James	0	0
11 - Gaspésie - Îles-de-la-Madeleine	CISSS de la Gaspésie	0	0
11 - Gaspésie - Îles-de-la-Madeleine	CISSS des Îles	0	0
12 - Chaudière-Appalaches	CISSS de Chaudière-Appalaches	0	0
13 - Laval	CISSS de Laval	1	0
14 - Lanaudière	CISSS de Lanaudière	0	0
15 - Laurentides	CISSS des Laurentides	1	0
16 - Montérégie	CISSS de la Montérégie-Centre	0	0
16 - Montérégie	CISSS de la Montérégie-Est	0	0
16 - Montérégie	CISSS de la Montérégie-Ouest	0	0
17 - Nunavik	Centre de santé Inuulitsivik (Baie d'Hudson)	0	0
17 - Nunavik	Centre de santé Tulattavik de l'Ungava (Baie d'Ungava)	0	0

Source : Portail de surveillance des bactériémies nosocomiales associées à un accès vasculaire en hémodialyse, Infocentre, INSPQ, 7 avril 2021.

Surveillance des infections à bactéries à Gram négatif productrices de carbapénémases (BGNPC)

La surveillance des infections attribuables à une BGNPC est obligatoire depuis le 1^{er} avril 2017.

Nombre d’infections à BGNPC et nombre de décès dans les 30 jours suivant le diagnostic, du 1^{er} avril 2020 au 31 mars 2021, par établissement

Région	Établissement	BGNPC (toute origine)	
		Nombre de cas	Nombre de décès
01 - Bas-Saint-Laurent	CISSS du Bas-Saint-Laurent	0	0
02 - Saguenay - Lac-Saint-Jean	CIUSSS du Saguenay–Lac-St-Jean	1	0
03 - Capitale-Nationale	CHU de Québec–Université Laval	1	0
03 - Capitale-Nationale	CIUSSS de la Capitale-Nationale	0	0
03 - Capitale-Nationale	Institut universitaire de cardiologie et de pneumologie de Québec	0	0
04 - Mauricie et Centre-du-Québec	CIUSSS de la Mauricie-et-du-Centre-du-Québec	0	0
05 - Estrie	CIUSSS de l'Estrie–Centre hospitalier universitaire de Sherbrooke	0	0
06 - Montréal	CIUSSS de l'Est-de-l'Île-de-Montréal	0	0
06 - Montréal	CIUSSS de l'Ouest-de-l'Île-de-Montréal	0	0
06 - Montréal	CIUSSS du Centre-Ouest-de-l'Île-de-Montréal	0	0
06 - Montréal	CIUSSS du Centre-Sud-de-l'Île-de-Montréal	0	0
06 - Montréal	CIUSSS du Nord-de-l'Île-de-Montréal	0	0
06 - Montréal	Centre hospitalier de l'Université de Montréal	3	0
06 - Montréal	Centre hospitalier universitaire Sainte-Justine	0	0
06 - Montréal	Centre universitaire de santé McGill	0	0
06 - Montréal	Institut Philippe-Pinel de Montréal	0	0
06 - Montréal	Institut de cardiologie de Montréal	1	0
06 - Montréal	Villa Médica	N.D.	N.D.
07 - Outaouais	CISSS de l'Outaouais	2	1
08 - Abitibi-Témiscamingue	CISSS de l'Abitibi-Témiscamingue	0	0
09 - Côte-Nord	CISSS de la Côte-Nord	1	0
09 - Côte-Nord	CLSC Naskapi	0	0
10 - Nord-du-Québec	Centre régional de santé et de services sociaux de la Baie-James	0	0
11 - Gaspésie - Îles-de-la-Madeleine	CISSS de la Gaspésie	0	0
11 - Gaspésie - Îles-de-la-Madeleine	CISSS des Îles	0	0
12 - Chaudière-Appalaches	CISSS de Chaudière-Appalaches	0	0
13 - Laval	CISSS de Laval	1	1
14 - Lanaudière	CISSS de Lanaudière	1	0
15 - Laurentides	CISSS des Laurentides	0	0
16 - Montérégie	CISSS de la Montérégie-Centre	0	0
16 - Montérégie	CISSS de la Montérégie-Est	1	0
16 - Montérégie	CISSS de la Montérégie-Ouest	2	0
17 - Nunavik	Centre de santé Inuulitsivik (Baie d'Hudson)	0	0
17 - Nunavik	Centre de santé Tulattavik de l'Ungava (Baie d'Ungava)	0	0

Source : Portail de surveillance des infections à bactéries à Gram négatif productrices de carbapénémases, Infocentre, INSPQ, 7 avril 2021.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières de l'Opposition officielle

QUESTION NO 82

Montant octroyé par le MSSS aux établissements du réseau de la santé et des services sociaux pour l'amélioration de la qualité de l'air en 2020-2021, ainsi que les prévisions pour 2021-2022. Indiquer les sommes par établissement, par région et au total.

RÉPONSE NO 82

Les résultats présentés ci-dessous représentent les montants des projets dont le titre contient les mots suivants : ventilation, air, climatisation et humidification. De plus, le mot « CVCA » a été ajouté cette année. Les résultats de cette recherche sont donc approximatifs (il est aussi possible que des projets se réalisent dans une année suivante ou soient abandonnés).

Parmi ces projets, ceux ayant le statut « terminé » ou « actif » ont été considérés pour représenter les montants consentis comme pour les études de crédits des années antérieures.

Les prévisions pour 2021-2022 ne sont pas disponibles.

Source : Actifs+ Réseau, 9 avril 2021

Montants approximatifs dédiés à l'amélioration de la qualité de l'air en 2020-2021			
Région : Numéro	Région	Nom établissement	Montant (\$)
01	Bas-Saint-Laurent	CISSS DU BAS-SAINT-LAURENT	0
	Total Bas-Saint-Laurent		0
02	Saguenay-Lac-Saint-Jean	CENTRE D'HÉBERGEMENT ST-FRANÇOIS INC.	16 844
		CIUSSS DU SAGUENAY-LAC-SAINT-JEAN	9 811 209
	Total Saguenay-Lac-Saint-Jean		9 828 053
03	Capitale-Nationale	CENTRE D'HÉBERGEMENT DU BOISÉ LTÉE	0
		CHU DE QUÉBEC - UL	2 587 504
		CIUSSS DE LA CAPITALE-NATIONALE	0
		HÔPITAL JEFFERY HALE - SAINT BRIGID'S	207 800
		IUCPQ - UL	604 180
		VIGI SANTÉ LTÉE - ASSS03	0
	Total Capitale-Nationale		3 399 484
04	Mauricie et Centre-du-Québec	CIUSSS DE LA MAURICIE-ET-DU-CENTRE-DU-QUÉBEC	4 027 401
	Total Mauricie et Centre-du-Québec		4 027 401
05	Estrie	CIUSSS DE L'ESTRIE - CHUS	2 086 884
		CRDITED DE L'ESTRIE	0
		CSSS - INSTITUT UNIVERSITAIRE DE GÉRIATRIE DE SHERBROOKE	598 390
	Total Estrie		2 685 274
06	Montréal	CENTRE DE RÉADAPTATION LETHBRIDGE-LAYTON-MACKAY	75 690
		CENTRE DE SOINS PROLONGÉS GRÂCE DART	90 000
		CENTRE HOSPITALIER DE L'UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL	38 205
		CENTRE HOSPITALIER DE ST. MARY	100 776
		CENTRE MIRIAM	0
		CENTRE UNIVERSITAIRE DE SANTÉ MCGILL	3 384 309
		CHSLD JUIF DE MONTRÉAL	0

		CHU SAINTE-JUSTINE	454 976
		CIUSSS DE L'EST-DE-L'ÎLE-DE-MONTRÉAL	0
		CIUSSS DE L'OUEST-DE-L'ÎLE-DE-MONTRÉAL	1 512 998
		CIUSSS DU CENTRE-OUEST-DE-L'ÎLE-DE-MONTRÉAL	163 718
		CIUSSS DU CENTRE-SUD-DE-L'ÎLE-DE-MONTRÉAL	5 069 705
		CIUSSS DU NORD-DE-L'ILE-DE-MONTRÉAL	29 347 067
		CLINIQUE COMMUNAUTAIRE DE POINTE ST-CHARLES	0
		GROUPE CHAMPLAIN INC. - ASSS06	183 912
		HÔPITAL MONT SINAÏ	0
		HÔPITAL SANTA CABRINI	0
		INSTITUT DE CARDIOLOGIE DE MONTRÉAL	0
		INSTITUT NATIONAL DE PSYCHIATRIE LÉGALE	
		PHILIPPE-PINEL	131 538
		INSTITUT UNIVERSITAIRE EN SANTÉ MENTALE	
		DOUGLAS	157 198
		LA CORPORATION DU CENTRE HOSP. GÉRIATRIQUE	
		MAIMONIDES	141 268
		LES CÈDRES-CENTRE D'ACCUEIL POUR PERSONNES	
		AGÉES	14 289
		L'HÔPITAL GÉNÉRAL JUIF SIR MORTIMER B. DAVIS	0
		VIGI SANTÉ LTÉE - ASSS06	105 085
	Total Montréal		40 970 734
07	Outaouais	CISSS DE L'OUTAOUAIS	6 008 447
		GROUPE CHAMPLAIN INC. - ASSS07	0
		VIGI SANTÉ LTÉE - ASSS07	0
	Total Outaouais		6 008 447
08	Abitibi-Témiscamingue	CISSS DE L'ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	1 591 074
	Total Abitibi-Témiscamingue		1 591 074
09	Côte-Nord	CISSS DE LA CÔTE-NORD	1 182 980
	Total Côte-Nord		1 182 980
10	Nord-du-Québec	CRSSS DE LA BAIE-JAMES	0
	Total Nord-du-Québec		0
11	Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	CISSS DE LA GASPÉSIE	1 504 501
		CISSS DES ÎLES	548 426
	Total Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine		2 052 927
12	Chaudière-Appalaches	CHSLD CHANOINE-AUDET INC.	8 099
		CISSS DE CHAUDIÈRE-APPALACHES	3 341 648
		PAVILLON BELLEVUE INC.	447 895
		VIGI SANTÉ LTÉE - ASSS12	0
	Total Chaudière-Appalaches		3 797 641
13	Laval	CISSS DE LAVAL	1 591 421
		GROUPE CHAMPLAIN INC. - ASSS13	0
		HÔPITAL JUIF DE RÉADAPTATION	420 030
		RÉSIDENCE RIVIERA INC.	0
		VIGI SANTÉ LTÉE - ASSS13	2 920
	Total Laval		2 014 371
14	Lanaudière	CHSLD DE LA CÔTE BOISÉE INC.	27 877
		CISSS DE LANAUDIÈRE	472 565
		GROUPE CHAMPLAIN INC. - ASSS14	41 905
		VIGI SANTÉ LTÉE - ASSS14	67 338
	Total Lanaudière		609 684
15	Laurentides	9040-9764 QUÉBEC INC.	247 196
		CISSS DES LAURENTIDES	13 677 336
		LA RÉSIDENCE DE LACHUTE	0
		VIGI SANTÉ LTÉE - ASSS15	136 238
	Total Laurentides		14 060 770
16	Montréal	CISSS DE LA MONTÉRÉGIE-CENTRE	290 966
		CISSS DE LA MONTÉRÉGIE-EST	4 719 087
		CISSS DE LA MONTÉRÉGIE-OUEST	1 234 726
		CONSEIL DES MOHAWKS DE KAHNAWAKE	0
		CSSS DU HAUT-SAINT-LAURENT	0
		GROUPE CHAMPLAIN INC. - ASSS16	362 318
		VIGI SANTÉ LTÉE - ASSS16	0
	Total Montérégie		6 607 098
17	Nunavik	CENTRE DE SANTÉ INUULITSIVIK	0
		CENTRE DE SANTÉ TULATTAVIK DE L'UNGAVA	0
		RRSSS DU NUNAVIK	0
	Total Nunavik		0
18	Terres-Cries-de-la-Baie-James	CCSSS DE LA BAIE JAMES	1 800 000
	Total Terres-Cries-de-la-Baie-James		1 800 000
	TOTAL GÉNÉRAL		100 635 940

QUESTION NO 83

État de situation concernant la crise des opioïdes.

RÉPONSE NO 83

- Selon l'Institut national de santé publique du Québec, pour la période de janvier à décembre 2020, il y a eu 547 décès au Québec reliés à une intoxication suspectée aux opioïdes ou autres drogues.
 - Depuis mai 2020, une hausse du nombre mensuel de décès causés par une intoxication suspectée aux opioïdes ou autres drogues est observée, avec un nombre maximal de décès observés en juillet 2020 (66 décès) et une diminution graduelle pour les mois subséquents.
 - Le nombre moyen de décès entre mai et décembre 2020 (moyenne de 47 décès/mois) est plus élevé que celui observé pour la même période en 2019 (moyenne de 34 décès/mois).
 - Le taux annuel par 100 000 personnes pour les décès reliés à une intoxication suspectée aux opioïdes ou autres drogues était de 5,1 en 2018, 4,9 en 2019 et de 6,4 en 2020.
 - Le nombre de décès atteint un sommet inégalé depuis le début de la crise des opioïdes au Canada. Selon l'information disponible sur le site de l'Infobase de Santé Canada :
 - Au Canada, 19 355 décès apparemment liés à une intoxication aux opioïdes seraient survenus entre janvier 2016 et septembre 2020.
 - Toutefois les données du Manitoba d'octobre 2019 à septembre 2020 n'étaient pas disponibles au moment de cette mise à jour.
 - Le total national pour la période de janvier 2016 à septembre 2020 inclut les décès de la Colombie-Britannique (2018 à 2020) et du Québec (2019 et 2020) associés à toutes drogues illicites incluant, mais ne se limitant pas aux opioïdes.
 - Du côté du Québec, 1 951 décès apparemment liés à une intoxication aux opioïdes seraient survenus entre janvier 2016 et septembre 2020.
 - Ces données représentent le taux de décès apparemment liés une intoxication aux opioïdes, lesquelles comportent un risque de surreprésentation du nombre réel de cas de décès surdoses.
 - La pandémie de la COVID-19 a contribué à révéler la vulnérabilité de personnes dépendantes aux substances psychoactives. L'importance des ressources et des services, tant communautaires que publics, s'est ainsi avérée.
 - Depuis 2017, le ministère de la Santé et des Services sociaux (MSSS), en vertu de la Loi sur la santé publique, a lancé une enquête épidémiologique pour faire état et assurer un suivi, à l'échelle du Québec, de la crise des opioïdes. Cette enquête, toujours en cours, confère au ministre de la Santé et des Services sociaux des pouvoirs de vigilance et d'intervention.
-

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières de l'Opposition officielle

QUESTION NO 84

Ventilation par région et par mesure des sommes dépensées en 2020-2021 en lien avec la Politique gouvernementale de prévention en santé et de son plan d'action.

RÉPONSE NO 84

La ventilation par mesure et chantiers des sommes dépensées en 2020-2021 en lien avec la Politique gouvernementale de prévention en santé (PGPS) n'est pas encore disponible. Néanmoins, les allocations sont présentées au tableau 1 (non disponible par région).

Tableau 1. Allocations en 2020-2021 par mesure pour la mise en œuvre de la PGPS

Mesure	2020-2021
	Allocations
1.1 Favoriser l'accès à des services éducatifs à l'enfance aux familles défavorisées sur le plan socioéconomique	1 000 000 \$
1.2 Soutenir l'amélioration de la qualité des services de garde éducatifs à l'enfance	200 000 \$
1.3 Offrir un programme de soutien aux pratiques parentales adapté aux besoins des différents groupes de population	2 010 000 \$
1.4 Soutenir la réalisation d'actions favorisant la santé et le bien-être des jeunes en contexte scolaire	1 700 000 \$
1.5 Implanter une stratégie visant à améliorer les connaissances et les compétences des personnes en matière de prévention en santé	200 000 \$
2.1 Augmenter l'offre de logements sains et abordables en poursuivant le rythme de rénovation du parc de logements sociaux	0 \$
2.10 Élaborer et mettre en œuvre une politique de l'air	103 608 \$
2.2 Favoriser les actions du milieu visant à maintenir et à améliorer la qualité de vie dans les quartiers et les communautés	2 000 000 \$
2.3 Favoriser l'accès de l'ensemble de la population à des activités et à des installations extérieures et intérieures contribuant à l'adoption et au maintien d'un mode de vie physiquement actif en toute saison	1 975 000 \$
2.4 Soutenir les initiatives associées à la santé et au bien-être des aînés dans le cadre de la démarche Municipalité amie des aînés	500 000 \$
2.5 Favoriser l'accès à des bâtiments publics proches des milieux de vie qui offrent un environnement sain et salubre	0 \$
2.6 Outiller le milieu municipal afin qu'une analyse des effets potentiels sur la santé soit intégrée de façon plus systématique dans les démarches de planification territoriale	745 000 \$
2.7 Établir des orientations gouvernementales visant à réduire les effets nuisibles du bruit environnemental sur la santé et la qualité de vie de la population	170 000 \$
2.8 Soutenir les intervenants des secteurs du transport et de l'aménagement du territoire dans la mise en place d'initiatives favorisant la mobilité durable	0 \$
2.9 Favoriser une gestion optimale des risques d'origines naturelle et anthropique	135 000 \$
3.1 Favoriser l'accès physique et économique à une saine alimentation, particulièrement dans les communautés défavorisées ou isolées géographiquement	1 231 392 \$
3.2 Améliorer la qualité nutritive des aliments au Québec	3 525 000 \$
3.3 Promouvoir la santé en milieu de travail par des démarches de type « Entreprise en santé »	0 \$
3.4 Promouvoir l'adoption de mesures diversifiées favorisant une organisation du travail mieux adaptée aux réalités des familles	400 000 \$
3.5 Accroître l'offre de logements sociaux et communautaires	0 \$
3.6 Améliorer les conditions de vie des populations autochtones	1 000 000 \$
4.1 Améliorer la performance des services préventifs offerts à la population	970 000 \$
4.2 Mettre en place une stratégie intégrée visant à réduire la consommation d'alcool et de drogues et la pratique des jeux de hasard et d'argent ainsi qu'à limiter les conséquences nuisibles qui y sont associées	220 000 \$
4.3 Mettre en place une stratégie visant à réduire l'usage des produits du tabac et à protéger les non-fumeurs de l'exposition à la fumée de tabac dans l'environnement	0 \$

Mesure	2020-2021
	Allocations
4.4 Effectuer une gestion intégrée des antibiotiques afin d’en assurer l’utilisation judicieuse dans les secteurs de la santé humaine et de la santé animale	850 000 \$
4.5 Mettre en place une stratégie de soutien à la prévention clinique comprenant un ensemble de mesures visant à outiller les professionnels de la santé et des services sociaux dans leurs pratiques	200 000 \$
4.6 Renforcer la détection et l’intervention précoce visant les enfants et les jeunes vulnérables	0 \$
4.7 Repérer les aînés en perte d’autonomie ou à risque de l’être afin de leur offrir le soutien à domicile nécessaire	540 000 \$
Chantier 1 — Analyser la pertinence et la faisabilité de diverses mesures permettant de soutenir les proches aidants afin de préserver ou d’améliorer leur santé et leur qualité de vie	0 \$
Chantier 2 — Explorer la pertinence et la faisabilité de mettre en place, de manière progressive, des mesures plus persuasives concernant la composition nutritive de certaines catégories d’aliments	25 000 \$
Chantier 3 — Étudier la pertinence et la faisabilité d’instaurer une taxe sur les boissons sucrées, dont les revenus seraient réinvestis dans la prévention	0 \$
Chantier 4 — Évaluer la pertinence et la faisabilité de soutenir l’offre de repas et de collations de bonne valeur nutritive dans les écoles de milieux défavorisés sur le plan socioéconomique	0 \$
Chantier 5 — Recenser les politiques sociales et fiscales implantées dans d’autres juridictions qui favorisent une meilleure redistribution de la richesse dans la société, d’une part, et analyser leur pertinence et leur faisabilité dans le contexte québécois, d’autre part	0 \$
Éléments transversaux (Soutien à la mise en œuvre, l’évaluation et la mobilisation intersectorielle)	300 000 \$
Total	20 000 000 \$

QUESTION NO 85

État de situation concernant la maladie de Lyme.

- a) Suivi du programme de formation des professionnels de la santé sur les formes de la maladie de Lyme, son diagnostic et son traitement;
- b) Suivi des recommandations de la commission de la santé et des services sociaux concernant l'instauration et l'application du plan relatif à la maladie de Lyme.

RÉPONSE NO 85**Contexte**

La maladie de Lyme (ML) est causée par la bactérie *Borrelia burgdorferi*. Cette bactérie se transmet par la piqûre d'une tique infectée. Il existe plusieurs espèces de tiques présentes au Québec. Toutefois, la seule espèce qui peut transmettre la ML au Québec et dans le nord-est de l'Amérique est la tique *Ixodes scapularis*, aussi appelée « tique du chevreuil » ou « tique à pattes noires ».

Depuis novembre 2003, la ML est considérée comme une maladie à déclaration obligatoire au Québec. Le premier cas de ML acquis au Québec a été déclaré en 2006. De 2006 à 2010, moins de quatorze cas ont été déclarés annuellement. Les premiers cas de ML signalés touchaient des personnes ayant majoritairement contracté l'infection au cours d'un séjour à l'extérieur de la province. Depuis, on observe une progression du nombre de cas qui est passé de 43 en 2012, 177 cas en 2016 à 500 cas en 2019. En 2020, 273 cas de maladie de Lyme ont été diagnostiqués au Québec et 247 ont été acquis au Québec. Bien que la maladie progresse depuis quelques années au Québec, on observe une baisse du nombre de cas en 2020. Toutefois, 2020 est l'année de la pandémie de la COVID-19. Différentes raisons peuvent expliquer la baisse du nombre de cas. Également, la proportion de personnes ayant acquis l'infection au Québec a augmenté au cours des dernières années passant de 37 % en 2012 à 76 % en 2019 et à 90% en 2020. Il faut se souvenir que les frontières ont été fermées avec les USA et que la majorité des cas ont été acquis au Québec.

Activités de communication à la population

Depuis 2014, le MSSS effectue des activités de communication afin d'informer les citoyens du Québec :

- des risques de transmission de certaines maladies par les piqûres de tiques ;
- des mesures de protection personnelle à adopter pour diminuer le risque associé à la ML ;
- des gestes à poser lors de piqûres de tiques ;
- des signes et symptômes à observer et nécessitant une consultation médicale.

Des informations pour la population sont disponibles sur la plateforme gouvernementale Quebec.ca et sont aussi transmises à Service Québec et Info-Santé. Des contacts sont effectués annuellement auprès d'une soixantaine de groupes ou d'associations qui sont invités à relayer des informations sur la ML auprès de leur clientèle (chasseurs, campeurs, parcs, etc.). Du matériel d'information, tel qu'un dépliant portant sur le retrait de la tique et une affiche portant

sur les piqûres de tiques et moustiques, a également été développé et diffusé. Un message radio invitant la population à être vigilante face aux piqûres de tiques et moustiques a d'ailleurs été diffusé à l'été 2020.

Activités de communication et de formation pour les professionnels de la santé

Le MSSS a produit un bilan des activités de communication réalisées en 2020. Compte tenu du contexte de la pandémie, la campagne de 2020 s'est limitée à sensibiliser la population (messages radios, distribution des outils de sensibilisation...) et à fournir de l'information aux professionnels de la santé (mise à jour des informations disponibles sur la page web). Il n'y a pas eu de formation de professionnels de la santé.

Le MSSS a financé de nombreux projets portant sur la ML, dont l'élaboration de formations en ligne pour les médecins du Québec, notamment grâce au Fonds vert, dans le cadre des Plans d'action sur les changements climatiques (2006-2012, 2013-2020). Une formation portant spécifiquement sur la ML est disponible sur l'environnement numérique d'apprentissage depuis le mois de septembre 2017. Cette formation sera mise à jour au besoin à la suite de la publication des lignes directrices de l'INESSS. Aucune donnée n'est disponible actuellement quant au nombre de professionnels ayant complété cette formation.

QUESTION NO 86

Campagne de vaccination régionale contre le méningocoque de sérogroupe B pour les personnes âgées de 2 mois à 20 ans :

- a) Combien de cas de méningocoque de sérogroupe B ont été recensés au cours des cinq dernières années, par année?
- b) Dans quelle(s) région(s) ont-ils été recensés?
- c) Quel bilan le ministre de la Santé et des Services sociaux dresse-t-il de la campagne de vaccination contre les infections invasives causées par le méningocoque de sérogroupe B?
- d) Quel est l'avis du Comité sur l'immunisation du Québec (CIQ) quant à l'utilisation de ce vaccin?
- e) Quelles sont les intentions du ministre à cet égard?

RÉPONSE NO 86

Les réponses aux questions a) et b) pour la période 1^{er} avril 2020 au 28 février 2021 se trouvent dans le tableau ci-dessous.

Année	Nombre de cas d'infections invasives à méningocoque de sérogroupe B (IIM-B) chez les personnes âgées de 2 mois à 20 ans	Région de résidence des cas
2020-2021	5	- Capitale-Nationale (1) - Mauricie et Centre-du-Québec (2) - Montréal (1) - Chaudière-Appalaches (1)

Le bilan épidémiologique réalisé par l'Institut national de santé publique du Québec semble démontrer une efficacité de la campagne de vaccination au-delà des variations naturelles de l'épidémiologie de ces infections. Un avis sur la pertinence d'une intervention visant à contrôler une incidence élevée d'infections invasives à méningocoque de sérogroupe B dans l'Est-du-Québec est disponible ici: https://www.inspq.qc.ca/pdf/publications/1801_Infections_Invasives_Meningocoque.pdf.

Un rapport d'évaluation est aussi disponible: Impact épidémiologique de la campagne de vaccination contre le méningocoque de sérogroupe B dans la région du Saguenay–Lac-Saint-Jean, en 2014 : rapport au 30 juin 2018. https://www.inspq.qc.ca/sites/default/files/publications/2491_impact_vaccination_meningocoque_serogroupe_b.pdf

Le Comité sur l'immunisation du Québec a préparé un avis portant sur la pertinence d'un programme de vaccination universelle avec le vaccin méningococcique protéinique à quatre composantes (4CMenB) au Québec (2016) :

https://www.inspq.qc.ca/sites/default/files/publications/2169_pertinence_vaccination_universelle_vaccin_meningococcique.pdf

Le CIQ a aussi donné son avis sur la pertinence d'une intervention visant à contrôler une incidence élevée d'infections invasives à méningocoque de séro groupe B dans la région de la Chaudière-Appalaches :

https://www.inspq.qc.ca/sites/default/files/publications/2168_avis_pertinence_controler_infections_meningocoque_chaudiere_appalaches.pdf

Le suivi de la surveillance épidémiologique par la santé publique permettra de juger des effets à plus long terme de cette campagne et de la nécessité de toute future intervention

QUESTION NO 87

État de situation au sujet de la fluoration de l'eau au Québec.

RÉPONSE NO 87

La fluoration de l'eau potable est une mesure de prévention de la carie dentaire reconnue comme efficace, sûre et très économique par la communauté médicale et scientifique nationale et internationale. Selon les autorités de santé publique, cette mesure est indispensable afin de diminuer la prévalence de la carie dentaire et les coûts associés, et ce, dans toutes les couches de la société et pour tous les groupes d'âge de la population.

Afin de réduire la prévalence de la carie dentaire et d'optimiser l'exposition de la population au fluorure, différentes mesures sont proposées dans le Programme national de santé publique (PNSP) 2015-2025. Elles visent à promouvoir et à soutenir le développement de politiques publiques favorables à la santé, notamment en matière de fluoration de l'eau potable.

Pour ce faire, différentes actions sont prévues avec le soutien de l'Institut national de santé publique du Québec, dont l'accompagnement des municipalités dans le déploiement de la fluoration de l'eau potable.

Le Programme québécois de fluoration de l'eau potable vise à soutenir financièrement les municipalités souhaitant instaurer la fluoration de l'eau potable. Il découle de la Loi sur la santé publique qui prévoit que le PNSP doit inclure des actions pour inciter à la fluoration de l'eau. Du 1^{er} avril 2020 au 28 février 2021, 579 400 \$ ont été réservés pour la fluoration de l'eau potable.

Malgré ce programme d'aide financière, dans l'ensemble, les municipalités sont réticentes à appliquer cette mesure de santé publique, compte tenu de la mobilisation des opposants à la fluoration.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières de l'Opposition officielle

QUESTION NO 88

État de situation sur la norme « Entreprise en santé ». Nombre d'entreprises qui ont présentement cette certification. Nombre d'entreprises qui ont obtenu cette certification depuis la mise en place du programme.

RÉPONSE NO 88

La réponse à cette question est fournie à la question n° 131 des questions particulières du Troisième groupe d'opposition.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières de l'Opposition officielle

QUESTION NO 89

Bilan du Programme national de santé publique.

RÉPONSE NO 89

Des travaux visant à planifier une collecte de données aux paliers national et territorial ont été réalisés au cours de l'année 2019-2020, en vue d'élaborer le bilan sur le premier cycle de mise en œuvre du Programme national de santé publique 2015-2025. La collecte de données, qui devait avoir lieu à l'été 2020, a toutefois dû être reportée à un moment ultérieur en raison du contexte de la COVID-19.

Ces travaux permettront d'orienter la mise en œuvre du PNSP pour 2020-2025, et ce, dans une perspective d'amélioration continue de l'action de santé publique.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières de l'Opposition officielle

QUESTION NO 90

Total des sommes investies en santé publique pour 2020-2021 ainsi que les prévisions pour 2021-2022.

RÉPONSE NO 90

Les dernières données disponibles mises à jour sont celles du contour financier 2019-2020.

Région	Dépense de santé publique, 2019-2020
RSS 01 Bas-Saint-Laurent	10 006 774 \$
RSS 02 Saguenay-Lac-Saint-Jean	16 199 892 \$
RSS 03 Capitale-Nationale	32 851 134 \$
RSS 04 Mauricie et Centre-du-Québec	25 572 311 \$
RSS 05 Estrie	23 446 273 \$
RSS 06 Montréal	100 888 292 \$
RSS 07 Outaouais	18 339 155 \$
RSS 08 Abitibi-Témiscamingue	10 438 444 \$
RSS 09 Côte-Nord	8 026 491 \$
RSS 10 Nord-du-Québec	3 153 502 \$
RSS 11 Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	8 824 083 \$
RSS 12 Chaudière-Appalaches	18 845 511 \$
RSS 13 Laval	14 399 069 \$
RSS 14 Lanaudière	20 952 984 \$
RSS 15 Laurentides	21 520 971 \$
RSS 16 Montérégie	50 394 168 \$
RSS 17 Nunavik	17 592 164 \$
RSS 18 Terres-Cries-de-la-Baie-James	2 188 748 \$
TOTAL QUÉBEC	403 639 966 \$

Outre les dépenses de l'année 2019-2020, des sommes supplémentaires ont été allouées en santé publique pour l'année 2020-2021 :

- pour faire face à la pandémie de la COVID-19, un financement d'urgence de 76 M\$ qui s'ajoute au montant de 30 M\$ consenti pour améliorer la prévention et la promotion en milieu scolaire lors de l'annonce du budget en avril 2020;
- dans le cadre du programme Agir tôt, un financement de 10,5 M\$ pour les Services intégrés en périnatalité et pour la petite enfance (SIPPE) et un montant de 4,5 M\$ pour le programme Œufs-Lait-Orange (OLO);

- en prévention du suicide, un financement de 4 M\$ pour déployer de façon accélérée la stratégie numérique de prévention du suicide ainsi que 0,9 M\$ pour le rehaussement de la ligne 1 866 APPELLE.

Les prévisions pour 2021-2022 ne sont pas disponibles.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières par l'Opposition officielle

QUESTION NO 91

Évaluation des coûts directs et indirects liés au tabagisme pour l'État québécois et le réseau de la santé.

RÉPONSE NO 91

Les plus récentes données sont présentées dans le *Rapport de mise en œuvre 2015-2020 - Loi concernant la lutte contre le tabagisme*, rendu public en novembre 2020. Ce rapport se trouve ici : <https://publications.msss.gouv.qc.ca/msss/fichiers/2020/20-006-02W.pdf>

Au Québec, en 2018, les coûts du tabagisme ont été évalués à 3,79 milliards de dollars. Les coûts directs et indirects de soins de santé s'élèvent respectivement à 1,2 milliard de dollars et 2,59 milliards de dollars¹.

¹ H. KRUEGER AND ASSOCIATES INC. (2020). The Economic Benefits of Reducing the Prevalence of Tobacco Smoking in Quebec and Ontario, [En ligne], Delta [Colombie-Britannique], H. Krueger and Associates Inc, 75 p.
[http://www.cqct.qc.ca/Documents_docs/DOCU_2020/MEMO_20_08_06_Report_Krueger_EconomicBenefits_ReducedSmoking.pdf] (Consulté le 5 avril 2021).

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières de l'Opposition officielle

QUESTION NO 92

Financement du programme gouvernemental de lutte contre le tabac 2020-2021 et prévisions pour 2021-2022. Évaluation des besoins d'indexer ce programme.

RÉPONSE NO 92

Pour 2020-2021, le financement global totalise 15,79 M\$.

Indexation du programme

L'augmentation de l'ensemble des coûts de production et de développement, notamment en raison de la problématique du vapotage, nous est rapportée régulièrement par les organismes partenaires qui réalisent les mandats qui leur sont confiés.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières de l'Opposition officielle

QUESTION NO 93

Sommes, ventilées, par année, prévues dans le cadre de la Politique gouvernementale de prévention en santé et de son plan d'action.

RÉPONSE NO 93

La somme octroyée dans le cadre de la Politique gouvernementale de prévention en santé est de 20 millions de dollars par année de 2017-2018 à 2020-2021, soit 80 millions de dollars au total.

QUESTION NO 94

État de situation concernant la mise en place d'une réglementation en ce qui concerne la cigarette électronique, incluant le nombre de constats d'infraction émis.

RÉPONSE NO 94

La Loi visant à renforcer la lutte contre le tabagisme adoptée en novembre 2015 a assujéti la cigarette électronique aux produits du tabac dans la Loi concernant la lutte contre le tabagisme (RLRQ, chapitre L-6.2). Il n'est pas possible de connaître précisément le nombre de constats d'infraction pour les utilisateurs de cigarettes électroniques par rapport aux fumeurs de cigarettes traditionnelles. Cependant, pour la période comprise entre le 1er avril 2020 et le 28 février 2021, 137 visites d'inspection ont eu lieu dans les points de vente spécialisés de produits de vapotage et au moins une non-conformité a été recensée dans 117 de ces lieux.

QUESTION NO 95

État de situation sur le resserrement de la réglementation du vapotage.

RÉPONSE NO 95

En novembre 2019, le gouvernement du Québec annonçait qu'il s'engageait à mettre en place de nouvelles mesures pour lutter contre le tabagisme et le vapotage. Le ministère de la Santé et des Services sociaux (MSSS) a été mandaté pour piloter un groupe spécial d'intervention qui a reçu comme mandat de recommander de nouvelles mesures législatives et réglementaires, afin de protéger la santé des jeunes et de la population en général.

Plusieurs mesures ont été analysées concernant notamment, l'encadrement des saveurs, le taux de nicotine permis et l'accessibilité des produits de vapotage, en cohérence avec les actions prévues dans la nouvelle Stratégie pour un Québec sans tabac 2020-2025. Basé sur ces travaux, le rapport¹ déposé par le MSSS en 2020 présente sept recommandations de mesures réglementaires et législatives visant à mieux encadrer les produits de vapotage. Les sept recommandations sont :

1. Interdire la vente des produits de vapotage comportant une saveur ou un arôme autres que ceux du tabac, comme c'est le cas pour les produits du tabac;
2. Limiter à 20 mg/ml la concentration maximale en nicotine de tous les produits de vapotage ainsi qu'encadrer la capacité des réservoirs et le volume maximal des bouteilles de liquides à vapoter;
3. Instaurer un permis de vente pour les produits de vapotage et, par souci de cohérence, instaurer un permis de vente pour les produits du tabac;
4. Diminuer la densité des points de vente de produits de vapotage à proximité des établissements d'enseignement;
5. Appuyer l'adoption d'une taxe spécifique provinciale sur les produits de vapotage ;
6. Établir un cadre réglementaire afin de limiter les caractéristiques des produits de vapotage, notamment celles qui peuvent être attrayantes pour les jeunes ;
7. Encadrer de façon stricte les produits émergents, tels que les produits nicotiques récréatifs sans tabac.

¹ QUÉBEC. MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX. (2020b). *Recommandations de mesures visant à mieux encadrer le vapotage. Rapport du directeur national de santé publique du Québec*. [En ligne], [Québec], Le Ministère, 30 p. [<https://publications.msss.gouv.qc.ca/msss/fichiers/2020/20-289-03W.pdf>].

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières de l'Opposition officielle

QUESTION NO 96

État de situation, au 31 mars 2021, de la mise en place d'un affichage nutritionnel obligatoire dans les établissements de restauration rapide. Prévisions budgétaires et échéancier pour 2021-2022.

RÉPONSE NO 96

À l'heure actuelle, il n'est pas prévu d'instaurer un affichage nutritionnel obligatoire dans les établissements de restauration rapide.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières de l'Opposition officielle

QUESTION NO 97

État de situation des actions du gouvernement en matière de prévention afin de réduire la consommation de boissons sucrées. Prévisions budgétaires et échéancier pour 2021-2022.

RÉPONSE NO 97

Publié en 2019, le Plan d'action pour réduire la consommation de boissons sucrées et promouvoir l'eau présente neuf mesures de santé publique. Celles-ci s'inscrivent comme une priorité dans le plan d'action thématique tripartite du Programme national de santé publique (2015-2020). La mise en œuvre de ces actions est sous la responsabilité du ministère de la Santé et des Services sociaux (MSSS), en collaboration avec les directions de santé publique des établissements du réseau de la santé et des services sociaux et l'Institut national de santé publique du Québec. En raison de la pandémie de COVID-19, les actions de sensibilisation dans les milieux scolaires et municipaux, notamment, ont été interrompues en 2020-2021.

Le MSSS a octroyé une aide financière de 300 000 \$ à l'Association pour la santé publique du Québec pour l'édition 2020-2021 de la campagne de sensibilisation *J'ai soif de santé!*. Cette aide financière vise la bonification et l'intensification des différentes composantes de la campagne dans les écoles, dans les services de garde éducatifs à l'enfance, dans les camps de vacances, dans les municipalités ainsi qu'auprès des familles et des professionnels de la santé. Depuis 2017, cette campagne complète les mesures de santé publique sur les boissons sucrées.

Le Plan d'action interministériel 2017-2021 (PAI) de la Politique gouvernementale de prévention en santé 2015-2025 (PGPS) prévoit la réalisation d'un projet pilote visant la promotion de la consommation d'eau potable non embouteillée (VisezEau®) en milieu scolaire et l'évaluation de la pertinence d'un déploiement élargi. Pour cette action, le MSSS a octroyé une aide financière au Centre hospitalier universitaire de Québec–Université Laval de 250 000 \$ pour l'exercice financier 2020-2021. Pour l'ensemble des quatre années du PAI, un montant total de 1 500 000 \$ a été accordé pour la mise en œuvre de cette action.

La PGPS prévoit également la mise en place d'un chantier interministériel afin d'étudier la pertinence et la faisabilité d'instaurer une taxe sur les boissons sucrées, dont les revenus seraient investis en prévention. Soulignons que les taxes sur les boissons sucrées introduites dans diverses administrations à travers le monde ont été efficaces pour réduire les achats et l'apport alimentaire en boissons sucrées. Une taxe de 10 % réduirait l'achat et la consommation de boissons sucrées de 10 %.

En janvier 2020, le MSSS a mis sur pied un comité consultatif mandaté pour explorer des mesures visant à restreindre l'accès et l'attrait des boissons énergisantes pour protéger la santé des jeunes.

Les prévisions budgétaires et l'échéancier pour 2021-2022 ne sont pas disponibles.

Tableau 1
Campagne de sensibilisation *J'ai soif de santé!* – Prévisions budgétaires 2020-2021

Activités prévues	Estimation des coûts
Salaires et charges sociales	77 000 \$
Quote-part des frais communs	30 000 \$
Honoraires professionnels	40 000 \$
Communication	58 000 \$
Matériel lié au projet	95 000 \$
Total des dépenses :	300 000,00 \$

Tableau 2
Projet-pilote *Visez Eau®* - Prévisions budgétaires 2018-2021

Dépenses	2018	2019	2020	2021	Total
Frais indirects de recherche	106 299 \$	159 450 \$	0 \$	53 150 \$	318 899 \$
Salaires	289 553 \$	413 525 \$	6 629 \$	0 \$	709 707 \$
Communications (Technologies)	55 597 \$	51 729 \$	62 702 \$	10 805 \$	180 833 \$
Équipement informatique	1 344 \$	622 \$	0 \$	0 \$	1 966 \$
Fontaine d’eau	23 569\$	0 \$	39 554 \$	54 713 \$	117 836 \$
Fourniture, impressions, télécommunications, divers	2 774 \$	23 191 \$	416 \$	416 \$	26 797 \$
Objets éducatifs	29 890 \$	48 487 \$	5 391 \$	13 477 \$	97 245 \$
Déplacements terrain	3 767 \$	16 424 \$	0 \$	0 \$	20 191 \$
Documents de recherche	0 \$	0 \$	7 534 \$	18 696 \$	26 231 \$
TOTAL :	512 793 \$	713 427 \$	122 227 \$	151 256 \$	1 499 703 \$

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières de l'Opposition officielle

QUESTION NO 98

État de situation sur la possibilité pour le MSSS de reconnaître l'obésité comme une maladie.

RÉPONSE NO 98

Le ministère de la Santé et des Services sociaux (MSSS) ne s'est pas positionné officiellement sur cette question. Plusieurs éléments portent à considérer que l'obésité n'est qu'un facteur de risque de maladies parmi d'autres, tels que le tabagisme, la sédentarité, une mauvaise alimentation, une haute tension artérielle ou un taux élevé de cholestérol. Ce sont davantage les mauvaises habitudes de vie et la localisation de l'excès de gras dans l'abdomen qui sont néfastes pour la santé, plutôt que le seul fait d'être classé dans les catégories embonpoint (indice de masse corporelle (IMC) situé entre 25 et 29,9) et obésité (à partir d'un IMC de 30).

Il demeure que l'obésité morbide (IMC de plus de 40), pour laquelle les répercussions physiques et psychosociales sont importantes, nécessite une prise en charge médicale. L'Organisation mondiale de la Santé considère que la chirurgie bariatrique est le seul traitement efficace de l'obésité morbide.

Bien que l'obésité soit reconnue comme une maladie chronique par certaines organisations, dont des associations médicales canadienne et américaine, elle n'est pas officiellement reconnue comme telle par le gouvernement fédéral ni par les provinces et les territoires du Canada.

Dans le contexte où le système de santé du Québec fait face à d'importants défis liés à l'obésité et aux maladies chroniques associées, la prévention en santé constitue la voie d'action à privilégier, afin que la population vive en meilleure santé plus longtemps.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières de l'Opposition officielle

QUESTION NO 99

État de situation en matière d'écart de financement interrégional, en dollars et en pourcentage, par région sociosanitaire et par programme.

RÉPONSE NO 99

La réponse est fournie en suivi à la question n° 144 des questions particulières du troisième groupe d'opposition.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières de l'Opposition officielle

QUESTION NO 100

État d'avancement des travaux liés au plan d'action pour la santé des populations nordiques.

RÉPONSE NO 100

La réponse à cette question est fournie à la question n° 150 des questions particulières du Troisième groupe d'opposition.

QUESTION NO 101

Nombre d'interventions du ministre de la Santé et des Services sociaux en vertu de l'article 54 de la *Loi sur la santé publique*. Spécifier les dossiers dans lesquels il est intervenu, les dates et les avis fournis.

RÉPONSE NO 101

1. Nombre d'interventions en 2020-2021 (données du 28 février 2021)

En 2020-2021, 283 demandes d'avis ont été transmises au ministère de la Santé et des Services sociaux (MSSS) en vertu de l'article 54 de la Loi sur la santé publique (RLRQ, chapitre S-2.2).

Les demandes d'avis ont porté sur :

- des projets de loi (20);
- des projets de règlement (17);
- des documents d'orientation (politique, stratégie, plan d'action, programme, directive, etc.) (51);
- des décrets (195).

Les 195 décrets concernaient :

- l'entrée en vigueur de lois ou dispositions législatives (5);
- l'entrée en vigueur de règlements et de règles (51);
- l'approbation de documents d'orientation (politique, stratégie, plan d'action, programme, directive, etc.) (19);
- la délivrance de certificats d'autorisation de projets (12);
- le financement d'organismes, de projets ou de services (81);
- l'approbation d'ententes de services ou de partenariats (23);
- autres (4).

2. Types de commentaires émis par le ministère de la Santé et des Services sociaux (MSSS) à la suite des demandes de consultation

Les commentaires émis par le MSSS relativement aux dossiers soumis lors de la demande officielle par le ministère du Conseil exécutif ou les ministères et organismes promoteurs sont de différents types :

- Demandes d'avis pour lesquelles le MSSS n'avait aucun commentaire à formuler : 269;
- Demandes d'avis pour lesquelles le MSSS a émis des commentaires (ajout d'information complémentaire, préoccupation exprimée, mesure d'atténuation proposée, etc.) : 14.

Il appartient à chacun des ministères et organismes promoteurs des projets d'assurer les suivis nécessaires.

QUESTION NO 102

État de situation concernant les blessures causées par des bandelettes d'incontinence au Québec et actions entreprises par le ministère pour réguler la situation.

RÉPONSE NO 102

Entre avril 2019 et mars 2020, le ministère de la Santé et des Services sociaux (MSSS) a reçu six lettres de citoyennes présentant des problèmes à la suite de l'installation de bandelettes chirurgicales visant à traiter un problème d'incontinence urinaire.

La nature des demandes adressées au MSSS était variée, telle que des demandes de remboursement de procédure faite à l'étranger, des enjeux de confiance envers les urologues et lors de l'obtention de consentement éclairé pour l'installation des bandelettes chirurgicales. Le MSSS a répondu à toutes les demandes en collaboration avec la Régie de l'assurance maladie du Québec (RAMQ), le Collège des médecins du Québec (CMQ) et l'Association des urologues du Québec. De plus, les actions suivantes ont été entreprises :

1. Revue de la littérature (non exhaustive) couvrant l'utilisation des bandelettes dans le monde, les complications signalées et les recherches sur le traitement chirurgical des complications.
2. Contact auprès de l'Association des urologues du Québec :
 - La bandelette sous-urétrale par voie transvaginale est encore considérée la chirurgie étalon-or pour le traitement de l'incontinence urinaire à l'effort, et est recommandée et soutenue par toutes les associations nationales et internationales. L'expertise québécoise pour procéder au retrait a été validée auprès de l'Association des urologues du Québec. La majorité des urologues québécois sont habilités à faire l'extraction partielle des bandelettes. Les cas plus complexes de retraits partiels sont référés aux urologues qui ont une surspécialisation. L'exérèse complète est possible, mais difficile, en plus d'être associée à des risques opératoires.
 - Proposition d'urologues compétents pour effectuer la procédure de retrait aux femmes en ayant fait la demande.
3. Données sur les besoins des femmes :
 - Près de 400 femmes ont complété un formulaire mis en ligne via un groupe Facebook géré par une patiente touchée par cet enjeu, pour déclarer des problèmes à la suite de l'installation de bandelettes chirurgicales.
 - Le secteur des autorisations médicales de la RAMQ a reçu 33 demandes : 29 demandes incomplètes, 4 demandes ont été refusées et font l'objet d'une demande de révision.
4. Annonce du CMQ de la tenue d'une enquête afin de faire la lumière sur cet enjeu. Le MSSS participe activement aux travaux du CMQ sur cet enjeu. Dans le cadre de ces travaux, une rencontre, où était présent le MSSS, a eu lieu le 24 janvier 2020. Le rapport, publié en juin 2020, émet 15 recommandations dont 3 s'adressent directement au MSSS, et 3 qui impliquent des actions du MSSS. En parallèle à cette publication, le MSSS a émis un communiqué dans lequel il confirme que les interventions qui ont été effectuées aux États-Unis avant la parution du rapport du CMQ seront remboursées selon les modalités prévues par la Régie de l'assurance maladie du Québec (RAMQ), et reconnaît que la qualité des services offerts au Québec pourrait être améliorée et qu'à cet effet, des ajustements seront

faits pour que les services soient disponibles et accessibles au Québec.

Période	Appels reçus	Demandes reçues	Demandes traitées	Demandes payées	Coût de programme
Du 18 au 25 décembre 2020	11	3	0	0	
Du 28 au 31 décembre 2020	3	41	0	0	
Du 4 au 8 janvier 2021	1	26	10	0	
Du 11 au 15 janvier 2021	3	11	32	10	225 000 \$
Du 18 au 22 janvier 2021	3	13	30	32	720 000 \$
Du 25 au 29 janvier 2021	0	18	33	30	675 000 \$
Du 1 ^{er} au 5 février 2021	1	10	16	33	* 741 096,45 \$
Du 8 au 12 février 2021	1	4	5	15	337 500 \$
Du 15 au 19 février 2021	0	1	1	5	112 500 \$
Du 22 au 26 février 2021	0	1	1	1	22 500 \$
Du 1 ^{er} mars au 5 mars 2021	0	2	2	0	0
Du 8 au 12 mars 2021	0	15	2	2	45 000 \$
Du 15 au 19 mars 2021	à venir	à venir	à venir	2	45 000 \$
TOTAL	23	145	132	130	2 923 596,45 \$

(*) un chèque partiel de 21 096,45 \$

À noter que 14 autres demandes sont en suspens dans l'attente du Décret de prolongation du Programme (chirurgies subies en 2021).

- À l'automne 2020, le MSSS a mis en place un comité d'experts dont le mandat était de procéder à l'analyse des recommandations du CMQ et de recommander les mesures à mettre en place afin de répondre aux besoins et à la prise en charge des patientes qui vivent des complications à la suite de l'installation d'une bandelette urinaire. Les travaux se sont échelonnés sur 4 mois et ont mené à la rédaction d'un « Programme de prise en charge spécialisée de l'incontinence urinaire et de gestion des complications liées à la pose d'une bandelette » dont le but est d'améliorer la prise en charge des femmes souffrant d'incontinence urinaire et des patientes qui vivent des complications à la suite de la pose d'une bandelette urinaire pour le traitement de l'incontinence urinaire.
- Par communiqué, le MSSS annonçait en décembre 2020 la mise en place du programme visant à soutenir financièrement les femmes qui ont subi une chirurgie de retrait radical de leur bandelette à l'extérieur du Québec et que des centres de références dotés d'équipes multidisciplinaires seraient annoncé.
- En février 2021, trois centres de référence ont été désignés : le Centre hospitalier de l'Université de Montréal, le Centre hospitalier universitaire de Québec et le Consortium McGill. Ces centres concentrent l'expertise en lien avec la gestion des complications liées aux bandelettes urinaires et seront à cet effet dotés d'équipes multidisciplinaires incluant des infirmières et des physiothérapeutes. Un 4^e centre de référence, le Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux de l'Estrie – Centre hospitalier universitaire de Sherbrooke, s'est ajouté en mars 2021.
- En mars 2021, la désignation de centres secondaires a été amorcée. Ces centres, également dotés d'équipes multidisciplinaires, ont pour objectif de regrouper l'expertise en lien avec le traitement de l'incontinence urinaire, incluant la pose de bandelettes urinaires et la gestion des complications simples qui peuvent survenir à la suite de la pose d'une bandelette.

QUESTION NO 103

État de situation au sujet de la ligne 1 866 APPELLE (nombre d'appels reçus, nombre d'appels demeurés sans réponse, coûts engendrés, etc.) :

- a) Nombre de régions où les appels au 1 866 APPELLE sont transférés au service 811. Prévisions à court, à moyen et à long terme.
- b) nombre de régions où le transfert au service 811 permet de parler directement à un intervenant.
- c) économies anticipées à l'échelle du Québec par cette mesure.
- d) procédure transmise par le MSSS aux CISSS et aux CIUSSS dans le cadre de cette mesure.

RÉPONSE NO 103

La ligne provinciale d'intervention téléphonique en prévention du suicide 1 866 APPELLE consiste à offrir à toute la population une réponse téléphonique accessible 24 heures sur 24, 7 jours sur 7. La ligne est programmée à partir des indicatifs régionaux qui servent à basculer automatiquement l'appel vers un centre désigné et selon un horaire jour/heure/congé. Les centres de prévention du suicide (CPS) sont les principaux centres de réponse téléphonique désignés de la ligne ainsi que le service de consultation téléphonique psychosociale 24/7 (Info-Social 811).

Tableau 1 : Appels pour 2020-2021

Total des appels reçus	54 468
Total des appels non répondus	2 226
Pourcentage d'appels non répondus	4,08 %

Concernant les coûts engendrés, la majorité de ceux-ci sont inclus dans le financement pour la mission globale des organismes communautaires (PSOC) concernés ou dans le budget global de l'établissement pour Info-Social 811.

- Les centres intégrés de santé et services sociaux (CISSS) et les centres intégrés universitaires de santé et services sociaux (CIUSSS) ont la responsabilité de mandater sur leur territoire l'organisation qui assurera la réponse 24 heures/ 7 jours de la ligne 1 866 APPELLE dans le respect des standards ministériels. Dans la grande majorité des régions, ce sont les CPS qui ont été mandatés pour offrir la réponse téléphonique 1 866 APPELLE, sauf dans le cas de trois régions, soit Chaudière-Appalaches, l'Outaouais et l'Estrie, où c'est le service Info-Social 811 qui offre la réponse à la ligne 1 866 APPELLE.
- Pour les régions de l'Estrie, de l'Outaouais et de Chaudière-Appalaches, la personne qui compose le 1 866 APPELLE obtient une réponse directe d'un intervenant.
- L'objectif général est d'optimiser dans son fonctionnement global, à l'échelle provinciale, la réponse aux personnes suicidaires et à leurs proches qui composent le 1 866 APPELLE et permettre ainsi d'éviter plus efficacement les suicides ou les tentatives de suicide. Avec les

nouvelles orientations et les standards ministériels, le fonctionnement et les taux de réponse de la ligne se sont grandement améliorés.

Tous les centres mandataires sont maintenant régis par des standards d'accès, de continuité, de qualité, d'efficacité et d'efficience.

- En 2014, lors de la diffusion des standards, le MSSS a précisé aux présidents-directeurs généraux des agences de la santé et des services sociaux qu'ils :
 - assument leurs responsabilités liées à ce service sur le plan régional en s'assurant que les standards fixés soient mis en place et respectés, qu'ils réalisent le suivi ainsi que la reddition de comptes s'y rattachant et qu'ils l'inscrivent systématiquement dans leurs rapports de gestion;
 - analysent la situation du ou des centres désignés sur leur territoire qui assurent actuellement la réponse à la ligne provinciale d'intervention téléphonique en prévention du suicide, identifient une seule organisation par région responsable d'offrir ce service et lui confie un mandat régional à cet effet;
 - s'assurent que l'établissement ou l'organisme mandaté réponde aux critères ministériels d'accessibilité, de continuité, de qualité, d'efficacité et d'efficience convenus dans le cadre de ce mandat.

Selon leur organisation régionale, ce sont les CISSS ou les CIUSSS qui déterminent le mandataire qui assurera la réponse à la ligne 1 866 APPELLE.

Le 2 novembre 2020, le ministre délégué à la Santé et aux Services sociaux a annoncé un investissement de 100 M\$ qui permettra d'agir sur plusieurs plans afin d'améliorer l'offre de soins et de services psychosociaux et en santé mentale pour la population du Québec. De cette somme, 900 000\$ sont dédiés au rehaussement de la ligne 1 866 APPELLE d'ici le 31 mars 2022. Plus spécifiquement, ce montant permettra aux onze CPS, répartis dans autant de régions du Québec et mandatés par les CISSS et CIUSSS, de procéder à l'embauche de nouvelles ressources et à la formation de celles-ci, ou d'augmenter la présence de ressources déjà en poste, et ce, afin de répondre à la hausse des demandes observée au cours des derniers mois.

QUESTION NO 104

État de situation quant au développement d'une stratégie numérique en prévention du suicide.

RÉPONSE NO 104

Réclamée depuis des années par plusieurs acteurs de la prévention du suicide, la stratégie numérique permet de répondre aux besoins de personnes vulnérables qui n'auraient pas été rejointes autrement et de renforcer le filet de sécurité dans les espaces virtuels. Certaines personnes sont peu enclines à utiliser le téléphone ou les rencontres en personne pour exprimer leur détresse et demander de l'aide. Elles communiquent plutôt leurs idées suicidaires dans les environnements virtuels et relativement anonymes comme les réseaux sociaux ou les espaces de jeu en ligne. La stratégie numérique est complémentaire aux ressources traditionnelles, lesquelles demeurent essentielles.

Le lancement du service d'intervention par clavardage et du site Internet Suicide.ca a eu lieu le 15 octobre 2020. L'application mobile a été lancée le 26 novembre 2020.

Un scénario d'accessibilité des services d'intervention à raison de 35 heures par semaine a été choisi à compter de la mi-octobre 2020 jusqu'au mois de mars 2021, moment où tous les services seront désormais disponibles 24 heures sur 24, 7 jours sur 7. La mise en service se fait sans large promotion dans la population pour l'instant. Des moyens de promotion plus soutenus devraient être mis de l'avant au printemps 2021.

La stratégie numérique comportera différents volets :

- Volet 1 : Information et sensibilisation pour le grand public;
- Volet 2 : Services à la population;
- Volet 3 : Services aux ressources.

Depuis le 1^{er} avril 2020, l'Association québécoise de prévention du suicide (AQPS) a mené d'importants travaux, notamment :

- Finalisation du portail Web, production des outils et rédaction des contenus;
- Finalisation de l'infrastructure technologique du service d'intervention par clavardage et texto 24/7, de l'application mobile et des outils virtuels de monitoring et d'autogestion de la santé mentale;
- Finalisation des outils d'intervention par clavardage et texto ainsi que des paramètres de formation des intervenants;
- Finalisation des paramètres éthiques, juridiques et déontologiques;
- Formation des intervenants assurant l'intervention par clavardage.

D'autres travaux sont toujours en cours et en voie d'être finalisés, entre autres :

- Planification de l'évaluation de l'implantation numérique;
- Développement des groupes de soutien en ligne pour les personnes endeuillées.

En parallèle, la pandémie de la COVID-19 et le confinement amplifient certains facteurs de risque pour la dégradation de la santé mentale et psychosociale ainsi qu'une augmentation de la détresse.

Le 2 novembre 2020, un financement de 4 M\$ pour 2020-2021 et 2021-2022 a été consenti à l'AQPS par le ministre délégué à la Santé et aux Services sociaux pour soutenir la mise en œuvre de ce nouveau service. Ce financement permettra de soutenir, en partie, la prestation des services d'intervention 24 heures sur 24, 7 jours sur 7, par clavardage et par texto par les CPS (charges salariales et frais d'opération), le développement technologique et informatique, les communications et la promotion de la stratégie numérique en prévention du suicide, ainsi que les opérations générales de l'AQPS (encadrement, suivi, gestion).

QUESTION NO 105

État de situation sur l'élaboration d'une stratégie nationale en prévention du suicide.

RÉPONSE NO 105

La première et la seule mesure de ce type, la « Stratégie québécoise d'action face au suicide - S'entraider pour la vie » a été mise en place en 1999, en réponse à une hausse marquée du taux de suicide. Il s'agit d'une mesure phare préconisée par l'Organisation mondiale de la Santé et réclamée par plusieurs partenaires œuvrant en santé mentale et en prévention du suicide, dont plusieurs font aujourd'hui partie du Collectif pour une stratégie nationale en prévention du suicide lancé le 9 septembre 2019.

Le 29 octobre 2019, le gouvernement a annoncé son intention de doter le Québec d'une nouvelle Stratégie nationale en prévention du suicide. Le 10 septembre 2020, à l'occasion de la Journée mondiale de prévention du suicide, le ministre de la Santé et des Services sociaux a reconfirmé cet engagement et annoncé souhaiter relancer ces travaux dès que possible. Aucun échéancier n'a à ce jour été annoncé.

La Stratégie nationale en prévention du suicide s'appuiera sur les plus récentes connaissances et les meilleures pratiques. Elle s'inscrira en continuité avec les grandes mesures structurantes déjà existantes :

- du Programme national de santé publique 2015-2025,
- du Plan d'action interministériel 2017-2021 de la Politique gouvernementale de prévention en santé 2015-2025 dont la mesure 4.1 vise l'amélioration des services préventifs en matière de prévention du suicide,
- du prochain Plan d'action interministériel en santé mentale.

ACTIONS POSÉES EN 2020-2021

- Le processus de consultation pour la prochaine stratégie nationale a été réactivé en février 2021. Il a été adapté à l'évolution du contexte de pandémie et à la disponibilité des parties prenantes qui sont aussi grandement mobilisées dans le contexte actuel. Des modalités souples de consultation et d'échanges bilatéraux sont mises de l'avant.
- Une rencontre de mise à niveau entre la Direction générale de la santé publique (DGSP), la Direction générale des programmes dédiés aux personnes, aux familles et aux communautés (DGPPFC), l'Institut universitaire de première ligne en santé et services sociaux du Centre intégré universitaire de santé et des services sociaux de l'Estrie - Centre hospitalier universitaire de Sherbrooke, les coprésidents du Collectif, l'Association québécoise de prévention du suicide et le Regroupement des centres de prévention du suicide du Québec a eu lieu le 5 février 2021.

- Une rencontre virtuelle avec l'ensemble des parties prenantes, interpellées à l'hiver 2020, s'est déroulée le 19 février 2021. Au total, 85 personnes ont répondu présentes à cette rencontre qui visait à :
 - faire un retour sur la journée de consultation du 18 février 2020,
 - présenter les travaux qui ont été menés dans la dernière année et qui seront contributifs à la stratégie nationale,
 - présenter les prochaines étapes de la démarche et les outils développés pour soutenir l'élaboration des mesures concrètes.
- Le 25 février 2021, les outils d'élaboration des mesures ont été envoyés à l'ensemble des parties prenantes.

Cette démarche s'arrimera avec les travaux du prochain plan d'action interministériel en santé mentale qui sont pilotés par la DGPPFC. Entre autres, la DGSP s'est jointe à la DGPPFC pour les consultations intégrées des Premières nations et Inuits sur la santé mentale, l'itinérance et la prévention du suicide qui se sont déroulées les 25, 26 et 28 janvier 2021.

Enfin, malgré le contexte de pandémie de la COVID-19, plusieurs projets en prévention du suicide ou contributifs à la prochaine stratégie se sont poursuivis, comme :

- le déploiement de la stratégie numérique en prévention du suicide pour le Québec,
- la mise à jour des guides ministériels de bonnes pratiques et la planification d'activités de transfert des connaissances,
- la révision de l'offre de formation pour les intervenants et le personnel en soins infirmiers,
- le projet visant à outiller ceux qui interviennent auprès d'enfants de 5 à 13 ans présentant des manifestations associées au suicide,
- le déploiement du projet de promotion et de prévention en matière de santé mentale en contexte scolaire.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières de l'Opposition officielle

QUESTION NO 106

Subventions octroyées aux centres de prévention du suicide (au national et par région) en 2020-2021.

RÉPONSE NO 106

La réponse à cette question est fournie à la question n° 149 des questions particulières du Troisième groupe d'opposition.

QUESTION NO 107

Concernant le suicide, fournir :

- les sommes investies dans la prévention du suicide chez les 50 à 64 ans;
- le nombre de sentinelles pour la prévention du suicide qui ont été formées afin de venir en aide aux personnes de 50 à 64 ans;
- les sommes investies spécifiquement pour la mise en place du programme des Sentinelles par année depuis sa création; notamment pour les aînées.

RÉPONSE NO 107

La prévention du suicide est une mesure universelle pour laquelle des interventions sont déployées pour toute la population, sans distinction au regard des personnes âgées de 50 à 64 ans. Les données concernant les sommes investies pour cette tranche d'âge ne sont pas disponibles.

Il en va de même pour les sentinelles en prévention du suicide qui sont formées pour reconnaître les signes précurseurs des comportements suicidaires et diriger les personnes vers les ressources d'aide, peu importe leur âge.

Au Québec, en moyenne, près de 2 000 sentinelles sont formées par année. Les données concernant la tranche d'âge des 50-64 ans ou celle des 65 ans et plus ne sont pas disponibles.

Au cours de l'année 2020-2021, aucune somme n'a été investie spécifiquement pour l'implantation de réseaux de sentinelles.

QUESTION NO 108

Évaluation de coûts, d'économies, et analyse d'impact sur la possibilité de permettre la vaccination grippale administrée par les pharmaciens.

RÉPONSE NO 108

Les coûts additionnels pour permettre aux pharmaciens d'administrer la vaccination grippale dans leurs pharmacies étaient estimés à 19,5 M\$ pour une période de 3 ans.

Par ailleurs, la vaccination par les pharmaciens se veut une offre complémentaire à l'offre actuelle qui est maintenue dans le réseau de la santé et des services sociaux. Elle permet de multiplier grandement les sites de vaccination et les plages horaires pour rejoindre plus facilement la population et ainsi contribuer à l'atteinte des objectifs de santé publique. Dans la mesure où la pharmacie communautaire est parfois le seul point de services de santé dans plusieurs localités du Québec, l'ajout de la vaccination à l'exercice de la pharmacie est susceptible d'améliorer concrètement l'accès aux soins de santé pour les populations qui y résident. Par exemple, l'accès de proximité à la vaccination pourrait éviter des déplacements inutiles simplement pour obtenir un vaccin pour l'influenza ou en prévision d'un voyage.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières de l'Opposition officielle

QUESTION NO 109

Coût total de la campagne de vaccination :

- a. publicité;
- b. location de salles;
- c. personnel infirmier;
- d. temps supplémentaire;
- e. cliniques de grippe;
- f. etc.

RÉPONSE NO 109

Le budget consenti à la campagne publicitaire pour 2020-2021 est de 316 414,03 \$

Les campagnes de vaccination contre la grippe sont réalisées à même les budgets de fonctionnement des centres intégrés de santé et de services sociaux et des centres intégrés universitaires de santé et de services sociaux.

À l'exception de la campagne de vaccination contre la grippe pandémique H1N1 en 2009-2010, où des budgets supplémentaires avaient été accordés, aucune compilation du coût des campagnes n'est effectuée au MSSS.

QUESTION NO 110

Nombre de cliniques d’hiver, par région et par établissement, et date de mise en place pour 2019-2020 et 2020-2021.

RÉPONSE NO 110

En 2019-2020, les cliniques d’hiver se sont déroulées du 2 décembre 2019 au 31 mars 2020. Au total, 69 cliniques d’hiver ont été désignées, réparties dans treize établissements.

2019-2020		
Région	Établissement	Nb de cliniques
02	CIUSSS du Saguenay-Lac-Saint-Jean	3
03	CIUSSS de la Capitale-Nationale	2
06-1	CIUSSS de l’Ouest-de-l’Île-de-Montréal	3
06-2	CIUSSS du Centre-Ouest-de-l’Île-de-Montréal	3
06-3	CIUSSS du Centre-Sud-de-l’Île-de-Montréal	8
06-4	CIUSSS du Nord-de-l’Île-de-Montréal	5
06-5	CIUSSS de l’Est-de-l’Île-de-Montréal	8
07	CISSS de l’Outaouais	4
14	CISSS de Lanaudière	7
15	CISSS des Laurentides	4
16-1	CISSS de la Montérégie-Centre	12
16-2	CISSS de la Montérégie-Est	3
16-3	CISSS de la Montérégie-Ouest	7
Ensemble du Québec		69

En 2020-2021, aucune clinique d’hiver n’a été désignée.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières de l'Opposition officielle

QUESTION NO 111

Nombre de personnes et pourcentage de personnes s'étant fait vacciner contre la grippe.

RÉPONSE NO 111

Selon les données saisies au Registre de vaccination, un peu plus de 1 226 000 doses du vaccin contre l'influenza ont été administrées et près de 1 212 700 individus ont reçu au moins une dose du vaccin au terme de la saison grippale 2019-2020. Parmi les groupes visés par le programme de vaccination, environ 352 100 malades chroniques âgés de 6 mois à 74 ans, 11 000 femmes enceintes et 31 750 résidents en centres d'hébergement et de soins de longue durée (CHSLD) ont reçu au moins une dose de vaccin contre l'influenza. Cela représente une couverture vaccinale (CV) globale de 14 %. Selon les groupes visés, la CV se situe autour de 13 % chez les malades chroniques, 17 % chez les femmes enceintes et 57 % pour les résidents en CHSLD (CV établie sur le nombre de résidents vs 43 % si établie sur le nombre de lits au permis).

Aperçu de la saison 2020-2021

Bien que la saison grippale 2020-2021 (1^{er} octobre 2020 au 30 septembre 2021) ne soit pas terminée et que des personnes pourraient encore recevoir le vaccin, les données cumulées au 23 mars 2021 témoignent d'une hausse de la vaccination contre la grippe saisonnière. Ainsi, un peu plus de 1 622 000 doses ont été administrées et près de 1 609 300 individus ont reçu au moins une dose de vaccin. L'augmentation touche plus particulièrement le groupe des malades chroniques, où plus de 461 500 individus âgés de 6 mois à 74 ans ont reçu au moins une dose du vaccin. Chez les autres groupes visés, 13 350 femmes enceintes et 29 315 résidents en CHSLD ont reçu le vaccin.

Au regard des couvertures vaccinales (CV), on estime que près d'une personne sur cinq (19 %) de la population a reçu le vaccin contre la grippe saisonnière. Tous les groupes visés par le programme affichent une augmentation de leur CV lesquelles s'élèvent à 60 % en CHSLD (vs 35 % si établie sur le nombre de lits au permis), 58 % chez les personnes âgées de 75 ans ou plus, 19 % chez les femmes enceintes et 17 % chez les malades chroniques âgés entre 6 mois et 74 ans.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières de l'Opposition officielle

QUESTION NO 112

Nombre de médecins qui ont facturé pour une vaccination et les coûts reliés, s'il y a lieu.

RÉPONSE NO 112

La réponse est fournie aux questions 333 et 334 des questions particulières du Troisième groupe d'opposition.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières de l'Opposition officielle

QUESTION NO 113

Montant versé en honoraires aux médecins pour la vaccination.

RÉPONSE NO 113

La réponse est fournie à la question 334 des questions particulières du Troisième groupe d'opposition.

QUESTION NO 114

Ventilation des sommes investies pour la prévention du cannabis (25 M\$) pour 2020-2021 et projection 2021-2022.

RÉPONSE NO 114

La Loi encadrant le cannabis prévoit un investissement minimal de 25 M\$ par année jusqu'en 2022-2023 au Fonds de prévention et de recherche en matière de cannabis (FPRMC). L'objectif est d'assurer le financement d'activités visant à prévenir la consommation de cannabis à des fins non médicales et réduire les méfaits qui y sont associés.

Au 1^{er} avril 2020, le FPRMC comptait un surplus cumulé de 21 161 955 \$ et un montant de 51 538 045 \$ provenant de la vente de cannabis, pour un total de 72 700 000 \$. Le contexte de la pandémie de COVID-19 a entraîné des délais importants dans l'approbation des normes budgétaires du FPRMC par le Secrétariat du Conseil du Trésor. Ainsi, le versement des crédits budgétaires pour plusieurs mesures a été retardé en février 2021. Conséquemment, des surplus sont à prévoir et seront intégrés à la planification budgétaire de 2021-2022.

Tableau 1 : Sommes investies pour la prévention du cannabis 2020-2021

Catégories d'activités	Prévisions 25 M\$ 2020-2021
Prévention	17 660 000 \$
Recherche	3 595 000 \$
Mise en œuvre (Fonctionnement et rémunération)	2 764 251 \$
Services curatifs	3 200 000 \$
Total	27 219 251 \$*

* Le montant excédant le 25 M\$ est prévu dans la proposition de normes budgétaires pour les surplus et les sommes provenant de la vente de cannabis par la Société québécoise du cannabis. Données en date du 28 février 2021.

Les projections pour 2021-2022 ne sont pas disponibles.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières de l'Opposition officielle

QUESTION NO 115

Effectif (en ETC) et budget consacré à l'enjeu de l'encadrement du cannabis.

RÉPONSE NO 115

Au cours de l'exercice financier 2020-2021, l'effectif total du ministère de la Santé et des Services sociaux (MSSS) qui œuvre directement à l'encadrement du cannabis ou encore à la réduction des méfaits et aux services associés à cette substance équivaut à 22 ETC. Ces ressources sont réparties dans cinq unités administratives différentes.

Pour l'exercice financier 2020-2021, les coûts de fonctionnement, incluant la rémunération provenant du Fonds de prévention et de recherche en matière de cannabis (FPRMC), s'élèvent à 2 764 251 \$.

Pour la même période, les dépenses de transfert du FPRMC s'élèvent à 24 455 000 \$. Ces sommes ont servi à soutenir des actions de prévention et de promotion (ex. : Soutien aux Directions de Santé publique et aux organismes communautaires), des services curatifs (ex. : Services externes intensifs pour les jeunes) et des activités de recherche et de surveillances (ex. : Enquête québécoise sur le cannabis).

QUESTION NO 116

1. En vertu de la Loi encadrant le cannabis au Québec :
- a) Pour l'année 2020-2021, liste de tout étude, analyse ou document concernant la réglementation du cannabis chez les différentes communautés autochtones du Québec ;
 - b) le nombre de communautés ayant instauré des règles et quelles sont les règles pour chacune ;
 - c) les ressources disponibles pour les communautés pour contrôler le produit.

RÉPONSE NO 116

- a) Aucun document ne peut être partagé puisque des travaux et des échanges sont en cours avec les communautés.
- b) Les communautés autochtones peuvent conclure des ententes particulières avec le gouvernement du Québec, dans le cadre de ce que prévoit l'article 62 de la Loi encadrant le cannabis (RLRQ, chapitre C-5.3). Sans une telle entente, la distribution et la vente sur ces territoires par une entité autre que la Société québécoise du cannabis (SQDC) demeurent illégales.

À ce jour, cinq communautés ont manifesté leur intérêt de convenir d'une entente avec le gouvernement. Des discussions de nature administrative sont en cours.

- c) Comme il n'y a aucune entente effective en vertu de l'article 62 de la Loi encadrant le cannabis, seule la SQDC peut vendre du cannabis au Québec. Conséquemment, seuls les corps de police peuvent appliquer les mesures relatives à la vente illégale.

QUESTION NO 117

Toute étude, note ou évaluation concernant l'évolution de la consommation du cannabis dans la population depuis sa légalisation.

RÉPONSE NO 117

Enquête québécoise sur le cannabis (EQC)

L'EQC est une enquête à portée nationale qui permet d'obtenir de l'information inédite sur les comportements associés à la consommation de cannabis, ainsi que sur les normes sociales à l'égard du cannabis dans la population québécoise âgée de 15 ans et plus.

Cette enquête, prévue annuellement entre 2018-2019 et 2022-2023, assure une couverture étendue afin de produire des mesures comparatives avant et après la légalisation du cannabis, qui est entrée en vigueur le 17 octobre 2018.

Cette enquête vise à :

- Établir la prévalence de la consommation de cannabis;
- Mesurer les perceptions de la population et les normes sociales à l'égard du cannabis;
- Comparer la consommation de cannabis et les normes sociales à l'égard du cannabis avant et après l'entrée en vigueur de la loi.

Autres enquêtes

En plus de l'EQC, d'autres enquêtes sociosanitaires collectaient déjà des informations sur la consommation de substances psychoactives et, dans certains cas, ont été bonifiées au regard des questions sur la consommation de cannabis.

- L'Enquête sur le tabac, l'alcool, les drogues et les jeux de hasard et d'argent chez les élèves du secondaire, dont les résultats de l'édition 2019 ont été diffusés le 11 mars dernier, a permis de comparer la consommation de cannabis chez les élèves du secondaire âgés de 12 à 17 ans entre 2013 et 2019. Elle documente également les normes sociales au regard de la consommation de cannabis.
- L'Enquête québécoise sur la santé de la population 2020-2021 permettra de produire des données régionales sur la consommation de cannabis chez les personnes âgées de 15 ans et plus et de comparer avec 2014-2015. Les questions sur le cannabis seront bonifiées pour mieux suivre les pratiques des consommateurs
- Dans le contexte de la Covid-19, l'Institut national de santé publique du Québec a développé le Sondage sur les attitudes et comportements des adultes québécois, effectué de façon récurrente. Trois éditions (juillet, février et mars) de ce sondage ont porté sur la thématique de la consommation d'alcool, de cannabis et de tabac.
- L'Association pour la santé publique a mené un sondage visant notamment à documenter les sources d'information sur le cannabis chez les consommateurs et non-consommateurs, la compréhension des lois, les habitudes de consommation et les motivations quant au choix des produits

Mise sur pied d'un système de vigie du cannabis

En 2018-2019, l'Infocentre de santé publique de l'Institut national de santé publique du Québec a mis en place un système de vigie du cannabis. Il intègre plusieurs sources de données afin de détecter rapidement toute situation problématique en lien avec l'usage de cannabis (ex. : hospitalisations, intoxications, etc.). Ces indicateurs ont été développés et sont rendus disponibles au réseau de la santé et des services sociaux, par l'Infocentre de santé publique.

QUESTION NO 118

Copie de toutes études, rapports ou analyses des systèmes comparant la situation québécoise à celle des autres provinces pour la vente de cannabis.

RÉPONSE NO 118

Le ministère de la Santé et des Services sociaux n'a pas réalisé d'analyse spécifique qui compare les ventes provinciales à l'échelle canadienne. La vente légale de cannabis non médical étant un phénomène récent, les données disponibles ne permettent pas de réaliser une analyse fine de la situation.

Le portrait des régimes d'encadrement applicables dans les provinces canadiennes est présenté dans le tableau 1. Certaines parties de ce portrait traitent des modèles de vente provinciaux.

Tableau 1 : Portrait des régimes d’encadrement du cannabis dans les provinces canadiennes

FICHE CONTEXTE - 7

TABLEAU COMPARATIF DES PROVINCES ET DES TERRITOIRES DU CANADA POUR L’ENCADREMENT DU CANNABIS

	QUÉBEC	ONTARIO	T-N-L	Î.-P.-É.	N.-B.	N.-É.	MANITOBA	SASK.	ALBERTA	C.-B.	NUNAVUT	T.N.-O.	YUKON
ÂGE LÉgal	21	19	19	19	19	19	19	19	18	19	19	19	19
MODÈLE DE VENTE	Public	Hybride	Hybride	Public	Public	Public	Privé	Privé	Hybride	Hybride	Hybride	Public	Hybride
VENTE AVEC ALCOOL	Non	Non	Circonstance particulière uniquement (dans les zones rurales)	Oui, avec restriction	Non	Oui dans un espace séparé	Non	Non	Non	Oui dans les zones rurales	Non disponible	Magasins de l'État : les produits sont demandés directement au caissier	Non
VENTE EN LIGNE	Public	Public	Public	Public	Public	Public	Privé	Privé	Public	Public	Public	Public	Public
NOMBRE DE LIEUX DE VENTE	57 boutiques	359 boutiques autorisées	Environ 30 boutiques	Nombre fixe : 4	Nombre fixe : 20	Nombre fixe : 12	30 boutiques	Pour les 3 premières années max. de 51 permis de vente	555 boutiques	282 permis octroyés	Actuellement vente en ligne uniquement	5 boutiques	5 boutiques
GESTION DE LA DISTRIBUTION	Société québécoise du cannabis	Ontario Cannabis Retail Corporation	Cannabis Newfoundland Labrador	PEI Cannabis Management Corporation	Cannabis Management Corporation	Nova Scotia Liquors Corporation	Manitoba Liquors and Lotteries Corporation or MLLC licenses	Privé mais réglementé par Saskat-chewan Liquors and Gaming Authority	Alberta Gaming, Liquors and Cannabis	B.C. Liquors Distribution Branch	Nunavut Liquors Commission	Liquors Commission	Yukon Liquors Corporation or government designate

	QUÉBEC	ONTARIO	T-N-L	Î.-P.-É.	N.-B.	N.-É.	MANITOBA	SASK.	ALBERTA	C.-B.	NUNAVUT	T.N.-O.	YUKON
CULTURE À DOMICILE	Interdite	4 plants	4 plants (culture extérieure est interdite)	4 plants (hors de portée des jeunes)	4 plants dans un espace fermé (possible intérieur et extérieur)	4 plants (municipalités peuvent imposer des restrictions)	Interdite	4 plants	4 plants	4 plants (non visible de l’extérieur)	Mesure fédérale	4 plants (culture intérieure seulement)	4 plants
ÉDUCATION PRÉVENTION EN LIGNE	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Non disponible	Oui	Oui
PRIX DES LICENCES DE VENTE EN DÉTAIL	Non applicable	Exploitation : 6000\$; Autorisation magasin : 4000\$; Licence de gérant : 750\$	Non disponible	Non applicable	Non applicable	Non applicable	Frais de demande : 500\$; Frais annuels : 1000\$	Soumission : 1000 \$; Frais de demande : 2000 \$; Frais de permis annuel :3000 \$	Soumission : 440 \$; Frais de demande 3 000 \$; Frais de permis annuel : 700 \$	Frais de demande : 7 500 \$; Frais de permis annuel : 1 500 \$	Non disponible	Frais de demande : 1 000 \$	Première demande : 2050 \$; Renouvellement : 1550 \$; Frais annuels : 2150 \$
MINEURES DANS LES LIEUX DE VENTE	Non (interdiction aux moins de 21 ans)	Non	Non	Non	Non	Interdite dans la section distincte pour la vente de cannabis	Pas dans les lieux où les produits sont affichés	Non	Non	Non	Non	Oui, si accompagné d’un parent	Non disponible
LIEU DE CONSOMMATION (STYLE COFFEE SHOP)	Non	Non	Non	Non	Non	Non	Non	Non	Non, potentiellement dans le futur	Non, potentiellement dans le futur	Oui , Avec une licence de salon de cannabis	Non, mais possibilité d’obtenir un permis pour occasions spéciales	Non

	QUÉBEC	ONTARIO	T-N-L	Î.-P.-É.	N.-B.	N.-É.	MANITOBA	SASK.	ALBERTA	C.-B.	NUNAVUT	T.N.-O.	YUKON
RESTRICTIONS SUR LES PRODUITS COMESTIBLES ET EXTRAITS	Oui Interdiction produits attrayants pour les jeunes + autres mesures (DNSP déconseille vente produits vapotage)	Non	La vente de produits de vapotage du cannabis est interdite	Non	Non	Produits de vapotage avec odeur ou saveur autre que celle du cannabis aromatisé sont interdits	Non	Non	Après avoir été temporairemen t interdite, la vente de produits de vapotage du cannabis est maintenant autorisée	Non	Non	Non	À déterminer

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières de l'Opposition officielle

QUESTION NO 119

Nombre d'infirmières, d'infirmières auxiliaires, d'IPS et de préposés aux bénéficiaires à temps plein et à temps partiel dans le réseau de la santé et des services sociaux, au total ainsi que par région et par établissement, au 31 mars 2020 et au 31 mars 2021 :

- a) ventilé par région ;
- b) prévision du nombre d'embauches pour 2021-2022 et sommes réservées pour les embauches

RÉPONSE NO 119

La réponse à la sous-question a est fournie à la question 281 des questions particulières du Troisième groupe d'opposition.

Les informations sur les effectifs au 31 mars 2021 seront disponibles à l'automne 2021.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières de l'Opposition officielle

QUESTION NO 120

Sommes dépensées pour la rémunération du personnel soignant autre que des médecins, par catégorie d'emploi, en 2020-2021. Prévisions pour 2021-2022.

RÉPONSE NO 120

La réponse est fournie à la question 37 des questions particulières du Troisième groupe d'opposition.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières de l'Opposition officielle

QUESTION NO 121

Ventilation des primes octroyées aux professionnels de la santé autres que des médecins en 2020-2021, par catégorie d'emploi.

RÉPONSE NO 121

La réponse est fournie à la question 38 des questions particulières du Troisième groupe d'opposition.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières de l'Opposition officielle

QUESTION NO 122

Nombre d'infirmières formées et recrutées à l'étranger en 2020-2021.

RÉPONSE NO 122

En 2020-2021, il y a eu 348 infirmières recrutées à l'étranger par Recrutement Santé Québec.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières de l'Opposition officielle

QUESTION NO 123

Échelle salariale d'un préposé aux bénéficiaires en CHSLD public et prévisions des augmentations.

RÉPONSE NO 123

La réponse à cette question est indiquée à la question 54 des questions particulières de l'Opposition officielle adressées au Secrétariat aux Aînés.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières de l'Opposition officielle

QUESTION NO 124

Le nombre d'infirmières qui ont pris leur retraite en 2020-2021

RÉPONSE NO 124

La réponse est fournie à la question 273 des questions particulières du Troisième groupe d'opposition.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières de l'Opposition officielle

QUESTION NO 125

Nombre d'infirmières praticiennes spécialisées en pratique, par spécialité et par établissement.

.....

RÉPONSE NO 125

La réponse à cette question est fournie à la question n° 276 des questions particulières du Troisième groupe d'opposition (PQ).

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières de l'Opposition officielle

QUESTION NO 126

Nombre de postes, d'infirmières praticiennes spécialisées, qui ne sont présentement pas comblés, par spécialité et par établissement

RÉPONSE NO 126

La réponse à cette question est fournie à la question n° 277 des questions particulières du Troisième groupe d'opposition (PQ).

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières de l'Opposition officielle

QUESTION NO 127

Nombre d'infirmières praticiennes spécialisées en formation, par spécialité, par année de début de leur formation et par institution d'enseignement supérieur.

RÉPONSE NO 127

La réponse à cette question est fournie à la question n° 278 des questions particulières du Troisième groupe d'opposition (PQ).

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières de l'Opposition officielle

QUESTION NO 128

Nombre d'infirmières praticiennes spécialisées qui ont gradué et commencé leur pratique au cours de l'année 2020-2021.

RÉPONSE NO 128

La réponse à cette question est fournie à la question n° 279 des questions particulières du Troisième groupe d'opposition (PQ).

QUESTION NO 129

Indiquer, par région et par établissement :

- a) le nombre total d'infirmières nécessaires pour combler les besoins ;
- b) le nombre total d'infirmières praticiennes spécialisées nécessaires pour combler les besoins ;
- c) le nombre total de médecins omnipraticiens nécessaires pour combler les besoins ;
- d) le nombre total de médecins spécialistes nécessaires pour combler les besoins ;
- e) le nombre total d'infirmières auxiliaires nécessaires pour combler les besoins ;
- f) le nombre total de préposés aux bénéficiaires nécessaires pour combler les besoins ;
- g) le nombre total d'inhalothérapeutes nécessaires pour combler les besoins ;
- h) mesures mises en place depuis le 1er avril 2020 pour recruter des préposés aux bénéficiaires.

RÉPONSE NO 129

Les réponses aux sous-questions a à g sont fournies à la question 275 des questions particulières du Troisième groupe d'opposition.

h) Le recrutement à proprement parlé est une responsabilité des établissements de santé et de services sociaux. Le MSSS a la mission d'établir des stratégies afin d'assurer des bassins de main-d'œuvre qualifiée et en quantité suffisante.

Liste d'actions mises en place

- Affichage des besoins via les sites web des établissements de santé et de services sociaux;
- Implantation du site Je contribue COVID-19 pour que les candidats puissent déposer leur candidature;
- Implantation de l'Attestation d'études professionnelles en Soutien aux soins d'assistance en établissement de santé dans le but de recruter 10 000 préposés aux bénéficiaires pour les CHSLD;
- Relance du programme de bourses pour les candidats inscrits au Diplôme d'études professionnelles en Assistance à la personne en établissement de santé et à domicile (DEP menant aux métiers de préposé aux bénéficiaire et d'auxiliaire aux services de santé et sociaux (2000 bourses de 7 500\$ chacune));
- Campagne de promotion des métiers et des professions du réseau de la santé et des services sociaux et emphase particulière sur les préposés aux bénéficiaires;
- Collaboration entre le ministère de la Santé et des Services sociaux et le ministère de l'Éducation dans l'optique de rehausser les inscriptions au DEP.

QUESTION NO 130

Au total, et pour chaque région, chaque établissement et chaque installation de santé et de services sociaux, les informations suivantes :

- a) nombre d'employés, au total ainsi que pour chaque domaine d'emploi, ayant eu à faire du temps supplémentaire ;
- b) nombre d'heures supplémentaires travaillées, au total ainsi que pour chaque domaine d'emploi ;
- c) nombre de quarts de travail de plus de 12 heures consécutives, au total ainsi que pour chaque domaine d'emploi ;
- d) nombre de quarts de travail de plus de 16 heures consécutives, au total ainsi que pour chaque domaine d'emploi ;
- e) nombre de quarts de travail de plus de 20 heures consécutives, au total ainsi que pour chaque domaine d'emploi ;
- f) nombre de quarts de travail de plus de 24 heures consécutives, au total ainsi que pour chaque domaine d'emploi

RÉPONSE NO 130

La réponse est fournie à la question 284 des questions particulières du Troisième groupe d'opposition.

QUESTION NO 131

Tableau indiquant les heures travaillées par les préposés aux bénéficiaires par établissement de santé en ETC pour 2020-2021, par année civile

RÉPONSE NO 131

La réponse à cette question est fournie dans le tableau ci-joint.

ÉTUDES DES CRÉDITS 2021-2022
MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX
Réponses aux questions particulières de l'Opposition officielle

RÉPONSE NO 131

Heures travaillées par les préposés aux bénéficiaires en 2019-2020

Région	Établissements	Heures travaillées
01 - Bas-Saint-Laurent	CISSS du Bas-Saint-Laurent	1 036 149
02 - Saguenay - Lac-Saint-Jean	CIUSSS du Saguenay-Lac-Saint-Jean	1 228 275
03 - Capitale-Nationale	CHU de Québec	1 139 767
03 - Capitale-Nationale	CIUSSS de la Capitale-Nationale	2 640 100
03 - Capitale-Nationale	Inst. univ. cardio. et pneumo. de Québec	288 169
04 - Mauricie et Centre-du-Québec	CIUSSS de la Mauricie et du Centre-du-Québec	2 642 782
05 - Estrie	CIUSSS de l'Estrie - CHUS	2 663 631
06 - Montréal	CHU Sainte-Justine	349 532
06 - Montréal	CHUM	1 142 290
06 - Montréal	CIUSSS de l'Est-de-l'Île-de-Montréal	3 543 053
06 - Montréal	CIUSSS de l'Ouest-de-l'Île-de-Montréal	2 006 561
06 - Montréal	CIUSSS du Centre-Ouest-de-l'Île-de-Montréal	1 583 027
06 - Montréal	CIUSSS du Centre-Sud-de-l'Île-de-Montréal	3 510 700
06 - Montréal	CIUSSS du Nord-de-l'Île-de-Montréal	2 555 062
06 - Montréal	CUSM	977 825
06 - Montréal	Institut de cardiologie de Montréal	238 900
07 - Outaouais	CISSS de l'Outaouais	1 468 015
08 - Abitibi-Témiscamingue	CISSS de l'Abitibi-Témiscamingue	752 866
09 - Côte-Nord	CISSS de la Côte-Nord	442 927
09 - Côte-Nord	CLSC Naskapi	5 409
10 - Nord-du-Québec	CRSSS de la Baie-James	42 175
11 - Gaspésie - Îles-de-la-Madeleine	CISSS de la Gaspésie	468 459
11 - Gaspésie - Îles-de-la-Madeleine	CISSS des Îles	78 733
12 - Chaudière-Appalaches	CISSS de Chaudière-Appalaches	1 663 048
13 - Laval	CISSS de Laval	1 272 597
14 - Lanaudière	CISSS de Lanaudière	1 857 337
15 - Laurentides	CISSS des Laurentides	2 397 296
16 - Montérégie	CISSS de la Montérégie-Centre	1 699 823
16 - Montérégie	CISSS de la Montérégie-Est	2 426 886
16 - Montérégie	CISSS de la Montérégie-Ouest	1 342 549
17 - Nunavik	CS Inuulitsivik	111 888
17 - Nunavik	CS Tulattavik de l'Ungava	32 598
18 - Terres-Cries-de-la-Baie-James	Conseil Cri de SSS de la Baie-James	79 896
Ensemble des établissements privés conventionnés		5 248 345

Les heures travaillées sont les heures régulières et les heures supplémentaires faites et payées sur-le-champ et les heures qui seront prises en temps chômé.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières de l'Opposition officielle

QUESTION NO 132

Échéancier prévu pour accorder de nouvelles responsabilités aux infirmières et échéancier.

RÉPONSE NO 132

Depuis 2017, aucune autre nouvelle responsabilité n'a été accordée aux infirmières.

Il n'y a pas d'échéancier établi pour accorder de nouvelles responsabilités aux infirmières. Par ailleurs, les modifications au champs d'exercice et activités autorisées sont une responsabilité qui incombe à l'Ordre des infirmières et infirmiers du Québec.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières de l'Opposition officielle

QUESTION NO 133

Montant investi dans le réseau de la santé et des services sociaux pour la main-d'œuvre indépendante (agences privées de personnel) en 2020-2021, par catégorie d'emploi, par région et par établissement

RÉPONSE NO 133

La réponse est fournie à la question 67 des questions particulières du Deuxième groupe d'opposition.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières de l'Opposition officielle

QUESTION NO 134

Le nombre d'heures travaillées par la main-d'œuvre indépendante, par catégorie d'emploi, par région et par établissement

RÉPONSE NO 134

La réponse est fournie à la question 66 des questions particulières du Deuxième groupe d'opposition.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières de l'Opposition officielle

QUESTION NO 135

Montants et heures travaillées par la main-d'œuvre indépendante en 2020-2021, toutes les catégories d'emploi de la loi 30 confondues, et ventilation par région et par établissement

RÉPONSE NO 135

La réponse est fournie à la question 287 des questions particulières du Troisième groupe d'opposition.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières de l'Opposition officielle

QUESTION NO 136

Pour chacune des catégories d'emploi de la loi 30, les heures travaillées en temps supplémentaire, détaillées par catégorie d'emploi pour les dix dernières années

RÉPONSE NO 136

La réponse est fournie à la question 288 des questions particulières du Troisième groupe d'opposition.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières de l'Opposition officielle

QUESTION NO 137

Pour chacune des catégories d'emploi de la loi 30, le coût des heures travaillées en temps supplémentaire, détaillées par catégorie d'emploi

RÉPONSE NO 137

La réponse est fournie à la question 290 des questions particulières du Troisième groupe d'opposition.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières de l'Opposition officielle

QUESTION NO 138

Pourcentage des heures travaillées par la main-d'œuvre indépendante sur l'ensemble des heures travaillées (heures régulières et heures supplémentaires), toutes les catégories d'emploi de la loi 30 confondues.

RÉPONSE NO 138

La réponse est fournie à la question 291 des questions particulières du Troisième groupe d'opposition.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières de l'Opposition officielle

QUESTION NO 139

Montant et heures travaillées par centre d'activité, pour les catégories d'emploi détaillées de la catégorie 1 (infirmières, infirmières auxiliaires, inhalothérapeutes), par établissement et par région

RÉPONSE NO 139

La réponse est fournie à la question 292 des questions particulières du Troisième groupe d'opposition.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières de l'Opposition officielle

QUESTION NO 140

Nombre d'heures supplémentaires réalisées dans le réseau de la santé et des services sociaux, par catégorie d'emploi, par région et par établissement

RÉPONSE NO 140

La réponse est fournie à la question 293 des questions particulières du Troisième groupe d'opposition.

QUESTION NO 141

Nombre d’heures supplémentaires réalisées dans le réseau de la santé et des services sociaux, par appellation d’emploi, par région et par établissement.

RÉPONSE NO 141

La réponse à cette question est fournie dans le tableau ci-joint.

ÉTUDES DES CRÉDITS 2021-2022
MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX
Réponses aux questions particulières de l'Opposition officielle

RÉPONSE NO 141

Nombre d'heures supplémentaires réalisées dans le réseau de la santé et des services sociaux par appellation d'emploi

Titre	Nomenclature	2019-2020
1101	Agent ou agente de la gestion du personnel	53 383
1104	Agent ou agente d'approvisionnement	4 413
1105	Agent ou agente de la gestion financière	20 432
1106	Conseiller ou conseillère aux établissements	2 321
1109	Spécialiste en procédés administratifs	32 201
1114	Avocat ou avocate	17 088
1115	Conseiller ou conseillère en bâtiment	16 826
1121	Conseiller ou conseillère en promotion de la santé	1 419
1123	Analyste en informatique	30 634
1124	Analyste spécialisé ou analyste spécialisée en informatique	26 238
1200	Bactériologiste	486
1201	Biochimiste clinique	1 787
1202	Biochimiste	336
1203	Physicien médical ou physicienne médicale	7 683
1204	Audiologiste-orthophoniste	373
1205	Ingénieur biomédical ou ingénieure biomédicale	7 346
1206	Bibliothécaire	592
1207	Spécialiste en sciences biologiques et physiques sanitaires	4 574
1212	Biochimiste clinique chef de laboratoire, niveau 2	1 144
1219	Dietétiste-nutritionniste	30 155
1228	Éducateur ou éducatrice physique / kinésologue	5 631
1230	Ergothérapeute	82 008
1233	Physiothérapeute	48 520
1234	Chargé ou chargée de l'enseignement clinique (physiothérapie)	87
1236	Assistant-chef physiothérapeute ou assistante-chef physiothérapeute	952
1241	Traducteur ou traductrice	210
1244	Agent ou agente d'information	13 905
1254	Audiologiste	7 144
1255	Orthophoniste	32 192
1258	Thérapeute par l'art	216
1291	Spécialiste clinique en biologie médicale	1 916
1320	Pharmacien ou pharmacienne	60 428
1321	Pharmacien ou pharmacienne-chef I	362
1322	Pharmacien ou pharmacienne-chef II	1 632
1323	Pharmacien ou pharmacienne-chef III	1 661
1324	Pharmacien ou pharmacienne-chef IV	494
1325	Pharmacien-chef adjoint I ou pharmacienne-chef adjointe I	910
1326	Pharmacien-chef adjoint II ou pharmacienne-chef adjointe II	2 398
1407	Spécialiste en activités cliniques	45 752
1521	Spécialiste en évaluation des soins	74
1533	Agent ou agente de formation	620
1534	Agent ou agente de formation dans le domaine de la déficience auditive	77
1538	Conseiller ou conseillère en éthique	459
1539	Conseiller ou conseillère en génétique	337
1540	Génagogue	22
1543	Conseiller ou conseillère en enfance inadaptée	771
1544	Criminologue	15 103
1546	Psychologue	49 184
1550	Travailleur social ou travailleuse sociale	293 889
1551	Organisateur ou organisatrice communautaire	22 007
1552	Intervenant ou intervenante en soins spirituels	6 041
1553	Agent ou agente de relations humaines	299 650
1557	Spécialiste en orientation et en mobilité	1 759
1559	Agent ou agente de modification du comportement	697
1560	Spécialiste en réadaptation en déficience visuelle	2 167
1565	Agent ou agente de planification, de programmation et de recherche	82 397
1570	Réviseur ou réviseure	8 110
1572	Sexologue	413
1573	Sexologue clinicien ou sexologue clinicienne	864
1651	Agent ou agente en techniques éducatives	8
1652	Psychoéducateur ou psychoéducatrice	74 200
1656	Orthopédagogue	239

Nombre d’heures supplémentaires réalisées dans le réseau de la santé et des services sociaux par
appellation d'emploi

Titre	Nomenclature	2019-2020
1658	Récréologue	1 566
1660	Jardinier ou jardinière d'enfants	8
1661	Spécialiste en audiovisuel	416
1701	Conseiller d'orientation ou conseillère d'orientation	331
1702	Hygiéniste du travail	2 966
1703	Conseiller ou conseillère en adaptation au travail	496
1907	Infirmier clinicien ou infirmière clinicienne (Institut Pinel)	5 548
1911	Infirmier clinicien ou infirmière clinicienne	2 043 001
1912	Infirmier clinicien assistant infirmier-chef ou infirmière clinicienne assistante infirmière-chef ou infirmier clinicien assistant du supérieur immédiat ou infirmière clinicienne assistante du supérieur immédiat	432 317
1913	Conseiller ou conseillère en soins infirmiers	70 692
1914	Candidat infirmier praticien spécialisé ou candidate infirmière praticienne spécialisée	2 647
1915	Infirmier praticien spécialisé ou infirmière praticienne spécialisée	32 868
1916	Infirmier premier assistant en chirurgie ou infirmière première assistante en chirurgie	15 838
1917	Infirmier clinicien spécialisé ou infirmière clinicienne spécialisée	1 720
2101	Technicien ou technicienne en administration	190 118
2102	Technicien ou technicienne aux contributions	1 429
2106	Chargé ou chargée de production	1 131
2123	Technicien ou technicienne en informatique	29 368
2124	Technicien spécialisé en informatique ou technicienne spécialisée en informatique	61 377
2203	Assistant ou assistante en pathologie	6
2205	Technologue en imagerie médicale du domaine du radiodiagnostic	102 387
2207	Technologue en radio-oncologie	8 800
2208	Technologue en imagerie médicale du domaine de la médecine nucléaire	13 219
2212	Technologue spécialisé ou technologue spécialisée en imagerie médicale	102 226
2213	Coordonnateur ou coordonnatrice technique (radiologie)	27 029
2214	Instituteur ou institutrice clinique (radiologie)	500
2217	Technologue spécialisé ou technologue spécialisée en échographie - pratique autonome	7 791
2218	Technologue spécialisé ou technologue spécialisée en radio-oncologie	3 302
2219	Assistant-chef technologue en radiologie ou assistante-chef technologue en radiologie	20 295
2222	Technologue en radiologie (Système d'information et d'imagerie numérique)	5 434
2223	Technologiste médical ou technologiste médicale	207 390
2224	Technicien de laboratoire médical diplômé ou technicienne de laboratoire médical diplômée	27 897
2227	Coordonnateur ou coordonnatrice technique (laboratoire)	38 315
2232	Instituteur ou institutrice clinique (laboratoire)	1 805
2234	Assistant-chef (laboratoire) ou assistante-chef (laboratoire)	30 657
2236	Assistant-chef technologue en électrophysiologie médicale ou assistante-chef technologue en électrophysiologie médicale	3 701
2240	Assistant-chef technicien en diététique ou assistante-chef technicienne en diététique	13 458
2241	Technicien ou technicienne en électro-encéphalographie (E. E. G.)	8
2242	Assistant-chef du service des archives ou assistante-chef du service des archives	6 418
2244	Inhalothérapeute	301 781
2246	Coordonnateur ou coordonnatrice technique (inhalothérapie)	13 270
2247	Chargé ou chargée de l'enseignement clinique (inhalothérapie)	746
2248	Assistant-chef inhalothérapeute ou assistante-chef inhalothérapeute	18 012
2251	Archiviste médical ou archiviste médicale	39 576
2253	Illustrateur médical ou illustratrice médicale	188
2254	Photographe médical ou photographe médicale	858
2257	Technicien ou technicienne en diététique	16 281
2258	Technicien ou technicienne en audiovisuel	1 777
2259	Orthoptiste	305
2261	Hygiéniste dentaire	9 506
2271	Cytologiste	6 361
2275	Technicien ou technicienne en communication	1 269
2276	Coordonnateur ou coordonnatrice technique en électrophysiologie médicale	1 005
2277	Coordonnateur ou coordonnatrice technique en génie biomédical	12 666
2278	Technologiste en hémodynamique ou technologue en hémodynamique	106
2280	Technicien ou technicienne en horticulture	72
2282	Archiviste médical ou archiviste médicale (chef d'équipe)	2 747
2284	Technicien ou technicienne en cytogénétique clinique	2 365
2285	Technicien ou technicienne en gérontologie	90
2286	Technologue en électrophysiologie médicale	22 856
2287	Perfusionniste clinique	31 134
2290	Chargé ou chargée clinique de sécurité transfusionnelle	1 207
2291	Chargé ou chargée technique de sécurité transfusionnelle	1 709

**Nombre d'heures supplémentaires réalisées dans le réseau de la santé et des services sociaux par
appellation d'emploi**

Titre	Nomenclature	2019-2020
2295	Thérapeute en réadaptation physique	26 175
2333	Technicien ou technicienne en arts graphiques	735
2356	Technicien ou technicienne en documentation	1 282
2360	Technicien ou technicienne de braille	182
2362	Technicien ou technicienne en orthèse-prothèse	6 988
2363	Opticien ou opticienne d'ordonnances	676
2367	Technicien ou technicienne en génie biomédical	21 616
2368	Technicien ou technicienne en prévention	1 946
2369	Technicien ou technicienne en électronique	9 138
2370	Technicien ou technicienne en électricité industrielle	1 261
2371	Technicien ou technicienne en électromécanique	717
2374	Technicien ou technicienne en bâtiment	14 596
2375	Travailleur ou travailleuse communautaire	15 566
2377	Technicien ou technicienne en fabrication mécanique	649
2379	Technicien ou technicienne en instrumentation et contrôle	5 381
2381	Technicien ou technicienne en électrodynamique	151
2459	Infirmier chef d'équipe ou infirmière chef d'équipe	260 777
2462	Infirmier moniteur ou infirmière monitrice	108
2466	Chargé ou chargée de l'assurance qualité et de la formation aux services préhospitaliers d'urgence	1 937
2471	Infirmier ou infirmière	2 272 230
2473	Infirmier ou infirmière (Institut Pinel)	5 942
2485	Infirmier en stage d'actualisation ou infirmière en stage d'actualisation	64
2489	Assistant-infirmier-chef ou assistante-infirmière-chef ou assistant du supérieur immédiat ou assistante du supérieur immédiat	501 730
2490	Candidat à l'exercice de la profession d'infirmier ou candidate à l'exercice de la profession d'infirmière	28 729
2491	Infirmier en dispensaire ou infirmière en dispensaire	24 786
2584	Technicien ou technicienne en recherche sociale	1 047
2586	Technicien ou technicienne en travail social	99 759
2588	Aide social ou aide sociale	10 721
2686	Technicien ou technicienne en éducation spécialisée	49 615
2688	Agent ou agente d'intégration	1 102
2691	Éducateur ou éducatrice	640 333
2694	Responsable d'unité de vie ou de réadaptation	12 041
2696	Technicien ou technicienne d'intervention en loisir	6 686
2697	Sociothérapeute (Institut Pinel)	12 857
2699	Chef de module	757
2702	Technicien ou technicienne en hygiène du travail	8 265
3201	Assistant ou assistante technique aux soins de la santé	7 854
3203	Préposé ou préposée aux autopsies	8
3204	Préposé ou préposée au transport	16 308
3205	Assistant ou assistante technique au laboratoire ou en radiologie	12 777
3208	Préposé ou préposée en ophtalmologie	335
3212	Assistant ou assistante technique en pharmacie	1 159
3215	Assistant ou assistante technique senior en pharmacie	84 195
3218	Assistant ou assistante technique en médecine dentaire	3 073
3223	Préposé ou préposée en physiothérapie ou ergothérapie	8 157
3224	Technicien ou technicienne classe B	4 994
3229	Préposé ou préposée senior en orthopédie	5 577
3241	Préposé ou préposée aux soins des animaux	54
3244	Aide de service	72 558
3245	Préposé ou préposée à l'audiovisuel	14
3251	Préposé ou préposée à l'accueil	1
3259	Préposé ou préposée à la centrale des messagers	2 645
3262	Mécanicien ou mécanicienne en orthèse ou prothèse	5 986
3445	Infirmier auxiliaire chef d'équipe ou infirmière auxiliaire chef d'équipe	55 804
3449	Préposé ou préposée en salle d'opération	3
3455	Infirmier auxiliaire ou infirmière auxiliaire	1 878 989
3456	Candidat à l'exercice de la profession d'infirmière auxiliaire ou candidate à l'exercice de la profession d'infirmière auxiliaire	13 405
3459	Préposé ou préposée (certifié A) aux bénéficiaires	10
3462	Assistant ou assistante en réadaptation	97 173
3465	Travailleur ou travailleuse de quartier ou de secteur	493
3467	Préposé ou préposée au matériel et équipement thérapeutique	1 485
3480	Préposé ou préposée aux bénéficiaires	3 828 431
3481	Préposé ou préposée en retraitement des dispositifs médicaux	105 937
3485	Brancardier ou brancardière	2 689
3505	Préposé ou préposée en établissement nordique	6 225

**Nombre d'heures supplémentaires réalisées dans le réseau de la santé et des services sociaux par
appellation d'emploi**

Titre	Nomenclature	2019-2020
3543	Agent ou agente d'intervention en milieu psychiatrique	79 010
3544	Agent ou agente d'intervention en milieu médico-légal	13 728
3545	Agent ou agente d'intervention	106 302
3585	Instructeur ou instructrice aux ateliers industriels	147
3588	Auxiliaire aux services de santé et sociaux	526 648
3598	Instructeur ou instructrice métier artisanal ou occupation thérapeutique	3 210
3679	Surveillant-sauveteur ou surveillante-sauvetrice	279
3685	Préposé ou préposée à l'unité ou au pavillon	9 304
3687	Moniteur ou monitrice en éducation	128
3699	Moniteur ou monitrice en loisirs	869
4001	Externe en soins infirmiers	2 408
4002	Externe en inhalothérapie	1 024
4003	Externe en technologie médicale	113
4103	Étudiant(e)	412
4104	Étudiant(e) universitaire en pharmacie	450
4901	Sage-femme	27 758
4902	Responsable des services de sage-femme	3 136
5108	Opérateur ou opératrice en informatique, classe I	6 347
5111	Opérateur ou opératrice en informatique, classe II	198
5117	Préposé ou préposée aux magasins	2 218
5119	Opérateur ou opératrice de duplicateur offset	459
5141	Magasinier ou magasinière	26 208
5187	Assistant ou assistante de recherche	77
5311	Agent administratif, classe 1 - secteur secrétariat ou agente administrative, classe 1 - secteur secrétariat	47 749
5312	Agent administratif, classe 1 - secteur administration ou agente administrative, classe 1 - secteur administration	105 734
5313	Adjoint ou adjointe à la direction	9 720
5314	Agent administratif, classe 2 - secteur secrétariat ou agente administrative, classe 2 - secteur secrétariat	76 724
5315	Agent administratif, classe 2 - secteur administration ou agente administrative, classe 2 - secteur administration	216 814
5316	Agent administratif, classe 3 - secteur secrétariat ou agente administrative, classe 3 - secteur secrétariat	28 475
5317	Agent administratif, classe 3 - secteur administration ou agente administrative, classe 3 - secteur administration	382 227
5318	Agent administratif, classe 4 - secteur secrétariat ou agente administrative, classe 4 - secteur secrétariat	16 677
5319	Agent administratif, classe 4 - secteur administration ou agente administrative, classe 4 - secteur administration	23 999
5320	Adjoint ou adjointe à l'enseignement universitaire	3 312
5321	Secrétaire juridique	3 909
5322	Secrétaire médicale	102 148
5323	Commis surveillant d'unité (Institut Pinel)	4 190
5324	Acheteur ou acheteuse	4 072
6262	Préposé ou préposée à la peinture et à la maintenance	137
6299	Aide-cuisinier ou aide-cuisinière	24 255
6301	Cuisinier ou cuisinière	58 184
6302	Pâtissier-boulangier ou pâtissière-boulangère	188
6303	Boucher ou bouchère	45
6312	Caissier ou caissière à la cafétéria	2 657
6317	Technicien ou technicienne en alimentation	110
6320	Buandier ou buandière	14 352
6325	Presseur ou presseuse	18
6327	Couturier ou couturière	805
6334	Préposé ou préposée à l'entretien ménager (travaux lourds)	360 287
6335	Préposé ou préposée à l'entretien ménager (travaux légers)	47 434
6336	Conducteur ou conductrice de véhicules	18 008
6341	Portier ou portière	56
6344	Porteur ou porteuse	211
6347	Préposé ou préposée aux ascenseurs	19
6349	Gardien ou gardienne de résidence	11 386
6352	Mécanicien ou mécanicienne de machines frigorifiques	2 415
6353	Machiniste (mécanicien ajusteur) ou machiniste (mécanicienne ajusteuse)	2 502
6354	Électricien ou électricienne	15 825
6355	Conducteur ou conductrice de véhicules lourds	6 418
6356	Maître-électricien ou maître-électricienne	8 885
6357	Maître-plombier ou maître-plombière	372
6359	Plombier ou mécanicien en tuyauterie ou plombière ou mécanicienne en tuyauterie	23 880

Nombre d'heures supplémentaires réalisées dans le réseau de la santé et des services sociaux par
appellation d'emploi

Titre	Nomenclature	2019-2020
6360	Mécanicien ou mécanicienne d'entretien (Millwright)	22 676
6361	Soudeur ou soudeuse	804
6362	Peintre	3 709
6363	Journalier ou journalière	6 455
6364	Menuisier ou menuisière	11 604
6365	Ebéniste	2 727
6367	Serrurier ou serrurière	1 040
6368	Plâtrier ou plâtrière	128
6369	Ferblantier ou ferblantière	96
6370	Électronicien ou électronicienne	1 778
6373	Ouvrier ou ouvrière de maintenance	23 577
6375	Apprenti ou apprentie de métier	1 675
6380	Mécanicien ou mécanicienne de garage	21
6383	Mécanicien ou mécanicienne de machines fixes	41 910
6386	Préposé ou préposée au service alimentaire	239 186
6388	Ouvrier ou ouvrière d'entretien général	41 859
6395	Calorifugeur ou calorifugeuse	22
6398	Préposé ou préposée à la buanderie	33 263
6409	Dessinateur ou dessinatrice	380
6414	Aide général ou aide générale	2 113
6415	Aide général en établissement nordique ou aide générale en établissement nordique	78
6418	Préposé ou préposée au transport des bénéficiaires handicapés physiques	6 058
6422	Surveillant ou surveillante en établissement	99 456
6423	Électromécanicien ou électromécanicienne	8 612
6438	Gardien ou gardienne	37 627
6500	Intervenant spécialisé ou intervenante spécialisée en pacification et en sécurité (Institut Pinel)	25 959

Les heures supplémentaires incluent les heures faites et payées sur-le-champ et les heures prises en congé (temps chômé) durant l'année.

QUESTION NO 142

Nombre d'heures supplémentaires réalisées dans le réseau de la santé et des services sociaux, par région et par établissement :

- a) infirmières ;
- b) infirmières praticiennes spécialisées ;
- c) infirmières auxiliaires ;
- d) inhalothérapeutes ;
- e) pharmaciens d'établissement ;
- f) autres.

RÉPONSE NO 142

La réponse à cette question est fournie dans le tableau ci-joint.

ÉTUDES DES CRÉDITS 2021-2022
MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX
Réponses aux questions particulières de l'Opposition officielle

RÉPONSE NO 142

Nombre d'heures supplémentaires réalisées dans le réseau de la santé et des services sociaux, par région et par établissement en 2019-2020

Région	Nom de l'établissement	Infirmières	Inhalothérapeutes	Infirmières auxiliaires	Pharmaciens	Autres	Total
01 – Bas-Saint-Laurent	CISSS du Bas-Saint-Laurent	157 049	11 151	47 624	1 706	332 971	550 500
Total 01 – Bas-Saint-Laurent		157 049	11 151	47 624	1 706	332 971	550 500
02 – Saguenay–Lac-Saint-Jean	CIUSSS du Saguenay–Lac-Saint-Jean	171 100	8 992	73 436	4 126	396 838	654 492
	Centre d'hébergement St-Francois Inc.	161	0	93	0	390	644
Total 02 – Saguenay–Lac-Saint-Jean		171 261	8 992	73 530	4 126	397 228	655 136
03 – Capitale-Nationale	CIUSSS de la Capitale-Nationale	217 897	1 446	120 862	2 585	652 003	994 793
	CHU de Québec	211 959	15 745	20 854	2 216	221 171	471 945
	Inst. univ. cardio. et pneumo. de Québec – UL	51 979	8 757	1 411	1 689	49 354	113 190
	Centre d'hébergement Champlain des Montagnes	1 347	0	801	7	4 832	6 987
	Centre d'hébergement du Boisé Ltée	975	0	1 263	0	2 913	5 151
	Centre d'hébergement St-Jean-Eudes Inc.	6 813	0	6 168	0	17 776	30 757
	CH St-François Inc.	249	0	744	0	655	1 648
	CHSLD Vigi St-Augustin	3 820	0	2 830	2	5 641	12 293
	Hôpital Ste-Monique Inc.	352	0	618	0	1 785	2 755
Total 03 – Capitale-Nationale		495 393	25 948	155 550	6 499	956 130	1 639 519
04 – Mauricie et Centre-du-Québec	CIUSSS de la Mauricie-et-du-Centre-du-Québec	347 035	14 480	136 905	3 551	647 853	1 149 823
	CHSLD Vigi les Chutes	1 011	0	1 178	0	2 741	4 929
	Foyer Saints-Anges de Ham-Nord Inc.	74	0	23	0	359	457
Total 04 – Mauricie et Centre-du-Québec		348 120	14 480	138 106	3 551	650 954	1 155 209
05 – Estrie	CIUSSS de l'Estrie - CHUS	335 496	15 908	111 650	4 913	676 874	1 144 841
	Centre d'hébergement Champlain-Maison-Rose-Blanche	764	0	758	4	1 919	3 445
	CHSLD Vigi Shermont	1 458	0	935	0	1 779	4 173
	Santé Courville de Waterloo	128	0	10	0	347	484
Total 05 – Estrie		337 846	15 908	113 353	4 917	680 919	1 152 943

Nombre d'heures supplémentaires réalisées dans le réseau de la santé et des services sociaux, par région et par établissement en 2019-2020

Région	Nom de l'établissement	Infirmières	Inhalothérapeutes	Infirmières auxiliaires	Pharmaciens	Autres	Total
06 – Montréal	CIUSSS de l'Est-de-l'Île-de-Montréal	391 124	19 896	130 013	1 829	556 939	1 099 800
	CIUSSS de l'Ouest-de-l'Île-de-Montréal	261 692	14 331	99 577	1 120	466 047	842 767
	CIUSSS du Centre-Ouest-de-l'Île-de-Montréal	184 581	5 927	35 320	1 722	207 580	435 129
	CIUSSS du Centre-Sud-de-l'Île-de-Montréal	178 605	13 236	116 380	1 883	687 575	997 679
	CIUSSS du Nord-de-l'Île-de-Montréal	316 226	18 367	98 751	2 985	501 331	937 660
	CHU Sainte-Justine	91 109	6 726	15 238	1 338	71 862	186 273
	CHUM	179 488	28 411	33 632	3 460	286 172	531 163
	CUSM	206 666	26 045	15 488	4 861	311 679	564 739
	INPL Philippe-Pinel	12 002	0	0	8	49 302	61 312
	Institut de cardiologie de Montréal	68 553	5 139	0	1 193	66 460	141 344
	Centre d'hébergement Champlain-de-Gouin	2 536	0	2 303	7	12 310	17 156
	Centre Le Cardinal Inc.	2 573	0	1 734	0	15 201	19 507
	CHSLD Age3 St-Vincent-Marie	247	0	2 745	0	4 625	7 617
	CHSLD Bayview Inc.	11	0	71	0	907	988
	CHSLD Bourget Inc.	1 910	0	2 458	0	3 907	8 275
	CHSLD Bussey Inc.	2 008	0	692	0	4 685	7 386
	CHSLD Champlain Marie-Victorin	9 514	0	6 019	20	25 826	41 380
	CHSLD Providence N-D-de-Lourdes Inc.	3 881	0	6 036	0	17 704	27 621
	CHSLD Providence–Saint-Joseph Inc.	1 250	0	2 585	0	18 815	22 650
	CHSLD Vigi Dollard-des-Ormeaux	2 752	0	3 282	0	16 071	22 105
	CHSLD Vigi Marie-Claret Inc.	1 069	0	1 042	0	3 882	5 993
	CHSLD Vigi Mont-Royal	3 323	0	8 350	0	28 502	40 175
	CHSLD Vigi Pierrefonds	459	0	2 564	0	4 770	7 793
	CHSLD Vigi Reine-Élisabeth	1 126	0	1 998	0	12 152	15 276
	Groupe Roy Santé - CHSLD Le Royer	857	0	940	0	2 095	3 893
	Groupe Roy Santé - CHSLD St-Georges	1 936	0	4 849	0	7 554	14 338
	Hôpital Marie-Clarac	12 934	0	8 153	194	16 361	37 642
	Hôpital Shriners pour enfants Inc.	3 378	187	0	0	6 177	9 742
	Les Cèdres – CA pour personnes âgées	114	0	12	0	901	1 027
	Maison Elizabeth	0	0	0	0	286	286

Nombre d'heures supplémentaires réalisées dans le réseau de la santé et des services sociaux, par région et par établissement en 2019-2020

Région	Nom de l'établissement	Infirmières	Inhalothérapeutes	Infirmières auxiliaires	Pharmaciens	Autres	Total
	Résidence Angelica	4 020	0	8 521	34	22 434	35 008
	Résidence Berthiaume-Du Tremblay	878	0	1 926	0	11 355	14 158
	Villa Médica Inc.	7 001	0	6 011	54	14 892	27 959
Total 06 – Montréal		1 953 820	138 264	616 692	20 709	3 456 356	6 185 840
07 – Outaouais	CISSS de l'Outaouais	240 337	11 548	84 352	2 717	445 980	784 934
	Centre d'hébergement Champlain Gatineau	2 689	0	2 036	12	4 385	9 121
	CHSLD Vigi de l'Outaouais	1 492	0	1 842	5	6 676	10 015
Total 07 – Outaouais		244 517	11 548	88 231	2 734	457 041	804 070
08 – Abitibi-Témiscamingue	CISSS de l'Abitibi-Témiscamingue	115 084	9 873	36 645	1 832	219 478	382 912
Total 08 – Abitibi-Témiscamingue		115 084	9 873	36 645	1 832	219 478	382 912
09 – Côte-Nord	CISSS de la Côte-Nord	94 183	4 789	32 045	1 702	183 098	315 817
	CLSC Naskapi	2 165	0	0	0	616	2 781
Total 09 – Côte-Nord		96 348	4 789	32 045	1 702	183 714	318 598
10 – Nord-du-Québec	CRSSS de la Baie-James	13 725	789	5 223	445	25 547	45 729
Total 10 – Nord-du-Québec		13 725	789	5 223	445	25 547	45 729
11 – Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	CISSS de la Gaspésie	81 880	4 874	31 250	919	146 298	265 220
	CISSS des Îles	9 295	861	1 636	147	18 484	30 422
Total 11 – Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine		91 174	5 735	32 886	1 066	164 781	295 642
12 – Chaudière-Appalaches	CISSS de Chaudière-Appalaches	191 604	13 340	61 988	2 585	432 467	701 984
	CA St-Joseph de Lévis Inc.	1 964	0	4 007	0	17 695	23 666
	Centre d'hébergement Champlain-Chanoine-Audet	1 776	0	1 364	7	5 406	8 552
	Centre d'hébergement Champlain-de-L'Assomption	997	0	1 602	7	2 550	5 157
	CHSLD Vigi N-D-de-Lourdes	896	0	406	0	2 407	3 708
	Pavillon Bellevue Inc.	525	0	424	0	1 834	2 783
Total 12 – Chaudière-Appalaches		197 762	13 340	69 792	2 598	462 359	745 851
13 – Laval	CISSS de Laval	147 681	9 969	48 664	1 478	361 459	569 251
	Centre d'hébergement Champlain St-François	411	0	464	4	3 199	4 078
	CHSLD Age3 St-Jude	2 202	0	6 140	0	11 645	19 987
	CHSLD Vigi l'Orchidée blanche	3 301	0	1 971	0	7 579	12 851
	Manoir St-Patrice Inc.	1 422	0	859	0	3 497	5 778

Nombre d'heures supplémentaires réalisées dans le réseau de la santé et des services sociaux, par région et par établissement en 2019-2020

Région	Nom de l'établissement	Infirmières	Inhalothérapeutes	Infirmières auxiliaires	Pharmaciens	Autres	Total
	Résidence Riviera Inc.	844	0	700	0	3 358	4 901
	Santé Courville de Laval	1 070	0	728	0	2 519	4 317
Total 13 – Laval		156 932	9 969	59 525	1 482	393 255	621 163
14 – Lanaudière	CISSS de Lanaudière	264 591	13 713	96 691	2 333	464 063	841 391
	Centre d'hébergement Champlain Le Château	1 081	0	861	5	5 666	7 612
	CHSLD de la Côte Boisée Inc.	1 665	0	3 375	0	6 779	11 820
	CHSLD Heather Inc.	1 087	0	4 039	0	7 791	12 916
	CHSLD Vigi Yves-Blais	1 506	0	991	0	3 984	6 482
Total 14 – Lanaudière		269 930	13 713	105 957	2 338	488 283	880 221
15 – Laurentides	CISSS des Laurentides	262 002	19 845	97 060	2 203	451 580	832 690
	Centre d'hébergement Champlain-de-la-Villa-Soleil	3 952	0	2 137	11	10 189	16 289
	CHSLD Vigi Deux-Montagnes	1 562	0	429	0	5 037	7 029
Total 15 – Laurentides		267 517	19 845	99 627	2 214	466 805	856 008
16 – Montérégie	CISSS de la Montérégie-Centre	230 142	7 329	70 175	2 232	376 440	686 319
	CISSS de la Montérégie-Est	272 936	14 339	106 193	3 385	589 350	986 203
	CISSS de la Montérégie-Ouest	174 356	7 476	78 511	492	398 908	659 742
	Accueil du Rivage Inc.	283	0	0	0	734	1 017
	CA Marcelle Ferron Inc.	3 387	0	5 372	135	18 273	27 168
	Centre d'hébergement Champlain des Pommetiers	2 179	0	4 513	9	19 674	26 375
	Centre d'hébergement Champlain J-L Lapierre	1 084	0	1 204	5	4 102	6 395
	CHSLD Champlain Châteauguay	752	0	2 263	7	5 158	8 180
	CHSLD Vigi Brossard	1 003	0	192	0	3 947	5 141
	CHSLD Vigi Montérégie	850	0	710	0	3 956	5 515
	Résidence Sorel-Tracy Inc.	1 918	0	371	0	4 921	7 210
Total 16 – Montérégie		688 890	29 144	269 503	6 266	1 425 463	2 419 267
17 – Nunavik	CS Inuulitsivik	35 557	168	407	2 014	96 387	134 532
	CS Tulattavik de l'Ungava	30 385	151	3 503	666	81 123	115 828
	RRSSS Nunavik	2 747	0	0	0	18 245	20 992
Total 17 – Nunavik		68 689	319	3 910	2 680	195 755	271 352
18 – Terres-Cries-de-la-Baie-James	Conseil Cri de SSS de la Baie-James	24 941	3	0	1 020	65 084	91 048

Nombre d'heures supplémentaires réalisées dans le réseau de la santé et des services sociaux, par région et par établissement en 2019-2020

Région	Nom de l'établissement	Infirmières	Inhalothérapeutes	Infirmières auxiliaires	Pharmaciens	Autres	Total
Total 18 – Terres-Cries-de-la-Baie-James		24 941	3	0	1 020	65 084	91 048

Les heures supplémentaires incluent les heures faites et payées sur-le-champ et les heures prises en congé (temps chômé) durant l'année.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières de l'Opposition officielle

QUESTION NO 143

Nombre de préposés aux bénéficiaires par type d'établissement, incluant en CHSLD, au 31 mars 2019 et au 31 mars 2021

- a) ventilé par région ;
- b) prévision du nombre d'embauches pour 2020-2021 et sommes réservées pour les embauches.

RÉPONSE NO 143

La réponse est fournie à la question 138 des questions particulières du Deuxième groupe d'opposition.

QUESTION NO 144

Sommes versées ou prévues pour étendre les projets ratios à travers le Québec et nombre d'embauches nécessaires.

RÉPONSE NO 144

L'estimation suivante a été produite en se basant sur l'augmentation nécessaire moyenne observée par secteur des ETC infirmières et infirmières auxiliaires pour respecter les ratios expérimentés dans le cadre des projets-pilotes. Une fois cette augmentation connue, elle a été appliquée sur l'ensemble des infirmières et infirmières auxiliaires en CHSLD, en médecine-chirurgie et aux urgences. Il est plus difficile de réaliser cette même estimation pour le soutien à domicile étant donné qu'il n'y a eu qu'un projet-pilote. Les coûts présentés appliquent les salaires au 2 avril 2019.

Estimation des coûts des ratios comme expérimentés lors des projets-pilotes

Secteur	Regroupement de titres d'emploi	Selon les ratios négociés dans le cadre des projets-pilotes	
		Coût (en M\$)	ETC additionnels estimés
CHSLD	Infirmières	332,2	3 413
	Inf. aux.	26,3	379
	Total	358,5	3 792
Médecine-chirurgie	Infirmières	465,5	5 367
	Inf. aux.	75,4	1 131
	Total	540,9	6 498
Urgence	Infirmières	110,8	1 090
	Inf. aux.	0,0	0
	Total	110,8	1 090
SAD	Infirmières	0,0	0
	Inf. aux.	4,4	68
	Total	4,4	68
Total	Infirmières	908,5	9 870
	Inf. aux.	106,1	1 578
	Total	1 014,6	11 448

À ce jour, aucun ratio professionnel en soins/patients n'a été négocié dans le cadre du renouvellement de la convention collective 2016-2020.

L'entente de principe intervenue avec la FIQ en décembre 2020 prévoit plutôt une entente (hors convention) selon laquelle le MSSS s'engage à émettre une directive en soins infirmiers visant le déploiement des effectifs et l'atteinte d'une cible annuelle d'heures-soins par lit en CHSLD.

Cette entente de principe demeure à être entérinée par les membres de la FIQ.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières de l'Opposition officielle

QUESTION NO 145

État de situation sur la négociation de la rémunération des chirurgiens-dentistes.

RÉPONSE NO 145

Les discussions concernant le renouvellement de l'Entente cadre entre l'Association des chirurgiens-dentistes du Québec et le ministre de la Santé et des services sociaux sont toujours cours.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières de l'Opposition officielle

QUESTION NO 146

Nombre de médecins de famille formés et recrutés à l'étranger en 2020-2021.

RÉPONSE NO 146

Pour 2020-2021, 15 permis restrictifs en médecine de famille ont été délivrés par le Collège des médecins du Québec.

QUESTION NO 147

Plan des admissions dans les facultés de médecine en 2021 et pour les prochaines années.

RÉPONSE NO 147

La Politique triennale des nouvelles inscriptions dans les programmes de formation doctorale en médecine et du recrutement de médecins sous permis restrictif pour 2020-2021, 2021-2022 et 2022-2023 prévoit 901 nouvelles inscriptions dans le contingent régulier pour 2020-2021, en plus de 34 nouvelles inscriptions dans les contingents particuliers du doctorat en médecine en 2020-2021. Cette politique est réévaluée annuellement.

Les données 2021-2022 ne sont pas disponibles.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières de l'Opposition officielle

QUESTION NO 148

Nombre de médecins spécialistes formés et recrutés à l'étranger en 2020-2021.

RÉPONSE NO 148

Pour 2020-2021, 56 permis restrictifs en médecine spécialisée ont été délivrés par le Collège des médecins du Québec.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières de l'Opposition officielle

QUESTION NO 149

Nombre de médecins formés à l'étranger, mais résidant au Québec ayant obtenu un permis d'exercice restrictif ou un permis régulier en 2020-2021.

RÉPONSE NO 149

Pour 2020-2021, 71 permis restrictifs ont été délivrés par le Collège des médecins du Québec (CMQ).

Parmi les médecins ayant obtenu un permis de pratique régulier au CMQ en 2020, 54 ont obtenu leur diplôme de médecine à l'extérieur du Québec et ont fait ou refait une résidence au Québec. Cette donnée nous a été fournie par le CMQ, qui est responsable de l'émission des permis de pratique de la médecine au Québec.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières de l'Opposition officielle

QUESTION NO 150

Le nombre de postes de résidence (autorisés, comblés et non comblés) en médecine familiale et en spécialité, par année, en 2020-2021 et les estimations pour 2021-2022.

RÉPONSE NO 150

La réponse à cette question est fournie à la question n° 272 des questions particulières du Troisième groupe d'opposition (PQ).

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières de l'Opposition officielle

QUESTION NO 151

En date du 31 mars 2021, l'objectif ministériel de prise en charge par un médecin de famille.

.....

RÉPONSE NO 151

L'objectif ministériel de prise en charge par un médecin de famille correspond à 83 % de la population admissible au Régime d'assurance maladie du Québec (Plan stratégique 2019-2023).

Réponses aux questions particulières de l’Opposition officielle

QUESTION NO 152

Nombre de patients inscrits auprès d’un médecin de famille, et taux d’inscription, au 31 mars 2021, par tranche d’âge et par catégorie de patient (A à E), pour chaque région et pour chaque RLS.

.....

RÉPONSE NO 152

Le Tableau suivant présente le nombre de patients inscrits et le taux d’inscription au 28 février 2021, par tranche d’âge, pour chaque région et pour chaque réseau local de services (RLS).

À noter que les patients inscrits auprès d’un médecin de famille ne sont pas définis par catégorie de patient (A à E).

Nombre et pourcentage de patients inscrits auprès d’un médecin de famille au 28 février 2021, par région, par RLS et tranche d’âge
(données extraites en mars 2021)

Région / RLS	0 à 1		2 à 5		6 à 17		18 à 49		50 à 59		60 à 69		70 à 79		80 et plus		Tous les groupes d'âge	
	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%
Bas-Saint-Laurent																		
0111 RLS DE KAMOURASKA	295	92,8%	650	96,6%	2 372	96,6%	6 062	90,9%	2 572	93,9%	3 601	96,5%	2 566	99,0%	1 418	99,3%	19 536	94,8%
0112 RLS DE RIVIERE-DU-LOUP	583	94,2%	1 268	97,0%	4 085	94,8%	10 851	90,1%	4 245	94,9%	5 290	95,3%	3 831	98,1%	2 121	99,0%	32 274	94,0%
0113 RLS DE TEMISCOUATA	233	88,9%	543	90,7%	1 968	91,5%	4 935	89,3%	2 533	89,8%	3 552	92,2%	2 438	94,4%	1 208	96,2%	17 410	91,4%
0114 RLS DES BASQUES	109	89,3%	273	101,5%	815	93,5%	2 223	95,7%	1 144	95,0%	1 714	96,7%	1 278	100,3%	694	101,0%	8 250	96,8%
0115 RLS DE RIMOUSKI	778	83,6%	1 926	92,4%	5 246	81,0%	16 604	83,9%	6 232	86,3%	8 493	88,2%	6 074	91,4%	3 400	96,0%	48 753	86,5%
0116 RLS DE LA MITIS	256	83,1%	661	93,2%	1 907	86,5%	4 697	82,7%	2 123	83,8%	2 823	82,4%	1 887	87,9%	918	89,5%	15 272	84,7%
0117 RLS DE MATANE	252	90,0%	612	97,8%	2 057	96,3%	5 338	84,6%	2 523	87,9%	3 582	88,3%	2 501	87,1%	1 184	88,2%	18 049	88,1%
0118 RLS DE LA MATAPEDIA	267	91,8%	618	96,6%	1 844	93,1%	4 523	85,0%	2 185	88,2%	3 012	89,7%	1 952	94,8%	989	94,9%	15 390	89,6%
Total Bas-Saint-Laurent	2 773	88,6%	6 551	94,8%	20 294	89,9%	55 233	86,7%	23 557	89,4%	32 067	90,6%	22 527	93,6%	11 932	95,7%	174 934	89,9%
Saguenay-Lac-Saint-Jean																		
0211 RLS DU DOMAINE-DU-ROY	438	90,3%	1 141	98,0%	3 727	98,5%	9 388	91,8%	4 146	96,8%	5 361	98,3%	3 513	99,3%	1 793	99,9%	29 507	96,0%
0212 RLS DE MARIA-CHAPDELAINE	367	93,4%	891	96,8%	3 004	96,8%	7 420	94,3%	3 366	95,9%	4 495	98,1%	2 884	99,9%	1 533	99,2%	23 960	96,6%
0213 RLS DE LAC-SAINT-JEAN-EST	818	89,2%	1 996	97,0%	6 474	97,4%	16 814	96,1%	6 667	96,6%	8 721	98,9%	5 298	99,6%	2 982	99,5%	49 770	97,3%
0214 RLS DE JONQUIERE	949	80,2%	2 375	92,4%	7 155	91,6%	21 691	91,8%	8 247	94,7%	10 629	96,7%	6 857	98,7%	3 507	99,8%	61 410	93,9%
0215 RLS DE CHICOUTIMI	1 018	74,8%	2 678	89,2%	7 655	86,5%	23 060	86,1%	8 871	89,7%	11 699	92,6%	8 207	94,7%	4 357	97,6%	67 545	89,3%
0216 RLS DE LA BAIE	338	83,5%	810	96,5%	2 316	93,8%	6 569	92,9%	2 880	93,8%	3 888	97,7%	2 351	97,9%	1 203	97,4%	20 355	94,8%
Total Saguenay-Lac-Saint-Jean	3 928	82,8%	9 891	93,7%	30 331	92,9%	84 942	91,3%	34 177	94,0%	44 793	96,4%	29 110	97,8%	15 375	98,9%	252 547	93,8%
Capitale-Nationale																		
0311 RLS DE PORTNEUF	948	83,2%	2 126	88,6%	6 148	90,8%	16 146	86,2%	6 629	87,1%	8 215	92,2%	5 381	93,7%	2 778	96,3%	48 371	89,2%
0312 RLS DE QUEBEC-SUD	3 400	70,1%	8 033	78,4%	22 643	75,8%	84 941	71,2%	29 852	79,5%	37 722	84,2%	30 735	89,6%	19 247	92,4%	236 573	78,4%
0313 RLS DE QUEBEC-NORD	5 232	74,5%	13 364	83,9%	38 648	81,8%	104 859	79,5%	39 839	84,5%	40 391	88,4%	29 577	92,7%	13 979	94,7%	285 889	83,7%
0314 RLS DE CHARLEVOIX	395	91,9%	883	95,3%	2 933	97,9%	7 830	93,1%	3 782	95,2%	5 286	95,8%	3 796	99,0%	2 008	98,2%	26 913	95,7%
Total Capitale-Nationale	9 975	74,2%	24 406	82,7%	70 372	81,0%	213 776	76,8%	80 102	83,2%	91 614	87,3%	69 489	91,7%	38 012	93,8%	597 746	82,4%

Région / RLS	0 à 1		2 à 5		6 à 17		18 à 49		50 à 59		60 à 69		70 à 79		80 et plus		Tous les groupes d'âge	
	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%
Mauricie et Centre-du-Québec																		
0411 RLS DU HAUT-SAINT-MAURICE	213	64,9%	555	80,7%	1 715	85,3%	3 537	71,7%	1 622	81,5%	2 119	90,3%	1 382	95,8%	773	97,2%	11 916	82,0%
0412 RLS DE LA VALLEE-DE-LA-BATISCAN	373	93,0%	870	93,9%	2 496	90,9%	6 422	86,1%	3 146	86,6%	4 609	89,3%	2 945	90,1%	1 525	91,2%	22 386	88,6%
0413 RLS DE MASKINONGE	277	81,2%	679	86,8%	1 988	90,1%	5 758	86,3%	3 220	90,2%	4 229	94,0%	2 842	96,2%	1 495	97,8%	20 488	90,8%
0414 RLS DU CENTRE-DE-LA-MAURICIE	914	85,4%	2 132	90,6%	5 753	83,7%	16 331	79,4%	7 282	81,6%	10 384	84,7%	7 209	89,9%	4 301	97,2%	54 306	84,2%
0415 RLS DE TROIS-RIVIERES	1 781	74,7%	4 316	85,1%	13 322	85,5%	41 001	82,9%	16 155	87,5%	19 966	90,5%	15 133	93,4%	8 731	94,4%	120 405	87,0%
0416 RLS DE BECANCOUR - NICOLET-YAMASKA	734	85,2%	1 651	93,6%	5 056	93,0%	13 675	89,3%	5 563	91,6%	6 901	94,3%	4 699	96,8%	2 520	99,0%	40 799	92,4%
0417 RLS DE DRUMMOND	1 778	84,7%	4 063	91,3%	12 676	89,6%	33 168	83,8%	12 048	86,4%	13 935	90,5%	10 261	94,2%	4 920	96,1%	92 849	87,9%
0418 RLS D'ARTHABASKA-ET-DE-L'ERABLE	1 513	82,0%	3 574	90,5%	10 855	86,1%	28 767	84,4%	11 373	88,6%	13 342	89,7%	9 791	92,0%	5 076	92,0%	84 291	87,5%
Total Mauricie et Centre-du-Québec	7 583	81,3%	17 840	89,3%	53 861	87,4%	148 659	83,5%	60 409	87,0%	75 485	89,9%	54 262	93,1%	29 341	95,1%	447 440	87,5%
Estrie																		
0511 RLS DE LA POMMERAIE	936	88,5%	2 107	91,1%	6 232	91,5%	16 162	86,1%	6 820	87,8%	8 592	89,9%	6 401	94,2%	3 109	97,0%	50 359	89,5%
0512 RLS DE LA HAUTE-YAMASKA	1 613	85,3%	3 969	93,0%	12 573	91,9%	31 014	83,2%	12 876	85,2%	14 853	87,9%	9 985	90,5%	5 009	93,7%	91 892	87,1%
0513 RLS DE MEMPHREMAGOG	536	71,2%	1 480	82,7%	4 934	84,3%	12 093	75,6%	6 663	80,0%	8 829	85,1%	6 674	89,4%	2 969	94,7%	44 178	82,3%
0514 RLS DE COATICOOK	245	62,2%	709	85,6%	2 061	86,3%	4 635	77,3%	1 910	84,2%	2 204	89,1%	1 556	93,6%	963	97,6%	14 283	84,0%
0515 RLS DE SHERBROOKE	2 080	66,4%	5 350	81,2%	17 351	83,6%	48 048	73,4%	16 241	80,4%	18 160	84,1%	14 277	89,3%	8 376	92,8%	129 883	79,8%
0516 RLS DE VAL SAINT-FRANCOIS	495	78,8%	1 271	91,0%	3 822	89,2%	8 926	79,9%	3 591	83,4%	4 146	85,5%	2 701	88,4%	1 296	88,8%	26 248	84,3%
0517 RLS D'ASBESTOS	191	74,0%	471	89,5%	1 597	87,1%	3 420	78,9%	1 501	83,0%	2 132	84,0%	1 653	84,6%	794	85,9%	11 759	82,9%
0518 RLS DU HAUT-SAINT-FRANCOIS	434	92,7%	994	94,6%	2 955	93,4%	6 630	82,7%	2 838	85,2%	3 400	89,5%	2 222	93,6%	1 057	99,6%	20 530	88,3%
0519 RLS DU GRANIT	286	89,9%	694	92,2%	2 363	86,8%	5 478	83,2%	2 716	85,1%	3 554	87,8%	2 268	90,7%	1 243	93,4%	18 602	86,7%
Total Estrie	6 816	76,6%	17 045	87,4%	53 888	87,6%	136 406	78,6%	55 156	83,2%	65 870	86,5%	47 737	90,4%	24 816	93,7%	407 734	84,0%
Montréal																		
0611 RLS DE PIERREFONDS - LAC SAINT-LOUIS	1 905	55,4%	5 025	59,9%	18 231	59,2%	57 309	71,1%	26 855	81,3%	24 017	84,0%	16 748	88,0%	10 757	91,9%	160 847	74,6%
0612 RLS DE DORVAL - LACHINE - LASALLE	1 640	59,4%	3 636	61,3%	10 902	63,6%	40 603	73,3%	16 113	83,0%	15 016	86,6%	10 988	91,9%	7 478	94,3%	106 376	77,2%
0621 RLS DE COTE-SAINT-LUC - NDG - MONTREAL-OUEST	1 039	46,4%	2 671	52,1%	7 827	49,1%	32 569	67,4%	11 683	79,0%	10 842	81,6%	9 239	86,8%	6 842	89,2%	82 712	70,1%

Région / RLS	0 à 1		2 à 5		6 à 17		18 à 49		50 à 59		60 à 69		70 à 79		80 et plus		Tous les groupes d'âge	
	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%
0622 RLS DE COTE-DES-NEIGES - METRO - PARC-EXTENSION	1 805	46,0%	4 762	56,1%	13 355	52,0%	50 600	55,8%	16 776	72,3%	15 255	76,5%	13 167	81,7%	9 862	86,3%	125 582	63,0%
0631 RLS DE VERDUN - COTE ST-PAUL - ST-HENRI - POINTE-ST-CHARLES	1 800	58,8%	3 922	66,2%	9 355	66,4%	49 132	66,0%	13 946	76,8%	14 044	82,2%	9 133	88,2%	5 252	91,1%	106 584	71,6%
0632 RLS DES FAUBOURGS - PLATEAU-MONT-ROYAL - ST-LOUIS-DU-PARC	1 217	53,6%	2 780	62,2%	6 367	63,5%	40 075	53,9%	10 997	69,2%	10 256	74,4%	6 854	81,4%	3 538	85,7%	82 084	61,5%
0641 RLS DU NORD DE L'ILE - SAINT-LAURENT	1 495	43,8%	3 973	51,9%	10 691	47,6%	36 484	60,0%	14 369	74,6%	11 680	80,1%	9 395	85,5%	8 194	90,7%	96 281	65,0%
0642 RLS D'AHUNTSIC - MONTREAL-NORD	2 088	53,4%	5 256	67,1%	12 869	63,4%	39 086	61,9%	15 118	73,1%	14 927	79,3%	11 217	86,7%	8 927	91,5%	109 488	69,6%
0643 RLS DE LA PETITE PATRIE - VILLERAY	1 206	56,1%	2 739	68,5%	6 237	67,4%	36 950	66,4%	8 299	74,8%	7 704	79,4%	4 731	86,4%	2 953	91,0%	70 819	70,4%
0651 RLS DE SAINT-LEONARD - SAINT-MICHEL	1 644	50,5%	4 500	64,0%	10 747	56,9%	30 094	58,9%	12 595	73,1%	10 574	79,3%	8 675	90,0%	7 993	94,7%	86 822	67,3%
0652 RLS DE RIVIERE-DES-PRAIRIES - ANJOU - MONTREAL-EST	2 381	61,4%	6 295	73,9%	17 163	65,5%	52 083	68,7%	22 612	79,3%	22 228	84,4%	15 696	90,3%	10 713	94,8%	149 171	75,3%
0653 RLS DE HOCHELAGA - MERCIER-OUEST - ROSEMONT	1 862	55,3%	4 905	71,7%	11 198	65,6%	49 701	61,6%	15 152	71,6%	15 374	77,5%	10 758	84,8%	7 570	89,4%	116 520	68,5%
Montréal	20 082	53,3%	50 464	62,9%	134 942	59,2%	514 686	63,5%	184 515	76,1%	171 917	80,9%	126 601	86,9%	90 079	91,1%	1 293 286	69,7%
Outaouais																		
0711 RLS DU PONTIAC	217	70,9%	656	75,2%	2 129	83,7%	5 158	81,0%	2 430	81,2%	2 712	84,5%	1 818	88,1%	745	90,9%	15 865	82,8%
0712 RLS DE LA VALLEE-DE-LA-GATINEAU	241	76,8%	675	88,1%	1 975	90,2%	5 710	90,4%	3 164	92,2%	3 760	95,5%	2 293	96,5%	1 033	98,7%	18 851	92,5%
0713 RLS DES COLLINES-DE-L'OUTAOUAIS	580	72,2%	1 551	81,2%	4 903	81,5%	12 687	83,3%	5 331	85,7%	4 406	87,5%	2 182	89,8%	702	93,5%	32 342	84,2%
0714 RLS DE GRANDE-RIVIERE - HULL - GATINEAU	3 052	63,5%	8 512	72,5%	27 347	75,8%	73 954	74,3%	28 004	81,3%	26 669	85,8%	17 016	90,8%	8 675	94,9%	193 229	78,7%
0715 RLS DE LA VALLEE-DE-LA-LIEVRE ET DE LA PETITE-NATION	838	77,0%	2 114	89,6%	6 147	87,1%	17 341	86,4%	7 688	88,7%	8 145	91,5%	5 105	94,5%	2 083	96,0%	49 461	88,8%
Total Outaouais	4 928	67,4%	13 508	76,5%	42 501	78,9%	114 850	77,8%	46 617	83,6%	45 692	87,6%	28 414	91,6%	13 238	95,0%	309 748	81,7%
Abitibi-Témiscamingue																		
0811 RLS DE L'ABITIBI-OUEST	299	76,7%	758	88,7%	2 291	85,8%	5 348	78,6%	2 392	85,6%	3 145	91,5%	2 049	96,4%	1 040	98,4%	17 322	86,0%
0812 RLS DE L'ABITIBI	386	75,2%	970	93,3%	3 144	93,8%	8 352	92,7%	3 256	95,9%	3 722	97,0%	2 266	99,8%	983	98,5%	23 079	94,5%
0813 RLS DE ROUYN-NORANDA	608	68,4%	1 493	81,3%	4 357	81,5%	11 816	73,8%	4 700	82,2%	5 325	89,1%	3 347	93,8%	1 907	97,4%	33 553	81,2%
0814 RLS DE LA VALLEE-DE-L'OR	612	58,1%	1 345	66,8%	3 486	60,7%	10 945	68,1%	4 884	79,3%	5 506	87,3%	3 445	93,9%	1 667	96,1%	31 890	74,6%
0815 RLS DU TEMISCAMING	134	51,7%	429	74,0%	1 478	68,5%	3 889	74,4%	1 929	83,0%	2 329	88,2%	1 466	93,4%	786	95,3%	12 440	79,9%

Région / RLS	0 à 1		2 à 5		6 à 17		18 à 49		50 à 59		60 à 69		70 à 79		80 et plus		Tous les groupes d'âge	
	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%
Total Abitibi-Témiscamingue	2 039	65,7%	4 995	79,0%	14 756	76,6%	40 350	75,9%	17 161	84,2%	20 027	90,2%	12 573	95,2%	6 383	97,1%	118 284	82,0%
Côte-Nord																		
0911 RLS DE CANIAPISCAU	25	23,6%	116	54,2%	341	63,5%	957	62,4%	312	73,6%	147	72,8%	44	83,0%	19	90,5%	1 961	63,5%
0912 RLS DE LA HAUTE-COTE-NORD - MANICOUAGAN	433	72,2%	1 181	84,1%	3 825	83,2%	10 007	76,1%	5 316	83,3%	6 228	89,1%	3 947	92,9%	2 140	95,4%	33 077	83,5%
0913 RLS DE PORT-CARTIER	117	80,1%	271	95,4%	825	92,3%	2 156	84,7%	990	90,7%	1 020	95,8%	650	98,0%	297	98,7%	6 326	90,5%
0914 RLS DE SEPT-ILES	458	79,7%	1 018	86,8%	2 993	78,2%	8 081	81,0%	3 360	88,1%	3 167	90,3%	2 098	94,8%	1 164	97,7%	22 339	85,0%
0915 RLS DE LA MINGANIE	63	46,0%	183	59,0%	518	57,0%	1 485	66,7%	764	77,7%	944	86,4%	515	94,1%	213	89,9%	4 685	72,7%
0916 RLS DE LA BASSE-COTE-NORD	5	5,7%	14	6,9%	36	5,2%	136	8,5%	37	4,3%	18	2,7%	10	2,1%	6	3,1%	262	5,5%
0917 RLS DE KAWAWACHIKAMACH	0	0,0%	1	1,4%	41	25,3%	90	31,9%	53	59,6%	21	60,0%	11	64,7%	5	100,0%	222	32,6%
Total Côte-Nord	1 101	65,8%	2 784	76,1%	8 579	73,8%	22 912	73,2%	10 832	79,4%	11 545	85,1%	7 275	88,5%	3 844	91,7%	68 872	78,4%
Total Nord-du-Québec	215	80,5%	511	84,2%	1 472	80,9%	4 005	80,2%	1 770	87,7%	1 745	89,7%	937	91,8%	427	97,0%	11 082	84,5%
Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine																		
1111 RLS DE LA BAIE-DES-CHALEURS	406	84,1%	949	85,5%	3 082	88,2%	8 643	85,5%	4 205	88,7%	5 634	92,4%	4 033	96,5%	2 207	98,2%	29 159	89,8%
1112 RLS DE LA HAUTE-GASPESIE	108	82,4%	230	83,9%	787	77,7%	2 377	77,2%	1 288	81,6%	1 923	85,7%	1 364	90,7%	667	89,3%	8 744	82,7%
1113 RLS DE LA COTE-DE-GASPE	220	78,3%	564	94,0%	1 776	93,8%	5 151	90,2%	2 596	93,2%	3 539	95,1%	2 148	96,0%	1 108	95,8%	17 102	93,0%
1114 RLS DU ROCHER-PERCE	194	90,2%	393	98,7%	1 459	98,8%	4 384	94,1%	2 445	95,7%	3 198	97,0%	2 288	99,6%	1 100	99,6%	15 461	96,6%
1121 RLS DES ILES-DE-LA-MADELEINE	198	93,4%	335	90,5%	1 029	93,5%	3 040	79,3%	1 902	86,5%	2 268	90,9%	1 559	94,4%	749	97,0%	11 080	87,7%
Total Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	1 126	85,2%	2 471	89,8%	8 133	90,6%	23 595	86,1%	12 436	89,7%	16 562	92,8%	11 392	95,9%	5 831	96,7%	81 546	90,5%
Chaudière-Appalaches																		
1211 RLS ALPHONSE-DESJARDINS	4 485	83,3%	10 129	88,3%	30 100	86,5%	78 631	81,2%	29 363	85,8%	31 804	87,8%	22 613	91,2%	10 873	93,9%	217 998	85,4%
1212 RLS DE LA REGION DE THETFORD	613	90,8%	1 438	94,6%	4 472	93,4%	11 358	85,2%	4 929	89,0%	6 788	89,5%	5 180	90,7%	2 948	92,3%	37 726	89,1%
1213 RLS DE BEAUCE	1 178	89,6%	2 854	94,2%	9 166	92,0%	22 314	85,8%	8 744	89,0%	9 591	90,9%	6 791	93,6%	3 661	95,7%	64 299	89,6%
1214 RLS DES ETCHEMINS	249	86,2%	547	94,8%	1 862	96,4%	4 644	90,3%	2 180	92,9%	2 985	95,6%	1 953	98,3%	1 143	100,4%	15 563	94,1%
1215 RLS DE MONTMAGNY-L'ISLET	515	81,7%	1 183	91,4%	3 992	91,6%	10 051	83,5%	5 249	87,7%	6 515	90,0%	4 884	92,6%	2 590	95,5%	34 979	88,5%
Total Chaudière-Appalaches	7 040	84,9%	16 151	90,3%	49 592	88,8%	126 998	82,8%	50 465	87,1%	57 683	89,1%	41 421	92,0%	21 215	94,5%	370 565	87,1%
Laval																		

Région / RLS	0 à 1		2 à 5		6 à 17		18 à 49		50 à 59		60 à 69		70 à 79		80 et plus		Tous les groupes d'âge	
	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%
1311 RLS DE LAVAL	4 751	60,2%	12 072	66,9%	40 049	63,8%	130 386	77,2%	55 096	86,1%	46 691	89,5%	32 076	93,3%	22 158	95,5%	343 279	79,6%
Total Laval	4 751	60,2%	12 072	66,9%	40 049	63,8%	130 386	77,2%	55 096	86,1%	46 691	89,5%	32 076	93,3%	22 158	95,5%	343 279	79,6%
Lanaudière																		
1411 RLS DE LANAUDIÈRE-NORD	3 030	64,6%	7 415	75,3%	20 071	74,2%	60 749	76,7%	26 710	81,4%	32 002	86,4%	21 188	90,5%	9 957	94,1%	181 122	80,6%
1412 RLS DE LANAUDIÈRE-SUD	4 104	70,6%	10 493	78,1%	34 120	73,7%	93 766	80,6%	36 204	86,8%	33 995	90,6%	22 633	94,8%	10 164	96,5%	245 479	83,1%
Total Lanaudière	7 134	67,9%	17 908	76,9%	54 191	73,8%	154 515	79,1%	62 914	84,4%	65 997	88,5%	43 821	92,7%	20 121	95,3%	426 601	82,0%
Laurentides																		
1511 RLS D'ANTOINE-LABELLE	445	88,6%	1 012	94,7%	2 991	86,8%	8 769	83,9%	4 825	87,8%	6 896	92,1%	4 590	96,2%	1 852	97,2%	31 380	89,3%
1512 RLS DES LAURENTIDES	586	82,7%	1 333	84,5%	4 304	84,3%	11 926	76,8%	6 425	82,0%	8 351	86,2%	5 422	90,9%	2 445	94,4%	40 792	83,2%
1513 RLS DES PAYS-D'EN-HAUT	418	69,7%	936	73,5%	2 929	71,8%	10 013	75,7%	6 168	79,1%	8 505	83,9%	5 263	86,4%	2 270	89,9%	36 502	79,8%
1514 RLS D'ARGENTEUIL	347	67,9%	828	70,1%	2 862	78,2%	8 896	81,8%	4 655	87,3%	5 420	91,6%	3 595	94,5%	1 580	96,2%	28 183	85,6%
1515 RLS DE DEUX-MONTAGNES - MIRABEL-SUD	1 755	68,3%	4 433	76,7%	13 453	74,6%	37 235	76,9%	14 220	83,1%	13 835	87,9%	9 116	93,0%	4 156	95,8%	98 203	80,6%
1516 RLS DE LA RIVIÈRE-DU-NORD - MIRABEL-NORD	2 000	50,2%	4 890	57,9%	14 304	59,2%	52 283	73,7%	19 955	80,2%	20 085	85,4%	13 004	89,1%	5 965	92,7%	132 486	74,9%
1517 RLS DE THÉRÈSE-DE BLAINVILLE	1 938	61,6%	4 680	68,3%	16 324	68,2%	48 698	77,0%	20 548	83,0%	17 600	86,7%	11 793	92,1%	6 041	94,9%	127 622	79,0%
Total Laurentides	7 489	62,3%	18 112	69,2%	57 167	69,3%	177 820	76,4%	76 796	82,4%	80 692	86,9%	52 783	91,3%	24 309	94,2%	495 168	79,5%
Montérégie																		
1611 RLS DE CHAMPLAIN	2 552	62,3%	6 420	67,5%	16 539	55,8%	53 576	61,3%	21 040	71,6%	21 877	78,2%	18 152	84,2%	9 980	89,3%	150 136	68,0%
1612 RLS DU HAUT-RICHELIEU - ROUVILLE	3 065	74,4%	7 080	79,0%	19 513	72,2%	56 225	75,1%	21 453	79,8%	21 669	84,0%	15 050	88,7%	7 618	94,0%	151 673	78,7%
1621 RLS PIERRE-BOUCHER	3 848	73,6%	8 738	78,2%	23 143	68,8%	67 319	67,0%	26 969	75,8%	27 511	81,4%	20 713	87,5%	11 362	92,9%	189 603	74,1%
1622 RLS DE RICHELIEU-YAMASKA	3 526	85,5%	8 084	88,0%	24 903	82,2%	62 180	77,5%	24 911	82,1%	25 908	86,4%	19 669	91,5%	9 946	94,9%	179 127	82,9%
1623 RLS PIERRE-DE SAUREL	486	61,7%	1 268	71,6%	3 154	59,0%	12 650	76,5%	6 048	81,8%	8 189	86,4%	6 251	89,1%	2 951	89,4%	40 997	79,4%
1631 RLS DE VAUDREUIL-SOULANGES	1 741	55,6%	4 688	65,2%	15 918	64,1%	52 675	84,1%	20 813	88,0%	18 018	90,1%	11 738	94,2%	5 343	97,6%	130 934	82,1%
1632 RLS DU SUROIT	689	56,1%	1 596	62,9%	4 116	63,1%	18 667	86,0%	7 554	91,4%	8 912	94,8%	6 474	97,3%	3 646	99,6%	51 654	86,1%
1633 RLS DU HAUT-SAINT-LAURENT	284	62,0%	627	57,3%	1 786	57,3%	6 071	72,6%	3 048	82,2%	3 469	88,1%	2 374	90,6%	1 069	90,4%	18 728	76,5%
1634 RLS DE JARDINS-ROUSSILLON	2 994	63,1%	7 533	70,2%	22 423	65,5%	66 748	74,1%	26 395	82,1%	23 855	86,9%	15 805	91,7%	7 891	94,8%	173 644	77,2%

Région / RLS	0 à 1		2 à 5		6 à 17		18 à 49		50 à 59		60 à 69		70 à 79		80 et plus		Tous les groupes d'âge	
	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%
Total Montérégie	19 185	68,7%	46 034	74,1%	131 495	67,5%	396 111	73,0%	158 231	80,2%	159 408	84,9%	116 226	89,6%	59 806	93,5%	1 086 496	77,3%
Nunavik	11	1,9%	33	2,8%	69	2,4%	168	3,3%	43	4,2%	33	5,4%	2	0,8%	0	0,0%	359	3,1%
Terres-Cries-de-la-Baie-James	11	1,8%	50	3,5%	97	2,3%	287	3,6%	88	4,9%	40	3,6%	11	2,1%	4	2,0%	588	3,3%
Hors Québec	225	n.d.	2 642	n.d.	10 851	n.d.	24 378	n.d.	4 302	n.d.	4 159	n.d.	2 590	n.d.	1 858	n.d.	51 005	n.d.
Région inconnue	3 323	n.d.	4 057	n.d.	9 197	n.d.	41 934	n.d.	11 632	n.d.	7 152	n.d.	5 882	n.d.	8 236	n.d.	91 413	n.d.
Total de la province	109 735	69,1%	267 525	76,9%	791 837	74,4%	2 412 011	76,1%	946 299	83,5%	999 172	87,6%	705 129	92,0%	396 985	96,2%	6 628 693	80,9%

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières de l'Opposition officielle

QUESTION NO 153

Délai moyen d'attente avant qu'une personne prise en charge obtienne une première consultation avec un médecin de famille, par région et par catégorie de patient (A à E).

RÉPONSE NO 153

Cette donnée n'est pas disponible.

QUESTION NO 154

Nombre et proportion de personnes n’ayant pas de médecin de famille par région, par réseau local de santé (RLS) au 31 mars 2021.

RÉPONSE NO 154

Au 28 février 2021, 19,1 % des Québécois ne sont pas inscrits à un médecin de famille selon les dispositions définies à l’Entente particulière relative aux services de médecine de famille, de prise en charge et de suivi de la clientèle.

Proportion de la population non inscrite à un médecin de famille par région, par réseau local de services (RLS) au 28 février 2021
(données extraites en mars 2021)

Région RLS	Nombre	%
01 Bas-Saint-Laurent		
0111 RLS DE KAMOURASKA	1 068	5,2
0112 RLS DE RIVIÈRE-DU-LOUP	2 074	6,0
0113 RLS DE TÉMISCOUATA	1 641	8,6
0114 RLS DES BASQUES	274	3,2
0115 RLS DE RIMOUSKI	7 577	13,5
0116 RLS DE LA MITIS	2 762	15,3
0117 RLS DE MATANE	2 443	11,9
0118 RLS DE LA MATAPÉDIA	1 782	10,4
Total	19 621	10,1
02 Saguenay-Lac-Saint-Jean		
0211 RLS DU DOMAINE-DU-ROY	1 219	4,0
0212 RLS DE MARIA-CHAPDELAINE	845	3,4
0213 RLS DE LAC-SAINT-JEAN-EST	1 377	2,7
0214 RLS DE JONQUIÈRE	3 960	6,1
0215 RLS DE CHICOUTIMI	8 100	10,7
0216 RLS DE LA BAIE	1 113	5,2
Total	16 614	6,2
03 Capitale-Nationale		
0311 RLS DE PORTNEUF	5 829	10,8
0312 RLS DE QUÉBEC-SUD	65 189	21,6
0313 RLS DE QUÉBEC-NORD	55 701	16,3
0314 RLS DE CHARLEVOIX	1 220	4,3
Total	127 939	17,6

Région RLS	Nb	%
04 Mauricie et Centre-du-Québec		
0411 RLS DU HAUT-SAINT-AURICE	2 620	18,0
0412 RLS DE LA VALLÉE DE LA BATISCAN	2 881	11,4
0413 RLS DE MASKINONGÉ	2 064	9,2
0414 RLS DU CENTRE-DE-LA-AURICE	10 187	15,8
0415 RLS DE TROIS-RIVIÈRES	18 064	13,1
0416 RLS DE BÉCANCOUR - NICOLET-YAMASKA	3 362	7,6
0417 RLS DE DRUMMOND	12 762	12,1
0418 RLS D'ARTHABASKA - DE L'ÉRABLE	12 058	12,5
Total	63 998	12,5
05 Estrie		
0511 RLS DE LA POMMERAIE	5 902	10,5
0512 RLS DE LA HAUTE-YAMASKA	13 595	12,9
0513 RLS DE MEMPHRÉMAGOG	9 514	17,7
0514 RLS DE COATICOOK	2 716	16,0
0515 RLS DE SHERBROOKE	32 839	20,2
0516 RLS DE VAL SAINT-FRANÇOIS	4 896	15,7
0517 RLS D'ASBESTOS	2 419	17,1
0518 RLS DU HAUT-SAINT-FRANÇOIS	2 731	11,7
0519 RLS DU GRANIT	2 849	13,3
Total	77 461	16,0
06 Montréal		
0611 RLS DE PIERREFONDS - LAC SAINT-LOUIS	54 698	25,4
0612 RLS DE DORVAL - LACHINE - LASALLE	31 467	22,8
0621 RLS DE CÔTE-SAINT-LUC - NDG - MONTRÉAL-OUEST	35 323	30,0
0622 RLS DE CÔTE-DES-NEIGES - MÉTRO - PARC-EXTENSION	73 884	37,0
0631 RLS DE VERDUN - CÔTE ST-PAUL - ST-HENRI - POINTE-ST-CHARLES	42 263	28,4
0632 RLS DES FAUBOURGS - PLATEAU-MONT-ROYAL - ST-LOUIS-DU-PARC	51 323	38,5
0641 RLS DU NORD DE L'ÎLE - SAINT-LAURENT	51 957	35,1
0642 RLS D'AHUNTSIC - MONTRÉAL-NORD	47 873	30,4
0643 RLS DE LA PETITE PATRIE - VILLERAY	29 760	29,6
0651 RLS DE SAINT-LÉONARD - SAINT-MICHEL	42 101	32,7
0652 RLS DE RIVIÈRE-DES-PRAIRIES - ANJOU - MONTRÉAL-EST	48 811	24,7
0653 RLS DE HOCHELAGA - MERCIER-OUEST - ROSEMONT	53 523	31,5
Total	562 983	30,3
07 Outaouais		
0711 RLS DU PONTIAC	3 304	17,2
0712 RLS DE LA VALLÉE-DE-LA-GATINEAU	1 530	7,5
0713 RLS DES COLLINES-DE-L'OUTAOUAIS	6 060	15,8
0714 RLS DE GRANDE-RIVIÈRE - HULL - GATINEAU	52 349	21,3
0715 RLS DE LA VALLÉE-DE-LA-LIÈVRE ET DE LA PETITE-NATION	6 253	11,2
Total	69 496	18,3
08 Abitibi-Témiscamingue		
0811 RLS DE L'ABITIBI-OUEST	2 816	14,0
0812 RLS DE L'ABITIBI	1 333	5,5
0813 RLS DE ROUYN-NORANDA	7 754	18,8
0814 RLS DE LA VALLÉE-DE-L'OR	10 868	25,4
0815 RLS DU TÉMISCAMING	3 139	20,2
Total	25 910	18,0

Région RLS	Nb	%
09 Côte-Nord		
0911 RLS DE CANIAPISCAU	1 129	36,6
0912 RLS DE LA HAUTE-CÔTE-NORD - MANICOUAGAN	6 536	16,5
0913 RLS DE PORT-CARTIER	663	9,5
0914 RLS DE SEPT-ÎLES	3 945	15,0
0915 RLS DE LA MINGANIE	1 758	27,3
0916 RLS DE LA BASSE-CÔTE-NORD	4 519	94,5
0917 RLS DE KAWAWACHIKAMACH	459	67,4
Total	19 009	21,6
10 Nord-du-Québec		
RLS indéterminé	n/d	n/d
Total	2 031	15,5
11 Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine		
1111 RLS DE LA BAIE-DES-CHALEURS	3 313	10,2
1112 RLS DE LA HAUTE-GASPÉSIE	1 828	17,3
1113 RLS DE LA CÔTE-DE-GASPÉ	1 279	6,7
1114 RLS DU ROCHER-PERCÉ	542	3,4
1121 RLS DES ÎLES-DE-LA-MADELEINE	1 553	12,3
Total	8 515	9,5
12 Chaudière-Appalaches		
1211 RLS ALPHONSE-DESJARDINS	37 262	14,6
1212 RLS DE LA RÉGION DE THETFORD	4 615	10,9
1213 RLS DE BEAUCE	7 462	10,4
1214 RLS DES ETCHÉMINS	975	5,9
1215 RLS DE MONTMAGNY-L'ÎSLET	4 546	11,5
Total	54 860	12,9
13 Laval		
1311 RLS DE LAVAL	88 112	20,4
Total	88 112	20,4
14 Lanaudière		
1411 RLS DE LANAUDIÈRE-NORD	43 469	19,4
1412 RLS DE LANAUDIÈRE-SUD	50 012	16,9
Total	93 481	18,0
15 Laurentides		
1511 RLS D'ANTOINE-LABELLE	3 746	10,7
1512 RLS DES LAURENTIDES	8 212	16,8
1513 RLS DES PAYS-D'EN-HAUT	9 227	20,2
1514 RLS D'ARGENTEUIL	4 742	14,4
1515 RLS DE DEUX-MONTAGNES - MIRABEL-SUD	23 609	19,4
1516 RLS DE LA RIVIÈRE-DU-NORD - MIRABEL-NORD	44 505	25,2
1517 RLS DE THÉRÈSE-DE BLAINVILLE	33 834	21,0
Total	127 875	20,5
16 Montérégie		
1611 RLS DE CHAMPLAIN	70 609	32,0
1612 RLS DU HAUT-RICHELIEU - ROUVILLE	41 089	21,3
1621 RLS PIERRE-BOUCHER	66 266	25,9
1622 RLS DE RICHELIEU-YAMASKA	37 027	17,1
1623 RLS PIERRE-DE SAUREL	10 624	20,6
1631 RLS DE VAUDREUIL-SOULANGES	28 459	17,9
1632 RLS DU SUROIT	8 320	13,9
1633 RLS DU HAUT-SAINT-LAURENT	5 750	23,5
1634 RLS DE JARDINS-ROUSSILLON	51 333	22,8
Total	319 477	22,7

Région RLS	Nb	%
17 Nunavik		
RLS indéterminé	n/d	n/d
Total	11 359	97,0
18 Terres-Cries-de-la-Baie-James		
RLS indéterminé	n/d	n/d
Total	17 280	96,7
Région indéterminée		
RLS indéterminé	n/d	n/d
Total	n/d	n/d
Total		
Total	1 563 603	19,1

QUESTION NO 155

Nombre de médecins omnipraticiens qui utilisent le GAMF pour obtenir des patients.

.....

RÉPONSE NO 155

Il n'y a pas d'inscription formelle au guichet d'accès à un médecin de famille (GAMF), tout médecin de famille qui accède aux services en ligne de la Régie de l'assurance maladie du Québec peut utiliser le GAMF.

En date du 28 février 2021, 5 775 médecins de famille ont utilisé le GAMF pour obtenir des patients, et ce, depuis sa mise en ligne le 11 avril 2016.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières de l'Opposition officielle

QUESTION NO 156

Nombre et pourcentage des spécialistes qui utilisent au Centre de répartition des demandes de services (CRDS), par région. Nombre de rendez-vous présentement en attente d'être répartis à un spécialiste, par région. Nombre de rendez-vous référés par ce centre de répartition depuis sa mise en place.

RÉPONSE NO 156

Voir réponse à la question 99 du Troisième groupe d'opposition.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières de l'Opposition officielle

QUESTION NO 157

Nombre de médecins répondants ayant apporté un soutien clinique aux CRDS, au total et par spécialité médicale ; nombre d'actes facturés par les médecins répondants ayant apporté un soutien clinique aux CRDS, au total et par spécialité médicale, ainsi que le montant versé aux médecins répondants nommés pour apporter un soutien clinique aux CRDS, au total et par spécialité médicale.

RÉPONSE NO 157

La réponse est fournie à la question 106 des questions particulières du Troisième groupe d'opposition.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières de l'Opposition officielle

QUESTION NO 158

Nombre de psychologues équivalent ETC, par type d'établissement et par région pour 2018-2019 et 2020-2021.

RÉPONSE NO 158

La réponse est fournie à la question 138 des questions particulières du Deuxième groupe d'opposition.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières de l'Opposition officielle

QUESTION NO 159

Liste des primes aux médecins qui ont été abolies depuis le 1^{er} avril 2020.

RÉPONSE NO 159

À la fin 2019, le SCT a convenu avec la FMSQ du *Protocole d'accord intervenu entre le gouvernement du Québec et la Fédération des médecins spécialistes du Québec (FMSQ) relatif à la modification du protocole d'accord intervenu entre le ministère de la Santé et des Services sociaux (MSSS) et la FMSQ signé le 14 mars 2018 concernant la réduction de l'enveloppe budgétaire globale dédiée à la rémunération des médecins spécialistes*.

Le protocole prévoit notamment la création de l'Institut de la pertinence des actes médicaux (IPAM) lequel a pour mandat d'identifier et d'adopter des mesures visant à restreindre ou éliminer des actes médicaux inappropriés, rendus à des fréquences excessives ou non conformes aux bonnes pratiques médicales.

Les mesures de pertinence adoptées par l'IPAM, notamment l'abolition de suppléments ou primes qui ont été abolis depuis le 1^{er} avril 2020 sont disponibles sur le site internet de la Régie de l'assurance maladie du Québec (RAMQ) aux adresses suivantes:

<https://www.ramq.gouv.qc.ca/SiteCollectionDocuments/professionnels/infolettres/2021/info293-20.pdf>

<https://www.ramq.gouv.qc.ca/SiteCollectionDocuments/professionnels/infolettres/2021/info316-20.pdf>

<https://www.ramq.gouv.qc.ca/SiteCollectionDocuments/professionnels/infolettres/2021/info331-20.pdf>

<https://www.ramq.gouv.qc.ca/SiteCollectionDocuments/professionnels/infolettres/2021/info011-21.pdf>

De plus, des suppléments en anesthésiologie, dont celui pour des services dispensés à un patient en isolement (SARM, ERV, Clostridium difficile, etc.) ont été abrogés au 29 mars 2021 dans le cadre de la Modification n° 94.

Pour les médecins omnipraticiens, aucune prime n'a été abolie depuis le 1^{er} avril 2020.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières de l'Opposition officielle

QUESTION NO 160

Pour la FMSQ et la FMOQ, les résultats des études commandées à l'ICIS en vertu des ententes.

.....

RÉPONSE NO 160

Pour la FMSQ, l'Étude comparative des paiements versés aux médecins spécialistes du Québec et du reste du Canada en 2016-2017 produite par l'ICIS est disponible sur le site internet du Secrétariat du Conseil du trésor.

(Lien : https://www.tresor.gouv.qc.ca/fileadmin/PDF/Nouvelles/Rapport_ICIS.pdf)

Pour la FMOQ, les résultats de l'étude demeurent confidentiels jusqu'à ce que les parties aient finalisé les discussions entreprises dans le cadre du forum de discussions sur la rémunération des médecins omnipraticiens du Québec.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières de l'Opposition officielle

QUESTION NO 161

Copie de toute entente intervenue entre le ministère et la FMOQ depuis le 18 octobre 2018.

RÉPONSE NO 161

Les ententes intervenues entre le ministère et la FMOQ sont disponibles sur le site Internet de la Régie de l'assurance maladie du Québec (infolettre 346 du 15 janvier 2019, infolettre 347 du 16 janvier 2019, infolettre 366 du 30 janvier 2019, infolettre 378 du 6 février 2019, infolettre 403 du 26 février 2019, infolettre 015 du 18 avril 2019, infolettre 087 du 21 juin 2019, infolettre 233 du 22 novembre 2019, infolettre 235 du 22 novembre 2019, infolettre 246 du 2 décembre 2019, infolettre 289 du 15 janvier 2020 et infolettre 344 du 18 mars 2020, infolettre 063 du 12 mai 2020, infolettre 133 du 4 août 2020, infolettre 173 du 23 septembre 2020, infolettre 236 du 25 novembre 2020, infolettre 254 du 16 décembre 2020, infolettre 268 du 22 décembre 2020, infolettre 280 du 14 janvier 2021, infolettre 291 du 25 janvier 2021, infolettre 004 du 1^{er} avril 2021) aux adresses suivantes:

[https://www.ramq.gouv.qc.ca/fr/professionnels/medecins-omnipraticiens/infolettres/Pages/acte-
infos-2018.aspx](https://www.ramq.gouv.qc.ca/fr/professionnels/medecins-omnipraticiens/infolettres/Pages/acte-
infos-2018.aspx)

[https://www.ramq.gouv.qc.ca/fr/professionnels/medecins-
omnipraticiens/infolettres/2019/Pages/infolettres.aspx](https://www.ramq.gouv.qc.ca/fr/professionnels/medecins-
omnipraticiens/infolettres/2019/Pages/infolettres.aspx)

[https://www.ramq.gouv.qc.ca/fr/professionnels/medecins-
omnipraticiens/infolettres/2020/Pages/infolettres.aspx](https://www.ramq.gouv.qc.ca/fr/professionnels/medecins-
omnipraticiens/infolettres/2020/Pages/infolettres.aspx)

[https://www.ramq.gouv.qc.ca/fr/professionnels/medecins-
omnipraticiens/infolettres/2021/Pages/infolettres.aspx](https://www.ramq.gouv.qc.ca/fr/professionnels/medecins-
omnipraticiens/infolettres/2021/Pages/infolettres.aspx)

QUESTION NO 162

Copie de toute entente intervenue entre le ministère et la FMSQ depuis le 18 octobre 2018.

RÉPONSE NO 162

Depuis le 18 octobre 2018, le ministère et la FMSQ ont convenu de 11 modifications à l'Accord-cadre du 1^{er} octobre 1995, soit les modifications 88 à 98.

Les détails des modifications n^{os} 88, 89 et 91 à 95 sont disponibles sur le site internet de la Régie de l'assurance maladie du Québec (RAMQ) aux adresses suivantes:

<https://www.ramq.gouv.qc.ca/SiteCollectionDocuments/professionnels/infolettres/2019/info368-8.pdf>

<https://www.ramq.gouv.qc.ca/SiteCollectionDocuments/professionnels/infolettres/2019/info369-8.pdf>

<https://www.ramq.gouv.qc.ca/SiteCollectionDocuments/professionnels/infolettres/2019/info255-9.pdf>

<https://www.ramq.gouv.qc.ca/SiteCollectionDocuments/professionnels/infolettres/2020/info285-9.pdf>

<https://www.ramq.gouv.qc.ca/SiteCollectionDocuments/professionnels/infolettres/2020/info281-9.pdf>

<https://www.ramq.gouv.qc.ca/SiteCollectionDocuments/professionnels/infolettres/2021/info354-20.pdf>

<https://www.ramq.gouv.qc.ca/SiteCollectionDocuments/professionnels/infolettres/2021/info296-20.pdf>

Les changements convenus dans la modification n^o 90 ont été intégrés à l'Annexe 1 du Protocole d'accord intervenu entre le ministère de la Santé et des Services sociaux (MSSS) et la Fédération des médecins spécialistes du Québec (FMSQ) ayant trait au renouvellement de l'Accord-cadre pour la période du 1^{er} avril 2015 au 31 mars 2023 qui est disponible sur le site internet de la RAMQ à l'adresse suivante:

https://www.ramq.gouv.qc.ca/SiteCollectionDocuments/professionnels/manuels/syra/medecins-specialistes/154-brochure-1-specialistes/Specialistes_Brochure_no1.html#203073

Les détails des modifications 96 à 98 seront disponibles prochainement sur le site internet de la RAMQ à l'adresse suivante:

<https://www.ramq.gouv.qc.ca/fr/professionnels/medecins-specialistes/infolettres/2021/Pages/infolettres.aspx>

Le Secrétariat du Conseil du trésor a également convenu avec la FMSQ du *Protocole d'accord intervenu entre le gouvernement du Québec et la Fédération des médecins spécialistes du Québec (FMSQ) relatif à la modification du protocole d'accord intervenu entre le ministère de la Santé et des Services sociaux (MSSS) et la FMSQ signé le 14 mars 2018 concernant la réduction de l'enveloppe budgétaire globale dédiée à la rémunération des médecins spécialistes*. Ce protocole est disponible sur le site du Secrétariat du Conseil du trésor à l'adresse suivante :

https://www.tresor.gouv.qc.ca/nouvelles/?tx_ttnews%5Btt_news%5D=551&cHash=4af0d93e7a2ee4922716ea00b49b8ebb

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières de l'Opposition officielle

QUESTION NO 163

1. Pour les chirurgies, coûts par région et par type d'intervention :
 - a) hanche ;
 - b) genou ;
 - c) cataracte ;
 - d) bariatrique ;
 - e) autre.

RÉPONSE NO 163

La réponse est fournie en suivi à la question n° 51 des questions particulières du Troisième groupe d'opposition.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières de l'Opposition officielle

QUESTION NO 164

Nombre de chirurgies réalisées, par type de chirurgie, par établissement pour 2020-2021

RÉPONSE NO 164

Voir réponse à la question 52 du Troisième groupe d'opposition.

QUESTION NO 165

Nombre de chirurgies pratiquées dans le privé au service du public sans frais pour les patients en 2020-2021 :

- a) bilan du projet pilote ;
- b) analyse ;
- c) coûts ;
- d) bénéfices.

RÉPONSE NO 165

L'état d'urgence sanitaire décrété en mars 2020 a mis fin au projet pilote qui devait se terminer en mai 2020. Les établissements ont par la suite conclu des ententes avec des centres médicaux spécialisés lors de la reprise des activités chirurgicales. Le nombre de chirurgies réalisées dans le cadre de ces ententes en 2020-2021 est de 30 223.

Le bilan, les analyses et les bénéfices du projet pilote ne sont pas disponibles.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières de l'Opposition officielle

QUESTION NO 166

Pour chaque type de chirurgie, incluant notamment la chirurgie de la cataracte et la neurochirurgie, par région et par établissement, en 2019-2020 et en 2020-2021 :

- a) coût moyen;
- b) durée moyenne de séjour;
- c) nombre de chirurgies effectuées.

RÉPONSE NO 166

La réponse est fournie en suivi à la question n° 54 des questions particulières du Troisième groupe d'opposition.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières de l'Opposition officielle

QUESTION NO 167

Liste d'attente pour une chirurgie d'un jour, par région et par établissement.

.....

RÉPONSE NO 167

Voir réponse à la question 56 du Troisième groupe d'opposition.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières de l'Opposition officielle

QUESTION NO 168

Liste d'attente pour une chirurgie bariatrique, par région et par établissement.

.....

RÉPONSE NO 168

Voir réponse à la question 57 du Troisième groupe d'opposition.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières de l'Opposition officielle

QUESTION NO 169

Délais pour les chirurgies, par région :

- a) cancer colorectal;
 - b) cancer du sein;
 - c) cancer de la prostate;
 - d) cancer du poumon;
 - e) cancer de la peau;
 - f) cancer des glandes salivaires.
-

RÉPONSE NO 169

La réponse à cette question est fournie à la question n°59 des questions particulières du Troisième groupe d'opposition.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières de l'Opposition officielle

QUESTION NO 170

Nombre de patients en attente hors des délais médicalement acceptables par mois, par type de chirurgie et au total en 2020-2021 par région et par établissement.

RÉPONSE NO 170

Voir réponse à la question 61 du Troisième groupe d'opposition.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières de l'Opposition officielle

QUESTION NO 171

Listes d'attente en imagerie médicale et en échographie, par région et par établissement.

RÉPONSE NO 171

Voir réponse à la question 162 du Troisième groupe d'opposition.

QUESTION NO 172

Concernant le bilan du plan de remplacement provincial en anesthésiologie, chirurgie et obstétrique, depuis mars 2019, par région :

- a) le nombre de découvertures ;
- b) la liste de découvertures ;
- c) la date des découvertures ;
- d) les amendes imposées en lien avec les découvertures.

RÉPONSE NO 172

a), b), c), voir la page suivante. À noter que la compilation des ruptures a été suspendue d'avril à août 2020.

d) Pour garantir la continuité des services, les établissements ont souvent eu recours à des plans de contingence, dont des corridors et des couvertures téléphoniques.

Aucune amende n'a été imposée depuis l'entrée en vigueur des deux lettres d'entente (chirurgie générale et en obstétrique-gynécologie), le 1^{er} décembre 2019. Soulignons que le début d'application des pénalités a été négocié pour le 1^{er} avril 2020, ce qui coïncide avec la période de la crise pandémique et la fermeture des régions. En conséquence non applicable.

Aucune amende n'a été imposée pour l'anesthésie.

Portrait quantitatif des ruptures confirmées en spécialités médicales de base (en jours)
Janvier à avril et de aout à décembre*
Année 2020-2021
*: la compilation a été suspendue de avril à aout 2020

		Spécialités base		
Établissements	Ruptures confirmées	Anesthésiologie	Chirurgie Générale	Obst-Gynécologie
01 CISSS du Bas-Saint-Laurent	2020 Total	0	1	0
02 CIUSSS DU SAGUENAY - LAC-SAINT-JEAN	2020 Total	16	0	2
07 CISSS DE L'OUTAOUAIS	2020 Total	1	6	0

Note: les établissements ont eu recours souvent à des plans de contingence dont des corridors de services et des couvertures téléphoniques pour maintenir les services.